JANVIER 1975

Rédacteur en chef: Claude Julien

Prix : 5 F

Algérie: 5.00 DA ... Marce: 5.00 dir. Canada: 1.25 5 c. Roy.-Uni: 23 p. Espagne: 35 pss. State: 3 P.S. Traile: 550 tires

Publication mensuelle (vingt-denxième amée) édîtée par

Le Monde

LE MONDE diplomatique

Fondateur · Hubert Beuve-Mery 5, rue des Italiens. Paris-IX. Directeur: Jacques Fauvet

Lire pages 7 à 12:

La démocratie trahie par...

> ... L'inégalité fiscale

ses meilleurs væux pour 1975.

Kassurer

Par CLAUDE JULIEN

D IVERS plans tandant à réduire la consommation, notamment la consommation d'énergie, dorment dessite almation d'énergie, dorment depuis plusieurs semaines sur le bureau da président Ford. Et ils attendrout lougtemps, Cae les sondages d'opicieu ont montré — qui en auroit douté? — à quel point les mesures de restriction étulent impopulaires. Or les gauvernants, apparemment d'astant plus faibles que sont plus caquidérables les moyens dant ils disposent, se laissent tirailler entre deux ardres de considérations : un ceil sur les dossiers techniques qui justifient an diagnostic et suggérent divers remèdes, l'autre ceil sur le baro-mètre de leur cote d'amour, ils finissent presque toujours por choisir le solution de facilité, sans commone mesure avec le problème posé.

Beaucoup plus durament touchée que les Etats-Unis, et pratiquement sans espoir d'assurer son autonomie énergétique, l'Europe ajourne elle aussi des décisions qui prendraient un caractère suicidaire, tant le public est mel préparé à en comprendre l'argente aécessité. Les appels à l'économie restant pourtant sans effet notable, et les gouvernements semblent gaidés par un seul souci : équilibrer la balance des paiements durement touchée par l'accroissement des prix du pétrole et d'autres m lères premières que les pays développés consomment avec voracité. Une telle politique possède une signification pré-eise : elle refuse tout examea critique des fondements de l'extraordinaire pros-périté que l'Occident a connac depois un quart de siècle, elle disculpo les pays riches de toute responsabilité à l'égard de la misère du tiers-monde, elle rejette toute mise en cause d'un modèle de développement qui a dangereusement aggravà tant de tensions internes et externes.

La « erise » invitait poartant à guérir una société malade ; un préfère la convaincre qu'elle na se porte pas si mal et qu'elle trouvers le saint dans une espèce de fuite en avant. Pas question de réduire le pillage et le gaspillage qui ont noarri une expansion aux fruits inégalement réportis. Une véritable sion économique impliqueroit trop de risques. Continuans donc comme par le passé. Avec tautefois deux carrectifs : ane augmentation du chômage eu s'efforçant néaamoins de ne pas franchir le seuil de l'intolérable, et au accroissement des exportations — notamment d'armements, Pour les Stats-Unis, une variante : mainteair le pétrole à un prix élevé, qui assuraro aux compagnies des profits plus substantiels indispensables au finoncement du plau

A SSEZ inquiet voilà ua un, le bon public est apaisé : son extornabile roule. Rétrospectivement, il se repend d'ovoir céda à une freyeur injustifiée. Et les gouvernements font tout ce qu'ils penvent pour le ressurer : le toux d'inflation ve décroître, les chameurs recoivent leurs allocations, les courrets d'exportation sont entourés d'une saine et loyale publicité, la production va connoître un nouvel esses.

Encore quelques difficultés, que seuls surestiment les semeurs de troubles et tout va s'arranger. Mais à sepposer que ces souriantes perspectives ne soient pas un mirage, nous nous retrouverons demain devant le même dauble déséquilibre : entre notions riches et nations prolétuires, untre privilégies et « exclus » au seia des sociétés prospères. On aura simplement relevé la barre, porté ces ntrudictions à un siveau supérieur.

ils restent dans la logique de leurs conceptions qui ont arienté la croissance depuis vingt-cisq ons ; ils restent anssi dons la logique de leurs intérêts, soi-gneusement confortés par ce modèle de développement qu'ils veulent conserver en l'aménageant. Et comme ils ne peuvent « gérer l'imprévisible », ils impro-

Mais les forces d'appositian? Elles contestent, en principe, un système que l'on a entendu craquer, et pourtant elles restent sur la défensive. Car il ne suffit pas de clamer que e le peuple » refuse de payer les pots casses, de suffit pas de clamer que 4 le pouple » retuse de payer les pois cassas, ou subir les socrifices d'ane faillite. Il suffit encore mains de demonder le nationalisation d'entreprises dans lesquelles l'Etet injecte des sommes mossives. Nationalisées au pay, que produiront ces entreprises? Là est la question laissée sons réponse. N'ant-elles pay, les unes et les autres, au même titre, contribué à un mode du dévoluppement aujourd'hai remis en question ? Encore davantage d'automobiles, au du matériel agricole pase l'Afrique ? Encore 500 kilomètres d'autoroutes en 1975, au des hópitaux ?

Les bommes au pauvoir ne sont pas les seuls à pratiquer la « navigation à vue ». Comme oux, leurs adversaires veulent bien ebanger quelque chose, pourva que ne soit pes porté atteinte aux délices empoisonnées de la « société

MENACES PROCHE-ORIENT

inévitable? Et quelle serait l'étendre du champ de hataille? A cause de la crise pétrolière, le conflit israelo-arabe a pris une dimension nouvelle dans laquelle la securité d'Israel on le sort des Palestiniens risquant finalement de passer au second plan. Frappe en plaine crise économique par l'angmentation du prix du pétrole déclenchée à l'occasion de la guerre d'octobre. l'impérialisme occidental epparaît pour la première fois sur la défensive, face su liere-monde. Les antagonismes nomiques et commerciaux entre le Nord et le Sud s'en tronvent execerbés, et, politiquement, cela s'est déjà traduit par un bouleversament du rapport de forces à l'ONU lors des votes sur le Proche-Orient.

Après l'échec du Vietnam, une occasion se présente l'Amérique d'imposer un coup d'arrêt à cette évolu-

nologie, 1956 leur ensegna qu'Israel pouvait s'unir à des puissances occidentales pour leur infliger la défaite s'ils prenaient des initiatives préjudiciables aux intérêts de l'Occident, 1967 leur fit comprendre que quinze ans de développement ne les avalent pas hissés à parité avec Israël. Des années de terrorisme ont montré aux Palestiniens qu'ils pouvaient provoquer des ennuis, mais non amener l'Occident à leurs raisons. Et, finalement 1973 a paroyy sux Arabes qu'ils pouvaient réaliset des performances militaires asses, étédibles pour remettre en jen les vieux antisponismes de la guerre froide. Toutefois, la veritable immission, en 1973, ce fut le recours à l'a arme du pétrole.

Au cours de leur initiation graduelle aux affaires pétrolières depuis une dissine d'années, Saoudiens, Algériens, Koweitiens ou Irakiens ont appris toute l'importance du pétrole pour les économies du Nord-Onest et du Japon. Episodiquement, des accès de culter courte l'Occident avaient

Japon. Episodiquement, des accès colère contre l'Occident avalent

de colère coutre l'Occident avalent déjà provoqué des tentatives pour interrompre le flux de l'or noir, génèralement par sabotage des pipr-lines, mais ll y eut aussi des interruptions de livraisons en 1956 et en 1967. La nouveauté, en 1973, ce fut l'unité relative du bloc arabe et le désir des Iraniens — qui out, de leur côté, de profonds griefs à l'égard de l'Occident — de profiter de la crisé pour augmenter le prix. Car ce sont bien les Iraniens qui lui out donné cette tournure qui inquiète tant l'Occident augmenter au moment le plus crucial de la confrontation, l'Iran vendit du pétrole aux enchères à 17.40 dollars le baril, alors qu'il ne valait que 1.80 dollar quelques années plus tôt.

Il y a, désormais, trois façons de voir. Paur les Arabes, le pétrole est une arme diplomatique (comme le furent augmere, pour nous, la ferraille, le bié, le sucre…) pour redresser des torts dans le problème de la

res paus neurs responsables américains, certains encou-regements donnés à l'activisme israélien, et les efforts déployés pour ressauder l'unité du camp atlantique montrent que le tentation existe, en moins dans certains milieux. Dans le même terme l'analytique les plus hauts responsables americains, certains en milieux. Dans le même temps, l'annulation du voyage prévu de M. Brejnev en Proche-Orient aggrave les

Si la guerre éclate è nouveau en Proche-Orient, l'affrontement direct qu'indirect entre l'impérialisme et le tiers-monde marquera profundément l'avenir des relations internationales. Ancien membre du Conseil de planification politique du département d'Etat et ancien président de l'Institut Adlai Stevenson, professeur à l'université de Chicago. William R. Polk envisage ci-dessons les modalités d'action qui s'offrent enx Etats-Unis.

Par WILLIAM R. POLK *

Palestine. Les Iraniens le considérent comme la clé de l'accès au club occi-dental comme le moyen d'acquerir un statut, avec la technologie et la riche-se. Pour le Nord-Ouest, enfin, richesse. Pour le Nord-Ouest, enim, le pétrole acheté à des conditions acceptables est la cheville ouvrière de la civilisation occidentale telle que nous la connaissons actuellement. Ces trois points de vue ont des implications politiques immédiates : les Arabes peuvent décider de conserver leur pétrole, ou de le vendre cher, s'ils n'obtiennent pas satisfaction sur la

Palestine et, plus spécialement, sur la remise de la Jérusalem islamique à des autorités qui leur soient acceptables. Les Iraniens veulent bien vendre le Les Iraniens veulent bien vendre le leur, mais pas à n'importe quel prix; ils veulent, en outre, passer, aussi rapidement que possible, de la vente de pétrole brut à celle de produits pétrochimiques, de manière à profiter de la valeur ajoutée. Ils se font un devoir moral de revendiquer leur droit de participer, sur un pied d'éga-lité et sur la bese des a lois d'airain a lité, et sur la base des « lois d'airain » de l'économie, au jeu économique mondial. Quant à l'Occident, il est maintenant placé devant un choix complexe, mais nécessaire et urgent.

Un vent de panique économique

L'en novembre 1973, était que le pétrole reste disponible en quantité suffisante pour faire face aux besoins courants et à leur accroissement futur. Les Etais-Unis semblent prêts, aujourd'hui, à accepter un prix élevé. pour des raisons qui leur sont propres, mais les économies occidentales pour-ront-elles supporter ce cont élevé? Parmi une multitude de calculs, d'esti-mations et de réestimations, des chiffres publiés par James Reston dans l'International Herald Tribune du 30 septembre laissent perplexe. En 1972, les Etats-Unis déboursaient 49 milliards de dollars pour leurs importations de pétrole (1); en 1973, 85 milliards; pour 1974, le coût est estimé à 25.2 milliards, et l'on s'attend qu'il grimpe allégrement pour ettaindre entre 43 et 100 milliards de fres publies par James Reston de s'attend qu'il grimpe all'égrement pour atteindre entre 43 et 100 milliards de dollars vers 1980. Le Conseil national du pétrole prévoit qu'aux environs de 1985 les Etats-Unis devront importer près de 15 millions de barils par jour, soit 5 475 millions de barils par an.

Au prix actuel, environ 11 dollars le baril, les Etats-Unis transfèreront aux producteux de nétrole étransgèreront aux producteux de nétrole étransgère. aux producteurs de petrole étrangers, penda et les dernières années de la décennie, une somme à peu près égale à l'évaluation des valeurs de toutes les sociétés colées à la Bourse de New-Ynik. D'une autre manière, cela

revient à dire que six ans de trans-fert d'éaergie coûteroat cent cinquante ans de révolution industrielle. ans de révolution industrielle.

Quoique encore relativement réduites, les conséquences économiques de ces transferts paraissent déjà dramatiques. Tous nos arrangements financiers ont été conçus à partir du faible poût de l'énergie. Le sentiment est maintenant très répandu qu'un prix de 13 dollars le barit entrainers une dépression. Justifié ou non, il a cartalpression. Justifié ou aon, il a certal-aement coatribué à accroître les pressions inflationnistes. Or il semble bien que aous n'ayons ni les connais-

Auteur de hombreux ouvrages sur le Proche-Orient, dont The United States and the Arab World (1985).

sances ni les moyens nécessaires pour juguler ces nouvelles pressions. Le recours aux méthodes de Keynes ne fait qu'envenimer la situation. Et notre panique devant cette impuissance n'est pas le moindre aspect du problème. Il est clair, en tout cas, que nous ne pouvois ni développer rapidement une nouvelle théorie ni forger aussi vite les nouveaux instruments pratiques d'une politique; la réalité de la situation économique est en train de nous échapper à grands pas. us échapper à gr

Que faire?
Les responsables ont le choix entre plusieurs catégories d'options, dont il conviendrait de peser soigneusement le coût et le bénéfice à court et à a) Continuer dans la même voie. Cela revient à ne rien faire, ou tres peu, pour réduire la consommation de produits pétroliers ou pour trouver d'autres sources d'énergie.

(Lire la suite page 4.)

3.7 S seulement du pétrole brut sméricain provousit du Proche-Orient en 1972.

Dans ce numéro LE PEUPLE PALESTINIEN Histoire d'une conscience nationale (Pages 2 à 4.)

Au cinėma:

Combats de Palestine

REPORTAGE:

Panama: les militaires face aux Etats-Unis

(Pages 14 et 15.)

La fin de la «dictature de consommation» en Espagne

'ORDINAIRE si lent et décevant dans son processus, dont les alté-rations n'intrigaient que les inities rompus à l'exégèse des rumeurs de sérgil, l'équilibre du réglme franquiste vient d'être bouleversé par une véritable avalanche d'événements. Fort langue et disporate en apparence, la liste de ces évenements peut s'ardonner autour de trois axes qui sous-tendent chacun une modification fondamentale de la situation politique de l'Espagne Le premier de ces oxes correspond à l'espèce d'audience autonome, vaire de popularité, acquises per la gouvernement Arias Navarro dans le temps même où s'affondrait le charisme personnel de Franco. Le second axe supporte toutes les données économiques et socioles présentes, qui metterit dramatiquement en couse la politique de fuite en avant dans le développement matériel pratiquée depuis 1957. Le troisième, enfin, se réfère à l'ampleur du débat politique, qui ne se limite plus à des cénacles en mai de notoriété mals qui touche maintenant une fraction notable d'une population guérie de sa peur d'elle-

Un sondaga publié en octobre dernier par l'hebdomadoire « Combio 16 » montre que 49 % des Espagnois se déclarent satisfolts de leur gouvernement, 14 %

Par GUY HERMET *

seulement s'en disant totalement mécontents. Le score est assez brillant peur un cabinet confronté à la crise comme tous ses homologues européens, et i l'est plus encore si l'on considère la nature non démocratique de son pouvoir. Les Espagnols pardonneroient-ils au président Arlas ce qu'ils n'occeptaient pas de son prédécesseur?

PLUS significative encore est la dis-sociation qui se dessine dans les esprits entre le gouvernement et l' « establishment » fronquiste. Le limogeage du ministre de l'information, M. Pla Coba-nillas — qui n'interdit qu'un livre pendant ses dix mois d'exercice - puis la démission consécutive du ministre des finances, M. Barrera de Irimo, et de dizaines d'nutres hauts responsables politiques et administratifs, ant été percus très généralement comme un mauvais coup perpètré par les ultras contre M. Carlos Arias Navarro, avec l'oppui de la « coterie du Pardo » (1) et du Caudillo revigoré, contre toute attente, por ses médecins. Il en va de même en ce qui concerne le chaix par le chal

Auteur d'un nouveau livre, l'Espagne de Franco, paru chez Armand Coiln, Paris, 1974, 302 pages, 17 F.

de l'État du plus restrictif des deux projets de lai sur les associations politiques, préparés concurremment par le Conseil notional du mouvement et la présidence du gouvernement. En retenunt le moins « évolutif » de ces pro-jets, celui du Conseil national, le général Franco a désavoué discrètement son premier ministre. Il ne l'a pas compromis pour outont, notamment grâce à l'habiteté avec laquelle M. Arias Navarra a utilisé la télévision pour donner à comprendre aux Espagnals qu'il n'approuvait guère ce projet restrictif, mais que mieux valait des associations pall-tiques améliorables que pos d'associations du tout.

Cette dissociotion entre le gouvernement et le clan franquiste transporait à l'évidence dans la presse. Trois quotidiens seulement - l'orgone phalongiste « Arriba », le journal syndicaliste « Puebla » et le quotidien catholique d'extrême droite « Alcazar - soutiennant encare inconditionnellement le « vieux système », son chef et ses nouveaux espairs représentés en particulier par l'ex-ministre du travail et revenant politique, M. Giron.

(Lire la suite page 12.)

Cadeaux de classe

Prestigieux bagages de cuir

à la Grande

Maroquinerie de Paris

156, rue de Rivoli (Métro : LOUVRE)



iux de class

LE PEUPLE PALESTINIEN

Histoire d'une conscience nationale

Aucus règlement durable an Proche-Orient ne sem possible sans qu'une solution eoit tronvée an problème qui oppose les ignafilens aux Palesti-niens dépuis un demi-siècle. Anctun gouvernement arabe, en effet, n'accep-terait de coeclure une paix définitive avec l'Etat juif aussi longtemps que celui-ci ne donnerait pas satisfaction à l'O.L.P., reconnue désormais comme la c seule représentante tégitime du peu-ple palestinien ». L'étude du monve-ment national palestinien depuis ses origines qu'on lira, ci-dessona est publiée sous une forme plus dévelop-pée dans le numéro de janvier de la revue améticaine Foreign Affairs.

«PALESTINIEN - Atalt naguére un mot tabou. Une bonne partis da l'opinion mondiale Ignoreit jusqu'é l'existence d'un peuple ds ce nom. Ceux qui s'évertueient à es rétérer à un nalionalisme spécifiquement palestinien provoqualent le plus eouvent embarras, trrilation ou colère. Le Conseil de sécurité juste règlement su problème des « rétugiés - an se gerdant bien d'Indiquar taur origine. (Résolution 242 du 22 novembrs 1987.) En juin 1988, l'assassin de Robert Kennedy, Sirhen Sirhan, étatt officielle ment qualitié en lerael d' « émtorant araba originaire de Jérusalem -. L'année suivanta, Mma Golda Meīr, présidant du conseil, soutenelt que les Paleatiniene n'existatent pee en tant que peuple puisqu'ils es considérsient eux-mê tait-etle, tronique - comme étant des - Syriens du Sud -. Mme Meir n'innovelt pss en la matiére, Avant ells, Theodor Harzi était pereuedà que la Patestine élsii une - terre sene peuple pour un peuple sane terre - (les juifs).

Le tondataur du sionisme politique tout comme l'ancien premier ministre d'Israsil se trompsisnt, bien sntandu. Au début da cs siècle, des centaines de militara d'Arabes peuplaient le territoire qui develi sous is nom de Pelestine, Enrecinés sur catte terre avent même la conquête musulmans su esptième eiécle de notre ére, ils se livrelent è des ectivités jucretives. parfois prospères. Tout comme plusieure autres peuples erabes viveni sous le joug de l'Empire olloman, lls aspiraient à l'emancipation. Il est vrai que beaucoup d'entre eux espéralem devenit les citoyens d'un grand Etal arsbe indépendent qui s'étendreit à le Syrie, et que le netionelisme spécifiquement palestinien, en germe, ne se développa qu'eprès la première guerre mondiale, à la laveur d'une double luite menée à le fois contra les occupants britanniques et contre les cotons lulis fuyant les persécutions europennes, il est eignificalif, per exemple, que le journel Felestine (Pelestine), qui devalt pareitre jusqu'en 1967, a été fondé an 1911. Le cas nationalisme palestinien n'est pas exceptionnel. Comme en Airique récemmeni, comme en Eutope et en Amérique

La rançon du mépris et le jeu de la violence

Par ERIC ROULEAU

istins sutrefots, des trontières, le plus souvant arbitrairement tracées, ont contribué

En décembre 1920 se tisnt é Damas le trolsième convention des représentants da Is Pelestine, lesquals condemnent is déclaration Baltour - (du 2 novembrs 1917) promettant eux juifs un a toyer national -, et e'élèvent contra l'immigration des luits en Palestine. Par le même occasion, ils es prononcent en teveur de l'indépendence, de le création d'un gouvern responsable devent un Partement Alu eu autirage universel. Relliès eutour de ces dapuis de lutter, sous diverses formes pscifiques ou violantes, - en levaur de l'intégrité territorisis et de l'indépandence netionale de leur patrie. Les ascrifices consentis témoignent non seulement de l'existance mala aussi de la virulence du netionatisme osiestinien : durant la soulevement srmé, qui dure da 1936 à 1939 pour ne citar qu'un exemple. - trois mitle Psissinishs cont tués, cent dix meneure sont exécutés, près de eix mille sont internés. La communeuté julve, pour sa pert, déplore pendant le même période trois cent vingt-neul morts et huit cent soixentesept blessés; les pertes des lorces engleises — chergées de le répression e'élèvent è cent trente-cinq tués et trois cent quatre-vingt-six blesses.

Dés sa naissance, le mouvement sioniste est parlegé quant à l'attitude é edopter à l'égerd de la population autochtone de le Psiestine. Tandis que la plupart de ses dirigesats nient jusqu'é l'existence du probléme, certains prônent courageusement le reconnaissence des droits netionaux du peuple pelestinien. Ces demiere ne se recruteni pas seulemeni dens l'alle gauche du mouvement sionisie. Marxisles, humenistes ou seutement réalistes, ils cherchent à favoriser un compromis entre les deux peuples qui se disputent la même petrie.

is monds erabe, divisé, écartelé per des tutelle ou é l'influence des Angists ou des Frençsis, n'a pas les moyens de valncre is volonté de la communauté internstionale. Dans is domains mithaire, les Arsbes ne sont pas non plus capables de sa mesurer è l'armée clandestine luive. Is Haganah, è un pauple en armes qui, sprès

evoir échappa sux fours crématoires, lutte

pour sa eurvie. La défaite de 1948, l'exode de centainss la Cisiordenia par le royaume hachémite. la rattachement de la bande de Gaza é l'Egypte marquem le début de l'éclipes du mouvement national palestinien, qui silait

Lse jeunes Palestiniene a'enrôlent dana les formationa

politiques des pays d'eccueil, de prétérence dans les

partie ayant des objectifs révolutionnaires ou penarabes,

espérent einst libérer leur petrie d'origine. Communistes,

beasistes, nessérisna ou Frères musulmana, les Palesti-

niens demeurent, so effst, animés par des sentiments

essentiellemem nationalistes. La preuve en est qu'ils

davaiant désartar leura partle respectite pour rejoindra

les rangs du Fath et d'autres organiestions de tedayin

L'éclipse du mouvement palestinien contribus à forger

une image illusoire dans l'opinion isreèlienne et mon-

diais, iss Palestiniens n'eppersissaient plus comms un

peuple syeni droit à una petrie mais seulement comme

du mouvement et permanence

Eclipse

du nationalisme

des - Arabes - en vole d'intégration dans les pays qui les evalent accuelitis, On citeit en exemple le Jordenie, qui leur avait octroyé la pleine citoyenneté; le Koweit, qui employait sur see champs pétrolifères des dizaines de militers d'ouvriers et de techniciens palestiniens : l'Arabie Seoudite et les émirets du golte Arabo-Persique, où beeucoup occupaient des postes de responsebilité dans l'administration ou étalent devenus des membres respectés de la bourgeoisle d'affaires et des professions libérales.

dès leur formation.

Ces exemples permettaient de mettre en eccusation d'eutres pays arabes qui refusalent d'absorber les centaines de milliers de rétuglés qui subsistaient dane des camps, grace è la charilé internalionete (l'U.N.R.W.A.). Le monde arabe, répételt-on, s'obstinail à ne pas vouloir liquider les camps de réfuglés pour des raisons politiques. L'ergument n'ételt pas entièrement fsux. Certains réglmes arabes exploitaieni indénieblement le conflit paleslinien è des lins égoïsles, notamment pour délourner l'eltention de leurs peuples des problèmes intérieurs qu'ils ne voulaient ou ne pouvalent pse résoudre.

Cependant, d'eutres raisons, plus importantes - d'ordre national, économique ou sociel, - font obstacle à l'entière înlégrallon des Pelestiniens. Le sous-développement dans certeins pays arabes, l'explosion démographique dans d'eutres isurtoul en Egypte), le chômege dans la pluper des cas, empéchent l'absorption des Palestiniens. Au Liban, un eulra problème, propre à ce peys, se pose : l'octrol de la cllovenneté à des centeines de millers de Palestiniens (pour le plupert de conlesston lelemique) remettrait dengereusement en cause l'équilibre délical péniblement entretenu entra les deux principales com-

munautés : la chrétienne et le musulmane. Per-dessus tout, le facteur national dont l'ampleut a été netiement sous-estimée ces dernières ennées - demeure Pelestiniens, Leur assimilation se heurte à une double résistence : le leur et celte des peuples erabes qui leur offreni l'hoepitetité. On aurait aboull eu même échec si l'on aveil cherché è transplanter les Algériens chez leure voielna tunisiens, ou les Maroceins en Egypte. Pertout lee Palestiniens sont considérés au mieux comme des émigrés, des apatrides envere lesquele on compatit, meie le plus souvent comme des intrus. El ce n'est pas asvemment entretenue, comme le croient certaina - si tes Palestiniens de la d:espora, leis les elonistes pendent des siécles, clement le stogen : - Nehnou A' Edoun ! - (Nous reviendrons !) Leur volonté de refrouver un - tover national «. de londer un Etat, n'e cessé de e'affirmar

depuis leur dispersion en 1948. Jusqu'an 1967, rares étaient les Israéliene qui s'intéressalent ou qui aveient pris conscience de l'existence de nouvelles torces qui atleient letre renaitre de ses cendres le mouvement national patestinien et lui donner une vigueur et des dimenelons sans précédent dens l'histoire du conflit. Bien qu'attentifs à la moindre évotution en Proche-Orteni, le gouvernement de l'Etat juit, ses instituta de recherches, ses univereltetres, distinguaient à peine les polgnée d'orientalistes e'étaient livrés é des études, meis le pluperi d'entre elles ne portaiem que sur des aspects secondaires : sur le problème des réfuglés ou sur celul du terrorisme (2).

A l'époque, ils pereissaient svoir reison. Les tedavin qui se tivraient à des attentets en Israél, au début des années 50, éleient loue plus ou moins léléguides par tes services de renseignement arebes : egyptiene, syriens et jordsniens, en particulier. Le désenchantement provoqué par le calestrophe de 1948 n'evalt pas, semble-

t-il, entamé les sentiments pansrabes des sérienne en 1952 evalt fail renaître l'espoir que les paye erabes, débarrassés des régimes corrompus liés é l'impérie-

lisme -, alleient enfin s'unir pour libéret

Telle était, du moins, l'image perçue de l'extérieur. La réallié, cependant, étali vécue eutrement, du moins par l'evantgarde de la jeunesse pelestinierne. Plu-sieurs fondeleurs du Feth, que nous evons pu interroger longuement sur cette phase de l'histoire, nous ont confié qu'ils étalent parvenus progressivement à le conclusion que le peuple palestinten ne pouvait comptet que sur lui-même pour réaliser ses aspiretione. Nesser les evalt très repidemeni deçus. Pendeni ses premières ennées eu pouvoir, le leader de la révolution égyptienne ne manifestail que peu d'intéral pour le problème pelestinien. Ses principales préoccupations jusqu'au raid Isreéllen contre Gaza en février 1955 qui avalt coûté le vie à trente-sept soldets égyptions et qui l'evelt lortement inquiété - portalent sur des questions purement Intérieures. Les fedeyin, armés et entrainés par des officiere égyptiens, evsient le sentiment d'être des instruments eu sarvice de la politique du Reis Ce demier. d'effleure, mit fin à leure activités eu début de 1957, eprès l'Installation d'une

torce de l'ONU sur les lignes d'armistics. Pendent une dizeins d'ennées, ta polics de Nasser devalt exercar une severa répression dens la zone de Gaza pour empêcher les Palestiniens de s'organisch d'une manière eutonome ou de paeser à

C'est à Gaza que e elaboterent les lignes directrices de l'idéologie qui elleit devenir celle d'abord du Fath, ensuita de l'O.L.P dirigée par M. Yasser Aralat. Ce demier. comme plusieurs de see camarades, est tortsment impressionné par la guérilla que déclenchent contre la France los nationalistes elgérisns en 1954. Ils aspirent à tonder un mouvement anslogue au F.L.N., entièrement sulonoms, mats qui bénéficie, malgré cela, du soutien des psys ersbes. Leur psnarabisme se translorme radicalement : l'unité erabe passas par la libération da la Palestine, et non is contraire, souttenment-lis. Le mouve-ment national palestinien devreit cesser d'être à la remorque des pays arabes pour devenir la moteur, le catelyseur de le révo-lution dans l'ensemble des pays « frères ».

En ettendent que la révolution erabs trale la voie é le «libération» de la Palestins, les - chefs historiques - du Fath snvisagent dès leurs premières réunions clendestines de proner le réunification de leur patrie en un - Etet démocratique dans lequel vivrerent musulmans, chrétiens et juils eur le même pied d'égelité ». Nous ne disposons d'sucune preuve tormelte que cet - objectif stretégique -, formuté publiquement pour le première tols en 1988, elt élé débattu per les tondeleura du Fath dix ans plus tot. Cependant, certeins d'entre eux nous ont essurà que l'idée leur ételt venue è l'esprit dès l'au-tomne de 1958, tora de l'occupation da l'anclave de Gaza par les troupes isreéllennes. Malgré l'impltoyeble répression exsrcée elors per l'ermée du général Dayen, ces jeunes Palestiniens, ardents nstionalistes, sysient fréquenté des eoidats julfs, nés en Palestine co origineires des pays du Proche-Orient, Les uns et les eutres éleient de culture erebs, passalent des nuits entléres è débettre de leurs aspiretions respectives, partagealent le même sens de l'humour, et partoie chenialent è l'unisson de vielles mèlodies apprises dans (sur enlance. . Nous evons elors réalisé que les Palestiniens et les julta d'origine orientale - qui constituent le mejorité en Israël — evalent beeucoup de choses en commun et pouveient trés blen coexister eu sein d'un même Elat, débanessé é le loie du eionisme et du cheuvinieme arabe -, nous ont déclaré certains cadres dirigeants du Fath.

Il esi possible que l'idée d'une cohebitalion ludéo-pales Inlenne alt effectivement germé à Gaza en 1966. Mala li est plus que douteux que le Feth ait eu, surtoul à ses débuts, une idéologie ou un programme cohérent. Ses tondaleurs, puls ses militents de bese, venalent d'horizons politiques très variés (Frères musulmens baasistes ou nassériens en particuliet). résideient dens différents pays, et observalent les règles d'une stricte ciendestinité qui leur interdiselent de publier, à l'époque, un quelconque document poll-lique. Fuyent les persécutions policieres dans les pays limitrophes d'isreel - surloui en Egyple et en Jordanie, - la plupart des « peres fondeteurs » du Fath sveient trouvé un refuge et des emplois des 1957 (c'est le cas de M. Yesser Arefat, notamment) dans les pays bordent le gotte Arabo-Persique : Arabie Saoudite, Koweil Qalar, Abou-Dhebi. en particulier, où les services de sécurité, à l'état embryonnaire, ne les inquiétaient guère.

Quand David Ben Gourion reconnaissait le droit des Arabes

Curieusement, David Ben Gourton - dont l'ettitude à l'égerd des Arebes, lors de son pessege au pouvoir, était dépourrue, c'est le moine que l'on puiese dire, de sympathie - tut l'un des premiers partisens du droit à l'autodétermination du peuple palestinten. Il déclereit notamment dene une conférance publique qu'il donne Berlin en 1931 (1): « Le droll à l'eulodétermination est un principe universel. Noue evons, loujours et pertout, été parmi les plus lervents défenseurs de ce principe. Nous sommes redicalement pour le droit à l'eutodétermination de tout peuple, de toul individu, de tout groupe humein, el il va de sol que le peuple erebe en Pelesline a le droll de s'eulodéterminer. Ce droit n'est pes limilé
et ne saurait être conditionné per nos propres intérèts (...). It se peut que la réalisation des aspirations (des Arabes de Palestine) nous crée de graves difficultés meie ce n'est pes une relson pour n'et leurs droits (...). -

Cependent, par le force des choses, le mouvement sionisre a été conduit lout

neturellement è pretiquer la politique dite des faits accomplia, politique qui devait servir d'instrument d'ebord à le créetion puis à l'expansion de l'Etet d'Isreël.

Entre les deux guerres mondiales, surtout eprée l'avenement du nazieme en Allemegne, l'immigretion, le colonisation des terres egricoles, le Judeisation progressive de certaines perties de la Palestine, l'intrastructure politico-mititaire créés par l'Agence juive, se sont effectuées contre cette de le puissance occupante, le Grande-Bretegne. L'objectif n'était plus seutement de créer un - loyer netionel en Palestine - esion les termes de la déclaration Baltour - mais de conve illimitée et la création d'une armée juive. Ces ambitions - tondées, une lois de

tir ce territoire, pour certeins, en un Etat binational, pour d'eutres, en une entité exclusivement juive. C'est ainsi que les representents du mouvement sioniste amencain, ràunta à New-York en mai 1942, adoptèrent le - programme de Biltmoie -, lequel prévoyait l'Instauration en Palestine d'un - commonwealth juil -, l'immigretion plus, sur la negetion de l'existence et des

GROSPIRON DÉMÉNAGEMENTS EMBALLAGE GARDE-MEUBLES EXPÉDITIONS 49, Rue de la Fédération XV 734-02-66

المراجع المعارضين

drotts nationaux du peuple pelestinien se revelèrent chimériques. Plus réaliste, le vingt-deuxièma congrès eloniste, réuni en décembre 1946, lormula une proposition qui deveit reltier les suffreges tout à le lois des puissences occidentales el des puissances communistes : le Palestine serait perlegée en deux Etets, l'un juli, l'autre erabe projet qui tut sdopte par l'Assemblée générate de l'ONU le 29 no-

Le verdict de la communeuté interne tionele -- de toute évidence influencé par la compassion générale (ou la mauveies conscience) ressentie à l'égard des jults rescapes du pénocide hitténen - suscite t'indignation dens le monde arabe, où l'on dénonce la nature - colonialiste - de la décision de l'ONU, le - diktat - Imposé au soi, est considéré comme une flagrente injustice : les juits, qui constituzient moins du tiera de la population et qui possé-daient 6 la seulement du tarritoire, se voyaient ocrroyer 56 % de le superficie de te Patestine.

Le mouvement netronal palestinien engage un combat inégat, donc perdu d'avance. Décepité à le veille de le deuxléme guerre mondiale, après l'échec de le rébellion de 1936-1939. Il est tncepable de proceder à une juste évaluation lioneles, nettement en laveur du nationelisme juit. Autrement, li ne se esrait pes obstine à poursulvre la politique dite du - tout ou rie*n -*, laquetle lui evalt dàjà valu des déboires et qui alleit le conduire à des détaites successives dans le nouvelle phaes qui e'ouvreit. Les Palestiniens, étroltement dépendants des Etats arabes, a'en romettent é ces derniers pour laire échec à le créction de l'Étet cioniste. Or

Panarabisme. clandestinité et projet de guerre

Cee peva é le fois sous-développés et riches en pétrole compterent de nombreux haute tonctionnaires et de prospères hommes d'attaires (partois des milliardeires) d'origine pelestinienne. Les futurs dirigeants de le réaistance disposeient donc de londs, de complicités eu sein des appareila étatiques, et une relative liberté de mouvement, euxqueis ils ne pouvelent prétendre dans les pays arabes du Proche-Orient. lie établirent leur centre su Koweit, où M. Yasser Aretat exerçait le métier d'entrepreneur en traveux publica, el commencérent é essaimer leurs callules è travers le monde arabe.

tondé) (3) publie é Bevrouth le revue Fetestinouns (Notre Palestine), dans tequette il commence è répandre, d'une menière anonyme, des Idées simples : le mouvement national palestinien devreit être atrictement indépandant des Etals arebes , il devrait se préparer é une guérilla de longue haleine, analogue à celle des Algàriene et des Vietnamiens, evec le soutien ectit des peuples erebes, sinsi que des mouvements de libération netionale dans les pays du tiers-

Pour etteindre ce double objectit, les rédecteurs de Falestinoune soutenaient que le pancipe de non-ingérence devait règir les rapports entre les nationalistes patestiniens et les divere régimes arabes (pnncipe qui devait d'eitleure rarement être applique dans les ennées qui sui-

La Falh traverse une phase difficile à partir de 1958, quend l'union syro-égyptienne tatt de Nasser le chempion d'un panerabisme monolithique. M. Yasser Arstet et ses emis évitent de es hourter da tront su nessériame, pour ne pes être homologués comme « séparetistes « ou - régionatistes -, suprêmes injures à l'époque, lla poursuivent patiemment les téches organiestionnelles qu'ils s'étaient assignées. Dans la clandestinité, et souvent dans l'enonymet, ils constituent des celtules de militants, en particulter dana les comps de réfugiés au Liben, en Syrie et en Jordanie. Deux événements qui surviennent coup sur coup devalent donner un nouvel essor à l'orgentsation pelestinienne : l'éclalement, en 1961, de l'union

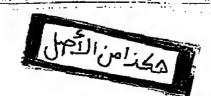
syro-égyptienns, qui marque le début du déctin du nassérisme ; le triomphe de la lutte armée en Algérie, qui succède é l'in-

Lee dirigeenta du Fath décloent elors de pesser de le phsse politico-organies-tionnelle à cette de le guérnie. Ils mettent eur pied une organisation setalille purement militaire, Al-Assile (la lempéte). dont le mission est de herceler l'Etat stoniste par des ettentats et des sabotages. L'objectit est triple : créer un climat d'inraprésallles de l'armée Israélienne et

(1) Texte reproduit par les Caliters Bernard Lacare dans le numéro de décembre 1872 - janvier 1873

12) Ce n'est qu'après la guerre de siz jours que le Centre de recherches sur les Arabes palestiniens a été fondé eu israci. Il a eté intégré par l'Institut Truman. siné sur le mont Scopus.

(3) Fath, qui signifie. ... arab. conquête, est constitué par les initiales. dans l'ordre inversé, du nom que piend l'orzanisation Mouvemoof de la liberation de la Palestine (Harakat Tahrir Falestine, H.T.F.A.).



INIEN nationale

entretenir ainsi une tension qui favoriserait l'implantation des fedayin dans les paya voisins de l'Etat juli, susciter, enfin, une guerre entre Israel et les pays arabes.

Des ermes achetées eu marché noir, grace sux fonde des « millionnaires » palestinions de la diaspora, cont entreposées dans les camps de réfuglés du Liban et de Syrie, en Cisjordanie et à Gaza. D'ex-fedayin des années 50, des anciena officiere ayant eervi dans diverses armées arabes, sont prudemment recrutés pour entraîner dans le plus grand secret les futurs guérilleres.

Quand le premier congrès national palestinien (sorte de Parlement) se réunit à Jérusatem en mai 1964 et fonda l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), ie Fath e'estime directement menecé. Cette assemblée de notablee a été convoquée à l'instigation de la Ligue erabe, dans le but évident de canalleer le nationalisme des Palestiniens aur une vote qui l'éloignerait des activietes incontrôlés. L'O.L.P. est visiblement destinée à devenir le doclie instrument de Nasser, grâce à son président, M. Ahmed Choutuniste, qui se met au service du teader de le révolution égyptienne, après avoir été longtemps eux ordres de l'ultraconservateur Saoud, rol d'Arabie Saoudite.

Les massacres

de septembre

et les causes

du déclin

cont loin d'être achevés, décide, au cours du dauxième semestre de 1984, de passer à l'action: Pour devenir le pôle unique du nationalismo palestinien, il lui faut prendre de vitasso l'O.L.P. Un attentat contre le Kneeset (le Parlement Israéllen) est fixé pour le 26 décembre. Mais le projet est annulé in extramis, en raison de diffi-cultés techniques. C'est finalement le 1" janvier 1965 que l'Assife lance, et signe, sa première opération multaire en territoire israéllen. Le commando, qui rentre en Jordanie, perd l'un de ses hommes à le frontière, où il est abattu par les services de sécurità jordaniens. La première victime de la résistance palestinlenne aure été ainsi tuée par une balle

Les dirigeants du Fath comptalent alors our un délei de cinq ans pour favoriser un conflit ermé entre larasi et ses voisins. Hs avaient, cependant, sous-estimà la dynamique du mécanisme qu'ils avaient décienché. Aux attentats des fedayin, l'armée leraétienne riposta par de meurtriere reide de représallées contre le Jordenie et la Syrie, ainsi que par des menaces contre le régime de Damas ; à quoi Nasser répon-dit par une mobilisation théâtrale de son armée et par la farmeture des détroits d'Akaba. La guerre éclata en juin 1987, deux ans et demi event la date prévue par

La dàbâcia des armàes arabes inaugura l'âge d'or da le résistance palestinienne ; celle-ci apparaît désormais comme le seula torce capable de poursulvre le lutte ermée. Le Fath reprend see raids dès octobre 1967. Les jaunes Palestiniens s'enrôlent en masse zoue le bannière de l'organisation de M. Arafat. L'affluence est lelle que les bursaux de recruiement sont obligée de relouler les candidats à la guérille. Des organisations de fadayin prolifèrent, souvent soue

l'impulsion de tel ou tal pays arabe, souclaux de ne pas laisser au Feth le monopola de le résistance. Le Front populaire de le libération de le Palestina (F.P.L.P.) est fonda en décembre 1967, avec la bénédiction de Damas al du Caira. La Syrie paironne en 1968 la création de la

Salke (le foudre). L'armée eulvante, l'irak installe sur le scène paleathianne le Frent de Ilbération arabe (F.L.A.). En ntars 1970, les partie communistes de Jordania, da Syrie et d'Irak — qui ne vaulent laissar le champ ilbre ni eux bassistes syriens et Irakiens, ni aux nassériens — constituent les « forces des partisens », organisation de tedayin qui, curleusement, est favorable à une solution pacifique du problème palestinian, selon les termes de le résolution 242 du Consell de sécurité.

Au cours de l'année 1989, on pouvait dénombrer, au total, une quinzaine de groupements et de groupuscules palestiniene, dont la plupart étalent financés et armés par un ou plusieure pays arabes.

Le Fath, cependant, ne se laisse pas submerger par la vague de ses concurrents. Il parvient mame, en février 1969, à a'assurer le contrôle effectif de l'O.L.P., Choukeiri », aelon l'expression de M. Chatik El-Hout, directeur de la Centrala des fedayin à Beyrouth. Il est vrai que, tout autant par réalisme que par Intérêt, Nasser avait aidà M. Yasser Arafat à co hisser au sommet de l'O.L.P. Le leader égyptien croyait pouvoir ainsi manipuler plus eisément le chef du Fath, désormals drepé du manteau de la «respectabilité». En tout cas, le Rais ne prenaît que peu de risques, puisque la masse des partisans de M. Arafat étaient concentrés non pas en Egypte mais en Jordanie, jeur principale base opérationnelle. He étalent en mesure, le cas échéant, d'exercer des pressions non seviement aur lerzéi mais également aur le rei Hussein, au plus grand profit de la stratégie égyptienne. A son apogée, en 1970, l'O.L.P. comptait quelque trente mille à cinquante mille hommes entraînés à la

Les fedeyin, cependant, avaient créé au celn du royaume hechémite une sorte d'Etat dans l'Etat, devenu intolèrable pour te rei Husseln dès que celvi-ci eut eccepté, en juillet 1970, le plan Rogers concernant un règlement pacifique. L'épreuve de force engagée par le roi, en septembre 1970, se solde par le massacre de milliers de Palestiniens.

La résistance palestinienne, vaincue, e'engage sur le voie du déciln. Liquidée en Jordanie, mise sous tutelle en Syrie, lâchée par l'Egypte (eprès le mort de Nasser, en septembre 1970), elle brille pés par Israël. La résistance est menacée d' • effondrement total •, déclere M. Abou Ayad, le nº 2 du Fath, à l'eutomne de

Toutefols, la répression ne suffit pas à expliquer le paralyeie de le réalatance. contribué à son déclin, dont cartaines méritent d'être citées:

1º La division de l'O.L.P., dont le façade d'unité était illusoire, entratenait l'anarchie organisationnelle, les contredictions et les incohèrences politiques, les auran-chères démagogiques, pratiquées par les diverses organisations rivales et qui reflétalent souvent les luttes d'influence auxquelles se livraient les pays arabes;

2º La cutte de le force qui evait conduit les fedayin à proclamer, dans le « pacte national - edopté en juillet 1988 le principe selon lequel « le luție armée est la aeule voie conduisant à le liberation de le Palestine ». Toutes les énergles ayant été investies dans la lutte armée, les dirigeants de la résistance n'ont pas su Implanter dens les masses des organisations politiques durables qui auralent survecu aux défaites militaires et à l'élimi-nation physique des guérilleres ; 3º La politique dite du « tout ou rien ».

favorisée par le « but stratégique » visant à détruire l'Etat eloniste pour le remplacer par une « Palestina réunifiée et démocratique -. Ce - but stratègique - utosacrée », que l'on vénérait eouvent sans trop y creire, mais qui permettait de maintenir le façade d'unanimité de le résistence. En revenche, il avait contribuà à e'alléner nombre d'Etats arabes favorables à un compromis, à exclure le résistance de l'échiquier diplomatique, et même à alléner nombre de Palestiniens - surtout ceux qui étaient confrontés aux dures réalités de l'occupation - qui refusent de confondre le souhzitable et le possible, de es secrifler eur l'eutel d'un

Frappés d'impulssance politique et militaire, les activistes palestiniens ont eu recours beaucoup plus souvent à la seule arme qui leur restait eccessible : le terrerieme aveugle, dont l'horreur avait contribuà à aggraver leur isolement eur le scène internationale.

La guerre et la consécration internationale

d'octobre

de l'O.L.P.

La guerre d'octobre devait modifier sensiblement le eituetion an doonant une puissente Impuleion au mouvement netional palestinien. Certes, les Arabes des territoires occupés n'ont pas eu le temps, ou les moyens, da relancer la guérilla.

Mais leur résistance passive se révéla tout autam redoutable. Sur les consignes du Front national pales-tinien — mouvement clandestin animé par le parti communiste jordanien, qui regroupe depuie août 1973 les organisations de fadayin, les diverses formations politiques, les syndicats, les associations professionnelles et numbre de «notables» — des dizaines de militers d'ouvriers (Palestiniens des territoires occupés ou citoyens israéllens) se sont abatenus de se rendre à leur lieu de travail pendant toute la durée da la guerre et même au-delà, paralysem

ainsi de nombreuses entreprises laraéllennes. Assez paradoxalement, l'organisation de M. Arafat, dont le rôle militaire dans la guerra d'octobre e été insignifiant, émerge rentorcée du conflit, au plus grand étonne-

Malgré les déportations, malgré les arrestations melgré le dynamitage de mal-sons arabes, le conseil musulman de Jérucalem, les représentants des corps constitués et le plupart des meires et des notables (dont plusieurs passaient pour àtre des partisans du rei Hussein) ont les uns après les autres fait savoir eu gouvernement de Mine Meir qu'ils considéraient désormaia l'O.L.P. comme « l'unique représentant légitime du peuple pai Autre indice de l'ascendent de M. Arafat : c'est sur sa consigne, véhiculée par le Front national palestinien, que trente-neuf mille Palestiniens (sur les querante-trois mille inscrits (boycotient en décembre 1973 les élections municipales de Jérusa-

Fin 1972, au coure d'une enquéts que nous avions entreprise eur les Palastiniens dans les territoires occupés, eu Liban, en Syrie et en Jordanie, nous avions enregistré nombre de critiques et de deléances à l'encontre de l'O.L.P. Nous avions constetà cependant que le prestige de l'Organisation demouralt intact. - Maigré tout, nous ont dit la plupart de nos interiocuteurs, les tedayin nous ont restitué notre dignité, notre fierté d'être Palestiniens.

Ráunis à Alger en novembre 1973, un mois après la guarre, les chefs d'Etat erabes désignent l'O.L.P. comme - le seul représentant légitime du peupla palestinien ., mais n'incluent pas leur décision dans la déclaration finale de la conference, par égerd pour le roi Hussein. La



SUR LA ROUTE D'ANGIAN, PEU APRES LA « DECLARATION BALFOUR » D'abord une double lutte contre les occupants britanniques et les colons juijs.

décision - qui devait être confirmée officiallement per le « sommet » arebe tenu à Rabat en octobre 1974 — paraissalt étonnante, à pramière vue. Pourquoi les emla et alliés du rei Hussein — comme le roi Fayçai d'Arabie Saoudhe, l'émir du Koweit et le roi Hassan II du Maroc - sacrifizient-le le souverein hachemite au profit de M. Arafat ?

A notre avis, le dàcision des chefs d'Etat erabes e été dictée par au moins trois

considérations politiques :

a) La passivité du roi Hussein lore de le guerre d'octobre a echevé de le discréditer aux your des Palestiniens. Les chefs d'Etat arabes ont estimà qu'il n'était plus en mesure de négocier à Genève un règle-ment euffisemment crédible pour àtre

b) Tout accord de paix conclu avec Israèl comportereit nécessairement des concessions, lesquelles risqueralent de mettre en péril la position de ceux qui les consentireient. Les chets d'Etat erabes ne veulent pas assumer cette lourde responsabilità sans le caution, indispensable à laurs yeux, des premiers intéressés, les Palestiniens. Et, puisque les organisations de fedayin ne peuvent être soupçonnées de compleisance à l'égard de l'Etat juit, pourquoi na pas les entraîner à la table dec négociations et les conduire à s'associer au règlement général qui sera, un jour ou l'autre, conclu?

c) Les ches d'Etat arabes savaient, avant même la guerre d'octobre, que certains dirigeants de l'O.L.P. étaient disposée à envisager un compromis.

C'est cans doute ce que cous-entendalt M. Arafat quand il déclarait, le 13 novembre demier devant l'Assemblée générale des Netions unies, qu'il « révait d'une Palesreit déplorer le fait qu'il n'elt pas été sussi explicite que le 5 juin 1974 quand il décla-(le « Parlement » de la résistance) qu'il était prêt, le cas échéant, à participer à la conférence de Genève, en d'autres termes à négocier un compromie avec

Cependant, il est évident que, dans con discours à l'ONU, M. Aretet a voulu mênsger les organisations de fedayin qui lui sont hostiles et qui rejettent le principe même d'une négociation. Ceries, le F.P.L.P. du Dr Georges Habache, le F.P.L.P. commandement général, de M. Ahmed Jibril, et le Frent de libération erabe (F.L.A.) na représenient pas plus de 10 % des effectifs totaux des fedayin.

regreupés eu sein du « Front du refue » ris-quait de s'étendre rapidement à la « base » des autres organisations el M. Arafat devait abattre ses cartes prématurément, c'est-à-dire avant même que l'O.L.P. ne solt somas à la conférence de Genève. Or, au moment où M. Aralat prenonçait son discours à l'ONU, le gouvernement

d'isreël réitérait sa voionté de ne pas engager le dielogue evec une • bande d'assassins • (l'O.L.P.) at encora moins de leur sivrer le Cisjordanie et Gaza. M. Rabin devait d'eilleure préciser le 12 décembre 1974, qu'il n'engegerait pas le dialogue avec les fedayin, même si ceux-cl devaient renoncer à leur projet de détruire l'Etat juif.

On comprend pourquoi israél cherche à négocier — tardivement, il set vrai — avec le roi Hussein, dont les dispositions à le conciliation sont bien connues, Les dirigeants de l'Etat juit sevent que les conditions que poserait l'O.L.P. seraient dreconfermés. A en juger par les propos qui nous ont étà tenus en privé, per les déclaratione officielles et les documents publiés cas La négociation derniers mois — en particulier, le « programme transi-toire » adoptà le 8 juin dernier par la Congrès national palestinien, — il est acquie que M. Aralet (ormulerail le choix d'Israël

1º Les Palestiniens ne se rendralent à Genèva que s'ils y étalent invités en tant que représentants d'un peuple ayant des « droits nationaux légitimes », el non « réfugiés », terme qui figure dans le résolution 242 du

Consell de sécurité 2º La négociation de Genèva devrait porter sur l'application de toutes les résolutions de l'ONU, y compris celle adoptée en 1947, relative eu partage de la Palestine et celle concernant le droit des rétuglés de choisir entre laur rapatriement en laraël et una

3º SI ces revendications, considéréas comme minimales, ne cont pus satisfaites, les représentants paleatiniens refuseralent de conclure une paix « totale » evec l'Etat juit. En tout ces, I'O.L.P. ne renond pas formellement à son « but stratégique », à savoir le constitution d'une Palestine ludéo-arabe (6).

A première vue, de telles exigences rendralent impossible la conclusion d'un accord laraélo-pulestinien et justifieraient le refus d'Israél d'engager le dielogue.

|4| Cf. Hisham Sharabi, Palestine Guerrillas, Their Credibility and Effectiveness,
Georgetown University, 1870.
|5| Le choix de ce mot est en soi signilicatif, Il n'est pas intendit à un homme
politique de « vèver » à une solution
idiale, réalisable ou non dans un avenir
floigné, s'il est expable, dans la pratique,
d'affronter le problème avec suffinamment
de réalisme pour conclume un comprumis.
|6| En cas de réglement, espendant, les
dirigeants pourraient s'engager à ne pas
recourir à la force pour atteindre cet
objectif. Le combat politique se substituerait alors à la intre amuée, nous a
déclaré M. Hawatmeh, le leader du Front
démocastique, dont l'influence déborde
largement les contours de son organisation.

la dynamique de la paix que suscile toute négociation. Le seul leit d'envoyer une dàlégation à Genàve signifiereil que l'O.L.P. reconneîtrait de facto l'Etat d'Isreàl; ce serait le première lois en un dami-siècle que les représentants des deux peuplas tenteraient de rechercher ensemble une aclution globale à leur

(Lire la suite page 4.)

BIBLIOGRAPHIE

• L'IDEOLOGIE PALESTI-NIENNE DE RESISTANCE, par Olivier Carré. Armand Colin.

Olivier Carré. Armand Colin, Paris, 1972.

THE POLITICS OF PALESTINIAN NATIONALISM, par William B. Cusodl. Fusd Jabber, Ann Mosely Lesch. University of California Press, Berkeley, 1979.

■ LES PALESTINIENS ET LA CRISE ISRAELO-ARABE, par Jacques Berque. Jecques Cou-land. Louis-Jean Duclos, Jac-queline Hadamard et Maxime Robinson. Editions sociales, Pa-ris, 1974.

HISTOIRE DE LA PALESTINE par Lorand Gaspar. Maspero Petite collectioo Maspero Paris, 1968.

ISRAEL AND THE PALESTI-NIANS, Reflections on Clash of two National Movements: re-cuell de textes de plusieurs auteurs sous la direction de Shlomo Avineri. St. Martin's Press, New-York, 1971.

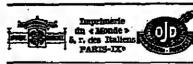
● PALESTINE AND ISRAEL. THE LETHAL DILEMMA, par Hisham Sharabi, Pegasus, New-York, 1969.

PALESTINE IS A COUNTRY.
 THE STORY OF MUSA ALA-MI, par Geoffrey Furlonge. John Murray, Londres, 1969.

A vendre MAISON QUERCYNOISE en plerres. Grand confort. Dépendances. 3,5 ha terrain : 250 000 F.

CHATEAU dèces. Conviendrait à particulier ou centre accuell : 450 000 F. DOMAINE AGRICOLE 106 ha, avec château, fermes et dépendances : 1 500 000 F. Agence ALBOUYS 46170 CEZAC. Tel.; 6.

Bitté per la S.A.R.L., le Monde.



36 F

tion interdite de tous arti-



La Chine pour nous

sous la direction de

Philippe Laurent

avec la collaboration de

Paul Bady . Robert Bosc . Christian Cochini . J.F.

Langumier • François Lesterlin • Michelle Loi •

Henri Madelin • Catherine Morin • Tsien Tche-hao •

Odon Vallet .

un regard neuf sur des problèmes concrets

l'émancipation de la femme,

l'évolution de la famille,

les rapports sociaux,

l'école et l'éducation des masses.

le théâtre révolutionnaire,

la socialisation de la ville,

la domination de la nature,



(Suite de la page 3)

En tout cas, l'Etst jutt ne parait pas avoir d'eutre choix que de traiter, tôi ou tard, avec l'O.L.P., dont le représentativité est désormals reconnuo — à tort pu é raison — par is grende majorité des membres de l'ONU, y compris par le Jordanie du roi Hussein. Refuser le dialogue ne laisserait d'autre issue que le guerre ; celle-ci risque fort de se solder par une catastrophe politique pour Israēl, compte tenu de la puissance économique, financière et diplomatique dont disposent tes Arabes sur le plan mondial. Tenter un dielogue avec l'O.L.P., en revanche, permettralt eu moins de mettra à l'épreuve la bonne volonté et les capscités de

compromis da l'elle modérée de la « centrale - des tedeyin. Il est significatil de noter, à ces égard, que ni l'O.L.P. ni les Etats srabes n'ont défini « les droits netieneux légitimes du peuple pelestinien ». L'imprécision de la lormule est, dans un eens, rassurente, dans is mesure où etle ne limite pas is merge de menœuvro des

tutura négociateura. Bian que tes dirigeants de Jérusalem ne contestent plus l'existence d'un peuple palestinien (7), ils demeurent termement opposés à la création d'un État Indépendant qui viendrait s'insérer entre Israêl et la Transjordenie, tis redoutent, en effet, que la nouvelle entité — constituée par les territoires de Cisjordenie st de Gaza - ne devienno le loyer de l'irrédentisme et

de l' - esprit revanchard - des Palestiniens, d'sulant plus qu'elle ne eerail pas économiquement viable

Plusieurs études entreprises à ce sujet,

notamment en Israël, ont cependant abouti é des conclusions moine passimistes. La Cisjordanie est un territoire particullèrement fertile, où l'egricultura est traditionnellement florissante. De petites ct movennes industries y sont implantées. Le futur Etat palestinien pourrait bénéfi-cle, d'investissements massifs, venent des pays srabes pétroliers, ce qui lui permettrait de se développe rapidement at d'ebsorber une partie non négligeable des rétuglés, établis en Syrie at eu Liber notamment. La diaspora palestinienne est riche en élites Intellectuelles : elle compte

plus de cinquente mille diplômés d'Université, dont beaucoup pourraient contribuer é l'essor économique et eu bien-être du peuple palestinien.

Les imparatifs de la géo-politique finiront per s'imposer, même si l'Egyple ne parvenalt pas à réconcilisr ls roi Hussein et M. Arafat. Si un - mini-Etat - palestinien devait atre édifié en Cisjordanie et à Gaza, il est probable que cet Etat fini-rait par établir des jiena étroits, peut-être de type lédéral, svec la Transjordanle hachémite. Certains responsables de fedayin n'excluent pas, à plus longue échéance, la création d'une contédération qui regrouperait ces deux pays arabes einsi qu'Israel. Ce serait là, pour eux, un premier pay vers cette Palestine démocretique judéo-arabe qu'ils appellent de leurs væux.

Projet utopique ? Sans doute, en l'étal actuel des choses. Male tout deviendrait possible le jour où Israéllens et Palestiniens eccepteraient, bon gré, mai gré, de ee reconnsiire mutuellement des « droits nationaux légitimes » dont lle négocleraient le caractère et l'ampieur, evant d'étudier la question de leur coopération, isable à l'épanouissement des doux

ERIC ROULEAU.

(7) Le parti travailliste a adopté le 28 occembre 1973 une «plute-forme étec-torale» de quatorse points, dans isquelts il reconnaît explicitément l'existence d'un peuple palestinien.

Menaces en Proche-Orient

(Suite de la première page)

Pour cela, il faut, dane les limites disponibles — au sein de l'OPEP ou en dehors — echeter du pétrole aussi bon marché que possible, mais en tout cas payer le prix. Encourager les Arabes à donner, on a prêter, leur argent à la Banque mondiale, aux réfugiés palestiniens ou au tiers-monde, et accepter d'eux des dépois bancaires à très court terme mais sans encourager, et même en dissuadaut, laurs investissements à long terme et leurs prises de participation dans les entreprises occidenpation dans les entreprises occiden-tales. Essayer de juguler les pressions inflationnistes internes selon les methodes keynésiennes traditionnelles. à défaut d'autres recettes ou en atten-dant qu'on en trouve de nouvelles Tenter, enfin. de contentr la crise du Proche-Orient, sans exercer des pres-sions massives ni sur les Arabes ni sur les Israéliens.

sur les Israéliens.

L'avantage d'une telle politique est d'éviter aux gouvernements d'avoir à prendre des décisions, mais, compte tenu de l'aggravation des conditions économiques et des frictions politiques, cette situation ne tarderait probablement pas à devenir insupportable. Ce serait, en outre, une solution très dangereuse pour les responsables politiques, qui, risquant de se voir accuser de ne rien faire, seraient certainement amenés à prendre des mesures pour se protéger eux-mêmes devant la montée des pressions.

bi Intervenir militairement. L'hebdomadaire News veck International a publié, le 7 octobre, un projet d'intervention : il prévoit le débarquement de la 82° division aéroportée dans la province orientale de l'Arable

Saoudite, dans un premier temps, Mais, comme le fait remarquer l'hebdomadaire, ce ne serait qu'un premier temps, car d'autres régions devraient également être occupées pour éviter qu'elles ne servent de plates-formes de soutien à l'Arable et — ce que ne mentionne pas Neusueek, — pour s'assurer que leur pétrole continuera à couler. Les opérations s'étendraient-elles jusqu'à l'Atgèrie et à la Libye?

Si l'intervention reussissait, et si les Arabes accusaient le coup, ce serait la fin de la crise de l'approvisionnement en pétrole. Nos gouvernements pourraient stabiliser les prix au nivesu de leur, choix et les profits éventuels pourraient être utilisés à notre guise. Nui doute que ce soit une solution et que cela puisse marcher. Faibles priz, revenus perçus directement : l'économie occidentale pourrait revivre.

Les coûts de l'opération sont en revita prépatibles et ce sont des coûts

Les coûts de l'opération sont en partie prévisibles, et ce sont des coûts élevés. Au cas où le plan ne se réalisereit pas parfaitement, il pourrait y avoir des sabotages, et, de toute évidence, l'économie occidentale, qui ne dispere que de soirente à qualité. dence, l'économie occidentale, qui ne dispose que de soixante à quatreringt-dix jours de réserves, en subiralt de sérieux dommages. Et même
si nous tentions de le déguiser, ne
serait-ce pas faire acte de piraterie
que de se servir de sa supériorité militaire pour saistr les biens d'autrui à
son propre bénéfice? A supposer que
les Nations unies résistent au choc, à
supposer que pours n'en perfions pas supposer que nous n'y perdions pas notre position dans la communauté mondiale, cels n'en produiralt pas moins des perturbations insidienses dans l'évolution de nos mentalités. Thucydide a décrit une évolution simi-jaire dans le développement d'Athènes,

lorsque la défense de la liberté céda à l'appétit de biens. La réédition d'une telle aventure est malbeurensement concerable. Mais ses conséquences concevable. Mais ses conséquences seraient difficilement supportables el Menacer d'interpentr. On pourrait organiser im enchainement de pressions, se ilvrer à des insinuations de plus en plus fortes, du genre de celles que proférèrent, en janvier 1974, le secrétaire de la défense, Schlesinger, ou, plus récemment, le président et le secrétaire d'Etat Kissinger, faisant allusion à une action militaire. Encore faut-il, pour qu'elles restent crédibles après un certain seuil, que ces menaces ne se bornent pas à de simples déclerations en l'air. Néanmoins, même si elles ne correspondent pas à des intentions réelles, elles finiront pas acquerir une réalité. elles finiront pas acquerir une réalité

Les avantages qui peuvent en dé-couler sont aléatoires. Si la menace est crédible et acceptée en tant que telle, les pays producteurs de pétrole pourralent baisser leurs prix, mais

comment formuler cette menace et quelle sera la portée de sa résonance? e Nous attaquerons si vous ne nous vendez pas le pétrole à 6 dollars la baril »? Mals attaquerions-nous si le prix était de 8, de 9 on de 10,25 dollars? Au mieux, et pour abrèger, le problème devient fumeux et obscur. Entreprendre une négociation sur cette base, e serait choisir une méthode instable et, bien sûr, illégale. Et qu'adviendrait-il du côté des pays producteurs d'autres matières premières? Qui contrôlerait les tractations et sur quelles hases : celles d'aujourd'hui, celles de janvier ou septembre dernières?

Guant aux coûts, ils sont de deux

Quant aux coûts, ils sont de deux sortes : notre recours à la menace pourrait ne pas marcher, nous forçant ainsi à choisir les options a) ou b) écartées jusque-la pour diverses raisons; en outre, en cas de succès comme en cas d'échet, notre ascendant moral et notre dessein national se trouversient sévèrement entamés.

Une intervention israélienne ?

CEPENDANT. l'enchaînement des événements pourrait être imprévisible. D'autres que nous pourraient prendre nos menaces comme des invitations, et se substituer à nous dans l'action, en dehors de notre contrôle, Plus précisément, Israël a été mentionné dans ce contexte et il n'est pas difficie de voir pourquoi. Trois conditions y sont réunies pour uroconditions y sont réunles pour pro-duire une combinaison explosive : sa supériorité militaire écrasante dans la région, son incapacité à se faire reconnaître de jurc en Proche-Orient et sa grande crainte du futur.

La guerre d'octobre a prouvé que Le guerre d'octobre a prouvé que les Arabes voulaient se battre et qu'ils étaient capables de le faire, mais elle a aussi montré qu'Israël les surclasse encore de loin en technologie, en encadrement et en détermination. Il apparaît, aujourd'hui, que la puissance militaire israélismne a augmenté depuis la guerre d'octobre, tandis que celle de l'Egypte déclinait. A notre sens, Israël pourrait, s'H le voulait, intervenir en Libye ou en Arabie Saoudite sans mettre en danger ses propres frontières. Inversement, cet Sacudite sans mettre en danger ses propres frontières. Inversement, cet Etat ne peut pas compter ouvrir des négociatons qui éluderalent certains problèmes qu'il ne souhaite pas soulever. Pour un réglement complet, il n'y a rien à attendre de concessions à la Syrie ou au Liban, et des conces-derai l'Estate fontent parter l'accept l'estate de la les conces-derai l'Estate fontent parter l'accept l'estate l'estate de l'estate sions à l'Egypte feralent perdre à Israël les gisements pétroliers du Sinai qui lui permirent de tirer plusieurs milliards de dollars de petrole, sans pour autant lui assurer la paix. Le gouvernement Rubin s'est engage à ne pas nement Rabin Sest engage a ne pas negocier la question de la rive occi-dentale du Jourdain sans en référer au suffrage populaire, et les sondages montrent qu'une nouvelle élection autour de ce thème affaiblirait sa

Le problème de Jérusalem, qui, pour l'Arabic Saoudite, est une condition sine qua non — alors que les Egyptiens dépendent tout spécialement des

Saoudiens, - offre peu de chances de compromis dans la conjoncture présente. De leur côté, à tort ou à raison, les Israéllens ne croient pas qu'il y ait beaucoup de chances da ompromis avec les Palestiniens. Ils sont, pour la plupart, convaincus que les Arabes ont pour dessein ultime de les a jeter à la mer » et que leur seul espoir est de conserver une pulssance espoir est de conserver une puissaire militaire écrasante tout en « préser-rent, comme l'a dit le général Har-baki, le miruele économique d'Isruël ». Rien de cela ne permet de Bortir de l'impasse — et c'est une impasse qui coûte très cher. Israël consacre plus de 40 53 de chacun de ses dollers à sa e sécurité », et cette « denrée-là » ne rapporte guère.

Etant donnée cette situation, suppo-

sons qu'Israël prenne à cœur les me-naces de l'Amerique, comme en 1956, sons quistrei prenne a cum es menaces de l'Amérique, comme en 1956,
et lance une attaque aéroportée sur
la province orientale de l'Arabid
Saoudite ou sur la Libye. Bien des
scénarios et hien des issues peuvent
être envisagés, mais tous impliqueralent de grands risques et de grands
coûts pour les Etats-Unis — et pour
Israel aussi, en fin de compte. Il
n'en reste pas moins que l'utilisation
de la menace par les Américains
pourrait inciter Israel à agir et qu'il
faut tenir compte de cette éventualité.
d) Trouper un accommodement.
Les principaux éléments en seraient
les suivants : 1) pour nous d'abord,
maintien de l'approvisionnement en
pétrole ; 2) prix de vente raisonnables
pour le pétrole ; 3) maintien de la
paix. Et pour les pays producteurs de
pétrole : 1) maintien des livraisons pétrole : 1) maintien des livraisons de pétrole ; 2) prix de vente satisfai-sants ; 3) participation dans l'écono-mie du monde riche du Nord-Ouest ; 4) pour les Arabes : réglement de la crise du Proche-Orient à des condi-tions politiques acceptables. Sur cette base, il est possible de construire un schéma qui soit acceptable pour tous et qui fonctionne au bénéfice de cha-

trole sera probablement épuisé dans quinze ou vingt ans; garantir aux pays pétroliers, par l'indexation ou tout autre moyen, qu'ils ne seront pas lésés par un accroissement excessit des prix des produits primaires ou industriels; décomposer les modalités de paiement du pétrole en plusieurs contéctions paiement computant, oblisde paiement du petrole en plusleurs catégories — paiement comptant, obligations à long terme, fournitures de biens et de services, etc. — de manière que le prix d'echat courant soit ramené de 11 dollars le baril à environ 8 dollars; élaborer des programmes de formation à grande échelle et à tous les stades de la gestion, de la technologie et de la distribution, de sorte que les pays producteurs de pétrole ne se sentent pas tenus à l'écart du marque les pays producteurs de pétrole ne se sentent pas tenus à l'écart du marché; il faudrait, enfin, que les États-Unis exercent des pressions réelles pour favoriser un réglement de la crise du Proche-Orient sur la basc de la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies, assorti de garanties de sécurité assumées par les Etats-Unis. Bien d'antres initiatives salutaires pourraient être prises, mais rette elmple énumération montre sur quels éléments un règlement global pourrait être échafaudé. pourrait être échafaudé.

Les bienfaits que l'on peut attendre d'un tel programme sont évidents. Il faciliterait, en particulier, un nouvean démarrage de l'économie mondiale à la faveur duquel on pourrait, enlin, se mettre sérieusement à la tâche pour résoudre les problèmes fondamentaux de la faim, de la population et de la violence qui menscent de nous submerger, Mais trois dangers risquent de le compromettre.

Disposant, quant à nous, de la supourrait être échafaudé.

risquent de le compromettre.

Disposant, quant à nous, de la supériorité militaire, il se pourrait que nous ne sovons pas disposes à la transition. Aucun peuple dans l'histoire n'a accepté un changement d'une telle ampleur, sauf, peut-être, la Grande-Bretagne en 1945, à moins d'y être contraint par la ruine et la défaite. D'autre part, les Arabes doivent agir très vite, et les Iraniens doivent faire preuve d'une grande prudence. On oublie souvent que les Arabes ne sont encord que peu accoutumés à la richesse — comme les Texans du l'Est après le boom du pétrole — et qu'ils ne disposent encore que d'une mince couche d'élites. De la même façon, parce que l'Iran nous a rejoints dans couche d'élites. De la même façon, parce que l'Iran nous a rejoints dans la lutte contre le communisme dans les années 50 et 60, nous avons aussi tendance à oublier la profondeur du ressentiment qu'il nourrit — à l'instar de la plupart des autres peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine — contre le club des riches. Le chah a édifié une véritable puissance militaire, il veut maintenant noutres son a édifié une véritable puissance mi-litaire, il veut maintenant projeter son pays en Europe; les conditions qu'il v mettra ne seront pas bon marché et nous-mèmes, qui l'avons patronné et aidé, nous ne les accepterons pas de galeté de cœur. Enfin, le risque subsiste que nous soyons pris de vitesse par des évènements graves, de nature mili-taire ou économico-politique. La tâche à entreprendre est complexe et encore mai définic, et pourtant le temps mal définie, et pourtant le temps

WILLIAM R. POLK.

RECTIFICATIF. - Dans l'article de François Constantin rendant compte de l'ouvrage de Mohamed Bennouna, le Consentement à l'ingérance mili-taire dans les conflits internes tle taire dans les conflits internes tle Monde diplomatique, décembro 1974), uns erreur de transcription o aitéré le seus du troisième parographe (première colonne). Au lieu de : « M. Bennouns, sans s'attarder sur le contenu de la traditionnelle acceptation de compétences internationales... », il fallait lire : « sans s'attarder sur le contenu de la traditionnelle exception de compétence nationale... »

Le Monde___ deléducation

MENSUEL LE NUMÉRO 2 EST PARU

Douze militons de Jeunes Français vont à l'école, su lycée pu à l'université Un millon de personnes (enseignents ou edministrateurs) travaillent pour l'éducation un million quatre cent quarante mille travetileurs ont suivi, en 1973, un stage de lormation professionnelle Blen peu de Français ne eoni oss, d'une lecon ou d'une eutre, concernés par le lormetion

Pour s'adepter à cet eccroissement massit, le système d'enseignement évolue sans errêt, devenant de plus en plus complexe et divereilié. Au point que même les spécielistes éprouvent des difficultés à en suivre les

Le Monde do l'éducation s'adresse aux éduceleurs, eux étudiants, sux parents d'élèves et à tous ceux (administrateure, élus, médecins, chefs d'entreprise, responsables syndicaux...) qui, per leur fonction, sont intéressés psr les problèmes de formation

AU SOMMAIRE:

LES PATRONS ET L'ÉCOLE. - Une interview de M. Fronçois Ceyroc, président du C.N.P.F. : e L'école ne prépare pas les jeunes à comprendre la société d'oujourd'hui, »

LA FORMATION A LIP. - Apres l'onnée glorieuse de lo grève, de l'occupation d'usines et des ventes sauvoges, les « Lip » ont connu une outre oventurs non moirs passionnonte celle de la formation.

IVAN ILLICH ET ETIENNE VERNE : LE PIÈGE DE L'ÉCOLE A VIE. -L'outeur de e la Societé sons école » regrand la parole, après un long sitence, sur les problèmes p'éducation, pour dénoncer, avec Etlenne Verne, une nouvelle e illusion e pédagogique : la formation permonente.

L'ÉDUCATION A L'ÉTRANGER. — Belgique : Compromis sur lo loïcité.

Danemark : Les Groenlandois revendiquent. Allemagne tédérale : Le « numerus clousus » s'étend. U.R.S.S. : Le trofic des thèses. Québec : Contre-ottoque des historiens. VIE DE LA CLASSE. - Les nouveaux monuels Des adolescents réalisa-

teurs de télévision. Jeu. Le Syndicot des instituteurs et lo réforme des morernelles. VOTRE ENFANT ET L'ÉCOLE. - Lo phobie scoloire, Les métiers de l'ogriculture. Le boc F 7

UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES. - L'experience de Vincennes continue. A propos d'un rapport exglosif sur la recherche en sciences socioles (MM. Jean-Pierre Soisson, René Remond, le Syndicat des chercheurs). Pas de chômage pour les licenciés en droit L' « année

spéciale » d'l.U.T. Les restaurants universitaires plus chers ? FORMATION CONTINUE, - Les octions collectives. Le délègue ocodémique. Licenciements et stages de reconversion. LES LIVRES. LES REVUES.

– Prix de vente : 5 F –

Tarifs des abonnements 11 numeros par on

VOIE NURMALE

France, D.O.M., T.O.M. Stranger Etranger

PAR AVION

Europe (y compris Turquie d'Asie, Acores, Chypre, Madère, Algerte, Maroc et Tuoisie)

Afrique francophone, Guadeloupe, Guyace française, Martinique, Réunitoo

Comores, Mindagascar, Laos, Sud-Vietnam, Nouveile-Calédoole, Nouveiles-Ribbides, Folynésie française, République Ehmère, Saint-Pierre-et-Miqueloo, Waltis et Futuna
Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie, Sirmante, Chloe, Corée, Hoogkoog, Japoo, Indocésie, Macao, Matajie, Mongolie, Philippices, Siogapour, Talwan, Timor, Theiliande, Nord-Vietnam, Australie, Nouveile-Zélaode, autres gays d'Océanie

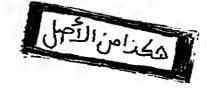
Autres pays d'Afrique, d'Amèrique et d'Asie

LE MONDE DE L'ÉDUCATION Service des Abonnements 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 - C.C.P 4207-23 La solution de sagesse

DANS cette perspective, plusieurs mesures s'imposeraient. En premier lieu, une restructuration du fronds monétaire international qui tlenne compte de l'afflux des revenus nouveaux tirés du pétrole; cela corporadatit à une mésesifié tout. respondrait à une nécessité tout autant psychologique que monétaire. Il faudrait aussi encourager l'inves-tissement à long terme des revenus pétroliers et les dépôts d'argent sur

les marchés occidentaux; inciter les pays pétrollers à participer aux efforts d'aide bliatéraux, multilaté-raux et au sein de la Banque mondialo tout en maiotenant une action parallèle de l'Occident en ce do-maine; organiser des transferts de capitaux de gouvernement à gouver-nement, si possible, sur une base différée - ce qui serait souhaitable pour des Etats comme Oman, dont le pé-







-Orieni

GINEHA POLITIQUE

SORTIR DU GHETTO

Après chaque temps fort de la crise de Proche-Orient, quelques sympathies vers and des parties ou conflit. Rap-palous le succès de la Guerre amère (1968),

ving Shaw, Un mur à Jérusolem (1968), de F. Rossif et A. Knobler, et plus récemment Pourquoi Jérusolem (1973), de C. Lanzmana, films esphoriques qui souscrivent, en particulier, au mythe de l'homogénétic d'Israël, Etat qui ignorerait les coaflits socioux, le lutte des classes et les problèmes de minorités. Le question palesticienne, bion entendu, est minimisée, parfois niée, ou clors évoquée comme une menace qui permet de justifier les reidissements et l'intrensigeance d'ésraël.

dans des camps étrangers ou dispersé à travets le mande, on s'avait dans des camps étrangers ou déspersé à travets le mande, ou s'avait laissé, pour s'expresser, que la violence et le cri. Aujourd'hui, il fuit entendre de plus en plus sa simple parole. Celle-ci, pourtant, lorsqu'elle se fait discours émématographique, est encare dénigrée, flétrie ; uinsi, de l'abondante production de filess qui exposent la cause palestinianne, no sest a été distribué en France : les Dupes, de T. Saleh, qui montraît les difficultés qu'endurait une patit groupe de Palestinians pour sortir des camps de réfuglés et atteindre Koweit, neuvel Eldorado. Co film, exploité l'hiver dernier dans une soile miouscule (quatre-visots places) du quartier Latin, fut setiré salle minuscule (quatre-vingts places) de quartier Latin, fut retiré de l'affiche après trois jours de projection, molgré son succès réel. D'eutres films arabes sont pourtont diffusés en France; il s'ogit trop souvent de comédies musicales sirupeuses et anodines destinées eux travailleure immigrés originaires du Maghreb. Les films traitent du problème palestinien sont, de fait, victimes d'un véri-table boycottage qui empêche qu'un réflexe de dialogue, par filme

interposés, s'établisse entre deux peuples de toute évidence condamnés à se supporter, à s'entendre et à coopérer. Cet astracisme est d'autant plus regrettable que le cinéma four-nit précisément des preuves de colleboration créatrice possible entre nit précisément des preuves de colleboration créatrice possible entre membres des deux communautés. Révolution jusqu'à la victoire, par exemple, a été réalisé aux Etats-Uois par un collectif composé de juits non sionistes et de Palestiniens. D'outre part, Kafr-Kassen, de Barkan Alocaié, par se pondération, sa sérénité et son souci d'eller se fond du problème, établit le cadre pour un débat outhentique sur les bases les plus larges, celles de l'humanisme.

Sortir les films palestiniens da ghetto và les renferment paur l'hours des distributeurs et des exploitants, serait la meilleure manière de prouver que les ghettos se brisent, se détruisent, et que leur disparition constitue une garantie de tolérance, de compréhension et de progrès, toutes chases dont le Proche-Orient a un urgest besoin.

«Kafr-Kassem»: le sionisme ordinaire

E can saisit d'emblée dans un film comme Kair-Rassem, c'est une extrême gravité de ton, une sorte de modulation calme, équilibrée; celle de ces conteurs au soleil qui veillent à l'écoute, suspendant leur parole et graduant délicatement les stances et le rythme de leur récit. La cause palestinienne, défendne blen souvent avec esclandre et frênésie, trouve soudain lei, pour parier de ses douleurs et analyser ses raisons, une voix posée, assurée, authentique.

Kaûr-Kassem est un petit village palestinien, situé à l'intérieur des frontières d'Israél, dont une partie des habitants (citoyens israéliens) furent massacrés à la veille de la campagne du Simil en 1956. Beaucoup moins connue que la tuerie de Defr-Vassine, celle de Kafr-Kassem a fait pourtant l'objet d'une abondante littérature parmi laquelle le réalisateur, Borhan Alaoulè, par souci d'exactinude, n'a retenu que les minutes du procès (1) que l'armée israélienne elle-même intenta contre les militaires qui, dana la nuit du 29 octobre 1956, appliquèrent avec trop de zèle l'esprit d'un ordre dont la lettra demandait seulement de faire respecter des consignes de couvre-feu.

Le réalisateur a choisi de borner le

de couvre-feu. Le réalisateur a choisi de borner le temps de sa narration par deux dates fondamentales : celle d'abord du 23 juillet 1956, où le président Nassar annonce le nationalisation du canal de Suez, et celle du 29 octobre de la même année, veille de l'attaque confoguée franco-anglo-israélienne contre l'Egypte. A l'intérieur de cette tranche de temps, l'auteur imagine la vie quo-tidienne des paysans palestiniens, dont les actes les plus courants pren-nent soudain, au contact de ces évé-nements historiques, un relief poli-tique plus significatif.

L'auteur peut ainsi, sans négliger le fil anecdotique, procèder à une ana-lyse des mentalités palestiniemes à la veille de la denxième guerre istaelo-arabe. Il étudie. culier les courants politiques qui clivent cette petite communauté rurale confrontée sans cesse aux décisions de l'administration israélienne. Le discours de Nasser, qui ouvre pratiquement le film, permet de distin-guer trois options politiques parmi les villageois : les nassériers d'abord, plus nombreux, exaltés, volontaristes, sensibles à la défense de leur dignité,

les délivrer »; les communistes, ensuite, organisés en cellule de village; la troisième composante politique,
minoritaire, est constituée par une
partie de la petite bourgeoiste qui
coopère avec les autorités israéliennes.
Ces collaborateura, chargés à la fois
du mouchardage et de l'apalaement
des esprits, ne soot traités aucunement, ni par le réalisateur ni par la
fiction, comme des traites ou des
ennemis; ils sont l'expression du
désarroi de leur classe qui, sans
autre alternative politique, doit pactiser avec l'administration. Euxmêmes déclarent appartenir à une
certaine opposition de cœur; Raja,
par exemple, qui loue de la maind'œuvre aux colons israéliens, explique
et justifie son comportement en eltant le proverbe : « Si tu ne peux
briser la main de ton ennemi,
baise-la mais souhaits-lui de 2s
ompre. »

En contrepoint, les Israéliens appa-

En contrepoint, les Israéliens appa-raissent peu souvent individuelle-ment. Ils ne montrent jamais la moindre animosité personnelle contre les Palestiniens envers lesquels ils font même preuve de qualités posi-tives : la gentillesse du patron du

snack à Tel-Aviv, la patience des techniciens radio, la compréhension du colon et même les réliceaces de certains officiens devant la hrofalité des ordres. Le réalisateur refuse ainsi le psychologisme, il supprime les arguments éternels de ceux qui se plaisent à passionner le débat pour mieux escamoter l'enjeu, il prouve que l'intensité des rapports affectifs entre des individus isolés n'est jamais pertinente à l'heure de juger une politique. Enfin, il ruine le plus hanal des alibis racistes, celui qui consiste, pour un antisemite, à évoquer a ses meilleurs amis jujis » ou, pour un membre de l'O.A.S., à vanter « ses meilleurs amis aujeriens ». Borhan Alsouié s'en prend strictement au système sioniste qui opprime les membres de deux communantés en faisant structurellement des uns les oppresseurs des autres. Un exemple : Abou Moral, petit propriétaire terrien, reçoit de l'administration un ordre lui interdisant, pour des raisons militaires, l'accès à son champ, qu'il ne pourra donc plus cultiver. Des mois après, une lettre du ministère de l'agriculture lui signale que ses terres, n'étant pas cultivées, sont



LE SOLDAT ISRAELJEN VU PAR BORBAN ALAOUIE Dénoncer un système qui opprime les deux communautés.

considérées en triche et donc confis-quées au profit d'un immigrant israé-lien. Cetui-ci est ainsi opposé par les simples rousges administratifs au payean palestinien; mul besoin de haine on d'eutre excuse passionnelle : les structures du pouvoir organisent, entretiennent bureaucratiquement l'exclusion réctproque des deux com-munautés.

les structures on pouvoir organismi, entretiennent bureaucratique em en t l'exclusion réciproque des deux communautés.

Ainsi, an moment du massacre, les soldats out un comportement machinal, utilitaire : Es tuent sans détester, sans insulter et sans plaisir. Ils ne font que porter à ses limites ce que le discours du pouvoir institutionnalise comme modèle de rapports entre Israéliens et Palestiniens.

Le film sattache à montrer le fonctionnement social d'une communauté rurale dont les rites traditionnels de politesse et de déférence constituent un exemple de convivialité. La parole et le geste peuvent tout exprimer, tout moduler, à condition de se théâtraliser, d'oser se mettre en actua et de jouer le rôle qui convient à la logique et à l'harmonie du village.

Rarement une œuvre produite dans ce contexte de métiance et de dénigrement qu'est aujourd'uni le Proche-Orient sura atteint un tal sérieux dans la manière intelligente d'exposer les faits, une telle l'ustesse dans l'analyse politique de la situation Kajr-Kausem ose poser paradoxalement, à la réflexion israélienne le problème de l'antisémitisme, trop souvent escamoté par les dirigeants israéliens en nom même de leur « victimité ».

Voir ce film, en discuter, en débattre devrait devenir aujourd'uni une démarche constructive en vue de l'amoroe d'un dialogue, aussi bien pour les Palestiniens que pour les propres Israéliens l'auteur, d'ellieurs, le sonhaite ainsi : « Je pense que le film peut aller dons le sens des Israéliens qui ont commencé à remettre en question le sionisme. Il peut les aider à comprendre la logique de la strutégie de la résistance polestinienne et ce que le sionisme a d'hor-

la strulégie de la résistance palesti-nienne et ce que le sionisme a d'hor-rible dans l'ordinaire, le quoti-

IGNACIO RAMONET,

(1) Contenues dans les Arabes en Israël, de Sabri Geries et Riie Lobel, Edit. Mas-pero, Faria, 1969, 226 peges, 15 F. (2) Entretien avec Borhan Alacuia, Gahters du cinémo, numéro de janvier

Sur les écrans arabes

"EST en 1937 qu'e été tourné, par un cinéaste syrien, le premier film arabe eur la résistance palestinienne : Il dénonçait à la fois l'implanaloniste et la complicité de l'impérialisme britannique. Ce n'est pourtant que trente ans plus tard que le peuple palestinien e trouvé à l'écran des porte-parole dignes de sa cause. Pendant longtemps. l'écrasante majorité des films arabe (presque tous égyptiens) consacrés à la Palestina ont été marquée par deux mercantile de la fierté befouée et la complaisance dens une douleur éperdue. ment été le fait des courts métrages produlte per des organismes publics, la second e aurtout caractéries les longs métrages financés par des productions erabee privée. La critique pelestinien Hasean Abou Ghanime (1) dit à ce propos : « Ce sont des sous-produits sordides et exécrables qui exploitent de taçon ignoble le légitime sentiment de solidarité des peuples arabes pour notre résistance.
Cetts sèrie semble avoir débuté avec Une jeune fille de Palestine, réalisé par l'Egyppremière guerre, celle de 1948. Elle s'est poureulvie à l'occasion de l'agression trilatérale de 1956 avec cept longe métrages et e été étoffée en outre par une dizaine d'eutres films aur des thèmes divers comme la jutte contre l'asplonnage Israélien ou la dénonciation des nouveaux ints de la colonisation eloniste en Palestine occupée. Fondés sur les principes du mélodrame larmoyant eu

(1) Cahlers du cinéma, nº 268. (2) Le Monde diplomatique, octobre 1973, l'article d'Aly el Choubschy. Rep-palons que Kansfani, porte-parole du PPLP, a été assessiné à Beyrouth par

les recettes du « thriller » à l'américaine,

les films qui composent ce premier cycla

ont été presque tous des instruments de diversion dont la fonction latents étalt le défoulement... Cette frauduleuse charson de geste c'est achevée en 1969 par deux rejetons attardés qu'en raison de leur parenté de etyle avec les Django italiens on a queiquefois appelé des « cousoous - westerns « : le Palestinian révolté, de Reda Myassar, et Nous sommes tous des tedayin, de Gary Garabédian, tous deux Libarals.

LEST donc su londemain de le guerre C'EST donc all jours que la résistance palestintenna a commencé à être lilustrée par des cinéastes idéologiquement motivés. Le coup d'envoi de ce nouveau cycle, marqué dans un premier temps par une volonté d'autocritique et un souoi de froide analyse, e été donné par l'Egyptien Taufik Salah avec son long métrage roman de l'écrivain palestinien Ghassan Kanatani (2). Loin d'exalter de fallacieux héros, ce film, sprès evoir dénencé les responsabilitée de certains gouvernemente réactionnaires arabes, décrit avec une apre ertume, male de façon allégorique, l'état de déréliction du peuple pelestinles privé pendant près d'un quart de siècle de toute direction véritablement révolutionnaire et - dupé - (d'où le titre) par des chefs eans stratégie cohérents. Peutêtre Kanafani visah-ii un Choukeiri par

On retrouve le même ecrimonie dans la fin du Moineau, de l'Egyptien Yousset Chahine, qui etigmatise les Incuries du régime nassérien en 1967. Ou encore dans le long métrage syrien de Khaled Hamada, le Couteau (adapté d'un autre roman de Kanafani), qui raconte la drame d'une jeune Palestinienne abandonnée à son trista cort à Gaza, où elle e été cédults par un amant qui collabore avec les autorités sionistes. Son frère, qui était sa soula famille, a préféré s'exiler et, selon

des moulins à vent. Chacun de ces personnagee figure un aspect du puzzie pales-

CETTE veine, qui pourrait sembler pessi-miste, pourrait aussi être extériourement apparentée à la longue litanie des quelque cent courts métrages arabse dont la douloureuse mélopée a bercé pendant vingt ans et plus la tragédie des Palestintane. Il faut au contraire le comprendre démarche où, cette foie, la voionté de réelstance, au fleu d'être hypostasiée dans des sous-produits recoleurs, se nount d'une analyse impitoyable de la réalité, débarracese des fards et des faux-fuyants Ce cycle es développe sujourd'hul dans une double direction : d'une part une dénonciation des méthodes du sionisme, d'autre part une illustration des actions et des perspectives de la résistance.

example des longs métrages comme Des hommes au solell. des Syriens Mohamed Chahine, Marouan Mouazène et Nabile Maleh, qui décrit l'oppression Israélienne ence antisionista d'una jeuna Eurotout l'admirable Ketr-Kassem, du Libanale Borhen Alaguvá. On le rencontre aussi dans des courts métrages comme Nahnou bi kheir, du Syrien Fayçal Yasri: pour pouvoir communiquer aur les ondes de la redlo israéllenne evec leurs parents exilés, les Palestiniens occupés assurent que pour eux - tout ve bien -, mais de muettes images viennent démentir cet optimieme de commande. Le cinéssie palestinien Muetapha Abou All s'est attaché, dans plusieurs courte métrages, à témoigner sur divers aspects de le condition de son peuple qu'il montre dominé dans Scanes d'occupation à Gaza, massacré par Hussang, et plionné par l'avistion Israéllenne

La seconde inspiration est encore pou fournie : eans douts les perspectives nou-velles qui e offrant à la résistance depuis la triomphale visite de Yasser Arafet à l'ONU susciteront-elles des films qui correspondent à cette nouvelle étape. D'autent que l'O.L.P. a créé le groupe - Lee films de la Palestine - pour prendre en charge l'illustration de sa causa. Quelques films esquissent délà la vole d'un « romantisme révolutionnaire - à venir : Nous retournerone, de l'Algérien Slim Riad (récit fictif d'une action de commando en Cisiorstyle hollywoodlen), Pourquol la résistance, du Libanais Christian Ghazi, qui expose les thèses des trois mouveme importants, et surtout lis n'existent pas. la fiction et le reportage pour exalter le détermination à la fole farouche et fratamelle d'un peuple que l'on avait pré-tendu nier en le dispersant mais qui sa volonté de vivre dere une patria recouvrée.

GUY HENNEBELLE

Regards d'Occidentaux

Les premiers signes de l'exis-tence du peuple palestinien par-venus jusqu'à nous ont été, naturellement, des signes de lutte, et bientôt les signes de sa lutte. C'était un peu après 1967. On entendait par-ler des bombes explosées à Tel-Avio et Jérusalem, de coups de jeu tirés, de voies jerrées saboiées; et bientôt l'espace mondial allait être « touché » par les premiers détournements d'avions.

C'est dans ce coniexte très spécial

d'avions.

C'est dans ce coniexte très spécial que sont apparus des films qui ont contribué à éclairer la lanterne dans un univers idéologiquement structuré, soudé, organisé. Situation extrême de l'état d'esprit colonial : de gauche à drotte, c'est l'inextisence même de ce peuple qui avait été organisée. Alors, plus que pour toute autre lutte de libération nationale, il follut démentir, injormer. Ne pas craindre de repartir à chaque instant de zéro pour avoir une chance de faire un bout de chemin. Dans cet esprit jurent réalliées, en Occident, par des cinéastes militants (américains, anglais, français, italiens, allemands) une divaine de jûms certainement répétitjs les uns par rapport aux autres, mais chacenn instrument de lutte utile.

Tous ont pour ejfet de jatre jasilir

can instrument de lutte utile.

Tous ont pour effet de fatre jaülir sur le devant de la scène historique la victime du drame, et l'Arabe, silhouette des récits coloniaux, devient le Palestinien acteur d'une réalité vivante. Ce fut une autre réalité vivante — les travailleurs arabes — qui porta en France le premier fum de ce type, Palestine vaincra, réalisé en 1969 par des cinéastes maoistes, sans moyens et avec très peu de documents cinématographiques, donc presque tout au banc titre : photos ressorties du néant, scandant les grands moments de l'histoire du peuple palestinien ou revendiquant les instants modestes du quotidien de la vie en Palestine avant 1948, dessins, schémas, etc. Discours didactique illustré. Ce qu'il contenait d'implicite fut le plus important : il osait affirmer que le colonisé avait, lui aussi, une histoire, et une histoire à la lumière de laquelle les mythes coloniaux faisaient long jeu: bien plus, cette mémorisation recelait une menace pour le ronron néo-colonial français en réveillant des voix qui n'avaient plus le ton du « dialogue souhaité » : celles des colo-nisés à domicile, des ouvriers arabes

contexte différent, Révolution jus-qu'à la victoire, du groupe américain a Newsreel », peut remplir le même rôle mobilisateur. Récit historique rôle mobilisateur. Récit historique produit par la conjonction de deux interventions éclairantes l'une par rapport à l'autre, cells du peuple palestinien et celle des communautés juives d'Occident; révolutionnaires palestiniens et juis antisionistes dénougant le projet historique du sionisme, le désignant comme oppresseur pour les uns et les autres.

D'autres films ont choisi de montrer D'autres films ont choist de monter le présent pour envisuger l'avenir; l'exemple le plus accompli est Biladi, reportage réalisé pour la telévision suisse par Francis Reusser. Ce film répond aux questions essentielles de répond aux questions essentielles de ce que l'on appellera un reportage révolutionnaire. Recherchant l'énonce du projet palestinien de la bouche même de ses protagonistes directs, les masses palestiniennes ; rejusant la surjace du discours en s'aventurant dans le corps du langage palestinien (la guerre populaire de longue durés) qui transforme la pensée et le geste quotidiens ; et montrant comment il est au jond le vrai gage de l'avenir, de sa crédibilité : libérer un espace qui sera, cette fois, ouvert à tous ses habitants, juijs, chrétiens, musulmans : la Palestine.

SERGE LE PERON.

POUR DES PROJECTIONS DÉBATS Scènes d'occupation è Gasa: 25 mm, réalisateur : Mustapha Abouali. Agression sioniste : Les bombardsments des camps palestiniens su liban le 8-7-72; réalisateur : Mustapha Abouali, 25 mm, n. et bl. De toute mon ême et note mon auns : Sur les managers de sep-

De toute mon time et avec mon song : Sur les messacres de septembre 1971 en Jordanie ; réalisateur : collectif ; 35 mb, n. et bl. Histoire de le Polestine : De Balfour à la guerre de 1957 ; réalisateur : collectif français ; 12 mm, n. et bl. Révolution jusqu'à la victoire : Production Newareel, U.S.A., 52 mm, n. et bl.

- Palestine vainors : Réalisateur : Jean-Pierre Olivier ; 40 mn, n. et bl. DISTRIBUTEUR : Librairle Palestine, 24, rus de la Réunion, 75019 Paris. Tél. : 370-01-56. Palestins : Long métrage couleurs : réalisateur : Peul-Louis Soulier. . DISTRIBUTEUR : Association so-

lidarité France-pays arabes, 12-14, rue Augereau, 75007 Paris. Tál.: 555-27-52. - Kajr-Kassem : Long métrage con-leurs : réelisateur : Borhan Alsoulé.

• DESTRIBUTEUR : M.K.2 Produc-tions, 55. rue Traversière, 75011 Paris. Tél. : 307-82-74.





AVEC LA RENCONTRE DE RAMBOUILLET

La coopération soviéto-française s'approfondit

E temps qui s'est écoulé depuis la visite en France de M. Leonid Brejnev permet d'apprécier dans toute son ampleur la portée de cet évènement sur le fond général de la politique mondiale et européenne, ainsi que dans le contexte du développe-ment des relations entre les deux

pays.
D'une part, cette rencontre de tra-vail a souligné le caractère régulier des contacts soviéto-français au nivean des contacts soviéto-français au nivean le plus élevé. Rien qu'an cours des deux dernières années, quatre ren-contres de ce genre ont eu lieu, ce qui montre la fidélité des deux parties au principe de consultations politiques sur une base permanente. A cet égard, ces rencontres ne sont déjà plus entourées de l'autrôle de l'extraordi-naire qu'en sensationnel naire ou du sensationnel.

D'autre part, pour un certain nom-bre de raisons de caractère objectif et subjectif, la rencontre devait inévita-blement susciter un intérêt particulier et, de par le contenu et la portée du travail effectué, déborder le cadre des consultations habituelles. Me trouvant à Rambouillet en tant que correspon-dant particulier, j'ai senti aussi les signes de cette importance particulière du moment dans l'atmosphère qui a entouré les conversations aussi bieu entouré les conversations aussi bieu que dans les premiers mots échangés par les deux dirigeants. « Continuation » — ce mot a déjà une haute signification. Cependant, comme l'a souligno M. Valéry Giscard d'Estaing, les critères abstraits de continuité ne dolvent pas être les seuls à jouer un rôle important : il y faut aussi la conviction intime des deux interiocuteurs.

La conviction personnelle exprimée La conviction personnelle exprimée par le président de la République, conviction seion laquelle la coopération franco-soviétique constituait l'axe privilégié et l'élèment fondamental de la politique extérieure de la France, a incontestablement conditionné la cordialité et la sincérité des entretiens, qui continnaient le dialogue commencé en 1966 par Charles de Gaulle. en 1966 par Charles de Gaulle.

En même temps, cette rencontre bouclait en quelque sorte la série de

contacts que Moscou avait eus avec des gouvernements occidentaux dont les cheis avaient change. Apparavant, des entretiens avaient eu lieu à Moscou avec M. Helmut Schmidt, et, très peu de temps avant Rambouillet, une rencontre importante avait eu lieu à Vladivostok avec le nouvean président des Etats-Unis. Dans une certaine des Stats-Unis. Dans une certaine mesure, la rencontre de Rambouillet devait confirmer le maintien du rythme de la détente dans toutes les directions fondamentales. Sous ce rapport, Rambouillet n'a pas causé de déception.

déception.

Enfin, la rencoutre de MM Leonid Breinev et Valéry Giscard d'Estaing se déroulait au moment où les deux pays célébraient solennellement la cinquantenaire de l'établissement des relations diplomatiques. Dans ce sens, l'automne 1974 tout entier a été marqué par le bilan de l'association U.R.S.S.-France aux diverses étapes de l'histoire, par la mise en relief des traditions particulières et par une experience fructueuse.

Les précurseurs doivent toujours servir d'exemple. Par leur association, l'U.R.S.S. et la France out su démon-

l'U.R.S.S. et la France ont su démon-trer qu'elles répondaient à cette vocatrer qu'elles répondaient à cette voca-tion historique. Les autres pays, entraînés un peu plus tard dans le processus de la détente, ont justement recherché dans les relations soviéto-françaises des éléments clefe qui puissent leur servir de points de repère, ou de modèle à imiter. Il convient en même temps de souligner que Moscou et Paris u'ont jamais considéré leur associatiou comme quelque chose de statique et ont toujours cherché, à chaque étape, à donner une qualité nouvelle, sous une forme ou sous une autre, à leur action mutuelle, qu'eile fût politique ou économique. fût politique ou économique.

DANS le contexte général des rela-tions U.R.S.-France se dégagent deux directions principales qui revè-tent une importance particulière pour le développement du processus de détente globale. La première est cons-tituée par les principes et la pratique de leurs relations bilatérales. La deuxième, par les initiatives qu'elles Par SPARTAK BEGLOV *

ont prises dans la construction de la grande Europe. Il va de soi que ces deux domaines sont étroitement liés, car tout ce qui est obtenu par les deux pays, qui représentent des systèmes sociaux différents, se traduit nécessairement, dans la mise en œuvre des principes de la coexistence pacifique, en bien pour la recherche collective des bases d'une paix durable dans le cadre de l'Europe tout entière.

C'est pour cette raison que, me semble-t-il, les critères de richesse des résultats de la rencontre de Rambouillet sont déterminés par ce qui a été convenu dans ces deux directions précisément. Dans les deux cas, les résultats sont considérables.

En ce qui concerne la coopération bilatérale, pour ne prendre que leur base matérielle — les échanges économiques, — la rencontre de Rambouillet a donné une puissante impulsion

base materielle — les échanges économiques, — la rencontre de Rambouillet a donné une puissante impulsion à un nouveau type de coopération : les projets communs dans le domaine de la construction d'entreprises et la mise en valeur des ressources. L'accord portant sur cette question est presque dépourvu de chrifres. Il ne mentionne que l'intention de doubler et, encore mieux, de tripler, an cours de la prochame période quinquennale, le volume du courant d'échange. Cet objectif est parfaitement réalisable si l'on considère l'expérience des périodes quinquennales précèdentes. Mais, du fait que le caractère de ces échanges s'est déjà détaché depuis longtemps de la forme primitive « achat-vente «, la portée principale de l'accord réside dans le fait que le développement de la coopération industrielle et la réalisation de projets communs deviennent l'objet de l'attention particulière des gouvernements, qu'ils sont assortis de tout un complexe d'encouragements facilitent l'agrituité des firmes et aveztout un complexe d'encouragements facilitant l'activité des firmes et orga-nismes qui participent à cette sphère de la coopération.

• Commentateur politique de l'Agenes de presse Novosti,

L'accord de crédit pour les achats soviétiques de biens d'équipements français revêt une grande importance. L'Union soviétique livrera du gaz naturel à la France, couvrant ainsi une part non négligeable de ses besoins en combustible de ce genre. La construction de grandes entreprises telles que le complexe de l'aluminium (marché de l'ordre de 5 à 6 milliards de francs), ou le combinat de cellulose et de papier de Sibérie, s'opèrera sur la base de la compensation, c'est-à-dire par le remboursement des crédits par par le remboursement des crédits par la fourniture de produits provenant de

ces nouvelles entreprises.

A en juger par tous les éléments en notre possession, les nombreux projets déjà adoptés ne constituent qu'un début. A l'avenir, le fait que la coopération franco-soviétique soit envisagée à long terme entraînera sans aucun doute des initiatives encore plus impressionnantes.

Et qu'a apporté la rencontre de Rambouillet à la grande Europe? Il est indubitable que le principal résulest indubitable que le principal résultat est constitué par l'accord des deux gouvernements sur le fait qu'il existe de bonnes conditions pour l'achèvement rapide de la Conférence européenne au plus haut niveau. C'est là le feu vert donné à l'étape finale de l'important travail accompli par les gouvernements de trente-trois pays d'Europe, ainsi que par les Etats-Unis et le Canada, en vue de l'élaboration des normes de la coexistence pacifique, de la sécurité et de la coopération sur notre continent. Il convient de dire qu'à l'orée de 1975 des progrès uon négligeables ont été réalisés dans la mise au point concertée de formules negligeables ont été réalisés dans la mise au point concertée de formules acceptables par tous au cours de la phase de Genève de la Conférence, La « troisième corbeille » (relations culturelles et normes humanitaires) s'est en définitive, égaloment révélée très fructueuse, les participants aux négociations s'étant mutuellement convaincus que le critère fondamental de l'entente u'était pas l'imposition réciproque de convictions et contumes opposées, l'érection de l'ingèrence dans les affaires intérieures en « norme » des relations Est-Ouest, mais le déve-loppement des échanges qui encoura-gent la compréhension mutuelle et des normes en vigueur dans les différents

U.R.S.S. et la France ont été prati-quement les premières à stimuler l'union des éfforts des États à sys-tèmes sociaux différents dans la re-cherche d'une nouvelle formule de paix cherche d'une nouvelle formule de paix collective de nature à prévenir la division de l'Europe en hlocs. C'est pour cela que le sentiment de satisfaction que procure leur nouvelle décision commune de mener cette recherche jusqu'à son terme logque est si compréhensible. La portee de cette position commune de deux pays qui ont le plus soufiert des cataclysmes guerriers mondiaux et européens du vingtième siècle est particulièrement soulignée par le sens historique du vingueme siècle est partimere-ment soulignée par le sens historique du moment présent — la prochaine célébration du trentième anniversaire de la victoire commune sur le fascisme. Durant les trois dernlores décennies, Durant les trois derniores decennies, l'Europe a enfin pu vivre en paix. Le printemps de 1975 a toutes les chances de devenir ce talon historique ou seront enfin jetées les bases des garanties les plus efficaces pour la paix et la coopération entre États à systèmes sociaux différents.

Les observateurs internationaux ont note à juste titre que la proximite des positions de la France et de l'U.R.S.S. sur de nombreux autres problèmes internationaux, en premier lieu sur un règlement au Proche-Orient, avait été consacrée à Rambouillet afin, comme l'a déclaré M. Leonid Breinev, « d'élargir encore la sphère d'action mutuelle de nos pays dans les affaires interna-

Il va de soi que l'association soviéto-française ne va pas, en se développaut, sans certaines complications, sans divergences. Mais, ce qui unit présen-tement les deux pays dans leurs efforts communs, leur volonté de développer au maximum leur coopération pour le bien des deux peuples et de la pair mondiale, a infiniment plus d'impor-tance.

COMMUNES POPULAIRES, POLITIQUE EXTÉRIEURE, LES CENT FLEURS -

A campagne chinoise fut lougtemps terra A campagne chinoise fut lougicmps terra incognita. Dans Pansheu (1), W. Hinton donnait nu bon aperçu de la vie eu zone libérée et du bouleversement de 1949 qui brisa le plus ancien des féodalismes. Depuis, la vie de six ceuts millions de ruraux passés au socialisme a fait l'objet de divers reportages trop souvent ponctuels et impre-cls (2). Un témoin, qui résida leugtemps dans une commune populaire, l'amilier de la terre et des bommes, Chiuois lui-même et apte à communiquer avec les Occidentaux, nous ouvre aujourd'hui une indispensable fenêtre. Elle révèle un monde paysan complexe, fourmillant de uonveautés et d'archaismes. Précieux ouvrage, car la Chine populaire, ponr long-temps encore, plongera là ses racines, pulsera là ses ressources et son énergie, ses contrastes et ses contradictions.

Upper Felicity est le nom anglicisé d'un petit village do la Chine du Nord où l'anteur passa l'année 1970, en pleine révelution cultu-relle. A Year in Upper Felicity (3) retrace co sélens qui entrait dans le cadre du meuvement de rééducation des intellectuels par le travail manuel, trait suillant de la nouvelle société. Ce remodelage idéologique, certains ebez neus l'assimilent à des e travaux forcés ». L'unteur, Jack Chen, moutre qu'il e'agit d'antre chose : du réapprentissage des principes révo-jutionnaires au contact des masses paysannes.

Pour apprécier ce qu'a d'incomparable le témolgnage de l'auteur, un aperçn de sa bio-graphie est nécessaire. Jack Chen est un Chinois d'outre-mer qui e vécu vingt-trois ane en Chine populaire. Il débute dans la politique eux côtés de son père, Eugène Chen, qui fut ministre des affaires étrangères en 1927, dans le gonvernement du Kouomintang de gauche siègeant à Wouhan. Journaliste, il accompagna ensuite Anna Louise Strong ponr queiques-uns de ses plus fameux reportages quedes ans de ses plus lament reportages. Plus tard, conférencier aux Etats-Unis, Il défend la position de son pays dans le conflit avec le Jupon. Correspondant à Moscou pen-

dant la guerre, il s'installe en 1950 à Péicin. Caricaturiste fameur, il signera souvent les dessins de l'hobdomadaire Pekin Information. Depuis 1973, il enseigne à l'université Cornell, dans l'Etat de New-York. Sans conteste, il est celui qui, à l'étranger, connaît le mieux la

Chine populaire.

Célèbre à Pékin, tant par sou talent que par son humour, joignant les dons du reporter à ceux du peintre, riche des expériences d'une vie aventureuse, l'auteur uous offre un initialitation de la particulaire de la particula récit alerte, pittoresque à souhait, où des ana-

du livre en quatre parties correspondant aux saldu livre en quarre partes corresponant aux saisons — préparatien, gérmination, maturation, récoîte — ludique assez l'eptique de l'autenr. Il inge res mouvements réconds pour l'esprit des hemmes. An terme do l'expérience, sa couclusion reste modesté : « Étais-je rééduqué? Étais-jo un homme meilleur? Comment l'affirmer? » Mais rêtte paysannetie qu'il a chieste il sette present au vietne lu contratte par le proporte au vietne lu contratte par le present au vietne lu contratte par le proporte au vietne lu contratte de la con côtoyée, il sait qu'elle apporte au régime un sontien décisif et qu'en retour le socialisme lui garantit que les fléaux d'antan ne revi-

Par JEAN DAUBIER

lyses très documentèes voisinent evec de

La révolution a marqué le petit village d'Upper Feucity. L'atroce misère du passé n'est qu'un souvenir, e Aujourd'bul, les villageois se nourcissent, e'bubillout, se logeut,

On a installé l'électricité, une dimenterie, un nteller de réparations. La communauté forme sans cesse des cadres et des experts. > Toute fois, rien n'est simple. La tradition survit nux côtés de la révolution. Les parents continuent tranquillement d'arranger les mariages de leurs enfants, même s'ils souffrent ensuite d'une e meuvaise conscience socialiste e L'égalité des femmes et des hommes est établie; mais le jour de la célébration du mariage est éclipsé par celui de l'antique fête du roi ura-gon. La paysanuerie chinoise apparaît lei sans fard.

Comment réagit l'intelligentsia à sou centact? Que pense-t-elle de ces meuvements de rééducation, de ce recyclage permanent, de

les sentiments de nombreux intellectuels chiuois quand il écrit ! e Tout cadre honnête parti à la campague pour vivre et travailler avee les paysans se sent nue obligation euvers eux et, comme mol, ii affirme : Leo Ms. Tao San (amis et bôtes de l'auteur, N.D.L.R.), je

O N a dit et écrit qu'en matière de diplo-matie la Chine maoîste s'inspire des principes de la Realpolitik sanx s'embarrasser d'idéologie. Il est neuveau d'envisager la politique étrangère de Pékin comme lo produit d'idées requérant elles-mêmes l'analyse. C'est l'optique de The World end China (4), onvrage qui se signale par son sujet et par ea signature. Son auteur, John Gittings, est, en effet, un des sins logues britanniques les

M. Gittiogs écarte résolument un préjugé selon lequel les Chinois négligent l'extérieur car leur tradition les porte au repu sur eux-mêmes. U montre à l'inverse que Mao et ses partisans enrent le conci de reller la révelutieu chiuose à la scène mendiale. « Blen pins, affirme-t-II, ils considéraient les données internationales de leur situation, c'est-à-dire la contradiction entre la Chine et l'impéris

lisme, comma la contradiction décisive dont découlaient les autres. > Aux yeux de Mao Tse-toung, la jenne Ré-publique uée en 1911 était une semi-colenie suscitant la convoltise d'impérialismes rivaux. La révolution prolétarienne dévait flet-ter telle une nel sur la houle de ces « contra-

La guerre contre le Japos, les trabisons de Tehiang Kai-chek, is suspicien de Staline, le blocus de l'Amérique, le conflit ouvert avec potens de l'Amerique, le conflit ouvert avec l'U.R.S.S. conduisirent Mao à perfectionner graduellement cette stratégle. Elle est, aujenr-d'hui eu cœur de la politique étrangère chiuoise. Elle a pour base l'hostilité aux deux super-puissances concurrentes et l'appui aux pays de la « zone intermédiaire » qui les cèpare (c'est-à-dire le tiers-mende et l'Europe secidentalo). An contr des années 7s, cette espare (crest-dure le liers-mende et l'Eurupe escidentale). An cours des années 78, cette politique prit une dimension nouveile, male Jehn Gittings montre qu'elle s'inspire d'un « stand dessein « que Mae concut il y a lesg-temps, dans la pratique d'une révolution sans

P. Ollerick MacFarquear, ancien rédac-teur en chef du périodique lendonien The China Quarterly et auteur du livre célèbre sur les Cent Fleurs, a entrepris la rédaction d'une serie d'ouvrages initulés The Origins of the Cultural Revolution. Le premier tome (S) vient de paraître. U remoote très justement à la période-cief de 1956 qui suivit le vingtième congrès du parti communiste de l'Unios sovié-

Avant la révolution culturelle, la simple

hypothèse d'une opposition eutre Mao et Llou Chao-chi cut fait sourire tons les experts des questions chineises. Chacun admot, aujour-d'hui, quo pendant des annèes II y eut uno « lutte entre deux lignes » au selu du parti communiste chinois. Or les articles publiés à Pékin sout trop sonvent simplificateurs et fournissent peu de détails concrets.

Le livre de Roderick MacFarquhar s'efforce de combler cette lactine par l'étude systèma-tique des documents de gardes rouges et des textes transmis à l'Ouest pendant la révelution culturelle. Comme tonjours en ce cas, le problème de l'authenticité des sources se pose, ce qui ne semble guère avoir luquiété l'auteur. En outre, les positions controversées de Lion Chao-chi u'apparaissent qu'à travers ce que ses adversaires, et eux seuls, en eut révéle. Ceci devrait imposer des formulations plus prudentes et davantage de nuances.

uans les ouvrages en français récemment arus, ueus citerous la Chine pour nous (61. Il s'ngit d'un livre collectif ; fermule comme de qui relle en une vision d'ensemble des étndes partielles. Les secteurs étudiés sont, notamment, l'urbanisme, l'industrie, la fa-mille et l'enseignement, Ces analyses u'offrent pas toutes le même Intérêt. Certains des auteurs s'encombrent d'un jargou pseudo-unisendo-universitare aussi ebscur qu'irritant. Uans l'en-semble, pourtant, u s'agit d'un bou uvre fait par des gens désireux de comprendre et d'apprendre (7). Parmi les mellieures coutribn-tions, relevons eelles de bibl. Tsieu Tche-hao sur la famille et Paul Bady sur l'école. Mme Miehelle Lol évoque l'émancipation de la femme ebingis dans la strict meditains. la femme ebinoise dans le style incisif qui ini est propre. Signalons, pour finir, in publica-tieu d'une série de bandes dessinées billuçues illustrant deux célèbres romans du queter-zième siècle : Au bord de l'eau et le Roman des Trois Royaumes (8). U s'agit de la repro-duction d'une éditiou réalisée à Changhai eu 1954 le grantificie de la reproduction d'une entrou realise de curres clus-1954. La qualité de ces grandes œuvres clus-siques et la forme cheisie devraient séduire un large peblic.

11 Faushen, par W. Hinton, Flon, Faris, 1971.
2) Notons espendant le livre de Iau Myrdal.
Un village de Chine populaire, paru eux éditions Gallimard en 1972 et qui ue mérite que des éloges.

3) A Year in Upper Felicity, par Jack Chen,
MacMillau, New-York, 1973, 8.95 dollars. Vo-

MacMillau. New-York. 1973, 8.95 dollars. Volume illustré par l'auteur.

4) The Werld and China, par John Gittings.
Eyre Metbuen Ltd, Loudres, 303 pages, 5.25

Uvres sterling.

5) The Origine of the Cultural Revolutien, tome I: Coutradictions Amoug the
People, 1956-1957, Oxford University Press,
1974, 438 pages, 5.50 livres sterling.

6) La Chiec pour nous, éditions Le Centurion, coll. « Connaissance du présent », Paris,
284 pages, 38 F

7) On ne peut eu dire eutant de deux
ouvrages parus aux éditions 10/18: Ombres
chinolses, de Simon Leys, et Révo. cul. en
Chine pop., recuell de textes commantés. Cos
livres sont marqués du seast de la rancœur
et de l'hostilité la plus systématique auvers la
Chine. Ils contiennent en ouere des ettaques et de l'hostilité la plus systématique auvera la Chine. Ils contiennent en outre des ettaques personnelles très basses contre plusieurs journalistes français. Qu'un éditeur es donne le ridicule de publisr des écrits aussi inqualifiables, cela le regarde. Les commenter en détail ici, es serait leur donner une importance qu'ils n'ont pas.

8) San Gue et Shui Hu, publiés par les éditiens Signes, 125, boulevard en Montparnasse, Paris, avec le sous-titre Bandes dessinées chinoises, tomes 1 et 2, 26 F l'un, 151 pages : traduction collective.

INSTITUT FRANÇAIS DE POLEMOLOGIE (Président-Fondateur et Directeur des Recherches : Gaston BOUTHOUL, Secrétaire Général et Sous-Directeur des Becherches : René CARRERE).

ÉTUDES POLÉMOLOGIQUES 15 - JANVIER 1975

Gaston BOUTHOUL : Problématique de la paix - Guy DE LA TOURNELLE: Armes necléaires et politique étrangère, (d'après Henry A. Kissinger, en 1957)

René CARRERE: Vie et mort des sociétés humaines - I.F.P.: Chronique de la violence mondiele (juillet-actobre 1974)

Recherches sur la guerre, la paix et les conflits. Hervé SAVON : Les recherches en République Fédérale d'Allemagne Rechorches britanniques, on Amérique de Nord, en Suède
 I.F.P.: La champ de la polémalogia française

Le numero, France : 10 F ; étranger : 11 F. - Souscription de soutien ; 599 F. nent à 4 numéros (un an), France : 38 F ; étranger : 42 F. S'adresser à :

ETUDES POLEMOLOGIQUES, 7, rue Gutenberg, 75015 PARIS. (Téléphone: 577-94-67). C.O.F. 33.034-01 La Source. Vient de paraître :

Gaston BOUTHOUL

LA PAIX Nº 1600. Collection « Que sais-je? » . Edit. Presses universitaires de France, 108, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS.

LA DEMOCRATIE TRAHIE PAR...

Trahie, la démocratie l'est de mille façons. A tel point que le mot lui même parait souvent dépourvu de signification précise. Dans la conscience collective, il a de plus en plus tendance à ne dési-gner rien d'autre que le contraire de la dictature. Cette définition négative le dépouille de tout dynamisme, alors que la

démocratie ne peut se contevoir que comme une course permanente vers des libertés mieux assurées, une plus grande égalité entre citoyens, une justice plus équitablement rendue. Or les développements mo-dernes de la technologie, les puissances d'argent et les pri-vilèges solidement assis sur un certain modèle d'expansion économique, la complexité des mécanismes politiques et les lourdeurs administratives ont mis à rude épreuve les principes de liberté, d'égalité, de fraternité: "Che" Guevara comparait la révolution à une bicyclette,

qui tombe si elle cesse d'avancer.

Mais il en va de même pour toute démocratie, qui se condamne à mort si elle ne s'approfondit sans cesse par de nouvelles conquêtes.

Or les démocraties vivent aujourd'hui sur d'anciennes définitions des droits

des citoyens, alors que les rechniques de communication de masse, de surveil-lance et de conditionnement des individus, de gestion des affaires publiques, etc, ont fait surgir de nouvelles causes de conflits, de nouvelles entraves anx libertés, de nouvelles méthodes sonstrayant les grandes décisions au contrôle démocratique. Les mécanismes conçus pour donner la parole aux citoyens sont pour l'essentiel restés ce qu'ils étaient au siècle dernier, alors que deux révolutions industrielles, bouleversant de fond en comble les société capitalistes, laissaient l'individu presque démuni devant les pouvoirs accrus de puissantes emités gouvernementales, administratives, économiques.

... l'inégalité fiscale

> Dès lors, comment s'étonner d'une certaine désaffection à l'égard de la "démocratie"? La solution ne consisterair elle pas à changer de système?
>
> Trop de débats abstraits sur les problèmes d'un "socialisme" assez mal défini ont accrédité l'idée qu'il suffirait d'"abattre le capitalisme" pour que disparaissent les plaies des pays occidentaux et que fleurissent la liberté, l'égalité, la fraternité...

> L'histoire contemporaine invite pourtant à de plus sobres réflexions. Plus sobres, donc plus techniques. C'est pourquoi nous analysons ici les méthodes et artifices par lesquels la démocratie se nie elle-même dans une politique fiscale qui viole ses principes fondamentanx. Toujours sous le titre général de "la démocratie trahie par", nous publierons ultérieurement des études sur les inégalités en matière de revenus, d'accession à la culture, à la santé, à la justice des tribunaux, aux décisions politiques, etc.

ENT FLEURS

Une politique délibérée pour mystifier les pauvres et privilégier les riches

la différence des hommes qui la gouvernent, la masse des contribuables n'a pas une vision nette et précise de l'ampieur de l'exploitation dout elle est victime. Pour la citoyen contraint de se soumettre à « l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques », l'égalité devant l'impôt, l'équité dans la répartition, toutes les règles de la légalité républicaine et démocratique sont réputées sonder le système fiscal, au moins au niveau des intentions. Ce qui ne lui interdit pas de penser aussi que l'application laisse à désirer ou que des faveurs de fait sont naturellement obtenues par les puissants au détriment des pius faibles. L'assulatit en effet plest pas nais L'assujetti, en effet, n'est pas naif et il sait la relativité des pétitions de principe. Mais de là à croire réelde principe. Mais de là à croire réel-lement que l'Impôt repose sur des bases exactement contraires, admet-tre que si la Vª République n'a pas inventé l'inégalité, elle l'a délibé-rément confortée, le pas n'est pas facile à franchir.

La politique fiscale n'a pas de réalité autonome. Elle est un des moyens qui concourent à la réalidant seize ans, un mot d'ordre a incarné la volonté militante du ré-gime : adapter et moderniser Péco-nomie nationale pour répondre au nomie nationale pour repondre au défi de la concurrence mondiale.

« Étant le peuple français, il nous faut accéder au rang de grand État industriel ou nous résigner au déclin » (1). L'impôt participe à cette tache redoutable. L'injustice fiscale en est le prix.

L'intrine contemporaine est relle

en est le prix.

L'histoire contemporaine est celle de la conquête du monde occidental par im groupe restreint d'entreprises géantes. Si l'on en croit les prêtres de la prospective, elles seront moins de cinq cents à détenir, d'ici à la fin du siècle, l'essentiel du pouvoir Pour ce faire, de formidables concentrations de forces de travail et de canital annymes et transmation concentrations de forces de travail et de capital, anonymes et transmationales, entrainent, dans un combat gigantesque pour l'élimination ou la soumission des mains aptes, des millions d'hommes qui n'ont d'autre destin que de servir et de subir une puissance qui les domine et à laquelle ne résistent ni l'idéologie dont elle procède ni les nationalismes qu'elle utilise. Dans cette lismes qu'elle utilise. Dans cette compétition, les chances du capitalisme français, parti en retard et traditionmement pins faible, dépendaient d'un changement rapide, d'un « effort impérieur » et d'uns « réforme radicale ». Ce fut l'ambition de la V° Bépublique d'en être le promoteur rêlé et le régisseur efficace, ne concevant d'autre alternative que la maîtrise des mutations sauvages imposées par la lutte internationale ou la disparition prématurée et sans appel.

Or « la France n'est pus pleinement consciente de la portée de la révolution qu'elle vient de choisir... Il n'y « pus de plus dure contrainte que la comutrence extérieure » (2).

Y faire face exige des vertus sé-

Y faire face exige des vertus sé-La tenacité. l'efficacité, la sobriété... » (3). Car « nous sommes dans l'économie de la compétition dans l'économie de la compétition mondiale un poids moyen qui va se confronter avec des poid lourds » (4). C'est pourquol e l'industrie française doit accentuer son effort pour réaliser des unités financières et industrielles plus importantes. Il faut aller vers des jusions, des ententes, des concentrations afin de donner à la France des entreprises à la taille internationale » (5). « L'intérêt du pous. c'est que les entre térêt du pous, c'est que les entre-prises développent leurs profits > (6). Dès lors, les fonctions de l'impôt sont précises: 1) Favoriser, par des incitations sélectives, l'avenement de la grande

entreprise capable de dominer le marché et de résister à la concurrence internationale;
2) Garantir le reo

cipation active des beneficiaires en accordant des privilèges fiscaux aux détenteurs du pouvoir et de l'argent. Après seize ans d'une gestion presque constamment assurée par un mistre remarquablement compétent, il faut recomaitre que les résultats sont à la hauteur de l'ambition. De la compétent de l'ambition de la compétent de l'ambition. De la compétent de l'ambition de la compétent de l'ambition. De la compétent de l'ambition de la compétent de l'ambition. sont à la hauteur de l'ambition. Dès lors, s'indigner de l'injustice de la fiscalité française c'est témoigner d'une nalveté certaine, faire à ceux qui nous gouvernent un procès d'intention, quand l'inégalité systématique est prévisément en la mattere le moyen délibérément utilisé et l'aboutissement nécessaire d'une politique.

La carotte et le bâton, ou le cynisme du prince

IL faut abandonner l'idée com-mune que la fiscalité des entre-prises impose un régime uniforme de règles à caractère général et impersonnel auxquelles dérogeralent quelques dispositions exceptionnelles quelques dispositions exceptamentes aux effets provisoires et que seile la fraude permettrait de transgres-ser, Pareille idée ne résiste pas à l'analyse. Il est plus vraisemblable qu'il n'y a pas deux entreprises pla-cées sous le même régime. Chacune tend à avoir un statut fiscal personnalise L'optimum, c'est-à-dire la charge relativement la plus faible, est obtenu par la grande entreprise qui a prouvé ses aptitudes à dominer

Assistant à l'université de Reims, suteur, avec Pierre Charpentier, de L'inégalité par l'impôt, La Seull, Paris, 1973, et de P comme fraude liscale, Ed. Moreau, Paris, 1975.

le marché et à affronter la concurrence internationale. Mais la promotion et l'assistance fiscale de l'entreprise privée sont sélectives et conditionnelles.

Trois moyens or conculuonneues.

Trois moyens y concourent:

a) La mise hors jeu de l'immense
majorité des petits, placés sous le
règime du forfait. Leur chiffre
d'affaires dérisoire, leur incapacité
à se doter des moyens d'analyse et
de cettlem indispensables leur faible de gestion indispensables, leur faible niveau d'investissement les éliminent par avance de la compétition. Voués à la disparition, à la sousvoies a la dispartant, a la sous-traitance on à subir la domination des plus forts, la fiscalité les enferme dans un statut d'incapable qui précipite leur régression, officant seulement une chance, jusqu'à pré-sent rarement saisie, à coux d'entre eux qui tenteralent de se regrouper. Demi-soldes du capital soumis à une

France: faire payer aux contribuables le prix de la concentration capitaliste

Par CHRISTIAN DE BRIE*

modestes. un système de décote et d'exoueration à mi-chemin entre une sorte de SMIO fiscal et une indeminité viagère de départ.

b) Pour les autres entreprises, une série d'incitations progressives ayant pour effet d'angmenter, par un jeu de déductions, leur capacité d'investissements en leur permettant de les effectuer en franchise d'impôt. Mais pas n'importe quelle entreprise ni n'importe quel investissement. Si la sélectivité ne procède pas d'un interventionnisme autoritaire, elle tend à réserver les ayantages fiscaux tend & reserver les avantages fiscaux de l'autofinancement à calles dont la situation permet de présumer que leur compétitivité en sera amélioree. c) Au-delà, les groupes les plus importants négocient directement avec l'administration, par entente contractuelle, des agréments fiscaux. Accords discreta, dépouvris de toute publicité, qui les encouragent, par une franchise partielle ou totale d'imposition, à concentrer sous leur autorité la cardial de production autorité le capital de production, conquérir des marchés extérieurs, investir dans la recherche, se décentraliser et développer leur capacité

C'est le mérite de l'ancien ministre des finances d'avoir, progressive-ment, rationalisé l'inégalité de la fiscalité des entreprises en la met-tiant au service des objectifs priori-taires du Plan : concentration et compétitivité. L'impôt ne contrarie pas l'évolution du capitalisme. Il l'accéière ; li ne corrige pas les effets du marché et de la concur-rence, il les renforce.

cence, il les renforce.

Cette action u'est d'ailleurs pas limitée an secteur industriel; elle s'étend à l'agriculture, au commerce et aux services; elle s'accompagne de mesures spécifiques à certaines branches d'activité : stérungle, chantiers navais, entreprises de presse, immobilier, etc.

mais il est difficile d'avouer que la fiscalité est créatrice d'inégalités, que l'Etat-arbitre prend délibérément parti pour le plus fort. Il est même préférable, politiquement, d'affirmer le contraire. La plupart du temps, l'hermétisme vient naturellement au secours du ministre des finances, la complexité apparente suffit à décourager les curieux. Combien de parlementaires ont avoué après coup n'avoir pas compris grand-chose an système de l'avoir fiscal malgré les explications de M. Giscard d'Estaing? Ils l'avaient néanmoins approuve.

Le cas échéant, on unesite pas, avec le cynisme du prince, à placer sous le patronage de la peutralité, ou même de la justice sociale, des mesures qui en sont la négation. mesures qui en sont la negation.
Ainsi du régime de l'intéressement
aux bénéfices, baptisé « participation des salariés aux fruits de
l'expansion des entreprises » alors
que par l'effet des dispositions fiscales, il serait plus justement quallifé d' « intéressement des entreprises en expansion aux contribu-tions des salariés ». Le ministère des finances n'en faisait d'ailleurs pas mystère, révélant, dans une note explicative, que le but de cette ré-forme hardie était e d'associer les travailleurs à des formules de pla-

cement adaptés aux besoins de l'économie » et c de stimuler la croisauxe des entreprises », toutes choses
apparemment plus conformes aux
obectifs de la politique fiscale qu'aux
impératifs d'une meilleure justice
distributive.

Les avertissements avisés ne
manquèrent pas : « Par le jeu de la
double econération fiscale, l'opération change compidiement de auractiere. Ce n'est plus l'entreprise qui
parlage avec son personnel son
enrichissement p a r autofinancement, elle le conterve intégralement.
C'est la nation entière qui perse aux
travailleurs une subvention, un cadeau, lequel transite pendant cinq
ou huit ans dans les ausses de l'entreprise, pour des investissements ou huit ans dans les cuisses de l'en-treprise, pour des investissements que rien ne vient orienter vers les priorités de l'intérêt général. C'est un abus de langage que d'appeler cela prendre une part d'un enrichis-sement (Tl. » Le régime de l'intéres-sement « fait obligation un malheu-rette en lait de l'intéresreux capital, cans le seul cas d'ailleurs d'entreprises très pros-pères, d'accepter du Trésor public des sommes qu'il lui seru interdit de reverser aux travailleurs avant cinq

reverser aux travailleurs apant cinq années (8) ». Rien n'y fit.
Depuis sept ans, les chantres du gaulisme proclament, avec naiveté ou duplicité, qu'il s'agit d'une véritable révolution, première étape d'une voie nouvelle entre collectivisme et capitalisme. Au cours d'un débat télérisé. M. Chalandon le réaffirmait avec beaucomp de conviction et une certaine émotion, au moment même où M. Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances, s'avisait que l'intéressement commençait à coûter bien cher au Trèsor, c'est-à-dire ter hien cher au Tresor, c'est-à-dire ter hien cher au Trèsar, c'est-à-dire aux contribuables, et qu'il serait peut-être temps que les entreprises participent un peu à la participation. Elles en paieront 10 % en 1974, 17,5 % en 1975, 25 % à partir de 1976. Il ne restait plus, dernière ironie, qu'à qualifier de « justice fiscale » cette correction partielle d'une vieille supercherie.

vieille supercherie.
Si les résultats d'ensemble de la politique fiscale sont probable et conformes aux intentions, la morale libérale veut que la position dominante des grands groupes soit le seul fait de leur esprit d'entreprise et d'une gestion dynamique, sans aucune complicité de l'Etat qui ferait plutôt figure de géneur. On ne trouvera donc pas de statistiques offi-

(1] Général de Gaulle, allocution radio-téléviste du 14 juin 1986. Paris, la Documentation française, 1989 (Artisles et documents, no 961, 18 juin 1980).

[2] V. Giscard d'Estaing, exposé à la nouvelle faculté de droit de Paris, le Monde, « la croissance sans inflation», 29 avril 1989.

[3] V. Giscard d'Estaing, discours lors de sou retout an ministère de l'écunomie et des finances, le Monde, 26 juin 1989.

[4] V. Giscard d'Estaing, déclaration faite dévant les républicains indépendants à Clement-Perrand, le Monde, 20 juin 1987.

[5] G. Pumpidou, interview accordée à Entreprise, citée par le Monde, 17 juin 1984.

1894.

16) G. Pompidou, discours à l'Assemblée des chambres de commerce et d'incustres, le 23 février 1963.

17) Professeur G. Lasserre, Au-delà du pseudo-intéressement. e Libres Opinions a, le Monde, 14 septembre 1861.

(8) Marcel Loichot, Eaguselles pour un simulacre, e Libres Opinions a, le Monde, 25 août 1887.

(9) C. De Brie et P. Charpentier, la Politique fiscale de la Ve Eépsblique, Thèse polycopiée, Paris, 1972 16 vol.).

cielles permettant d'en vérifier les effets. Les éléments dont on dispose confirment, néanmoins, que la part des profits bruts échappant à l'impôt sur les bénéfices tend à augmenter avec la dimension de l'entreprise, antrement dit la charge liscale tend à diminuer, et que le phénomène s'est renforcé au cours des quinze dernières années (9), il s'agit d'une tendauce, car la réalisation des objectifs reste partielle et imparfaite.

La france chronique et tolérée des

La frande chronique et tolèrée des petits sert de ballon d'oxygène, tem-père les effets de l'action fiscale, désamorce la menace d'un nouveau poujadisme. En ignorant délibére-ment 20 à 50 % du chiffre d'affaires des entreprises marginales, on retarde, certes, la mutation, on évite retarde, certes, la mutation, on évite aussi qu'elle soit remise en cause sur un autre terrain. Pour les grands, l'évasion, les jeux de sociétés fictives, les paradis fiscaux et les artifices comptables complètent avantageusement les privilèges légaux. Alors que les P.M.E. accusent fréquemment le gouvernement de server ses faveurs aux grandes soctètés », on pourrait croire le patro-nat satisfait. La règle du jeu veut qu'il n'en laisse rien paraître, au contraire. Son attitude : se plaindre en permanence des e charges exces-sives qui pesent sur les entreprises françaises », ne jamais reconnaître avoir bénéficié d'un avantage. D'ailleurs, affirmait M. Georges Villiers, lorsqu'il présidait le CNPF.

« les carottes n'intéressent pas le
patronat ». Il les croque, bien sûr,
mais sans appétit l'Aux autres le

Dans tous les pays industriali-sés du monde occidental, la crois-sance de la dépense gouvernementale accompagne et entretient le développement. Les commandes publiques le financement direct ou indirect des le Imancement direct ou indirect des investissements garautissent l'expansion de l'économie en évitant les crises, apportent leur soutien à une bonne part de la production privée, protégent la prospérité des grandes entreprises qui contrôlent le marché. La prise en charge immédiate d'une série de dépenses qui, telles l'éducation la santé, la recherche scientifique, ne sont pas rentables à court terme. Préserve pour l'avenir le caterme, préserve pour l'avenir la ca-pacité productive du pays. L'ensem-ble exige un dispositif capable de

fournir les recettes correspondantes. (Lire la suite page 8.)

Lire pages 8 à 12

P. 8-9. — Etats-Unis: une habile organisation de l'évasion fiscale (Frédéric Langer); Grande-Bre-tagne : le refus de freiner une inegalité croissante (Jim Kincaid). Pour une nouvelle répartition des charges (Jacques Simon).

P. 10 à 12 - Suede : effets limites de charges lourdement progressives (Per Holmberg); Europe: mobiliser l'opinion contre la regression sociale 1J. S.1. Réforme fiscale et révolution socialiste lJean-Pierre Chevène

(Suite de la page 7)

La Vº République y a pourvu, mettant en place et consolidaut un diptyque qui assure une ponction maximum au moindre coût. Deux impôts, T.V.A. et impôt sur le impôts, T.V.A. et impôt sur le revenu. fournissent à eux seuls les deux tiers des rentrées fiscales, le reste se partageant entre une quarantaine de prélèvements. Cet équipement lourd, directement indexé sur les prix et les revenus, connaît une croissance spontanée et automatique au rythme de l'inflation et de l'augmentation des salaires. Il entretient la première, réduit les affets de la seconde. La productivité au sur les montes de la seconde. La productivité affets de la seconde. La productivité maximum de l'impôt est ainsi obte-nue, en dépit des distorsions consta-

Sur ce plan également, priorité est donnée à la rentabilité sur l'équite. Le système réserve au gouvernement un précieux atout. Débarrassé des demandes humiliantes de création demandes humiliantes de création ou de majoration d'impôts, le ministre des finances n'interviendra que pour proposer généreusement, avec un grand luxe de précisions, des allègements sans conséquences, ou tirer parti du battage organisé autour des « recettes de poche » prèlevées sur la classe privilégiée, étant assuré que l'essentiel lui sera fourni automent. fourni autrement.

Aux ponctions effectuées pour le compte de l'Etat (environ 200 milcompte de l'Etat (environ 200 miliards) s'ajoutent celles des com-munes et des départements, les taxes parafiscales et les cotisations so-ciales (127 milliards). Au total, 340 milliards de francs pour 1972 (10). Le plus souvent présentée et compta-bilisée séparément, cette masse forme un tout : le Prélèvement Obliforme un tout : le Presevement Oni-gatoire Global, qui chiffre le coût des interventions publiques et per-met de mesurer la pression fiscale; en moyenne 36.3 ; du P.N.B. pour les années 1968-1970, contre 34 ; en Allemagne, 36.6 ; en Angleterre, 43 ; en Suède, 27,9 ; aux Etats-Unis (11)

C'est la fonction des entreprises de servir d'intermediaire pour la col-lecte de cette enorme masse : elles en assurent les quatre cinquièmes, qu'elles prélèvent chaque année sur le contribuable anonyme : T.V.A., cole contribuable anonyme: T.V.A., co-tisations sociales, patente, taxes di-verses..., bientôt la quasi-totalité, lorsque l'impôt sur le revenu sera retenu à la source. Elles sont les fermiers généraux de notre époque, partageant avec l'Etat le pouvoir de lever l'impôt, facturant le service rendu en déduisant du bénéfice imposable les frais de gestion qu'elle emiraîne, gardant les privilèges de la charge. Car les sommes ainsi pré-levées sur d'autres sont laissées à la disposition de l'entreprise, sans la disposition de l'entreprise, sans intérêt, pendant un temps variable (un mois, un trimestre ou un an). A la limite, une societé peut très bien, pendant trois mois, agir en Bourse ou spéculer sur la monnale avec les cotisations de sécurité so-

L'univers fiscal du contribuable moyen est truqué. Les illusions dont

on l'entretient le privent de toute possibilité de rencontre avec le réel. Entre les « bonne œuvres » fiscales du ministre des finances, les auto-critiques absolutoires, les complaincritiques absolutoires, les complain-tes larmoyantes des groupes de pression, et le fumigène statistique dont on l'encense, la mythologie de l'impôt lui laisse pen de chances de comprendre ce qui lui arrive. Pour l'essentiel, chacun acquitte l'impôt sans le savoir, quotidiennement, en achetant les biens qu'il consomme, les services qu'il utilise. De 65 à 80 % du prélèvement global est ainsi assure par l'intermédiaire de taxes et cotisations multiples. et cotisations multiples.

Elles suivent toutes le même cir-cuit anesthésiant : versées directe-ment à l'administration par l'entre-prise, intégrées dans les prix de tout ce qui est produit et commercialisé, répercutées sur le consomateur qui chaque fois qu'il dépense 100 F, paie en moyenne 40 à 50 F d'impôts, taxes et cotisations diverses. Sans s'en aperceroir, ou presque. C'est un fait qu'il supporte sans douleur la chappe de plomb qui tombe sur lui tous les jours, mais gémit sous le poids de la piume fiscale qu'il doit porter trois fois par an au percepteur. Ca morenne chaque habitant teur. (En movenne chaque habitant paie 620 F d'impôt sur le revenu sur un prelevement fiscal total de

Le paradoxe n'est qu'apparent. La mystification du contribuable rend possible son exploitation. Elle pèse d'autent plus lourd sur les ménages qu'ils consacrent une part plus

CLANDESTINE

Tent contribuable francai

revenu payá par chacun de ses concitoyens. Le Parle-ment en avait décidé le

menr en avair dechee le principe en 1859. Grâce à la vigilance des gouvernements successifs, le loi, expression de le volonté populaire, est anirée en application dés le... le juillet 1974.

Occlones conditions sont exigees. Les listes nomina-tives sant visibles, non dans

les mairies comme il átait prevu à l'origine, mais eux Directions départementales des impôts, et seulement par les contribuables du ressort.

Le curieux doit justifier so

identité et sa résidence fis-

caln; ensuite, s'armer de patience, le classement des listes n'étant évidemment pas

alphabétique. S'il parvient, malgré tout, è trouver ee qu'il cherche, il doit savoir que la lei sur la publicité des impositions interdit for-

mellement... toute publicité. La diffusion, par tout moyen, de toute indication se rap-

importante de leur revenu à des dé-penses de consommation, même de première nécessité. Comme l'a mon-tré une étude du CREDOC (12), in pluralité des taux de T.V.A. n'epporte pratiquement aucun correctif. Com-ment pourrait-il en être autrement count cellacit tays appollement. Le quand celle-ci taxe pareillement la sim Citroën et la 4L Renault, la robe de grand couturier et le blau de travail, le caviar et le maquereau, et deux fois moins le séjour dans un palace de grand luxe que dans une pension de famille?

pension de famille?

Ainsi, la pression fiscale est la plus forte pour les revenus les plus faibles, décroît lorsque la part consacrée à l'épargne augmente, c'est-à-dire, en règle générale, lorsque le revenu s'élève. Proportionnel au prix, ne tenant pas plus compte de l'utilité de la dépense que de la situation sociale des personnes, ce formidable prélèvement est la réalité d'une fiscalité qui choisit ses victimes : petits retraités, modestes salariés, ouvriers, employés, cadres moyens chargés de

L'impôt, en France, c'est l'impôt sur la consommation. L'iniquité de notre fiscalité tient d'abord au fait qu'il y tient une place beaucoup plus importante qu'ailleurs. Mais aussi à ce que, à l'autre extrémité, une minorité privilégiée a seule la possibilité d'y échapper. Elle ne s'en prive pas. Transformer les dépenses de consommation de ses diriseants en consommation de ses dirigeants en charge d'exploitation, puis en êlé-ment du prix de revient, et les faire supporter intégralement par les

PUBLICITÉ

portant a toute personne nommément désignée est punie d'une amende égale au montant des droits divul-gués, sans préjudice d'une amende pénale et d'une peine

mois à deux ans (art. 1772 du C.G.L).

C'est un pistelet dans le dos, les mains en l'air face ea mur, que les Français vont désormais pouvoir s'in-

former sur les impôts de leurs concitoyens. Une me-sure destinée surtout à répri-

mer les révélations sur l'iné-

mer les révélations sur l'îné-galité des charges fiscales qui ont sensibilisé l'opinion eu conrs des dermères années. De l'anti-publicis; un modèle d'hypocrisie. Cela étant, la visite vant le dépla-cement (1). Les listes sont le rellet déformé et amplifié des inégalités de revenus, Le salle des claces du musée

salle des glaces du musée Grévin,

(1) A Paris : Direction des services fiscaux, bureau de la publicité, 40, rue du Louvre, la étage, porte 57.

autres consommateurs: telle est la voie royale du transfert legal de la charge sur les plus faibles. Car l'entreprise, c'est-à-dire ses dirigeants, puisqu'elle ne saurait consommer elle-même quoi que ce soit, est le client principal et exigeant des plus grands hôtels, des meilleurs restaurants, des trains de luxe, des premières classes d'avion, des bâtiments les plus modernes aux amènagements intérieurs somptueux, des « clubs-houses » de golf, abbayes renovées, manoirs de chasse ou cha-lets de sports d'hiver où sorganisent rénovées, manoirs de chasse du cha-lets de sports d'hiver où s'organisent séminaires, colloques et autres sym-posiums. Eile dispense aux cadres méritants, suivant leur place dans la hiérarchie, quelques faveurs et leur entrouvre les portes de l'Eden: émarger aux frais généraux.

Le bon peuple pense que tous ces fastes sont le fait de riches privilégiés qui dilapident atusi une fortune plus ou moins bien acquise; il ne se croit pas concerné, ce en quoi il a tort. C'est lui qui pais la facture. Tout sera transformé en charges, déduites du bénéfice imposable et transféré dans les prix. Quel locataire sait que son loyer contient une fraction du prix de la moquete moelleuse, des vitres fumees, de la moelleuse, des vitres fumées, de la climatisation, du mobilier design qui donnent au bureau de 50 mètres donnent au bureau de 50 mètres carrès du promoteur de son modeste appartement de banlieue, le standing qui manque précisément à son trois pièces? Pour les responsables et dignitaires de l'Estat, les grands commis et hauts fonctionnaires, on arrive au même résultat par des voies plus courtes. Comme le remarquait Gaston Jèze, il y a près d'un demi-siècle, « la classe sociale qui a le pouvoir politique tend à échapper à l'impôt ». Allégés de certaines dépenses et de la charge qui s'y rapporte, ses revenus trouvent melleur emploi à tirer profit des avantages porte, ses revenus trouvent melileur emploi à tirer profit des avantages accordés à l'épargne et au capital.

Le reste de la fiscalité joue un rôle secondaire. L'impôt sur le revenu représente moins de 5 % du revenu brut des ménages, 10 % du prélèvement global. Il est deux fois plus élevé en Allemagne et aux Pays-Bas. deux fois et demi en Suisse, en Angleterre, trois fois aux Etats-Unis ou en Suède. Au nivean où il se trouve en France, il est donc inca-pable de corriger la situation d'enpadie de corriger la situation d'en-semble, quand bien même il serait équitablement réparti. Ce n'est pas le cas. Il suffit de lire le rapport du Conseil des impôts (13) pour s'en

Privilégiant le capital par la quasi exonération des plus-values, le pré-levement libératoire, l'effet réducteur de l'avoir fiscal, celui des déductions évaluant les revenus des agriculteurs d'autant plus qu'ils sont plus élevés, incapable d'apprehender correcte-ment ceux de nombreuses professions commerciales et libérales, l'impôt sur le revenu est surfout l'impôt de ceux dont les revenus sont déclarés par des tiers, essentiellement des salariés, cadres moyens et supérieurs. Encore que, pour les mieux payes, les indem-nités diverses, les abattements et déductions forfaitaires, le jeu du quotient familial réduisent les bases d'imposition et l'effet de la progres-

Un dirigent: salarie, marié, deux enfants, payait en 1913 au maximum 17 % d'impôt sur le revenu si sa rémunération était de 150 000 F. Mettement moins s'il avait des revenus du capitat et s'il savait se débrouller, ce qui est souvent le cas. Car la fraude, avant d'être industrialisée (14), est artisanale. Uitime préoccupation d'un certain nombre de nantis, raison sociale d'activités qui la fabriquent et la vendent à toutes sortes d'entre-prises, elle coûte très cher aux autres contribuables. Traditionnellement tolérée et pratiquée en toute impunité, elle est depuis peu dénoncée et réprimée au rythme d'e affaires cou se côtoient, entre autres, gens du milieu, fonctionnaires corrompus et milieu, fonctionnaires corrompus et dirigeants de sociétés respectables.

Il reste que le faible effet correctif du seul impôt qui ait quelque pré-tention à l'équité est pratiquement annuié par celui, exactement inverse, des cotisations sociales, en particulier des coisations sociales, en particulier des retenues sur salaires dont le montant est d'ailleurs plus élevé (27,5 milliards de francs en 1972). On retrouve la le visage familier d'une fiscalité qui légnise l'injustice. C'est ainsi que, par l'effet du plafonnement, le taux passe de 6,5 % pour un malaire de 10 cm se salaire de 10 000 F à 1,5 % pour un salaire de 200 000 F. Lorsque le revenu est multiplié par vingt, le taux de la cotisation est divisé par quatre. Rien ne peut justifier une inégalité aussi délibérément institues et dont sont victimes les petits

On peut se persuader que la crois-sance prime l'équité, que l'inégalité est relative et tient surtout aux effets d'une fraude trop répandue, aux dif-ficultés d'intègrer dans le système certaines catégories professionnelles, que les avantages accordés aux entreprises ou à l'épargne sont nè-cessaires à un développement écono-migna qui profite à tous : estimer mique qui profite à tous; estimer que M. Giscard d'Estaing fait ce qu'il peut pour créconcilier ics Français avec l'impôt ».

Croire cela, c'est nier la realité d'une politique rationnelle d'exploi-tation et de mystification qui impose à la masse des contribuables de payer le prix de la concentration capita-liste sur laquelle une caste privilégiee,

CHRISTIAN DE BRIE.

(10) Rapport sur les Comptes de la nation 1972, Imprimerie nationale. (11) Observateur de l'O.C.D.E., décem-

(12) J. Kende avec la collaboration de (12) J. Kende avec la collaboration de J. Desce. Etude des effets différentiels sur la consommation, réalisée pour le compte du commissariat au Plar, CREDOC 1971.

(13) Consell des impôts, Rapporta au président de la République, 1972 et 1974.

(14) J. Cosson, les Industriels de la fraude, Le Seuil.

Des exemptions légales et l'art de taxer sans risques

les plus-values

T E système fiscal américain est plus démocratique que celui de la plupart des pays européens en ce sens que 70 % des recettes du gouvernement central proviennent des impôts directs, dont le taux est progressif, contre 31 % en sont loin d'être égaux devani la loi fiscale. Après M. Richard Nixon, M. Neison Rockefeller s'aperçoit qu'il a omis de payer eu fisc quelque 800 000 dollars d'impôts... (1). Màme sans parier de Iraude, le code des Impôts américain ouvre à l'évasion fiscale de nombreuses portes, particulièrement lerges pour les revenus les plus élevés.

Dans un livre qui eut un grand retentissement aux Etats-Unis, le Viol du contribuable, ou pourquol vous payez plus et les riches moins (2), Philip M. Stern s'est ettaché à décrire ces possibilités d'évesion fiscale el à mesurer l'importance des ressources qui échappeni ainsi chaque année au fisc. Selon lui, les Américains disposant d'un revenu supérieur à 100 000 dollars par an (moins

Par FREDERIC L'ANGER

de 1 % des contribuables) s'attribuent 14.7 % du total en valeur des diverses exemptions autorisées par la loi. Ceux qui ont un revenu inférieur à 10 000 dol-lars (47 % de le population) ne profitent de cette manne qu'à concurrence de 10 %. Les 14,7 % d'impôt omis par les plus riches équivalent à environ 11,4 mil-liards de dollars, soit trente-quatre fois ce que le gouvernement fédéral dépense

pour le recherche sur le cancer et querante-huit fois ce qu'il dépense pour les constructions d'hôpitaux.

Grâce à ces échappatoires, sept cent solxante et une familles gagnant plus de 100 000 dollars par an (don) cinquante-six familles gagnant plus de 1 million de dollars) n'ont pas payé un « cent » d'Im-pôt en 1969. Cette situation ful dénoncée par le secrétaire au trésor de l'époque, M. Joseph Barr, qui se démit de ses fonctions. Le pays s'émut, le Congrès aussi et promulgua le Tax Reform Act

de 1969, entré en vigueur en 1971. Le nombre des familles dont le revenu dépassait 100 000 dollars et qui ne payerent pas d'impôt en 1971 descendi

(1) La fortune des quatre-vingt-quatre membres de la familie Rockefelier s'élève à 1 634 millions de dollars, selon une déclaration de M. B. Dillworth, conseiller financier auméro un de la famille, devant un comité de la Chambre des représentants. (The Times, décembre 1974.)

(2) The Rape of the Tarpayer, Random House, New-York, 1972, 483 p. 10 dollars.

Pour une nouvelle

répartition

des charges

Par JACQUES SIMON *

A C.F.D.T. élabore sa politique fiscale ea conformité avec les abjectifs généreux qu'elle s'est fixes et selon l'esprit qui anime la lutte qu'elle mâne chaque jour au sein d'nna société copitaliste. Elle a done été menée à classer ses positions en les ventilant entre la coart terme et an terme plus éloigné l'arrivée de la ganebe au pouvoir revêt l'aspect d'ane hypothèse plausible, co qui attènue le contraste na niveau des moyeus, et peut ameuer à prendre en considération dus solutions qui aureient po, jusqu'alors, être considérées

L'utilisation des ressources budgétoires résalte d'un choix politique fuit par le gouver-nement, accepté par le Parlement. Elles ne doivent pas être mises an service du la scole

* Secrétaire confédéral de la C.F.D.T

elasse duminonte. On admet que ekacun participe à l'acte de solidarité enfionale que cons-titue le paiement de l'impôt. Mais cette charga doit être répartie proportionnellement aux possibilités de chocun pour qu'il y nit solidarité

fiscoux ne peuvent être simplistes. Quand on se prononce pour un effort en faveur des équipements collectifs, la contrepartie de cet accroissement se trouvera dans la financement ublic, dane dans l'accroissement de badget de l'Etnt. Dès lors, on se peut demander ann diminution globale de la pression fiscale sans risquer de voir confier les investissements les plus rentables un secteur privé.

Ceci posé, force est de constater que les lois de finances votées successivement depuis l'avenement de la V' République net contribué à créer an système fiscal très complexe et défavorable nux soluriés. La C.F.D.T. dénonce ce système qui est in juste, inefficace et compliqué.

Le régime fiscal actuel se caractérise par un désavantage des catégories les plus défa-varisées, celles dont les revenus sont modestes mais exactement coenus dans lear presque totalité, panctionnés par l'impôt sur la consom-mation et par l'impôt sur le revenu. Il faut danc abtenir une meilleure répartition de la

- Une diminution de l'impôt sur le consom — Uec réforme de l'impôt sur le revenu

tendant à moins imposer les petits revenus et à angmanter l'imposition des gros revenus; Une plus large imposition des revenus

Les résultats attaudus de ces réformes sereinat d'ailleurs très imporfaits si l'on e'obtenoit parallèlement une véritable sauction de la fraudu fiscale. En effet, le caractère de classe de la fiscalité est renfarce por le fait que les revenus sulariaux sont soumis à l'impôt ns loor quasi-totalité, nlars que 27 % des

revenus fonciers, 56 % des bénéfices industriels et commerciaux et 77 % des revenus ngricoles échappent en fait à toute imposition (données du rapport du Conseil national des impôts, 1972).

Etats-Unis : une habile organisation de l'évasion fiscale

Il s'agit donc d'obtenir : La suppression des textes qui permettent légalement de soustraire à l'impôt certains revenus, d'on dimieuer la taux d'imposition, qu de ristourner aux commercants et artisans nue fraction de l'impôt qu'ils out collecté;

— Une véritable recherche de la fraude fiscale qui sait accompagnée (car là est le problème) d'ene rigoureuse répression des fron-

L'utilisation des rentrées budgétaires de l'Etat reflète aussi la politique da gonverne-ment. En ce domaine, on retreuve la pré-occupation mujeure de favoriser la capital : ce sont, par exemple, les investissements collectifs ntiles pour l'industrialisation qui sont servis les premiers. De plus, l'ensemble des institutions collectives (santé, éducation...) fonctionne souvent de telle manière qun ce sont les classes sociales les plus favorisées qui fonctionne souvent de telle mar en tirent le plus gros profit. La politique de la C.F.D.T., en mutière de fiscalité, a donc

 Des objectifs de politique fiscale;
 Des objectifs en matière de politique
budgétaire qui s'articulent directement sur les revendications ea matière de sunté, d'éduca-tion, de furmation, de transports en commun,

Consommation et déductions

C^E sant les abjectifs de politique fiscale Qui sont présentés ici. En ce qui concerne les IMPOTS A LA CONSOMMATION, à long terme la Confédé-ration revendique la diminution des taux minsi

déploiement de la charge fiscale plus conforme à la justice. La nécessité de prendre en considération des situations conjoncturelles et la ponsuite de treynux communs evec la C.G.T., au niveau de uns deux fédérations des finances, ont pu nous amener à avancer, à court terme, des objectifs plus limités : suppression de la T.V.A. sur les produits de large consomme-tioe, taux réduit pour les biens et services in corectère social, extension du taux majoré in tous les biens et services de caractère somp-

En ce qui concerne l'IMPOT SUR LE RE-VENU, nons souboitons l'institution, tout d'abord, d'ane outhentique publicité des bases d'imposition, c'est-à-dire des revenus réels, mesure susceptible de réprimer la fraude et l'évasion fiscale. Le principe de l'imposition aa nam dn chef de familie doit comporter des exceptions pour permettre oux foyers qui le souhaitent de déclarer séparément les deux revenus. Les treitements et salaires doivent bénéficier d'un régime différencié :

- A couse de la fraude existant dans les aatres catégories ;

- A couse de la sanree de ces revenus qui représente une usure bumaine, en co sens incomporable avec le revenn procuré par un capital matérialisable.

L'abattement de 20 % différencie les salariés des autres catégories de redevables soumis à l'impôt sur le revenu. Il faut donc maintenir cet avantage dans le présent et combattre toute tentative patronale au gouvernementale tendant à rapprocher le régime des autres eutégories de celui des salaries. Les présidentsdirectents généroux ne daivent pas être reconnus comme étant des salariés.

Nous sonhaitous serrer de près les FRAIS PROFESSIONNELS. Pour cela, nous préconisons ane piste : remplacer le système forfaitaire de 10 % par une déduction du frois réels. Pour le moment, nous revendiquens une déduction de 15 % au Bea du 10 %. Les DEDUCTIONS SUPPLEMENTAIRES, qui

à trois cent quatre-vingt-quatorze... Mais le Tax Reform Act créalt en même temps de nouvelles échappatoires. C'est ainsi que l'ancien directeur des studios de la Metro Goldwyn Mayer à Hollywood, M. Louis B. Mayer, bénéficia des dispoeltions particulièrement complexes et exclusives de l'article 1240 qui lui perdéductions d'impôt. A la vérité, cet article avait été rédigé epécialement pour lui, grâce à l'appui de quelques élus compréhensifs. L'avantage de telles relations n'est évidemment pas à la por-tée du contribusble ordinaire... En outre, la manque à gagner qui résuite, pour la fiac, de ces exemptione es traduit par une plus lourds imposition des contri-busbles qui ne peuvent e'en prévaleir, c'est-à-dire, aux Etats-Unis cemme allleurs, des estariés dont le revenu est Intégralement déclaré par leurs am-ployeurs. Le traitement fiscal privilégié

dont bénéficient les plus-values est un bon axemple de cette injustice.

Les plus-values réalisées par la vente d'un actif (actions, immeubles, terrains...) eont imposées à un taux particulier, ne dépessant pas 35 %. Ainsi, un individu sur sea revenue placent dans le tranche que ses revenue placent dans la tranche le plus élavée du barêmn fiscal (taux applicable : 70 %) ne paie que 36 dolfara d'impôt e'il réalise une plus-value de

devrait acquitter af les plus-values étaient considérées fiscalement c e m m a les autres revenus. Il bénéficie donc, dans ce cas, d'un avantage fiscal, ou écono-

mie d'Impôt, de 35 dollars. Appliquani ce mode de calcul à l'encemble des contribuables américains, Philip Stern montre que le système de taxation des plus-values tavorise grandement les familles les plus riches. Ce résultat est atteint de la manière auivante : d'une part, seuls les riches touchent de substantielles plus-values (voir tableau i) ; d'autre part, plus une famille est riche, plus la part de son revenu provenant de plus-values est importante (voir tableau ii); ainsi, les familles disposant d'un revenu annuel supérieur à 641 000 dollars par an eous forme d'économies d'impôt, alors que les familles dont le revenu est compria entre 5 000 et 10 000 doilars (ce qui cerrespond au revenu d'un ouvrier moyen) ne « reçoivent e que é dollars par an (voir te-bieau III). Les statistiques eur lesquelles e'appuient ces constatations sont celles des autorités fiscales américaines.

ráslise une plus-value supplémentaire, calle-ci diminuera son taux global d'imposition, pulsqu'elle sera taxée à un taux plus faible que ses autres revenus.

supplémentaires, le revenu additionnel qu'il recevra peut la faire passer dans una «tranche» supérieure du barème fiscal. S'il ne e'agil pas d'un ouvrier mels, par exemple, d'un cadre se trou-vant déjà dans la tranche des 35%, le revenu additionnel découlant par exemple d'une promotion, sera davantage imposé que le plus-value du millionnaire. Le système fiscal américain rapose donc sur le principe que le travail de l'argent

En outre, les plus-values réalisées sur

des biens provenant d'un héritage ne cal américain considère en effet que le prix d'achat d'un bien, pour celul qui en hérite, est la valeur de ce bien à la date de la mort de son précédent propriétaire. L'aventage considérable de cette disposition particulière, pour ceux qui l'exemple suivant. Supposons qu'un paquet d'actions de General Motors, acheté en 1913 pour é millions de dol-lars, vailte aujourd'hui 105 millione de réalise une plus-value de 100 millions liens de dollars d'Impôt. Par contre, e'il lègue en mourant ce paquet d'actions à le fisc cemme l'avant = scheté = 105 millions ; elle pourra denc le vendre aussitôt ment de plus-value, donc eans ecquittes

Certes des droits de succession de-105 millions que valent les actions à le mert de leur propriétaire et non pas sur où celui-ci les e achetées. Mais le fisc est lein de récupérer en droits de auc-cession ce qu'il laisse échapper d'impôt eur la plus-value. Car il est très faciln de ne pas payer de droits de euccession. La manlère la plus simple consiste, pour l'actionnaire avisé que nous avions pris soraux le moltié du patricenieint de la personne décédée. L'autrn meitié peut être versée à une fondation ou à une institution charitable, dont l'épouse du défunt peut d'ellieure être administrateur, également eans verser

Par l'effet de cette seule disposition. le Trésor eméricain perd chaque année

la manque à gagner provenant de in sous-imposition das plus-values réalisées par des personnes vivantes, on aboutit dollars qui échappent annuellement nu fisc. Et Phillip Stem de rappeler que la président Nixon avait usé de son droit de veto pour empêcher que la Congrès n'adopte une loi sur l'éducation pré-voyant des dépenses égales au tiers de tte somme, sous le prétexte qua cette loi était « infletionniste ».

Pour mettre fin à une injustice aussi flagrante, Philip Stern propose d'en revenir eu principe constitutionnel selen lequel l'impôt doit être assis sur le faculté contributive des citoyens, et que -1 dollar est 1 dollar » quelle que soit le source dont il provient. Taxées comme le revenu ordinaire, les plus-values étant par nature éplacdiques — nursient tendance toutefais à pénaliser le revenu de l'année pendant laquelle elles ont été réalisées. Pour que les particuliers ne ecient pas décourages de garder, par

exemple, des actions en portefeuille pen-dant plusieure années dans l'espoir de les revendre avec profit, Philip Stern exemple autant d'armées que la nériede pendant laquelle les actions ont été détatant irappées du même taux que les autres revenus. En aupprimant la possioutre la mobilité du capital, alers que cejui-ci est actuellement incité à rester en génération. Les ressources supplé-mentaires considérables ainsi dégagées pour le Trésor permettralent entre autres d'alléger in fardesu fiscal total et d'en modifier la répartition. Celle-ci est en effet très inégale, puisque la fiscalité
pèse surtout sur les couches de le population les plus pauvres (voir tableau IV).

FREDERIC LANGER

TABLEAU IN

Avantage fiscel annuel moyen résultent de la sous-imposition des plus-values						
641 000 165 000 23 000 120 55 8						

TABLEAU IV La fisculité pèse surtout sur les couches les plus pouvres.

Revens familial annual (en dollars)	Taux du prélèvement fiscal total
— moins de 2 000	50 % 34,6 % 31 % 30,1 %
6 000/8 000 6 000/10 000 10 000/15 000 15 000/25 000	29.2 % 29.8 % 30 %
— 25 000/50 000plus de 50 000	32,8 % 45 %

N.B. — Le prélèvement fiscal considéré les comprend les impôts des différent Etats aussi blen que l'impôt fédéral et les cotisations sociales ; il est brut, c'est-à-din qu'il es tient pas compts des ressources reçues de l'Etat sous forme de pensions, alloca-tions diverses, etc., qui na sont pas non plus comptées dans le revenu.

Revenu familial annuel (an dollars)	Nombre de contri- buables en % du total	Part de total des plus-values (cumulée)
— plus dn 200 000	0.02 % 0.1 % 0.6 % 2.9 % 31.9 % (68.1 %)	27,8 % 37,7 % 49,9 % 64,5 % 87,1 % (12.9 %)

TABLEAU I

Les familles riches touchent d'importantes plus-values...

TABLEAU II

...d'autant plus fortes que jeurs revenus sont plus élevis...

Revenu familial annual (en dollars)	% des contribusbles déclarant des plus-values	Part de leur revenu provenant de ces plus-values
- moins de 5 000	4,5 % 14 % 55,3 % 90,9 %	1,9 % 2,4 % 15,6 % 82,1 %

Protection du patrimoine et inefficacité de la redistribution

Grande-Bretagne : le refus de freiner une inégalité croissante

A plupart des Britanniques admettent aujourd'hui que la répartition des revenus et de la fortune est profondément inégale dans leur pays. L'impuissance du système fiscal à modifier cette ré-partition dans un sens plus égalitaire a fait l'objet depuis quelques années de nombreur débats.

m de l'evasion fiss

The second secon

and the state of the state of the state of

.. ...

C'est dans la répartition du patri-moine que l'inégalité est la plus flagrante. Les statistiques établies par les autorités fiscales indiquent que la tranche de 1 % des plus riches citoyens possède environ un tiers de la fortune personnelle totale du pays, et que les 10 % les plus riches en possèdent 75 %. A l'autre riches en possèdent 75 %. A l'autre bout de l'échelle, la moitié la plus pauvre de la population se pariage environ 10 % de la fortune person-nelle totale. Il n'existe que deux formes d'im-

pots sur la fortune en Grande-Bre-

tagne. L'impôt sur le patrimoine (« estate duty ») est perçu au mo-ment du transfert de la fortune, à la mort de son titulaire; l'impôt sur les plus-values (« capital gains tax ») prélève une partie du bénéfice en-gendré par la vente d'un actif.

L'impôt sur le patrimoine est pro-gressif. Son taux nominal peut atteindre un niveau très élevé : 75 % pour un patrimoine évalué à environ 1 million de livres sterling. Mais riminon de livres stering. Mais certaines échappatoires permettent facilement d'éviter de payer cet impôt. Tant et si blen que, dans les milieux comptables, l'impôt sur le patrimoine est considéré comme une forme de fiscalité « volontaire ». En effet, aucun impôt n'est dû sur la succession si les biens ont été trans-férés à un nouveau propriétaire plus de sept ans avant la mort du pro-priétaire initial. Les informations disponibles montrent que les riches

Par JIM KINCAID *

ont fait un usage massif et crois-sant de ces dons *inter vivos*. Une autre façon d'échapper au paiement de l'impôt sur le patrimoine consiste à diviser celui-ci en plusieurs parties, la gestion de chacune d'entre elles étant confiée à un mapdataire spécialement désigné à cet effet (fidélecommissaire), chargé de verser les revenus du patrimoine et les plus-values à un ou plusieurs bénéficiaires désignés. Sur la plan fiscal, de tels fidéicommis, dont la création est discrétionnaire, ne sont pas considérés comme falsant partie du protriment transférie au prompt de patrimoine transféré, au moment de la mort, à de nouveaux propriétaires.

* Enseignant & l'université de Leeds, auteur de Poneriy and Equality in Bri-tain, Ed. Penguin Books, « Pelican », Londres, 1973.

Pour ne prendre qu'un seul exemple, pendant l'année fiscale 1970-1971, la somme totale perçue par l'Echiquier (le ministère des finances britannique) au titre de l'impôt sur le patrimoine s'est élevée à un peu moins de 450 millions de livres. Or la valeur totale de la fortune personnelle en Grande-Bretagne s'est accrue de 16 millions de livres pendant la même année, selon des chiffres qui viennent d'être publiés chines qui viennent d'ette publes par les autorités fiscales. Ainsi, l'impôt sur le patrimoine perçu sur les individus n'a prélevé qu'environ 2,8 % de la fortune personnelle supplémentaire engendrée pendant cette période.

en valeur de la fortune personnelle

La taxe sur les plus-values, intro-duite en 1965, est également ineffi-cace. Depuis son application, elle n'a prélevé que 1/70 de l'augmentation

Ainsi, l'effet de freinage qu'on aurait pu attendre de l'impôt à l'égard de l'inégalité croissante dans la distribution de la fortune, ne s'est pas produit. Pourtant, le processus normal de la croissance économique aboutit à intensifier sans cesse la concentration de la richesse entre les mains d'une minorité. Les plus grandes fortunes sont, pour l'essentiel, composées de biens dont la valeur tend à s'accroître rapidement (actions, terre). Par contre, le patri-(actions, terre). Par contre, le patri-moine dont dispose la mottlé la plus pauvre de la société est dominé par des biens dont la valeur tend à diminuer avec le temps : automo-biles, meubles et équipements ménagers, modestes avoirs liquides placés à des taux d'intérêt trop bas pour compenser la perte de leur pouvoir d'achat que à l'inflation.

(Lare la suite page 10.)

campartent quatre-vingt-dix catégories (soixante-treize d'après l'article 83-3 du C.G.I. (Code général des impôts), plus dix-sept autres qui ent fait l'abjet d'autres textes), ne corres-pondent pas à des frais justifiables en soi. Ce sont porfois des primes de penibilité ou du risque. On pourrait envisager de suivre le Conseil des impôts et demunder, dans l'immédiat, leur suppression de dix points, selon la méthode de l'écrètement, tout m demandant que l'emplayeur supporte les frais de la sup-pression quand la déduction n la caractère d'une prime de risque, de pénibilité, etc.

Les personnes exerçant une activité profes sionnelle devraient pouvoir déduire les frais de parde des enfants jusqu'à un plafond à fixes.

Il est nécessoire d'obtenir la prise un considération de la diminution de revenus qu'en-traîne la cessation de l'activité professionnelle, les frais d'udeptation à une nouvelle situation et les frais médicaux inhérents à l'état de santé des personnes du troisième âge.

L'abottement de 20 % est spècial une seleriés. Il u été accordé pour mettre sur un pied d'égalité salariés et non salariés, les revenus de ces deraiers n'étant pas exactement connus. On peut dire qu'il est accordé pour contrencer la fraude. An moment de la réformi de l'impôt sur le revenu, la C.F.D.T. s'étoit déjà prononcée, au Conseil économique et tocial, pour porter immédiatement cette réfac-tion de 20 à 25 %.

Les CHARGES DEDUCTIBLES devront être revues : les rentes (pensions ulimentaires) doivent toutes être déductibles jasqu'à un plafond à détarminer; les fruis antroinés par la charge effective d'oscendants doivent être déductibles.

Un barème à revoir

L E barême de l'impôt sur le revenu doit être revu. En outre, il devre être plus nuance, comporter plus de trenches evec progressivité actrue dans les tranches supérieu

Quant uux modalites tenant à la situation iliale, nous estimons que la QUOTIENT FAMILIAL octuel est injuste, d'un notre revendication de son remplacement par un abatte-ment fixe sur le revenu net. Ces abattements pourroient être indexés sur la niveau des prix por exemple. On deit rechercher l'alignement de toutes les personnes seules chargées d'en-fants mineurs ou d'anfants infirmes sur le régime fiscal des foyers uormaux. Enfin, compte tenn du l'évolution de la société, il est souhai-table que les cencubins notoires soient essimilés

En ce qui concerne la recouvrement de l'impôt, la C.F.D.T. tient à distinguer la meusualisation de la retenue à la source. Dans certains cus, la massualisation peut être favorable (quand, à ane deta donnée — celle du versement des tiers provisionnels — le totel des sommes versées mensuellement est inférieur m montant versé des tiers provisionnels). Ce système est ne système transitoire entre le paicment par tiers provisionnels et la retenue à la source. La C.F.D.T. s'est prononcée, notamment en 1969 au Conseil économique et sociel, contre tout système de retenue à la source.

Taxer le capital

E N ce qui concerne l'IMPOT SUR LES SO-CIETES, nous estimons nécessaire de revair les dispositions techniques portant sur les amorments, l'imposition des plus-values et la rémonération des dirigeants des sociétés. Un codre général devreit d'abord fixer de foçon légale les derées des amortissements linéaires. Nous exigenes en autre la réduction des taux de l'emortissement dégressif, dont le maximum deit filtre fixé à 20 % ou nu double de l'unnuité normale. Les bâtiments industriels doivent être exclus da bénéfice de co type d'emortissement. Les immeubles, notamment à usagn

de bureaux, doivent être exclus du bénéfice de l'amortissement s'ils se trouvent dans unn zone

Nous demandons Emplication stricte aux PLUS-VALUES de l'imposition dans les conditiuns de droit commun, en refusant toute possibilité d'étalement de cette imposition pour es plus-values à court tenne. Les plus-values à long terme devraient être texées un teux de 30 %. Toutes les plus-values sur cession de titres de placement deivent être considérées commo des plus-values à court terme. Il deit na être de même pour les plus-values réalisées

La provision pour investissement dait être supprimée. Les nutres doivent être su minimum limitées quant à leur montant pour éviter qu'elles constituent des réserves en franchise

Les dispositions existantes sur le centrôle des fruis généraux doivent être rendues plus effi-caces. Des mesures doivent être prises pour limiter les ubus.

Les rémunérations attribuées uux dirige de sociétés exercent un traveil réel doivent être limitées. Elles constituent à l'heure actuelle de véritables provocations à l'égard de la majorité des salariés. Ces rémunérations un devraient être déductibles des bénéfices impo-sables que dans la limite d'un plafond corres-pondant à x fols le SMIC.

Il faut mettre fie au régime qui saustrait purement et simplement à l'impôt sur les socié-tés les bénéfices réalisés par certains types da gestion).

En période d'inflation, on pourrait rétablir un tement exceptionnel sur les profits réalisés par les banques et les établissements de crédit. Rappelous qu'un tel prélèvement n été institué dons le passé quand, par suite de la hausse de taux d'escompte, ces établissements ont vu augmenter leurs bénéfices de façon censidé-

Sans négliger pour nutant les améliorations que, dans le codre de régime actuel d'Im-position des bénéfices, il est possible d'apporter à l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur les sociétés, nous ayons été amenés, lors des débats sur le financement du VIIV Plan qui se sout déroulés à la section des finances du Conseil économique et social, à unas prononc pour l'instauration d'un impôt minimal sur le copital des sociétés.

En nons déterminant de la sorte, nous rastons dens la ligue que, traditiunnellement, nous préconisions : l'imposition glabale et perma-neutn du capital, visant por lá aussi bien les fouds sociaux que les patrimoines des personnes physiques.

Réprimer l'évasion et la fraude

CERTES, la lai de finances pour 1974 comporte un article 22 aux termes duquel . les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés sont assuletties, à compter de 1974, i una imposition forfaitaire annuelle d'un montant de 1 000 F ». Il est bien évident que ces dispositinos de constitudet qu'un premier pos dans la voie que nous préconisons de suivre. En ce qui concerne l'ÉVASION FISCALE, la FRAUDE et les avantages accordés puremnet et simplement par le législateur, nous demandons la suppression des textes permettant l'éva-siun fiscale, et la vérification systèmatique, approfondie et exemplaire des antreprises sons que les ageuts chargés de cette mission se voient imposer la notion de cedence qui ne peut que nuire un résultat. Cela doit être inclu dans una véritable politique de contrôle fiscal. Celu implique nussi que l'on ne donnn pas seulement des moyens théoriques à la Direction générale des impôts. L'ection menée por cette dernière ne doit pes conduire seulement u douner en pêture à l'apinion publique des exemples spectoculaires. Elle doit aller jusqu'nu bout de ses investigations et de la répression dens toutes les affaires.

JACOTTES SIMON.

(Suite de la page 9.)

Aujourd'hui, moins de 5 % des recettes de l'Etat proviennent des formes directes de taxation de la fortune décrites ci-dessus. L'effet redistributif du système fiscal dépend donc presque entièrement de l'impôt direct sur le revenu, et de l'impôt indirect sur la dépense.

En fait cette redistribution est limitée, en premier lieu, par le fait que le système fiscal britannique que le système fiscal britannique repose en grande partie sur l'imposition des dépenses de consommation et sur les cotisations sociales des travailleurs. Le taxe sur le valeur ajoutée (T.V.A.), introduite au moment de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, frappe au taux de 10 % un grand nombre de biens de première uécessité. Les cotisations sociales, quant à elles, out une incidence particulièrement régressive. Un travailleur dont le revenu est inférieur à la moyenne nationale verse 7 % de ce revenu au titre des cotisations sociales; si son revanu était le double de celui de la moyenna des Britanniques, il u'en verserati que 3 %.

Principale source des recettes de l'Etat, l'impôt direct sur le revenu incarne aussi l'aspect le plus progressif du système fiscal. Il peut en effet atteindre un taux maximum de 75 %. Pourtant, même dans ce domaine, la progressivité de l'impôt est limitée par un certain nombre de facteurs. La charge de famille exonère d'impôt la première tranche de revenu. En ontre, au-delà de ce plafond hors-taxe, l'impôt est appliqué au taux uniforms de 30 %. Et ce plafond est fixé à un niveau remarquablement bas. Ainsi, un homme quablement bas Ainsi, un homme marié, père de deux enfants, paiera 30 % d'impôt sur la partie de son revenu excédant un peu moins de la moitié du salaire industriel moyen. Au-deià, le taux uniforme de 30 % n'est pas augmenté tant que le revenn n'atteint pas un niveau très élevé. En 1970-1971, dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles, les personnes gagnant entre dix et

vingt fols plus que la moyenne na-tionale n'ont versé au titre de l'impôt direct que 36 % de leur revenu brut. Une des caractéristiques du sys-tème fiscal britannique réside dans

REPARTITION DU PRÉLÈVEMENT FISCAL TOTAL (1972) Les hauts revenus sont privilègies par rapport à la moyenne

Revenu hebdomadaire	Prélève- ment
- Moins de 8 livres - Moins de 11	25 % % % % % % % % % % % % % % % % % % %
- MOYENNE	33 %

Source : Recommic Trends, agreembre 1973, page IX

l'avantage énorme qu'il procure aux hauts revenus. Mari, femme et enfants peuvent faire l'objet de déenfants peuvent faire l'objet de dé-clarations séparées, chacun étant donc imposé à un taux inférieur. Cette opération est particulièrement facile à réaliser en ce qui concerne les révenus de l'investissement; blen que ceux-ci profitent à la famille tout entière, ils peuvent être répartis entre chacun de ses membres, consi-dérés sur le plan fiscal comme des individus isolés.

Le manque de progressivité du système fiscal britannique est dé-montré par les résultats de l'enquête officielle qui, chaque amée, a pour but d'évaluer l'incidence de la fisca-lité sur les différentes catégories de revenus. La définition de l'impôt retenue par cette étude est exten-sive. Elle inclut notamment les taxes locales (très régressives), aussi bien

locales (très régressives), aussi blen que l'impôt perçu par le gouverne-ment central. Les résultats de cette enquête pour l'année 1972 sont repris dans le tableau ci-contre. Il s'agit des chiffres les plus récents. On peut

SUÈDE : effets limités de charges lourdement progressives

constater que les personnes appartenant à la catégorie de revenus la plus élevée distingués par l'enquête ont versé 35 % de leur revenu au titre de l'impôt, soit 2 % de plus seulement que la moyenne du taux de prélèvement (iscal pour tous les contribuables pris ensemble. Si des contribuables pris ensemble. Si des chiffres séparés étaient disponibles pour des catégories de revenus encore plus élevées, on constaterait sans doote une hausse plus marquée de ce taux. Mels la catégorie de revenus la plus élevée qui figure dans le tableau gagne déjà au moins le double du revenu national moyen.

A l'autre bout de l'échelle, il est

A l'autre bout de l'échelle, il est clair que le fardeau fiscal pèse très lourdement sur les contribuables dont le revenu est — c'est le moins qu'on puisse dire — très bas. La catégorie la plus pauvre, en particulier, composée principalement de retraités touchant de modestes pengions a rectul par l'impôt unes d'impôt unes de l'impôt unes de l'échelle, il est clair que le rectue de l'impôt une l'impôt unes de l'impôt une l' sions, a perdu par l'Impôt près du quart de son revenu de misère.

JIM KINCAID.

Au-delà de la redistribution des revenus par l'impôt

A politique de redistribution des revenus en Suède est caractérisée depuie quarante una par des interventione multiples, débordant largement domaine de la seule fiscalité. Il leut souligner, de manière générale, que la redistribution obtenue par le seul moyen de la fiscalité peut se révêler inefficace uu même avotr des effets contraires sans l'appul d'autres mesures redistributives. En revanche, le politique fiscale peut evoir deux effets aur le redistribution des revenus. Un effet direct, le réduction des différences de revenu diaponible et de fortune eu sein de la population, et un effet indirect, le création d'une marge de manœuvre socio-économique parmet tant des interventions eccrues de l'Etat, notamment en faveur des catégories de la population disposant de faibles res-

Le secteur public en Suède recouvre trole réalités distinctes : l'Etat, tes municipelités (vingt-quetra régions, deux cent soixante-dix-huit communes - primaires -) et le système d'assurances sociales. En 1973, les citoyenn ent versé en impôts, droits et cotisations sociales les summes

- 51.7 militarda de couronnes (c.s.) (1) à l'Etat, dont 13,8 milliarde ont été transférès nux municipalités et 7,8 au système d'assurences sociales sous forme de subventione de l'Etat;

- 38,1 millierda de c.s. aux municipolités, dont 1,2 ont été transférées eu système d'assurances sociales eoue torme de subventions des municipalités ; - 23 millierda de c.e. au système d'assurances sociales.

Ces trois sommes prises ensemble ont représenté 51 % du produit netional brut (P.N.B.) suédois. Un tiers de ce total u été reversé en monnale eux citoyens sous forme de transferts eociaux, et les

(1) 1 couronne suédoise (1 c.s.) = 1,08 F (septembre 1974).

Par PER HOLMBERG *

deux tiers restants ont été utiliaes pour le consommation et l'investissement du eecteur public. Depuia le début des années 50, les impôts municipaux ont augmenté beaucoup plus vits que les impôts d'Etat, et les subventione de l'Etat aux municipalités ont également eugmenté, particulièrement en faveur des municipalités à folbles ressources. Pendant la même période, le système d'assu-ronces sociales e lui aussi connu une expansion très rapide, particulièrement la secteur des retraites obligatoires. La part des individua assurés dans le total des contributions aux assurances eoclales a diminua. A partir de 1978, les contributions des salariés seront entièrement à la charge des employeurs.

Les impôts directs sur te revenu et la fortune ont fourni un peu moins de 40 % du revenu de l'Etat en 1973, le reste provenant des impôts indirects, des bénéfices des entreprises publiques et des droits et taxes divers. Pour le revenu des municipalités, ces chiffres onl álá respectivement de 70 % et de 30 %. Ainsi, si l'on ne tient pas compte du système d'assurances sociales, environ 50 % du revenu du secteur public est actuellement financé par l'impôt direct. Ce pourcentage est en augmentation siante depuis plusieurs décennies.

L'impôt annuel sur le revenu des par sonnes physiques et des sociélés torme l'essential de l'impôt direct. Comme le montre le TABLEAU I, le barême des taux de l'impôt perçu par l'Etat est fortement progressif, alors que celul des municipalités ne l'est que falblement. Le poste le plus important des impôts indirects est représenté par le taxe générale sur le valeur ejoutée, dont le taux ectuel est d'environ 16 %. Toutefols, cortaines taxes spécifiques, notamment celles qui frappent l'alcool, le tabec, les automobiles, l'énergie, ont un rendement pour l'Etat presque aussi important que le taxe sur le valeur aloutée. Les impôts indirects en tant que tels semblent avoir un effet régressif sur la répartition des revenus. Meis cer effet est corrigé dans une certaine mesure par le fait que, depuis 1972, le prix de le plupart des produits allmentaires de première nécessité a fait l'objet de subventions gouvernementales environ un quart du revenu de le T.V.A.

* Enseignant à l'université de Stock-holm, ancien secrétaire général de la commission du gouvernement suédais sur les faibles revenus (1967-1971), nucleu conseiller économique de la Pédé-ration syndicais LO (1955-1965), auteur de Traubul et salaires en Suéda et de Poupoir et impuissance.

Les estimatione les plus récentes de la - tortune netionele - de la Suède, en termes d'actits physiques, indiquent que le secteur public en possédalt en 1970 environ 33 % (les biens de consommation durables nutres que les logements ne sont pas compris dans cette estima-tion). En 1950 cette proportion étalt d'environ 20 %. Si l'on y ajoute les actifa détenus par les coopératives de productsurs, de consummateurs, et les coopé ratives de logement, qui jouent un rôle relativement plus grand en Suède que dentaux, le secteur de - propriété collective - ainsi constitué délient actuelleent environ 40 % de la fortune et de le propriété nationales.

Environ 60 % des actife physiques de la Suède sont donc possédés par des Individus, directement ou indirectement (soue forme de eoclétés par ections). Un ménage aur deux ne possède d'eutre fortune que des blens de consommetion durable. Les quelque 5% des méneges dont le fortune privée dépasse la limite Inférieure à pertir de lequelle cette lor-tune est taxée (150 000 C.S.) possèdent environ 50 % de le fortune de l'ensemble des ménages. Une enquête réalisée en 1968 e montré que la concentration de le richesse et de la fortune en Suèda n'a pas diminué depuis is guerre mon-

Le fortune privée est sujette à un impôt annuel sinsi qu'à une serie de taxes quand les blens qui la composent sont vendus, donnés ou transmis par héritage. L'impôt annuel sur le fortune a fournt é l'Etat en 1974 un revenu d'environ 650 millions de C.S. Son barème est Indiqué dens le TABLEAU II.

Au moment de la vente de terrains. d'immeubles et d'actions, une taxe est prélevée sur ces transactions, au taux ectuel de 1 %, procurant à l'Etat un revenu d'environ 400 millions de C.S. par en. L'impôt sur les successions et les donationa met en œuvre un barème de taux essez complexe en fonction de le neture des liens tamitlaux qui untesent les parsonnes en présence. En 1974 Il a rapporté à l'Etat environ 300 milliona de C.S. Au total, te taxetion sur la fortune procure donc à l'Etat un revenu de 1 350 millione de C.S. par an actuellement, soit 2 à 3 % des ress fiscales de l'Etat et environ 0,33 % de l'ensemble de la fortune privée du pays.

Depuie plusieurs dizaines d'ennées, de nombreuses proposittons ont été faites pour une plus lourde taxetion de la fortune, et cette question e été maintes tois débattue. Les arguments présentés concernelent l'effet redistributif de ces mesures. C'est principalement et eurtout en raison de l'impact négalif qu'elles auraient sur l'épargne, l'investig

TABLEAU I Un impôt fortement progressif sur le revenu des personnes physiques

Reveno annuel co c.s. evant les déductions de base	Nombre de titulaires (en milliers)	Impôt d'État	Impôt municipal moyeo
15 000 (1)	1 700	3 %	17 %
30 000	1 100	175	19 %
40 000 (2) 50 000	1 000 500	12 % 16 %	22 5
80 000	300 200	20 % 24 %	33 % 23 %
100 000 (3) 200 000	150 35	30 % 42 %	24 % 34 %
Plus de 200 000	15	42 %	24 %

(1) La pension de base (minimum) plus l'allocation legement représentent environ (2) Le reveou annuel moyen d'un ouvrier edulte de l'industrie à plein temps at employé touts l'année est environ de 40 000 c.s.

(3) Le salaire annuel normal d'un professeur d'université est légèrement inférieur

TABLEAU II l'impôt sur la fortune

Empt with Joseph						
Actifs nets possédés (après déduction des dettes)	Taux de l'impôt					
— de 0 å 150 000 c.s	0 % 1 % 1.5 % 2 % 2.5 %					

BIBLIOGRAPHIE

 PAYS ETRANGERS ET COMPARAISONS IN-TERNATIONALES: — Philip M. Stern, The Repe of the Taxpayer. Random House, New-York, 1973, 483 p., 10 dol-

lars.

J.C. Kincaid, Poverty and Equality in Britain, Penguin Books, Londres.

Bent Hansen et al., La politique budgétaire dans sepi pays, 1955-1965, O.C.D.E., Paris. O.C.D.E., Paris.

— Les comparaisons internationales de charge fiscale, Statistiques et études financières, nº 89.

— Incomes in Postwar Europe, ONU, E./E.C.E./Add. I, Genève, 1964.

— Pierre Beaudeux et lieuxe Fournies articles Pierre Beauteux Pierre Fournier, articles de la revue l'Expansion, n° 49 (février 1972) et n° 78 (octobre 1974).

 FRANCE ET OUVRA-GES GENERAUX:
 Christian de Brie et Pierre Charpentier, L'iné-galité par l'impôt. Seuil, collection « Economie et Société », Paris, 1973, 184 p. 184 p.

— Jean Cosson, Les in-dustriels de la fraude fis-

cale. Seuil, collection Economie et Société. Paris, 1971.

— MM. Foulon, Hatchva et Kende, Premier bilan de la redistribution des revenus en France, revue Consommation, n° 4 (oc-tobre-décembre 1973). — Jacques Lessillou, L'Inegalité des revenus, Cujas, Paris, 1970, 204 p., 20 F. — Jean Marchal et Jac-

Jean Marchal et Jacques Lecaillon, La réparrition des revenus, Génin,
Paris, 1958, tome 1: Les
salariés, 687 p. 34 F;
tome 2: Les non-salariés,
388 p., 23 F. Diffusion Librairles techniques, 26, rua
Soufflot, Patis (54).

— Jean Rivoli, Vive l'impôt, Seuil, collection « Société », Paris, 1965, 7 F 50.

— La T.V.A. impôt moderns, textes présentes derns, textes présentes par J.-P. Galavielle, P.U.F., dossiers Thémis, Paris, 1972, 95 p., 10 F 20. — Louis Trotabas et Jean-Marie Cotteret, Droit fiscal, Frecis Dalloz, Faris, 1973, 470 p., 28 F. — Louis Cartou, Droit financies et fiscal euro-péen, Précis Dalloz, Paris, 1972, 384 p., 36 F. — Claude Lecour, Revenus agricoles et crois-sances régioueles en France. Brière, Bordeaux,

1966.

— Guy Caire, Théorie et pratique de la politique des revenus, P.U.F., collection « Sup ». Paris, 1970, 220 p., 12 F.

Réforme fiscale

et révolution

socialiste

Par JEAN-PIERRE CHEVENEMENT *

A fisculité, en Frunce comme dans les autres pays capitolistes, traduit des ropports de forces au sein de la société. S'Ainsi débate l'exposé des motifs de la proposition de lai fiscale déposée en 1972 par les groupes parlementaires de la gauche, en application du programme commun.

Cette évidence méritait d'être rappelée. Trop sauveut, la véritable noture du débat uar la fiscalité est en effet masquée par des discussions apporémment techniques ou par de vogues discuurs sur la « justice fiscole ».

Secrétaire national du parti socialiste, député de Belfort.

La fiscalité, c'est l'ensemble des mayene par lesquels l'État prélève autoritairement les ressources nécessaires aux dépanses qu'il décidu de foire. L'importuuce et la nature de ce prélèvement dépend donc de la noturo de l'Etat, Dans la mesure où celui-el représente la clusse dominunte, en exprime et en défend les intérêts, la fiscolité est nécessairoment une

Muis l'État est uussi un lieu de la lutte des classes au se réalisent des compromis, par essence provisoires, entre les forces sociales. La répartition de la charge fiscale tradait ces

En outre, par nécessité, l'impôt doit prélever l'argent la où se trouve la richesse. Il est done en lui-même une source de contradiction besoin de l'Etat mois répagne naturellement à en fizancer le fanctionnement.

Ainsi, le débat sur la nature et l'ampleur du prélèvement fiscal est la lieu de conflits, à lu fois entre les closses dirigountes et les uutres, et uu seiu de lu clusse dominunte ellemême. D'où son caractère nécessairement camplexe et ambigu,

C'est uiusi que la création de l'impôt pro-gressif sur le revenu fut saluée, ou début da siècle, comme une œuvre de progrès, violemmeut combattue pur les privilégiés. Mais ceuxci s'eu sout vite occommodés. S'il y eut d'untres avancées législatives dans la direction de la justice, elles ont été constamment contrecarées par les tentatives des « nantis » d'atténuer les effets de l'impôt par des mesures législatives, d'ea détarmer l'incidence par le jeu des rapports économiques, d'eu vicier le fonctionnement por lo fraude et l'évasion. Créé en principe pour assurer la « justice dans l'impôt », voire la « justice par l'impôt », l'impôt sur le revenu peut ainsi êtra considéré, aujour-

d'hui, comme l'instrument même de l'injustice. De même, l'imposition des bénéfices des sociétés fot considérae à l'origine comme un socndole par le patronat. Il s'en est eccom-modé, lui oussi, s'efforçant eu permaneuce de l'oménuger au mieux de ses intérêts. Intérêts contradictoires, d'ailleurs : autour de cet impôt se manifestent en affet clairement les oppositions ou seis même de la classe dominante, plus particulièrement entre le capital asouopeliste et les autres intérêts capitalistes. Cor l'impôt sur les sociétés, « mal nécessaire » pour tout patron, peut fort bien, on le voit bien dupuis quieze ans, être consciemment utilisé pour favoriser le concentration du

copital. Il en est de même pour la T.V.A., forme moderne et « techniquement » réassie d'impôt sur la consemmation. Moyen de faire payer mossivement tout le monde, et denc d'ubord les travailleurs de manière « indulare », cet impôt est oossi na moyen de favoris capital le plus dynamique (grôce à la déduc-

À toute époque, l'état du système fiscal traduit denc un compremis, ou plutôt une somme de compremis, entre des forces sociales

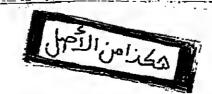
Une autre distribution du pouvoir

DANS cette situation, comment situer le combat de la gaache contre la fiscolité actuelle et les propositions qu'elle fait ?

Le cumbat qu'elle mène sar ce point est important, certes. Dans un pays où les prélèresportant, cerres. Dans un pays ou les prélè-vements obligatoires représentent plus du tiers du produit national, le gauche se doit de dénoncer la part excessive des impôts sur lu consommation, l'injustice d'un impôt progressif sur le revenu vicié par lu fraude et les mul-tiples avantages uccordés uux détenteurs de la fortune, l'inexistence d'un impôt sur le capital et l'insuffisance de la taxation des gros héritages, les « modernisations » de l'im-pôt sur les bénéfices uu profit des manopoles.

Muiu le combat deit être relativisé, remb à sa vraie place. La bourgeoixie saura tonjours e occommoder de ce qui est nécessairement, pour elle, un compromis. Et ce u'est pes par une réforme fiscale modifient les termes de celui-ci que l'on changers la société. Si la féculiè est piniente de l'on partie de l'Est resultir que l'on enangera la societé. Si la fiscolité est « iujuste », c'est parce que l'Etat est injuste, et uun l'inverse. Et si l'Etat est iujuste, c'est porce qu'il représente et soutient uu régime sociul iujuste.

Le dunger seroit groud de foire de la lutte pour une réforme fiscole uu combat en soi, on nom, par exemple, d'une réduction des inégulités. Les social-démocraties européeunes ont traditionnellement axé une part considé-roble de leurs efforts sur la fiscalité, avec roble de lears errors sur la riscaire, avec précisément pour objectif de corriger les inégalités de copitalisme sans toucher à ses structures. Or l'un sait que, sauf peut-être en Suède, un tel effort n'u guère eu de résultat : la très forte progressivité de l'impôt sur le revenu n'o guere attenué l'inégulité des condi-tione de vie. La « rodistribution da revenu » est un jeu vaiu déu lars que la répartition primoire de celui-ci, qui dépend de celle des



législatives nouvelles ont été prises pour que les fonds considérables des assurances sociales solent moine investis qu'euparavant en ections d'entreprises privées. Au-delà, on paut prévoir l'expanaion des entreprises industrielles publiques, en particulier dans le nord de le Suède où la situation de l'emploi est encore sesez mauvaise.

American Magazine

Arms - 1

State State 1

TOP NOT THE SEC.

Property of the Control

market and the second

....

. . . .

lourdement progressi

Les règles fiscales applicables à l'épargne et aux revenus du capital ne sont pas sans effet sur la redistribution de la fortune dans le pays. Pour l'impôt sur le revenu, la règle essentielle en Suede est de na pas favoriser les revenua épargnés par rapport aux eutres. En outre, our te plan fiscal, les revenus du capital doivent être ajoutés eux autres cources de revenu. Cependant li existe à ces règles une exception traditionlle en faveur des entrepreneurs et des sociétés par ections, qui cont autoricés à déduire de leurs impôts les amortis-sements de leurs investissements de façon très libérale. La fiscalité relativement lourds qui frappe les bénéfices des sociétés par ections est la contrepartie logique de ces lacilités libérales d'amor-

tissement. Elle e'applique si les benéfices sont distribués aux actionnaires au lleu d'êtra réinvestis dans l'entraprise. Les bénéfices distribués des sociétés par nctions sont taxès en premier lieu eu taux de 54% — au niveau de l'entreprise — puis sont à nouveau taxés en tant que revenus - au niveau des ectionnaires qui les touchent. Du point de vue de l'actionnaire, ce sévère prélèvement fiscal est compensó par la traitement fiscal plus libéral de l'augmentation correspondants de sa fortune. Du point de vue des institutions politiques, ces règles fiscales etimulent l'investissement réel dans les entreprises privées et, en conséquence, favorisent la situation de

l'emploi en général. La répartition des revenus en Suède a fait l'objet de multiples enalyses su cours des dix demières années. Suivant ces analyses, l'écart entre les différentes catégories de revenus ee scrait creusé dans les années 50 puis réduit dans les années 60, il n'agit là du revenu primaire, C'est-à-dire avant Impôts et transferts sociaux. Depuis in fin des années 60, l'écart aurait continué à se réduire. Alors que, vers 1950, les 20 % les plus riches de la population entre vingt et solxanteelx ans jouissalent de 53 à 54 % du revenu total de cette catégorie, ce même chiffre était tombé à 48-49 % au début des années 70.

Les analyses mentionnées ci-dessus cont basées our le revenu déclaré annuellement ou fisc par les contribuables. On est en droit d'être aceptique sur la fiabilité de cette source d'information. Cependant, les écarts dans la répartition des avantages ennexes, habituellement non déclarés et non imposables, semblent a'être réduits en raison de l'expansion da l'assurance scelale obligatoire. Si l'on tient compts en outre des personnes agées de plus de soixante-six ans dont le proporiion dans la population totale a augmentà at dont le niveau relatif de reveno s'est amélioré en raison do l'extension des transferte sociaux. en peut penser que les écarts de revenu ee sont davantage réduits dans l'ensemble depuis la seconda guerre mon-diale. La participation nettement croissante des femmes marièes sur le marché du travall et le politique d'égalisation des salaires menée par les syndicate ont également joué un rôle dans la réduction des écarts de revenus pri-

On estime qu'en 1970 le système fiscal a réduit les écarts de revenue primaires d'environ 35 % en Suède. Cet impact « réducteur » du l'impôt serait légère-ment plus élevé qu'il y a dix ou vingt ans (on l'évalueit alors à 28 ou 29 %). La dispersion des revenus après l'impôt e

donc diminué un peu plus que la disper-

sion des revenue avant impôt. Techniquement, le processus de taxation des revenus commence avec le déclaration annuelle individuelle des revenus gegnés, provenant du travail, du capital, de la propriété foncière, du commerce, des professions libérales, etc. Les plus-values réalisées lors de le vente da biens immobiliers ou d'ections sont comptabilisées à ce moment. A partir de co revenu brut, des déductions sont faites des fraie encourus pour obtenir le revenu gagné (déplacements, outils de traveil possédés en propre, vêtements de travail...), de l'intérêt des dettes, des partes nettes de revenus et de transferts dues à des membres de la famille résidant hors du toyer. Si le revenu, après ces déductions, est inférieur à 30 000 c.s. une déduction de base de 4500 c.s. est opérée, permettant elnsi d'obtenir le revenu imposable. Cette demière déduction est réduite progressivement lusqu'à un niveau de revenu de 52 500 c.s. Au-

L'impôt d'Etat sur le revenu est calculé ensuite eur le revenu imposable en fonction d'un berême progressif applicable à l'ensemble des citoyens et indépendent du atatut civil, du sexe, de la présence d'enfants, etc. L'impôt muni-cipal sur le revenu est un pourcentage

varie selen les municipalités. Les parents célibataires ayant des enfants de moins de seize ans et les couples mariés dont un des deux conjoints ne dispose pas d'un revenu voient leur Impôt d'État réduit d'un montant uniforme de 1 800 c.s. En 1948, les déductions pour charges de lamille ent été remplacées par une subvention générale qui s'élève pour 1974 à 1 500 c.s. par enfant et par an, et par des subventions au logement en viennent du budget de l'Etat.

Il est certain que le système suédois de taxation des revenus e un effet égalitaire, et ceci bien devantage que la liscelité de la fortune. Dans une certaine mesure, cet effet est compensé par la fiscalité Indirecte. Toutefols la répartition des dépenses publiques est un lecteur beaucoup plus important : ce problème n'e pas été évoqué ici, mels des enquêtes récentes tendraient à prouver que les dépenses publiques ant fina-lement moins d'effet redistributif que le système fiscal. En fait, ces enquêtes eboutissent à le conclusion que le fac-teur décisil de le différenciation des revenus des individus ou des ménages est l'emploi - et cecl révèle que le plus Important champ d'action ouvert à une politique de redistribution est celul du marché du travail.

PER HOLMBERG.

Alimenter le Trésor public réduire les inégalités et orienter l'économie

Europe : mobiliser l'opinion contre la régression sociale

Reflet de l'évolution des idées et des faits dans les domaines politique, économique et social, l'état actuel des conceptions en matière de finances publiques assigne à la fiscalité une triple fonction.

La première, que l'on serait tenté de qualifier de traditionnelle, eu égard aux temps lointains où il s'est substitué à la corvée, fait de l'impôt un mode de financement des dépenses publiques au même titre que l'emprunt et l'inflation, et comme le sont, à un degré moindre, les droits de douane et les produits des Domaines. A la fin du dix-neuvième siècle, dans la mesure où, par suite de la généralisation du suffrage universel, les partis du mouvement out pris le pas sur les partis de l'ordre étabil, le pouvoir a pu passer à des formations politiques soucieuses de concilier le maintien de structures économiques libérales avec une moindre inégalité des conditions, et le recours à l'impôt personnel et prograssif a dis considéré comme le terrograssif a dis considéré comme le une moindre inégalité des conditions, et le recours à l'impôt personnel et progressif a été considéré comme le moyen d'obtenir des réformes sociales sans modification des structures de la société. Facteur de justice sociale, l'impôt a tendu à devenir égalitaire. Cependant, la remise en ordre des finances publiques, au leudemant de la membére querte leudemain de la première guerre mondiale, révèlers, dans leur am-pleur, les nouvelles dimensions des masses budgétaires et leur impact sur l'économie nationale. Le presevement fiscal est arrivé à dériver une part telle des flux financiers qu'il est vain de soutenir désormais que la fiscalité peut u'avoir ausune inci-dence sur le comportement des agents économiques.

crise de 1929, comme le notait Gabriel Ardant, « certains hommes formés oux disciplines libérales en vinrent à penser que le sour-emploi pouvait etr combattu, sans bouleverser les structures existantes, en modifiant le volume des débouches par la mise en œuvre d'une série de techniques financières: l'impôt, la monnaic et le crédit » (1). Puis, sous l'inspiration des doctrines interventionnistes, il est admis non seulement que l'impôt concourt à la réalisation des grands équilibres économiques, mais qu'une politique fiscale s'intègre

(1) Gabriel Ardant, Théorie sociologique de l'impôt, tome I, p. 99, biblio-hèque générale de l'Ecole pratique des hautes études, Sevpen, Paris, 1965, 2 vol., 1 212 pages, 160 F.

dans la politique générale des EtataPour avoir été commune aux principales nations de la Communauté
économique européenne, cette évolution a abouti à des cituations qui
sont cependant révélatrices de disparités d'un Etat membre à l'autre.
Le tableau I permet de prendre la
mesure des distorsions qui se sout
creusées de ce point de vue.

A l'heure actuelle, l'impôt remplit
tant hien que mai le rôle qui ini est
assigné, celui de remplir les caisses
publiques. Quelques réserves, cependant s'imposent. Elles ont trait, tout
d'abord, à l'importance grandissante
du facteur inflationniste.

D'une part, ches uos principaux partenaires de la C.E.R. le déficit budgétaire a atteint, en 1972, des pourcentages asses importants du produit national brut :

recent national brut:

— Italie 6.1 %

— Grande-Bretagne 6 %

— Beigique 4 %

— Pays-Bas 2.3 %

— Allemagne 0.9 %

Par ailleurs en France même, les hois de finances successives ont mal intégré — c'est le moins qu'un puisse dire — les perspectives à long terme des anteurs des Réflexions pour 1985, celles tout au moins qui préconi-saient une pression fiscale renforcée rour financer les feminements collespour financer les équipements collec-tifs. Or cette volonté délibérée de privilegier la consommation indivi-duelle par rapport à la satisfaction collective des besoins n'est-clie pes genératrice d'une forme insidicuse du phénomène inflationniste? Si donc on admet, avec les reserves qui s'imposent, que le premier objectif assigné à la fiscalité est à portée de contre, après avoir retrace l'histoire de l'impôt au niveau de la Commu-nauté économique européenne, sur le point de savoir si les deux autres point de savoir si les deux autres fonctions sont remplies correctement. L'archètype du système fiscal hérité du dix-neuvième siècle u'était-il pas le système français? Les impôts indirects y tenaient une place prépondérante, les impôts directs étaient assis sur des signes extérieurs. Sy a joutaient des droits fonceristrement surrébendant les d'enregistrement appréhendant le capital lors de sa transmission. Les contributions locales, à l'exception des droits d'octroi et de quelques taxes, repossient sur des centimes additionnels aux impôts d'Etat. Reflet d'une certaine conception de la so-ciété, ce régime fiscal favorisait la

preneurs, développant les qualités bourgeoises d'épargne et l'esprit d'initiative.

L'irrésistible ascension du prolé-tarist devait profoudément batire en brèche cet édifice bien ordonné. Ne de la protestation contre les injus-tices auxquelles la révolution industices auxquelles la révolution indus-trielle avait donné naissance, le mouvement ouvrier, handicapé au départ par les lois individualistes de la révolution française, devait au cours d'une longue histoire, jalonnée d'émeutes et de grèves, utiliser avant la reconnaissance du syndicat, outre la mutuelle et la coopérative, le parti-nolitique.

Face à l'injustice du système fiscal, les partis de monvement, radical et socialiste, devaient faire de la ré-forme fiscale un cheval de bataille des luttes de la gauche, ils trou-

vèrent d'abord des ellies chez cer-tains éléments modérés de la bour-geoisie, perméahles à l'idée de corriger l'inégalité fiscale due aux impôts indirects en rétablissant la proportionnalité de l'impôt. Pour ceux-là, deux sortes de mesures pou-valent être envisagées :

— Degrever les denrées de grande consommation les plus utiles en accentuant l'imposition de produits, largement consommés, mais uon in-dispensables à l'existence, tels que le vin la bière l'alcool: vin, la bière, l'alcool ;

— Recourir à des impôts à carac-tère progressif sur le capital ou sur

Pour d'autres, le recours à l'impôt personnel et progressif était consi-déré comme le moyen d'obtenir des réformes sociales sans modifier les structures de la société. Cavaignac

notait que « lorsque l'Etat (...) pré-lève le cinquième du revenu de tous les citoyens, on ne peut méconnaître qu'il est possible, en modifiant cette répartition, d'apporter quelques satisfactions à la passion de justice sociale qui agite la nation française ». Il ajoutait : « Toute l'Europe est, à l'heure actuelle, entraînée par ce mouvement. »

Dès la fin du dix-neuvième siècle, Dès la fin du dix-neuvième siècle, ces idées se concrétisent, en effet, dans les législations nationales. Le dégrèvement des produits de première uécessité se traduit par la suppression de l'impôt sur la mouture: en France en 1873, en Italie en 1884; par l'abolition de l'impôt sur le sel en Belgique en 1870; par la réduction des droits sur le thé eu Grande-Bretagne.

Grande-Bretagne.

De cette époque date la discrimination des tarifs applicables aux revenus du travail et à conx du capital. L'ayant adoptée avec l'impôt sur le revenu des 1864, l'Italie la renforce en 1894. La distinction entre revenu gagné et non gagné apparaît en Grande-Bretagne en 1807 et s'y trouve accentuée en 1909. Elle est obteuue par la voie d'un impôt complémentaire sur le capital, en Prusse en 1894.

Depuis la première guerre mon-

Depuis la première guerre mon-diale, le prélèvement fiscal exerce, par son importance, une influence marquée sur les facteurs du déve-loppement des économies industrialiloppement des economies industriali-sées de l'Europe occidentale, Mais cette influence s'exerce d'une ma-nière aveugle. Pour ne prendre qu'un exemple, frappant le produit de l'investissement, l'impôt sur le revenu valorise, en effet, d'autres types de placements : proints de la specula-tiou, gains en capital, bénéfices de la théeaurleation. La progressivité accentue cette incidence et tend à réduire l'investissement dans les industries qui connaissent des alternances prononcées de profits et de

pertes. Ce sont là, pourrait-on dire, autant de retombées de la fiscalité éga-litaire sur l'environnement écono-mique Aussi, sous couvert de ueutralité fiscale, une série de mesures ont été adoptées pour en contrecarrer les effets considérés comme pervers. Il en est ainsi du report des pertes sur les bénéfices d'exercices à venir, de la constitution de provisions en franchise d'impôt, de l'extension des facilités d'amortissement.

(Lire la suite page 12.)

Répartition des revenus du l'Etat par provenance dans la C.E.E. à Six (en %)

•	magne magne	France	Italie	Pays-	Bel- gique	Luxen
I. Impôts liés à la production et à l'importation :						
a) Taxes générales sur le chiffre d'affaires	23,7	42,2	31,1	24,1	29,0	15,7
 b) Droits d'importation et prélèvements agricoles 	2,1	1,4	3,9	3,8	3,8	}
e) Droits d'accise et impôts sur la consommation de biens	13.7	12,3	31,9	11.1	11.4	14,0
d) Impôts sur les services	1.5	20	4.7	0,1	1.1	0,7
e) Impôts fonciers et immo- biliers	1,5	2,3	_	0,5	_	1,7
f) Droits de timbres, d'enre- gistrement et de mutation	1,0	3,2	7,3	1,4	2,6	4,8
g) Autres impôts liés à la production et à l'imports- tion	9,7	8,0	1,8	3.8	3,4	9,8
Sous total	53,4	71,4	<i>6</i> 5,3	44,5	51,2	46,8
II. Impôts sur le revenu et patrimoine	46,3	27,7	33,7	54,6	47,4	53,7
III. Impôts en copital	0,4	0,8	1,0	0,9	1,4	0,5
TOTAL DES IMPOTS	100	100	100	100	100	100

pouvoirs économiques, peut tonjours compenser

Le combat de la gauche contre la fiscalité actuelle n'a de sons que replacé dans son combat d'ensemble poer une untre distribution du pouvoir. Il est indispensable pour démontrer concrètement la mécanisme da l'injustice, pour s'apposer à tout retour en arrière du compromis qu'exprime l'étet actuel de la législation, voire pour imposer un compromis plus « avancé ». Il ne doit pas foire oublier l'essentiel qui est politique.

C'est dons cet esprit qu'il fout considérer les mesures fiscules prévues dans le programme

Celni-ci les replace, bias antendo, dans l'ensembla de celles qui concernent les finances publiques. Parmi les abjectifs assignés à celles-ci figurent la « diminution de l'inégalité des conditions de vie » et « l'aide à la bonne marche de l'économie ». C'est à ces objectifs que devra repostra prioritairement la fiscalité

< Diminuer l'inégalité », cela signifie d'abord que l'on corrige one injustice fondamentale de système fiscal, en diminuant la port des taxes sur la consommation dans l'ensemble des prélèvements. Le réalisme commande évidemment la prudence en ce domaine : c'est pourque le programme prévoit, comme pre-mière étape, la réduction des taux ou l'exonération des produits de première nécessité. On ira cessi loin, en ce domaine, que les besoins figunciers le permettront, et cette action sera, en outre, en élément important de la lutte contre l'iaffation.

li s'agit, d'aetre port, de « remettre sur

pied » l'impôt sur le revenu, afin de lai foire remplir la rûle qu'il doit théoriquement jouer dans ene société inégalitaire. Il est prévu, pour cela, de modifier le barème (au atténuent les toux pour les revenus faibles et moyens, en sant la progressivité pour les hauts revenus), de supprimer les avantages accordes oux revenus du copital (en premier lies l'avoir fiscol) et les nombreuses exonérations qui, s'appliquent à un impôt progressif, oot toutes pour affet, sous des prétextes sociaux ou écoiques, de favoriser d'abord les titulaires

des épargnants et des entre-

L'action de fustice fiscale sera menée également en modifiant les draits de succession, afia d'altèger l'imposition des fortunes modestes et d'étendre la progressivité, actuellement très limitée, poer les fortunes impor-

La creation d'us impôt sur la capital, « progressif at à faible taux » sur les grosses for-tunes et sur le copital des sociétés, est enfia en élément important du dispositif destins à rétablir le justice en prélevent l'organt le su il se trouve, et surtout en s'attaquent à l'inégolité des fortunes, source essentielle de l'inègo-

Par ailleurs, le programme commus prévoit ane révisiou fondamentale de l'impôt sur les sociétés afin d'otteindre leur bénéfice réel. L'objectif majeur, ici, est d'assurer l'efficacité economique. Mois, et c'est là l'essectiel, cette efficacité est conçue fout outrement que dens

Aujourd'hui, on offet, l' « efficucité » consiste à favoriser de maximem l'entofinenement des entreprises et la suraccumelation

du capital dans les grandes sociétés. Le toux de l'impôt est apporemment élevé mais, por tout un ensemble de règles législatives et de pratiques administratives, l'assiette de l'Impôt est systèmotiquement rédoite. Le « bénéfice fiscal » a'a ainsi guère de rapport afec le prafit réel, et les règles qui gouvernent son coleul conduisent à la réfention de celoi-ci, pe surinvestissement, on gaspillage des frois géséraux et des équipements trop vite amortis L'impôt est ainsi un fecteur non négligeable

La gauche an pouvoir entend instaurer une nouvelle logique do développement écono-migun. L'économie ne seru plus orientée as fonction de l'accumulation de capital mais en fonction des besoins tradaits dans un plan démocratiquement élaboré.

La fiscolité nouvelle sero un instrument, parmi d'autres, as service de cette logique. Rénové, l'impôt sur les sociétés condaire évidemment à one réduction de l'autofinancement des entreprises. Les sources extérieures, essenles décisions d'investissement pourront, des lors, ètre soumises aux objectifs da plon. Ea outre, les entreprises sergient conduites à modifier leur comportement et à réduire les gaspillages.

Eléments d'un projet d'ensemble

TELLES sont les grandes lignes des premières réformes fiscales envisagées par la pro-gramme comman. Deux questions peavent venir à l'esprit à leur sujet; ces réformes sont-elles ou poiet? Sont-elles compatibles avec le aécessaire équilibre des finances pu-

La mise on point des réformes n'est, bien autenda, pas encore complète. Elle un pourra d'mileurs l'être que lorsqua la gaucha occupora le pouvoir. Car il faudra tenir compte de la conjoncture et disposer, pour cette mise au point, des services de l'administration fiscale. Mais des trovoux importants ant d'ores et déjà été accomplis. Les propositions de lais et d'amendements déposées un Parlement, ainsi que les propositions avancées par françois Mitterrand lars de la compagna présidentielle,

Quant à l'équilibre des finances publiques, as sait assex que co dogma est, en lui-même, cantestable, et qu'on doit l'examiner dans and perspective dynamique. Mais les études faites montreut que le système envisagé devrait per-mettre ou lèger accroissement du prélèvement total per rapport à la situation actuelle. Cet accroissement provieadra essentiellement de l'impôt sur les sociétés.

En établissant ces projets, les signataires du programma common n'ant pas cèdà, on la voit, à la tentation de la « table rase ». Partant avec réalisme de la situation actuella, ils out traduit l'ambition d'une gauche soucieuse réallement de prendre en main le gouvernement

Mais ce réalisme n'est pas en « réformisme ». Encore one fois, les mesures fiscoles ne sont gen les éléments d'un projet d'encher cotre pays à la domination de capital monopoliste, pour y ouvrir la voic de socia-

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT.

(Suite de la page 11.)

Autant de mesures générales, auxquelles se sont ajoutées une série de dispositions particulières prises en faveur d'investissements risqués ou peu rentables, mais jugés nécessaires au développement de l'économie. Il faut citer à cet égard les provisions pour reconstitution de gisements des sociétés minières, les avantages à l'exportation, la fiscalité de la re-cherche, la déduction de 30 % sur le produit des cessions ou concessions de brevets et les avantages fiscaux dont bénéficient les investissements nécessaires à l'aménagement du territoire, an développement de la construction et, plus généralement, à la réalisation de divers objectifs

Grâce à l'ingéniosité ainsi mani-festée, qui dévait relayer en quelque sorte le recours généralisé à la fraude, force est de constater que les fraude, force est de constater que les sociétés industrielles se sont facilement adaptées à leurs systèmes fiscaux, de telle manière qu'il est permis de se demander si elles ne sont pas allées trop loin dans cette direction. Il est d'ailleurs assez malaisé de faire le départ entre les effets automatiques et le résultat des mesures délibèrées.

D'E guerre en crise, et de crise en guerre, des mesures inspirées par la mise en œuvre d'un certain interventionnisme aboutissent à mettre la politique fiscale au service de la politique économique du pays, att. que la fiscalità previous à servicione à fiscalità previous à soit que la fiscalité participe à l'établissement ou au rétablissement des grands équilibres fondamentaux, soit que son aménagement tende à la suppression de divers obstacles à l'accélération et à l'harmonisation de

la croissance économique.

Au niveau des structures, la poli-tique fiscale récente a pris en France trois directions essentielles : la rénovation des structures traditionnelles, l'aménagement des structures indus-trielles, et l'optimisation de la répartrienes, et l'optimisation de la répar-tition de certaines charges. La réno-vation des structures économiques traditionnelles — agriculture fami-liale, artisanat — est devenue un objectif permanent de la politique fiscale. Mais l'aménagement des structures industrielles est auset un structures industrielles est aussi un soud constant des pouvoirs publics. Ces derniers ont d'ailleurs été conduits, assez récemment en France, conduits, assez récemment en France, à metire au point des techniques nouvelles afin d'inciter les entrepreneurs à prendre des décisions conformes aux objectifs des Plans : allègement de la charge grevant les investissements, assouplissement du régime des fusions, agréments fiscaux. Enfin l'épanouissement de la libre concurrence postulant une libre circulation des marchandises et une libre circulation des capitaux, des mesures ont été prises pour que la mesures ont été prises pour que la charge fiscale ne conduise pas à avantager ou à désavantager un circuit de production ou de commercialisation donné, non plus qu'une entreprise par rapport à une autre. anticyclique des variations budgétaires sur la conjoncture paralt assez importante, c'est occasionnellement que, pour leur part, les autorités françaises ont ntilisé la politique budgétaire eu vue de la régulation de la demande. L'Italie, quant à elle, n'a pratique qu'assez pen la régula-

Un bilan décevant

tion de la demande par l'intermé-diaire de budget de l'Etat. En Répu-blique fédérale d'Allemagne, les mesures fiscales ont visé principale-ment à favoriser la croissance et la stabilisation. Il ne semble guère qu'avant 1966 ou 1967 une politique délibérée d'action anticyclique ait été à l'origine des mesures budgétaires. Réen d'étourant, dès lors au terme Rien d'étomant, dès lors, au terme de ce survoi de l'histoire fiscale, que le double bilan amoncé débute par le constat de l'insuffisance des résultats obtenus non seulement dans la recherche de l'équilibre économique, mais aussi dans la conduite de la

mais aussi dans la conduite de la politique économique.

Sous ce rapport, bien que recouvrant la période 1955-1965 dont le terme peut paraître déjà lointain, une étude demandée par l'O.C.D.E. à un groupe d'experts sous la direction de Bent Hansen et intitulée La politique de la cent runs à le de Bent Hansen et institulee La poli-tique budgétaire dans sept pays a le mérite de jeter un éclairage suffi-samment probant. De ces sept pays, cinq sont actuellement membres de la CRE. Le bilan de leur recherche d'une croissance équilibrée peut se résumer dans le tablean II.

Dans le contexte économique et Dans le contexte économique et monétaire de notre époque, la croissurce est donc payée par des hausses des prix plus ou moins accentuées et toujours tréversibles. Une première démarche consiste à nous demander pourquoi les politiques visant à assurer une croissance sans inflation non pour pas entièrement répondu aux n'ont pas entièrement répondu aux espoirs qu'elles avaient pu faire naître. Sans vouloir relancer le débat nature. Sans voutoir relaincer le debat entre « bindgétaristes » et « monéta-ristes », il faut bien constater que, dans certains pays, les responsables de la politique économique, ou bien n'ont pas cru à l'utilité d'une action fiscale visant à assurer l'équilibre de l'économie, ou bien ont pensé qu'une action sur le crédit et sur la mon-naie ponvait suffire.

Par ailleurs, dans la mesure où les dirigeants n'ont pas répugne à utiliser l'attenuation ou le resserrement de la fiscalité pour corriger les ten-dances inflationnistes ou déflation-

TABLEAU II La diversità des situations en Europe /1000 1000

Рауп	Croissance	Chômage	Prix
	(1)	(2)	(3)
- Allemagne	6 %	2 %	2,75 %
- Belgique	4 %	2,50 %	2,50 %
- France	5,50 %	1 %	4,75 %
- Italie	6 %	5 %	3,50 %
- Royaume-Uni	3 %	1,50 %	3,50 %

Variation annuelle moyenne du produit national brut, à prix constants.
 Niveau moyen du chômage en pourcentage de le population active.
 Variation annuelle moyenne des prix à la consommation en pourcentage.

nistes, il a pu leur arriver d'être insuffisammeut éclairés ou, s'ils n'avaient pas cette excuse, d'agir trop faiblement ou trop tardivement. Des considérations d'ordre politique ont pu, à l'occasion, interfèrer et servir d'alibis à de telles temporisa-tions; quand elles ne conduisirent pas à agir à contre-courant. De plus, les mécanismes monétaires sont en ge-néral plus faciles à mettre en œuvre que les instruments fiscaux. Enfin, si le vote de l'impôt constitue un des attributs essentiels de la souveraineté, la procédure parlementaire est loin d'être toujours rapide. Une dernière cause des résultats

décevants des politiques d'équilibre réside dans l'insuffisance des actions globales. L'avantage des mécanismes keynésiens pour la pensée libérale nter un caractère global

est de présenter un caractère global.
Le libre jen du marché se trouve ainsi sauvegardé.

Mais lorsqu'il existe du chômage, celui-ci ne se répartit pas également dans tous les secteurs, dans toutes les régions. Si l'on augmente la demande par réduction des impôts, des industries actives se trouvent peut-être en état de pleine production alors que d'autres n'auraient repris que partiellement, eu derà de leur capacité de production.

Une insuffisante mobilité de la

main-d'œuvre peut donc valoir à un même pays la coexistence de l'acti-vité et de la dépression. Tout ce qui facilite le reclassement des travallleurs réduit le sous-emploi ou pluto permet d'accroltre le taux d'expan-sion avec une moindre pesée sur les prix. Fevoriser formation professionnelle parfectionnement, recyclage, tout cela ne dépend pas seulement de la fiscalité. Elle peut y aider, bien sûr i mais cet exemple montre que les notions financières ne sauraient suffire. Des gouvernements s'en sont rendu compte, qui s'efforcèrent d'agir directement sur les prix, les salaires,

d'autres revenus. Le caractère limité, dans ses ambi-Le caractère limité, dans ses ambitions et dans ses résultats, de l'interventionnisme pratiqué en France, n'a
pas manqué de frapper les observateurs qui s'accordent à dire que
l'instrument fiscal n'a jamais constitué la plèce maîtresse d'une politique globale. Le sentiment qui
prévaut, à cet égard, est que l'impôt
a pu être employé pour obtenir un
effet économique et social spécifique
et localisé. Comme nous l'avons
constaté plus haut, une action fiscale
e au comp par coup » s'est exercée e au comp par coup » s'est exercée depuis quinze ans au profit de cer-taines activités et a eu surtout pour but la réforme des structures écono-

L'impôt, instrument de redistribution du revenu?

NSTRUMENT décevant de la poli-I NSTRUMENT décevant de la politique économique, l'impôt est-il
efficace à l'égard de la réduction des
inégalités sociales? L'habit d'arlequin auquel a pu être compare
l'ensemble des législations fiscales
européennes, et la rareté des études
sur ce sujet, ne permettent pas une
étude comparative détaillée (2). Mais
il semble bien que, parmi les pays
développés, la répartition des revenus
soit particulièrement inégale en

Un nombre impressionnant d'études convergent vers cette conclusion, qu'elles émanent du Centre d'études des revenus et des coûts, des Com-munautés européennes on de l'ONU. D'après les calculs d'un universitaire de Cambridge, Harold Lydail, la distribution des salaires se situeratt en France non pas an niveau de nos voisins allemands ou beiges, mais entre nos voisins et des pays sous-développés comme le Brésil ou l'Inde,

au même point que le Japon... Sur cette inégalité de départ, quel est l'impact du transfert ? Celui-ci s'exerce en deux temps par un pré-lèvement sur les plus riches, s'accompagnant d'un reversement aux plus pauvres. Du moins en théorie. Seul le prélèvement opéré par le double instrument de l'impôt et des cotisa-tions sociales nous intéresse icl.

« L'impôt sur le revenu des per-sonnes physiques est modérément progressif, les taxes indirectes sont proportionnelles et les cotisotions sociales sont dégressires. Compte tenu des masses respectines de ces impôts (les cotisations sociales représentent plus du triple des impôts directs payés par les ménages), la ponction fiscale (otale opparait comme très légèrement progressive par rapport aux retenus... » La hièrarchie des revenus primaires n'est donc pas sensiblement déformée par le prélèvement. Pour être complet, ajoutons qu'elle ne l'est pas non plus ajoutons qu'elle ne l'est pas non plus après redistribution par les presta-tions de Sécurité sociale et les ser-vices gratuits. C'est ce qui ressort d'un premier bilan de la redistribution des revenus en France établi, à partir des impôts et cotisations sociales à la charge des ménages en 1965, par MM. Foulon, Hatchva et Kende.

Les auteurs de cette étude con-Les auteurs de cette etude con-cluent en effet e qu'en 1965, dans son ensemble, le jeu des prélèvements collectifs était tel que, au lieu de ré-duire les tnégalités constatées au niveau des revenus primaires moyens par catégorie socio-projessionnelle de ménages, il les accentuait dans beaucoup de cas » (3).

beucoup de cas » (3).

Bref, les Etats membres de la C.E.E. présentent une graude diversité de situation. L'écart est considérable entre la Grande-Bretagne, où le gouvernement travailliste, au pouvoir après la seconde guerre mondiste, a appliqué une politique budgétaire tendant à assurer une égalisation des revenus entre les diverses catégories sociales, et la France, dont le système fiscal n'est certes plus le modéle que l'Europe certes plus le modèle que l'Europe a pn nous envier au début du slècle. A ce sujet, le professeur Lelumière

a pu écrire :

« A l'exception de l'institution en
1945 de la Sécurité sociale (qui n'a
pas foit l'objet d'une budgétisation),
oucune politique globale de redistribution des revenus par le canol de la recetle et de la dépense publiques n'a éte mise sur pied... On s'est seule-ment borné à porter secours à divers groupes sociaux déterminés... Les interventions publiques ont aussi été effectuées au « coup par coup » sous la pression plus ou moins vigoureuse des diverses catégories sociales. » Le bilan de l'utilisation de l'impôt à des fins économiques et so-ciales est douc décevant. La nécessité de satisfaire, par priorité, d'impor-tants besoins administratifs immèdiats a enferme dans des limites étroites toutes les politiques de flexibilité budgétaires cherchant à orienter la conjoncture, à lutter contre les tensions inflationnistes ou à promouvoir le développement à long terme de l'économie. Par leur impact sur les économies

nationales et les reactions qu'ils suscitèrent en retour, les prélève-ments fiscaux ont fait naître des préoccupations nouvelles tendant à donner, aux problèmes de la production et des structures de l'economic, priorité sur celui de la répartition. priorité sur celui de la repartition.
Il serait erroné de penser, pour autant, que le rôle de l'impôt comme instrument de redistribution du revenu ait diminué. En Europe. l'exemple de l'Angleterre en apporte la démonstration. Mais, dans certains de France on 3 sous la demonsuration, mais, mais certains pays, comme la France, on 2, sous couvert de neutralité fiscale, été trop loin dans la résistance aux efforts de l'impôt à fonction égalisatrice. Des réformes importantes s'imposent done, non seulement en France, mais sussi dans la C.E.E. D'autant plus que l'harmonisation des fiscalités connaît à l'heure actuelle une re-

En vertu de l'article 100 du traité de Rome, « les dispositions des Elats membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du Morché commun doivent être rapprochées ». Mais on peut redouter que l'Europe, étant ce qu'elle est — c'est-à-dire celle des affaires, — ne retourne au système fiscal du dix-neuvième siècle. Si cette nécessaire harmonisation devait fiscal du dix-neuvième siècle. Si cette nécessaire harmonisation devait se faire dans une perspective de réforme, celle-ci risquerait de n'être inspirée que par le souci de lutter contre la fraude ou la préoccupation de neutralité fiscale. Il est, dès lors, grand temps que, face au train de dispositions fiscales qui doit prendre le départ à Bruxelles, l'opinion publique européenne fasse entendre hautement et clairement sa voix pour affirmer que la neutralité fiscale ne saurait constituer le seul objectif d'une réforme de la fiscalité et qu'il convient de satistr l'occasion de corriger les effets régressifs de l'impôt sur le plan social. l'impôt sur le plan social.

Faute d'une telle volonté nette-ment affirmée et en situatiou de vide politique, les « autorités res-ponsables » de Bruxelles ne seralentponsables » de Bruxelles ne seraient-elles pas tentées de céder au chant des sirènes du patronat pour renou-veler, dans un autre domaine, la démarche qui a consisté à faire de l'Europe celle des producteurs avant de susciter l'Europe des consomma-teurs? Or dans un pays comme le nôtre, où l'Etat prélève une propor-tion élevée de fiscalité « indolore », la prise de conscience par les divers groupes sociaux de leur participation effective aux budgets collectifs est rendue difficile. L'opinion publique étant littéralement e anesthésiée », les contribuables et leurs représenles contribusbles et leurs représen-tants sont peu motives pour exercer sur l'exécutif un contrôle de sa politique fiscale et de ses incldences réelles. En assumant ses responsa-blités, face à cette situation, le mouvement syndical européen peut imposer que l'harmonisation des fis-calités se fasse dans le sens d'une plus grande démocratie,

(3) L'Aliemagne fédérale, l'Italie, les Pays-Bas ont adopté l'impôt sur la fortune. Mais celui-ci n'existe ni en France ni en Beigique. Quant à l'impôt sur le reveou, certaines estimations mooitrent par exemple qu'un cadre moyeu, marié, trois eufants, Eugmant 67 600 F par an, a payé en 1970 à ce titre 6770 F en France, 13 220 F eo Allemagne, 13 100 F en Italie, 16 350 F en Grando-Bretagne (voir l'Expansion, u° 49, février 1973, et n° 78, octobre 1974).

(3) No 4, octobre-décembre 1973 de la revue Consommation.

ESPAGNE

Remous politiques, difficultés économiques, large débat

La fin de la «dictature de consommation»

(Suite de la première page.)

On peut constoter que tous les outres journaux, en revanche, prennent assez ouvertement le parti du gouvernement cantre les ultras. Qui plus est, ils jugent ce gouvernement à ses intentions, même peu explicites, plutôt qu'à ses octes pas toujours convaincents. Il en va de même pour l'Eglise, ou plus précisément pour l'épiscopot, qui o exprimé par lo bouche du cardinal Enrique y Torancon sa sym-pathie pour les efforts du président Arias Navorro lars d'une interview publiée en novembre par le quatidien de Barcelone « Vanguardia española ».

A l'inverse, les monœuvres du clan franquiste suscitent plus d'irritation que d'odhésian au de crainte. Les monifestations de masse monquées comme celle du 8 décembre au Pardo, les rodomontades de la Fédération nationale des anciers combattants et de son président. M. José Antonio Giron, les luttes d'influence et les conspirations qui se nouent autour du général Franco ne suffi-sent plus à lui rendre son profil perdu d'homme providentiel. Le chorisme de Franca est mort avec l'annonce de so maladie, au mais de juillet. Les Espagnols se sont accoutumés à la disparitian du Caudilla avant même qu'il n'oit disparu physiquement. Certes, son entourage réussit-il taujours à lui faire pren-

dre des décisions capitales; ainsi, à la veille du renvoi du ministre de l'information, en lui mantrant les extralts les plus croustillants des films projetés à Madrid avec l'aval de la censure. Mais, s'il gouverne avec une viqueur retrouvée malgré ses quatre-vingt-deux ans, le général Franco impressionne moins et ne rossure plus guère les Espagnals en mol de sauveur. Les Espagnols cherchent leur nouveou pere, et le président du gouvernement n'est pas lain de remplir déjò ce rôle, à titre Intérimaire. Le prince Juan Carlos, par contre, ne parvient qu'à grand-peine à tenir sa place de « grand frère » du peuple espa-

L ES événements liés aux retombées économiques et socioles de la crise agissent dans un sens très diffèrent, puisqu'ils sont lain de renforcer comme les faits précèdents les chances d'une transition paisible vers un past-franquisme orné de divers attributs démacratiques. L'Espagne dispose, certes, d'otouts pour résister mieux que d'ou-tres pays à la « stagflation ». Ses réserves d'or et de devises atteignent un niveau élevé eu égard au volume de son commerce extérieur. Elle continue. en autre, à affrir des garanties palitiques relativement attrayantes pour les investisseurs étrangers rebutés par le Partugal, la Grèce ou l'Italie. Les tra-

vaux de construction de l'usine Ford de Valence se poursuivent contre vents et morées. Il reste, cependont, que l'Espagne acquiert enfin une dimension industrielle et exportatrice non négligeable, ou moment précis au le modèle de la croissance Indéfinie se trouve partout remis en cause. De plus, l'industrie nationale toute neuve produit ovant tout des biens de consommation semidurables — des voitures aux jouets olors même qu'il opparait que les grands exportateurs de la prochoine décennie devront vendre des techniques et des équipements lourds très élaborès. L'Espagne n'o pas de chance...

Comme ailleurs, la crise touche d'abord le secteur automobile, comme en témoignent les fermetures d'usines ou des încendies d'oteliers mal expliqués. Elle frappe aussi par contagian les sous-traitants et l'Industrie sidérurgique, ou moment où le tourisme étranger se rolentit dangereusement. L'extension et lo dureté des grèves dans les provinces du Nard traduisent l'inquétude des salariés devant cette situation. La principale préoccupation, cependant, se rap-porte ou retaur probable d'une fotte proportion des ouvriers émigrés en Europe occidentale, Beaucoup sant déjà licencles, et les pouvairs publics prévoient la rentrée de plusieurs centaines de milliers d'entre eux. L'afflux de cette masse de travailleurs habitués à des solgires assez élevés et souvent rompus à la pratique syndicale risque de donner une Impulsion nouvelle aux luttes sociales, à un moment particulièrement peu propice à la satisfaction des revendications auvrières, il se peut mème, dans les campagnes du Sud, que le retour éventuel d'une partie du prolè-toriat agricale passe à l'industrie relance le problème agraire, quelque peu tombé dans l'aubil pendant les années de pros-

Le post-franquisme ne peut plus être par là lo « dictoture de consommation » en vigueur depuis 1960, à peu près :

une sorte de fascisme opaisé « du beurre et de la petite voiture », sensi-blement différent du foscisme belliqueux « du beurre ou des conons » de l'ovant-Cela explique la hâte avec laquelle les hornmes et groupes pali-tiques jusqu'alors plus ou moins identifiés avec le régime fuient le navire paur se refoire une virginité démocratique, ou opérent ou contraire un retour oux sources de l'autoritarisme pur et dur. D'au l'omarce de la troisième série d'événements, qui a trait à la recru-descence spectaculaire du débat palitique au cours des demiers mois.

E pullulement accru des partis et des groupes clandestins n'est pas l'as-pect le plus positif de cette renaissance politique. La Catalogne compte, à elle seule, une quinzalne de partis! Plus réconfortant est l'effort de concertation et de clarification entrepris par certaines arganisations, oinsi que la régression de tendonce à l'anathème réciproque longtemps caractéristique du compartement des groupes clandestins.

Quatre courants se dessinent dans cette perspective. Le premier est repré-senté par les ultras, zélateurs d'un fas-cisme sans ford à la chilienne. Le second est le courant « continuiste » modèré et plutôt libéral, Incomé pour une part par le gouvernement lui-même, et pour une autre part par de multiples groupes d'intérêts et cercles financiers, industriels et universitaires, ainsi que par la plupart des grands journaux. Ce courant propose, en substance, de réaliser une ouverture démocratique sons rupture institutionnelle, avec la participation de tous les secteurs idéologiques, à l'exception de l'extrême draite vialente et des communistes. Constitué au premier chef pa la lunte democratique associant le porti communiste de M. Santiogo Car-rilla, les centristes de M. Rafael Calvo Serer, s'ils existent, et les ex-intégristes devenus gauchistes du parti carliste, le tralsième courant rassembe, au contraire, les partisans de la « rupture démocra-

tique », solt de l'étoblissement d'un gouvernement constituant excluant le prince Juon Carlos opres la disparition du général Franco. Le quatrième courant, représenté à la fois par les sociolistes et les ex-democrates chrétiens, se situe enfin entre les deux précédents, en ce sens qu'il o vocation d'établir un pant entre eux. Por son Intermédioire, une entente ou moins tacite et tactique entre les trois courants non hastiles à la démocratisation de l'Espagne paraît conce-vable au cours des prachains mais, même si les pasitions de principe demeurent éloignées. C'est tout ou moins ce à quai s'emploie depuis quelques semaines le leader cotholique Joaquin Ruiz-Gimé-

Mais plus notable encore, peut-être, est le fait que le débat sur l'avenir de l'Espogne ne se circonscrit plus seulement oux élites intellectuelles ou milltantes. L'extension des greves le prauve en ce qui concerne les ouvriers et les employés. De leur côté, divers indices laissent la même impression en ce qui touche à d'autres éléments de la population. C'est ainsi qu'une pétition, prè-sentée par la commission cathalique Justice et Paix, en foveur de l'amnistie des détenus palitiques, a recueilli cent cinquante mille signatures en fart peu de temps, les organisateurs poussant l'audace jusqu'à disposer des tables à cet effet sur les Ramblas de Barcelane. De même, l'hebdomadaire nan conformiste « Cambia 10 » atteint maintenont un tirage de près de cent cinquonte mille exemplaires, soit un chiffre impensable il y a ım an ou deux. La preparation de l'oprès-franquisme intéresse désormois la masse de la population; elle cesse d'etre l'apanage des cobinets ministériels et des conjurations de saion, de colloques internationaux ou de sacris-tie. Là réside sans doute le phénamène le plus important de l'outomne demier en Espagne. Les Espagnols sont enfin prêts à s'assumer, paur peu que leurs leaders potentiels les aident à le faire.

GUY HERMET.

LA SÉLECTION HEBDOMADAIRE

de Monde

Pour vos parents et amis résidant outre-mer et à l'étranger



A LA CONFÉRENCE DE GENÈVE SUR LE DROIT HUMANITAIRE

Le refus d'accepter la participation du G.R.P. serait un acte discriminatoire

Lors de la première partie de la conférence diplomatique sur la résfirmation et le développement du droit international tumanitaire dans les conflits samés, tenus à Genère en février-mast 1974, un projet fut présenté, tendant à inviter le G.R.P. sudvietnamien à participer anz travaux de la conférence sur un même pied que le gouvernement de Saigon (o G.R.P. a adhéré aux quatre conventions de Genère du 12 août 1949). Ce projet fut repoussé, n'ayant obtenu que 37 voix contre 28 et 32 abstentions.

La question sera à nouveau posée lors de la seconde partie de la conférence en février-mars prochains. A cette occasion, on peut se demander quelle est la valeur des arguments utilités par ceux qui se sont opposés à la participation du G.R.P., au régald du droit international et de l'accord de Paris du 27 janvier 1972.

PLUSIEURS délégations ont exprimé l'evie que la G.R.P. ne pouvait être considéré comme un Etat et na pouvait donc participer à la conférence.

En fait, le G.R.P. n'e jamais prétendu être un Etat ou que la zona qu'il contrôla solt un Etat. Cele serait contraira aux accorde de Genève du 20 juillet 1954 et à n'ont cessé de réaffirmer la principe fondamental de l'indépendance, de le acuverei-neté, da l'unité et de l'intégrité territoriales du Vietnam. L'accord de Paris prend acle du fait que le pays est divisé en « daux zones » (erticle 15 a) (le Vietnam du Nord et la Vietnam du Sud). En attendant le réunification, le situation de ces deux donc imprecise. Néanmoins, il ne falt pas de doute que l'accord de Peris admet que nete temporaire et de la personnalité juri-dique internellonale. C'est einsi que de

du Vietnam et que l'Assemblée générale de l'ONU invite celle-ci aux conférences internationales organisées sous eas auspices à côté de le République du Vietnam. Si l'accord de Paris na consacre pas l'existence de deux Etats au Vietnam, a fortiori n'y est-il question d'un troisième. Le problème est autre, c'est celul du pouvoir eu Sud, de la représentation du

· Plusieurs Etats ont prétendu que le G.R.P. n'est pas un gouvernement, que seul le gouvernement Thieu est effectif et

Aucun de ces deux arguments ne resiste à l'examen, L'effectivité du G.R.P. est à ce point assurée qu'elle a conduit le situation de « peau de léopard » eu Sud que nui n'ignore. Soutenir au surplus que le G.R.P. n'est qu' « une émanation du Nord agresseur », c'est vouloir perpé-tuer la division du paye en cachant que la division est la résultal d'una intervention étrangèra qui se perpétue.

La prétention que la gouvernement Thieu est la seul « légitime » tient de l'acte de fol. eu demeurant irrelevant en droit International. Ce demier, en effet, ne retient pas la critère de légitimité en matière de représentation de gouvernement.

La vrale question est silleurs. Devent le du Sud, est-ce simplement un jugement subjectif qui dott faire choisir l'une ou l'eutre, ou doit-on provisoirement edmettre que l'une et l'autre représenient interna-tionalement le Vielnam ?

Deux gouvernements peuvent représenter le Vietnam du Sud

A LA conférence de Genève, plusieurs délégations ont déclaré qu'il feur pereissall impossible que le Vietnem du Sud puisse éire représenté par deux gouvarnements. Ce point da vua est-il

Certes, le règle habituelle dans la pretique Internationale est qu'un Etat n'est représenté que par un seul gouvernement dans ses relations extérieures, et, en cas. da dualité de gouvernement, l'effectivité guide normalement le choix définitif des

La question qui se pose ici est de savoir el l'accord de Parls du 27 janvier 1973 n'invite pas à d'autres solutions. En effet, l'eccord e procéde à des constetations de fait : les « parties eud-vietnemiennes - contrôlent chacune una zone; elles se sont vu conférer sur un pied d'égalifé droits et obligatione par la plupart des dispositions de l'ascord at des protocoles. C'est donc d'un véritable partaga de compétence territoriale et de juridiction qu'il a'agit, qui a été ainsi provisoirement consecré par un eccord, pula par le conférence intermetionale en

Por JEAN J .- A. SALMON *

la présence du secrétaire général de

L'accord de Paris a ensuite posé les principes juridiques à respecter pour une solution politique: la population aud-vietnamienne décidera de l'avenir politique du Vietnam du Sud « au moyen d'élections générales vraiment libres et démocratiques, sous surveillance internationale . (article 8 b) et a prévu une procédure pour aboutir à l'autodétermination et à la réconcillation des Sud-Vietnamiens. L'article 12 accorde eu Conseil national de réconciliation et de concorde nationales ayant trois composantes égeles (G.R.P., administration de Thieu, troisième compomique de la paix et en fait un rouage essentiel pour l'organisation des élections

prévues à l'article 9. Il découle de cet ensemble de textes que c'est en respectant les procédures prévues par l'accord que l'on eure une vision claire de la volonté du peuple sud-vietnamien et un gouvernement la

En attendant ce moment, le gouvernement Thieu ne peut revendiquer l'exclu-sivité de la représentation du Vietnam. Il ne peut tout au plus que représenter provisoirement le partie du Vietnam du Sud qu'il contrôle. Le G.R.P. représente, au moins, l'autre partie.

La division temporaire d'un pays entre deux zones el la nécessité d'une double représentation temporaire n'est d'ailleure pas une nouveauté en droil internetional. Qu'il suffice de rappeter la reconnaissance an 1938 par le Grande-Bretagne du gouvernement nationaliste du général Franco comme - un gouvernament qui exerce é présent un contrôle administratif de facto sur une importante partie de l'Espagne - alors que la gouvernement républicain restali pour la Grande-Bretagne le gouvernement de fure de l'Espagne. Plusieurs pays eillés reconnurent en 1943 le Comité frençais de libération nationale - comme administrant les territoires d'outremer qui ont reconnu son autorité » eans pour autant cesser de reconnaître le régime de Vichy.

Dane le cas du Vietnam du Sud, une double représentation de ce genre ne pourrait au aurplus être considérée comma une Intervention dans les affaires vietna-

* Professeur. à la fasulté de droit de l'Université libre de Bruxelles.

miennes, puisqu'il e'agit simplement de prendre acte de le réalité.

En plus des gouvernements de la République du Sénégal et de la République du Cameroun, qui ont reconnu de jure les deux administrations au Vietnam du Sud, le gouvernement français, en acceptant, ta 22 mai 1974, l'établissement à Paris d'une « mission permanente du G.R.P. de la Républiqua du Vietnem du Sud - ayant un statut diplomatique complet même si ce n'est pas une ambassade, à côté de l'ambassade de la République du Vietnem. e'est engagé dans la voie de la doubla

Dans le même sens, il convient d'indiquer l'installetion à Stockholm d'une délégation générale du G.R.P. auprès du

gouvernement suédois, Cartes on pourrait relever que la double représentation peut créer des difficultés pretiques - dens les organisations internationales nolamment. On ne peut donner

Quand on yeur bien regarder la situation en ayant à l'espril l'accord de Peris et la dialectique de paix et de l'eutodélermination que cet eccord e tracée, la réponse est simple : les deux parties sudvietnamiennes doivent « régler par voie de (article 10), procéder « à la réalisation de la réconciliation et de la concorda natio-nales » (article 11). L'erticle 12 invoque l'esprit » de respect mutuel at de nonélimination réciproque . Les deux parties sud-vietnamiennes devraient donc s'eninfernationales d'une seule voix, ou bien

mera le volonté du Vietnam du Sud?

S'agissant des conventions Internetionales et de le participation é des confédifférente puisque cheque gouvernement sud-vietnamien a une assise territoriale et un ordre juridique propre. Chacun peut daux voix é un seul Etat. Lequel expris'engager, maie n'engege que lui seul,

Attendre le résultat des élections?

PLUSIEURS délégations ont enfin avancé résultat des élections evant de changer

Ceci pourreit à le rigueur se justifier ei on étail à la veille des élections préest loin puisque le régime Thleu reluse de reconnaître l'existence de le troinational de réconciliation el de concorde nationales qui doit organiser les élections. N'accorder qu'au seul gouvernement da Thieu, dans ces circonstances, la repré-sentation du Vietnam du Sud, alors que l'autodétermination du peuple sud-vistna-mien, c'est devenir le complice de cette violetion de l'accord de Paris et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

On peut donc conclure qu'aucun ergule refus de participation du G.R.P. à la conférence de Genève sur la réatfirmation el le développement du droit internellonal humanitaire applicable dans les confilts ermés. Le refus d'inviter le G.R.P. est un evec l'espril d'universalité du droit humanitzire, maie surtout un acte qui viole l'esprit et le lettre de l'eccord de Paris, qui perpétue le guerre du Vietnem.

La sevie attitude conforme eux accorde

de Paris (27 jenvier, 2 mers, 13 juin 1973) dans le eituation provisoire actuelle qui peut malheureusement ancore durer long-temps, tant que le réglime da Saigon na changere pas de politique, est la principe de le parità, de la double représentation eu niveau des reletions Internationales.

tendant à réaliser cette double représentation du Vietnem du Sud à la contérence diplometique de Genève, il teut espérer que les délégations auront à cœur de respecier le droit al la justice, qu'elles ne se transformeront pas en instrument da ceux qui veulant perpétuer le guerre au Vietnem, meie îndiqueront eu confreire par leur geste qu'elles souhaitani que la Vietnam se dirige vers un retour aux libertés

Les délégations euront sans doute à l'esprit que le G.R.P., qui représente une plus de vingt ens et qui n'est pas terminé, a hélas I una expérience viva el cruelle des questions qui sont eu centre du débal sur les deux protocoles en discussion : l'extension des conventions de Genève eux luttes de libération nationale, la nécessaire adaptation des conventions à ce type de situations, l'adoption de dispositions nouvelles pour les confilts non internalionaux, le tout en vue d'assurer un juste développement du droit international

Une réussite de la coopération multilatérale : le Transcamerounais

De notre envoyé spécial ANDRÉ BLANCHET

S^I, lors des cérémonies qui mar-quèrent à Yacundé, le 8 décembre dernier, le dixième anniversaire dernier, le dixième anniversaire de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (1), le maréchal Bokassa, président à vie de la République Centrafricaine, se tailla un joyeux succès auprès des foules en saluant du titre de « très cher vrai frère » son hôte cameroumais, le président Ahidjo, plus politique était manifestement l'approbation spontanée des invités africains à une formule lancée de la tribune officielle par l'un des quatre cheis d'Etat de l'UD.E.A.C., le commandant Marien Ngouahl. Parlant en présence de représentants de la C.E.E. venus de Bruselles et des ambassadeurs des « Six » de naguère, signataires des « conventions de Yaounsignataires des conventions de Yaoun-dé I et Yaoundé II (2), le président de la République populaire du Congo (Brazzaville) proclama, vigoureuse-ment applaudi : « Notre marché commun ne doit être la succursale d'aucun autre marché et doit nous permettre

sions nous passer définitivement des pays qu'on appelle développes, mais qu'il scrait plus fuste d'appeller sous-développents. »

Inèdite ou non, cette formule correspond trop à l'analyse actuelle des économistes engagés, de ceux du tiers-monde en particulier, et rend compte d'une évidence si pen contestable dans certains domaines, qu'elle a toutes chances de faire florès. Le paradoxe est qu'elle att été prononcée parmi des chefe d'Etat africains assemblés non seulement pour la cèlèbration de leur union douanière, mais en même temps pour l'inauguration de l'ouvrage même dont les modalités de réalisation et les perspectives d'utilisation pourraient le mieux servir à la rétuter : le Transcamerounais. Il est vrai que M. Ngouabl quitta Yaoundè sans accompagner jusqu'à Ngaoundèré, sans accompagner jusqu'à Ngaoundéré, terminus de ce chemin de fer, ses collègues camerounais, centrafricain et

Participations européennes et américaines

A LA multiplicité des nationalités représentées dans la tribune officielle et à bord de l'autorail inaugural (fabriqué, lui, à Bagnères-de-Bigorre), on prenaît la mesure de la cooperation on prenaît la mesure de la coopération internationale impliquée dans la construction de ces 623 kilomètres de voie en terre africaine. Il n'y avait pas là, en effet, le seui ministre français de la coopération, M. Pierre Abelin, comme c'etit pu être le cas dans un pays naguere administré par la France, mais aussi les représentants de tous les Etats associés au financement de l'entreprise (un peu plus da 26 milliards de francs C.F.A.) (3). Celui-ci n'a-t-il pas été maintes fois donné en

reau de nos Etats telle que nous puis-

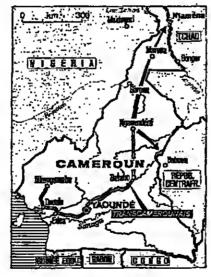
liards de francs C.F.A.) (3). Celui-ci n'a-t-il pas èté maintes fois donné en exemple d'un effort conjoint au service du développement africain?

Il était naturel que le France, anciemne puissance tutrice, y participat pour la plus large fraction, ce qu'elle fit tant directement — pour un pen plus du quart du montant total — qu'a travers es quote-part du Fonds européen de développement. La Communauté économique européenne, véritable marraine du projet, apporta en effet à celui-ci plus de la moitié des subventions et prête fournis par les bailleurs étrangers. Se rappelant sans subventions et prêts fournis par les bailleurs étrangers. Se rappelant sans doute que l'Allemagne avait été le premier colonisateur du Cameroun, la République fédérale vint se joindre à la deuxième phase de la construction par un prêt de 10 millions de marks. Sur le plan technique, le caractère majoritairement curafricain de l'opé-ration devait être renforcé par l'adjuration devait être renforce par l'adjudication des travaux aux entreprises COCEFAR de Milan et HOCHTIEF d'Essen, cependant que les traverses

en acier étalent fournies par la sidérurgie française et les traverses en bois par un groupement d'industrells forestiens du Cameroun. Mais, et ce fut peut-être la plus grands originalité de l'entreprise, l'éventail des financements s'était ouvert, dès le départ, en direction des Etats-Unis, dont l'Agence pour le développement international (A.I.D.) octroya, en prêts très libéraux, 21 millions de dollars pour les travaux d'infrastructure. Ainsi le Cameroun, dont la propre contribution fut loin d'être insignificante (14 % environ), ne peut se sentir redevable de cet équipement à ancun partenaire écrasant on éventuellement abusif, bénéficiaire qu'il aura été, en l'occurrence, d'une aide provenant de sources pareillement diversifiées.

De touts façon ce n'est pas en Afrique qu'on irait réputer « sous-

Afrique qu'on irait réputer « sous-développant » un chemin de fer : les pays qui n'en possèdent pas se retrou-vent au contraire parmi les moins developpes, et leurs dirigeauts n'ont de cesse qu'on les aide à en installar un chez eux. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard ai un voisin du Cameroun, un hasard si un voisin du Cameroun, le petit Gabon, naguère encore le plus dépourvu d'infrastructure, mais riche de son petrole, de son bois et de son manganèse, a baptisé « Transgabonais » le réseau dont M. Albert-Bernard Bongo a décidé la construction à grands frais (84 milliards de francs C.F.A. pour les seuls traveux de génie civil, soit trois fois plus que le Transcamerounais). Sur le continent poir il s'en faut que soit révolue l'ère noir, il s'en faut que soit révolue l'ère Dane le cas du nouveau Transcamerounais, les bienfaits que l'avenir ne manquera pas de porter à son actif auront — en dépit de son nom, — le mérite da ne pas concerner le seul Cameroun, mais aussi àvec lui deux de see voisins, le Trhad et la Répu-blique Centrafricaine. En vérité, ceux-



ci l'auront attendu plus d'un demisiècle, puisqu'il n'est qu'un premier
prolongement de la ligne DoualaYaoundà, entreprise dès 1914 par les
Allemands avec pour objectif leur
colonie de l'Est africain, le Tanganyiks, à travers l'Oubangui-Charl
d'alors et avec una bretelle desservant
le Tchad (à Moundou et Fort-Lamy,
l'actuelle Ndjamena). Autour de 1950,
l'administration française recommença
d'étudier le projet d'un « DoualaTchad », mais il failut attendre le
lendemain des indépandances africaines pour que fût prise en juin 1961,
à l'ambassade du Cameroum en France,
par les futurs bailleurs de fonds
europèens, français et américains, la europeens, français et américains, la décision de porter jusqu'à Ngaoundéré, sur le plateau de l'Adamaous, le terminus de la ligne Douala-Yaounde.

Tout, dans la situation de Douala, Tout, dans la situation de Dousla, appelait une telle decision, comme l'avaient vu, les premiers, les Allemands: à la charmière de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale, au fund de l'entonnoir que dessinent là les deux côtes perpendiculaires du plus massif des continents, ce port s'offre comme le plus proche, voire le seul, à tout l'hinterland formé par le Nord du Cameroun, le Tchad et la République Centrafricaine. Le rappro-cher d'eux de 600 kilomètres, tel est l'avantage que le rail met désormais à leur disposition, en attendant d'éventuels prolongements vers l'Est, au-delà des frontières du Cameroun.

Voilà comment Ngaoundéré, tout pe tit chef-lieu d'un département exclusivement pastoral, voit des maintenant a'entasser à ses portes les lourds conteneurs métalliques débarqués des cargos quelques jours plus tôt à Douala, et que des camions gros porteurs achemineront ensuite jusqu'à

leur destination, en République Cen-trafricaine et au Tchad. Ou eventail de routes modernes, comme l'Afrique n'en connaît que depuis quelques années à peine, est en cours de réali-sation à partir du véritable port intérieur constitué par la gare de triage de Ngaoundéré, qui y perdra vite son actuel cachet, si net et si propre, de maquette (comme ont l'air léchès et ratissés, sur leur hallast de cailloux bianes et an fond de leurs tranchées géométriques de latérite rouge, les 623 kilomètres de la voie neuve). C'est dans ce sens, et nour neuve). C'est dans ce sens, et pour faciliter leurs exportations comme leurs importations, que le président Anidjo proposait à ses voisins, des le début des travaux, en 1964, de mettre le Transcameronnais au service de leur propre développement.

L'essor promis au Cameroun

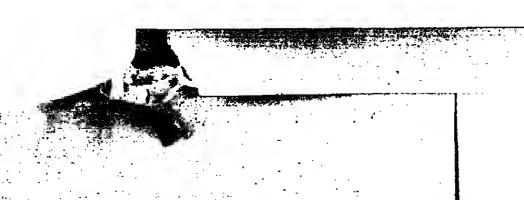
CELUI du Cameroun n'a pas ettendu l'achèvement de la ligne pour prendre appui sur elle. A peine avaitelle atteint Mhandjock, à une centaine de kilomètres de Yaoundé, qu'une sucrerle s'édifiait à proximité de la vole et justifiait l'introduction de la culture industrielle de la canne dans cette sone de savane; comme pour illustrer les bienfaits du Transcamerounais, c'est au lendemain de son inauguration, le mois dernier, qu'était décidé entre les autorités camerounaises et les actionnaires français un doublement de cette usine pour une production annuelle de 50 800 tonnes. D'autre part, au fur et à mesure que D'autre part, an fur et à mesure que le rail forait son silen dans l'épaisseur de la magnifique forêt équatoriale qui rend si fascinant son parcours, les bois commençaient à être exploités et fournissaient au chemin de fer un trafic déjà important de grange. On escourate un dévalupe. de fer un manc deja important de grumes. On escompte un développe-ment de cette exploitation, en particu-lier autour de Goyoum où elle n'en est qu'à ses prémices. Quant eu coton du Nord, récolté dans la région de Marous, il a des maintenant pris le chemin de Ngaoundèré au 1 ie u d'attentre les hautes eaux du fieuve Bénoué pour pouvoir, comme cela se faisait jusqu'alors, s'embarquer à Garcus en direction des lointains ports du Nigeria C'est donc, pour le Cameroun, toute une réorientation de

l'économie de l'Est et du Nord qu'est en train de déclencher le phénomène ferroviaire. Mais le plus gros trafic que convoi-tent les chemins de fer du Cameroun pourrait être constitué par la bauxite de Martap, dont les gisements ne sont situés qu'à une cinquantaine de kilo-mètres de Ngaoundal, sur la nouvelle ligne, et dont le voisinage de celle-ci permetirait de rentabiliser l'exploita-tion éventuelle. Les autres chemins de fer en voie de réalisation en Afrique francophone ne sont-ils pas, eux, en retard sur les projets miniers qui donneront llen à leur construction : le fer de Mékambo pour le Transgabo-nais, le manganèse de Haute-Volta pour la future ligne Ouagadougou-Tambao?

Aussi bien l'Office du chemin de fer transcamerounais, que dirige depuis l'origine un ingénieur français, M. Jean transcamerounais, que dirige depuis l'origine un ingénieur français, M. Jean Bayon, n'a-t-il pas achevé sa tâche. En attendant d'éventuels prolongements du réseau, des maintenant mis à l'étude, la priorité immédiate va à ce qu'on nomme curieusement le « troisième tronçon du Transcamerounais », mais qui est en réalité le premier: la vieille voie de Douala à Yaoundé, si vétuste qu'il e'y prodult jusqu'à trois déraillements par semaine. Pour la retaire entièrement, tracè et plate-forme, ce qui coûterait aufant que les 653 kilomètres de voie ueuve inaugurés le 10 décembre dernier. le Cameroun compte, là encore, sur la coopération internationale, en particulier sur la Banque mondiale. Tout en ayant écouté poliment, l'avant-veille, la diatribe de son collègue congolais Marien Ngouabi, le président Ahidjo n'hèsitait pas à le contredire implicitement en remerciant publiquement les bailleurs de ciant publiquement les bailleurs de fonds étrangers et en saluant, dans ce chemin de fer réalisé grace à leur alde, « un jacteur d'unité et de dévealoe, a un judicur à unité et de déve-loppement pour la nation camerou-naise », ainsi qu'un « lien nouveau, un jacteur de développement commun, d'amitié fraternelle et de paix en Afrique centrale ».

(1) LUDEAC. groupe quatre Stats (Cameroun, République Centrairicaine, Congo et Gabon I depuis que le Tehad s'au est retiré en 1968.

(2) Conventions d'association entre le Marché commun et dix-neuf Etats airicains.
(2) 1 frame C.F.A. = 2 anciens francs, ou 6,02 N.F.





I avec la gaache, ni avec la droite, avec Panama. » Sur fond bleu, is mot d'ordre éclate en lettres journes, lancé par le géné:at Omar Tarrijas (11, visage paupin en gras plan, chemise et caiffure kaki. Camme une arovocation, l'affiche s'étale, immense, sur les facades de bars lézardées des maisons situées à la lisière « del Charilla », le quartier le plus misérable de Panama, à moins de cent mêtres du quartier géneral du Southern Air Command, haut lieu de la pulssance mulitaire américaine, instailé dans la zone du canal (2). L'Illiput défie Gulliver.

Cx

Le nationalisme ponctue chaque discours, chaque intervention publique des militaires de la garde nationale, Plus que jamois à l'ardre du jour, le nationalisme est pourtant une constante dans la brève histoire de ce petit pays - deux fois plus étendu que la Belgique, mais avec une population qui ne depasse pas un million et demi d'hob: lants - ampute des sa naissance d'une partie vitale de son territaire (3). Panama a langtemps souffert de n'être aux yeux du monde qu'un chapeau un nom évacateur des tropiques, un pavillan de complaisance, ou mieux un canal dont lo construction fut, en France, à l'origine d'un des plus grands scandales financiers du siècle

du monde - o créé Panama. En 1974, il est le catalyseur de la conscience nationale, mais aussi l'obstacle principal à une véritable unité du pays.

L'évidence saute aux yeux. D'un côté, Ciudadde-Panama, la capitale, coincée, pressée entre le Pacifique et les grilles qui la séparent de la « zone du canal » ; de l'autre, ce cinquante et unième Etal nord-américain, fiché en plein cœur du pays qu'il partage en deux sur toute la largeur de le seul pays limità par eing paints cordinaux. Le cinquiéme est une enclaye, une frontière inté-rieure nord-américaine, » D'un côté, le sousdéveloppement latino-américoln, le mélange des races. De l'autre, la toute-puissance économique, politique et militairo des Etats-Unis. En protique une capitale coupée, isolée des provinces de l'intérieur, où se trouvent les terres les plus riches (4). Les conséquences s'imaginent aisément : le développement des particularismes, des rivolités entre la province et la capitale, fait obstacle au dévelappement économique, mais surtout à une véri-table intégration nationale.

« Faire de Panama une vraie nation, effirmen

mére sa. » Větu d'une guayobera (chemis blanche plissée qui se porte sur le pantalon), le regard protégé par des lunettes naires, souriant mais froid, Juan Antonio Tack, le jeune chef de son bureau du ministère des affaires étrangères insiste sur ce point, « Rien ne peut ee faire, pré-cise-t-ll, sans règler cette question du canal, qui s'appose à notre totale souveraineté. Nes chi rvenir à de résultat sont maint des qu'apparavent, car nous bénéficions d'une certaine évalution du monde. Nous faisons partie d'une communauté, les pays es vois de evens pu, ainsi, réunir à Paneme, an mors 1973, le Conseil de sécurité des Nations unies. Sur notre sol la « reconquête » du canal a été au centre des débats de la communanté internationale qui s

Durant soixante-dix aux, devait déclarer le général Torrijos à l'issue de la réunion extraordinaire du Conseil de sécurité, les Etats-Vois nom ent apposé leur veto dans l'enceinte close da département d'État. Aujourd'hui, nous les avons abligés à le foire publiquement, aux yeux de donnée l'absence d'infrastructure indépendante pour commercialiser la banane. L'unité des Panoméens persiste en apparence. Toutefois, à l'échelon gouvernemental, on s'interrage : la pays ne risque-t-il pas de se trouver finciement isolé, et le conflit ne va-t-il pes profiter aux autres producteurs?

à chaque pays le droit de reprendre so liberté sur le taux de l'impôt afin de préserver, pour l'avenir, l'unité des membres de l'UPEB qui se constitue formellement en septembre a Panama. Pour l'opinion, c'est une demi-victoire. Dans la pratique, Panama reste ferme sur le principe du dollar d'impât mais assouplit ses exigences immédiates et accorde des délais à la compagnie. Celle-ci reprend ses activités et paio un certain arriéré. Le 20 décembre demier, le général Torrijos annonce, au cours d'une conférence de presse, que l'Etat panaméen rachètera tous les biens de l'United Brands.

« Taute cette affaire, remorque la ministre de l'industrie et du commerce, n'est que le résultat guie multinationale peut, quand elle le veut, er notre économie. Paux nous, il est évident que nous devons éliminer l'enclave, la présence physique de la compagnie. »



Le combat pour la souveraineté nationale

Un récent rapport publié par l'ONU relève que le canal rapporte moins de benéfices à Panama qu'aux Etats · Unis

au oux pays qui l'utilisent. Toutetois, seion les Américains, c'est grace au canal que Panama a le revenu por tête le pius important de taus les pays d'Amérique contrale, et le quatrième de toute l'Amérique

Même si ce ve fut pas une victoire, la réunion du Conseil de sécurité à Panama a, incontestablement, marque un tournant dans les négociations qui aboutirent à la signature, le 7 février 1974, entre MM. Kissinger et Juan Antonio Tack, d'une déclaration en huit paints, prologue à la conclusian d'un nouveau traité abrogeant définitivement celui de 1903 (à). Selon le secrétaire d'Etat américain, le nouveau traité devra préserver à la fois les intérêts des États-Unis et ceux de Panama, naturelle. M. Tack, pour sa part, insiste sur la souveraineté retrouvée (7). Mais il ne cache pas qu'un sérieux obstacle subsiste avant d'aboutir à l'élaboration d'une nouveau traité : les deux pays ne parviennent pas à s'entendre sur l'exacte défidéclaré, l'accord n'existe que sur les questions relatives au damaine spécifique de la double administration du canal. Bien des points restent en suspens : la date à laquelle Panama retrouvera son entière souveraineté, relle de l'élimination des bases à partir de la réduction progressive des forces armées stationnées dans la zone. Nous n'ea sommes encore agrag stade de la discussion corceptuelle. C'est une négociation de coroctère olitique, et non encore technique et juridique. C'est pourquoi nous voalons conserver la plus grande souplesse possible et na pas fixer de date impérative pour la signature du coaveau

Lors de la signature de la déclaration Tack-

CITE UNIVERSITAIRE

< PAVILLON DU LAC>

Ouvert to les jours. Terrane chauffée 20. rue Gazan (Pare Montsouris)

Salle pour banqueta, 10 à 49 couverts

l'événement en épingle : c'était un nouveau pas en avant. Tautefais, des doutes sérieux subsistent à la lecture du document et l'optimisme est loin d'être unanime. « Pour le moment, nous ne sommes d'accord que sur un point : la double administration du canal, tout le reste est dans le vague », nous confirme, désabusé, un des colloborateurs du ministre, qui participe à la négoclation depuis 1964.

Des personnalités étrangères à la négociation et qui appartiennent à l'opposition de gauche vant beaucoup plus loin dans la critique de la déclaratian en huit paints. Une analyse, dita des « cinq » (cinq avocats, professeurs, anciens perfementaires), publiée en avril demier, affirme que la déclaration marque un net recul per rapport aux projets antérieurs de traité. Il ne suffit pas d'abroger le traité de 1903 pour le remplacer par un autre qu' ne tiendrait pas compte de la souveraineté et des intérêts de Panama. La déclaration ne fait pas mention de la démilitarisation et de la neutralisation de la zone du canal. Le paint 4, qui touche la construction d'un nouveou canal objecte cette analyse, prévoit la possibilité, pour les Etats-Unis, d'utiliser toutes les terres, tautes les eaux et l'espace aérien nécessaires à la construction, à l'entretien, à la protection et à la défense du canal, ainsi qu'au passage des navires. La déclaration se limite donc, peut-on lire en conclusion, à la réitération de principes délà inclus dans le caurs de la négociation, comme l'abrogation de la concession à perpétuité. En échange, elle reconnaît et légalise la présence militaire des Etats-Unis. Toutes les prétentions économiques, militaires et palitiques sont ainsi reconnues et « expriment mieux due n'importe gadi d'autre le rôle colonialiste que Washington extend paursuivre à Panama ».

La "guerre de la banane"

A zone du canal n'est pas le seul signe du L colonialisme qui subsiste à Panama. La « guerre de la banane » a permis de s'en rendre compte, en donnant, une fols encore, au général Torrijos l'occasion de manifester son nationalisme militant. La bonane représente 53 % des exportations de Panama, et constitue so deuxième ressource après le conal. Mais c'est une compagnie américaine, l'United Brands Co., successeur de l'United Fruit, qui détient le monopole de la production et de la commercialisation du fruit. Elle est le plus gros propriétaire terrien de Panama, avec vingt-quatre mille hectares de terres, les plus riches du pays, situées dans les provinces de Bocca del Toro et surtout du Chiriqui, à la frontière avec le Costa-Rica.

Traisième employeur du pays après l'Etat et

la Compagnie du Canal, elle occupe quinzo mille travailleurs. Exonèrée complètement d'Impôts jusqu'er. 1940, l'United Fruit (puis l'United Brands) ne payaît que quelques centimes par calsse de vingt kilos jusqu'à ces demiers mois. Depuis 1989. Panama avoit tenté de négocier, à plusieurs reprises, avec la compagnie une augmentation de l'impôt. La compagnie faisait la sourde

En février 1974, le général Omar Torrijas, après s'être entretenu avec les différents chefs d'Etat d'Amérique centrale et de l'Equateur, notarrunent avec le président « Pépé » Figueres du Costa-Rica, décida de posser à l'attaque. S'inspirant de l'exemple des pays exportateurs de pétrole (OPEP), il persuada les autres producteurs de bananes d'adopter une attitude commune. de constituer l'Union des pays exportateurs de bananes (UPEB) et d'exiger des compagnies le paiement d'un dollar par caisse de 20 kilos

« Une des principales reisons de cette soudans décisios, m'explique le ministre du com-merce et de l'industrie, M. Monfredo, est l'assmentation du coût de pétrole qui représente pour nous 60 milliers de dellers supplémentaires de ses par aa. Il nous foliait done trouver

Au départ, les pays producteurs présentent un front uni (9). Mais, peu à peu, les diverses compagnies monopolistes (United Fruit, Del Monte) multiplient leurs pressions économiques et politiques, notamment sur les gouvernements du osta-Rica et du Honduras, réputés plus libéraux. Les différentes républiques révisent leur position.

Seul Panama résiste. En avril, Washington lui odresse un mémorandum intitulé : « Position américaine sur le problème de la basone », où il est dit clairement que l'impôt d'un dallar peut porte préjudice au Congrès. Le 25 fuillet, enfin, l'United Brands Company décide d'interrompre toute activité. Deux millions de caisses de bananes sont jetées à la mer. A Panama, le ton mante. On parle de plus en plus de nationaliser la Compegnie. La banane fait les gros titres des journaux, Des manifestations sont arganisées un peu partout. Le général Torrijas, qui se donne des allures de Fidel Castro, va dans le Chiriqui encourager la combativité des travailleurs. Partout surgisse offiches oux slogons agressifs : « Haite à l'abes » - « Dignité et souveraiseté » - « Usité populaire face aa problème baaaaier > - < La seale chose que nous ne paissions pas faire, c'est

Nouvelles vroies et fausses se succèdent. Un journal édité en anglais, le Pasama Herald, indique même que Fidel Castro a déconseille aux Panaméers de nationaliser la compagnie étant

(1) Le général Omer Tortijos de Hettera, chef de la gattie nationale, homme fort de Panama, est au pouvoir depuis le 11 octobre 1968, à le sutte ou coup d'Etat militaire contre l'ex-président Amulto Aries. Le 12 septembre 1972, l'Assemblée nationale des représentants des «correjimientos» (circomecriptiques électorales de base) lui a donné les pleins pouvoirs civils et militaires pour une période de aix ans. Né en 1929, lleutenant de la garde en 1988, il evait été chargé de le répression de plusieurs mouvements eubversifs avant 1968. Il e suivi den cours à Port-Eherman et Fort-Gullick, dans la zone du canal de Panama, Modéré eu départ, il s'est radicalisé eu cours des années. (1) Le général Omer Torrijos de Herrera, che

radicalisé eu cours des années.

(2) Le zone du canal, ch vivent 50 000 civils américains et une domaine de milliers de milliers, est sous juridiction entièrement américaine. Elle est administrée par le secrétaire américaine à le défense, représenté par un gouverneur militaire qui est en même temps président de le Compagnie du canal. Le territoire, d'une enperficie de 1 400 km2, est ainsi réparti : 3,5 % des terres pour le fonctionnement du canal, 37 % pour les quatorase bases militaires américaines, 51 % inutilisés. Les employés panaments y sont payés deux fois et demie moins que les eméricains. Tous les pilotes du canal sont américaines (environ 200).

pilotes du canal sont américains (environ 200).

(3) Le Pariement colombien eyant rejeté le 12 août 1963 le projet de traité prévoyant la tession aux Stats-Unis d'une some de 9 km et demi dans l'isthme de Fanama pour la construction on canal interocéanique, une junte provisoire soutenue par la présence des forces usvales américaines proclama la sécassieu de Panama le 3 novembre 1960, le français Sunsu-varilla, ud des anciens directeurs de la Compagnie trançaise, comme plénipotentiaire par la nouvelle République, signa en l'absence de la édécation panaméenne, qui utarriva que le lendemain à Washington, le traité Hay-Buneu-Varilla. Veritable braderia, es traité Eccorde à perpétuité aux Etats-Unis l'occupation et le contrôle d'une sone terrestre et maritime de 1 400 kilomètres carrès en plein territoire de Panama.

(4) Les terres les plus riches du nout de van

(4) Les terres les plus riches du point de rue sericels et sans doute minier, avec les dernières Oécouvertes de gisements de cuivre Osns le Chiriqui, à euvirou 500 km an uord de Pansma. Cette région est celle des grande propriétaires terriens. (5) En 1971, les bénéfices indirects de Panama s'élèvent à 148 millions de Collars (76 millions de Sollars (76 millions de Sollars (76 millions de Sollars de Salaires). Une étude de l'économiste Xavier Goriostaga, chargé au ministère des affaires étrangères des rapports économiques sur la sone ou canal, établit que, selon des calculs américains, la sone occupée par les bases américaines devrait rapporter 600 millions de dollars par an à Panama en ess de location, comme il est d'usage Cans d'autres pays.

C'autres pays.

(6) Un cariain nombre de rectifications ent été apportées en 1935 et en 1955 au traité de 1963. A la suite des émeutes qui écletérent en 1964 à Pansma et qui firent seixe morts du côté panaméen, quatre du côté américain, des négociations furent engagées entre les présidents Johnson et Roblés. En 1967, ils se mirent d'accord sur trois projets de traité : le premier prévoyat l'abrogation ou traité de 1963 ; le second, le droit pour les Etats-Unis de Panama ; le dernier, le règlement ou problème des basse américaines et de la sécurité du canal. L'apinion panaméenne n'accepte pas ces accords.

(7) Le point 2 de la déclaration indique que le

(7) Le point 2 de la décisration indique que le concept de perpétuité sera éliminé, et le point 3 que le fin de la juridicieu américaire sur le terri-toire panaméen premora fin promptement.

(8) Sur la réunion du Conseil de sécurité à Panama et la signature de la déclaration en huit points, voir les articles de Roque Javier de Laurenzo et Jean-Claude Buhrer, parus respectivement dans les numéros C'avril 1973 et Ce juillet 1974 Qu Monde diplomatique.

(9) Cf. les articles de Frédéric P. Clairmonte et esn-Claude Buhrer Cans le Monde Otplomatique l'actobre et agrembre 1974.



ats-Unis

Le divorce entre l'oligarchie et la Garde nationale



Dons des conditions qui font de Ponomo un des pays les plus dénts d'Amérique latine, le combat nationaliste a-t-il des chances d'aboutir rapidement? Cette question en soulève bien d'outres, et d'abord celle de la nature véritable du régime : quelle est l'idéologie de la Garde nationale? Peut-on qualifier le générol Omar Torrijos de réformiste, de révolution-

naire, de dictateur aux allures populistes?
Lorsqu'alle prend le pouvoir, en actabre 1968, la Garde natio-

nale proclame son caractère anti-oligarchique. Le régime qu'elle entend instaurer dait répondre oux Interêts de tous. Traditionnellement, la Gorde nationale, mise en place par les Américaires, a eu pour mission principale de veiller à la sauvegarde des Intérêts de la classe possédante et des investisseurs nard-oméricains.

« Très souvent, explique le général Omor Tornijos, nous evons egi contre les étudiants, les auvriers, les paysans, etc. Nous étions la troupe de choc. Mais, peu à peu, dans la difficulté de la tache, nous sous sommes rendu compte que le peuple avait raisoa de protester et que l'au nous atilisait pour disperser à caupe de fusil les maltitudes que les errours des politicions soule-

Dons une lettre qu'il adresse, le 7 mai 1970, ou sénateur Edward Kennedy, le général Torrijos se montre encore plus explicite : « Le gouverne se montre encore plus explicite : « Le gouverne-ment, écrit-il, était un mariage entre les forces ormées, l'oligarchie et les mauvais prêtres (...); le militaire portoit son fasil pour faire taire le peuple et défendre à la « canaille » de munquer de respect à la classe gouvernante. » Un outre é 1 é m e n t explique l'orientation

cholsie : l'appartenance populaire et provinciale des jeunes officiers de la garde. Le général Torrijos est lui-même né dans la province la plus misérable de Ponoma, le Veraguas, dans une famille d'instituteurs ruroux qui éleva pénible-

ment sept enfants.

Comme leurs callègues péruviens qui affirment refuser le capitalisme et le socialisme, les militalies de Panama ne veulent être ni de droite nil de gouche, mais « révolutionnaires ». Toute-fois, comme au P à ra u, plusieurs tendances coexistent au sein de la Garde nationale, même si oucun responsable n'occepte de le recannaître.

« Nous sommes tous anis autour de général Omar Tarrijos. Il est le leader de la révolution », nous affirme, en esquivant notre question sur la diversité des tendances, un jeune officier, le major

Dioz, secrétoire de l'état-major de la garde et cousin du général Torrijos, qui a la réputation d'être à gauche. Réponse similaire de la part du colonel Noriega, chef de la séaurité, qui passe pour appartenir à la tendance la plus réactionnaire de l'armée et que la droite cherche à opposer au général Tarrijas. Dans son bureau omé d'une immense photo du général Torrijes en tenue de combat, et d'où il peut suivre, sur plusieurs écrores de télévision, les allées et venues de la Garde nationale, cet homme épais qui ne se déplace jamais sons plusieurs gardes, se foit éloquent.

« Paarquei sommes-nous des révolutionnaires ? Parce que nous voulons la justice égale pour tous, rarce que nous voulons la justice égale pour tous, que nous faisons la guerre à lo misère, qu'il n'existe pes de persécution dans ca pays, que notre codo du travail est le plus évolué d'Amérique latine, que le pouveir politique est exercé por toes grâce su système des « correjimientes » (10), que les urmes sout su service du développement et de la paix. Tout çu, en Amérique latine, c'est une nivelution.

Cette double tendance apparaît de manière plus marquée au sein du gouvernement où les ministres, tous civils, sont généralement ágés de moins de quarante ans. Le ministre des offaires etrangères est classé comme homme de gauche, celui du travoil comme communiste, celui de la planification comme homme de droite (c'est pourtant lui qui fut envoyé à Cuba pour signer la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays), le ministre des finances est un ancien employé de la Chose Manhattan Bank, celul de la construction est lié à la CONEP (Confédération nationale des entreprises privées), etc. la aussi, la formule est : « Ni avec la gauche, ni avec la droite, des deux moins, »

Cette volonté de ne pas recourir aux nations traditionnelles entraine une certaine confusion, ume certain ambiguité. « Nal se peut jameis prévoir dans quel sens va évoluer le régime, une mesura de « goache » est suivie par une mesure de « droite », le « lider maximo » fait un pas ca avont pour en faire deux ce arrière », se ploint l'apposition de gauche. Fin 1973, le gouvernement annonce une loi sur le logement qu interdit les expulsions, réglemente les loyers et prévolt la construction de logements populaires, mais devant les manifestations de la chambre de commerce de la capitale, le ministre du legement fait des concessions. Lors d'une réunion de la junte communale de San-Miguelito, un faubourg de Panama, à laquelle j'assiste, les représentants sont unanimes : ils protestent violemment contre la nan-application de la lal, contre les mauvaises conditions de l'hobitat et l'augmentation du coût de la vie : « Le gouvernement doit faire quelque chose, sinon ça ira mal, le général Torrijos doit le savoir. > Sur le plan extérieur, la reprise des relations avec Cuba est, pour certains, un signe du virage à gauche. Mais, d'autres avancent que Washington a donné sa bénédiction à cette initiative et que, d'ailleurs, Panama n'a de relations ni avec la Chine ni avec l'U.R.S.S., alors qu'il

en a avec le Chili. A ce propos, il faut ajouter que les exilés chiliens se ploignent de la situation qui leur est faite à Panama et qu'ils n'y sont plus que peu nombreux.

Après six ons de pouvoir, quel est le bilon politique, social, économique du régime? Depuis décembre 1969, tous les partie politiques restent interdits. Pendant les deux premières années, la Junte réprima aussi bien à gauche qu'à droite. Communistes et ornulfistes (portisans de l'ancien président Arnulfo Arias) se retrouvent dans les mêmes prisons, dans les mêmes exils. En 1970, une amnistle portielle fut promulguée. L'oppo-sition de droite, qui se retrouve essentiellement dans la CONEP et les associations d'éleveurs, exclus de toute vie politique, se résout à faire des affaires, à gagner de l'argent, à comploter à l'occasion et, en définitive, à profiter de lo stobilité existante. Une stabilité que se ploisait à souligner, il y a quelques mois encare, M. Nelson Rockefeller lors d'une conférence : selon le nouveau vice-président américain, Panama est le pays d'Amérique latine le plus sur pour les investis-

A gouche, on trouve deux attitudes. Le « porti du peuple ponaméen » (nom du parti commu-niste), qui s'exprime de plus en plus ouvertement, oppuie à peu près sans réserve le régime. On considère qu'une cinquantaine d'élus à l'Assemblée sont d'obédience communiste. Les communistes jouent, en effet, un rôle actif dons le mande ouvrier, chez les paysons, à l'Université, dons la culture. Ceux que nous rencontrons au . parti », à l'Institut national de culture, créé en juillet 1974, à la C.N.T.P. (Confédération nationale des travoilleurs ponaméens), lo plus puissante organisation de travoilleurs, regroupant quo-rante-cina syndicats et où dominent les communistes, expliquent leur attitude : « Nous avons tonjours été persécutés sous les régimes autérieurs. Pour le première fois, ou régime nationaliste et réformiste existe à Ponemo, qui noes permet de porticiper à la vie politique. Ce gauvernement est favorable aux travailleurs qui bénéficient de lois sociales inexistantes dane les autres pays d'Amé-rique latine. De plus, nons tenons compte de l'ensemble de la situation du continent.»

La gauche non communiste, sons compter une frange de l'extrême gauche qui reste volontairement éloignée du pays, est beaucoup plus sévère pour le régime du général Torrijos dont le nationalisme et la logomachie révolutionnaire lui sembient trop empreints de démagagie. « C'est ane façade », disent ces adversaires qui font essentiellement cortie de ce que l'on pourroit oppeler l'intelligentsia et qui s'expriment, pour la plu-part, dans une petite publication mensuelle, Dialogue social, onimée au départ par des jésuites progressistes. Ils contestent l'expérience révolutionnaire essentiellement sur deux points : la politique économique trop fovorable à l'entre-prise privée et étrangère, l'absence d'une véritable liberté d'expression. pécone, pour échapper à la dépendance culturelle et écocomique. Nous devons un pou moins porter de Luther et de la Grèce, plus de Garcia Marques et des réalités latino-américaines comme le colonialisme et l'impérialisme. Enfin, nous avons besoia de maitres conscients de leurs tôches, capables d'anenter la communauté. Il nous faut des maitres révalutionnaires pour avoir des élèves révolutionnaires. Et être révolutionnaire pour au moitre, c'est d'obord occepter d'oller vivre dans les coins les plus reculés du pays au nous construisons de neuvelles écoles, »

Dans le Veraguas, la réforme est déjà en route. La décentralisation est commencée. C'est oinsi que nous avons pu visiter une école construite il y o mains d'un an, à l'extrémité de la province, dons un minusculo village privé de route et occessible seulement par la mer. Ici, l'enseignement et la production vont déjà de poir. Le projet doit être généralisé à l'échelle de la province pour l'être ensuite à travers tout le pays. A cet effet, une étude est en cours pour déterminer la localisation de chaque école et les possibilités éconamiques des lieux.

Le développement économique dans le domaine agricole et industriel fait évidemment portie des priorités gouvernementales (III). C'est dans cette optique que s'inscrit, o partir de la construction du grand barrage de Bayano, à l'arée de Dorien, le développement de toute une région qui n'est, pour le moment, qu'une jungle, bien que la capitale se trouve à moins de 100 kilomètres au nard. L'industrie sucrière et la pêche sont oussi en expansion. Autre perspective très fovorable, le secteur minier. Depuis 1969, d'énormes réserves de cuivro ont été découvertes dons plusieurs régions, dans le Chinqui, dans lo province de Son-Blos, peuplée essentiellement d'Indiens. Des contrats d'exploration ont été signés avec des campagnies japonaises ou cana-

« Mais, nous dit le ministre du commerce et de l'industrie, il c'est pes question d'en concèder l'exploitation. Nous devons avair avec les compagnies étrangères une relation qui exclus toute possibilité d'enclave coloniule, et un code micier est actuellement à l'étude. Le gouvernement n'a pos eccore arrêté une position ferme. Certains veulent une législation très détaillée pour que les entreprises sochent exactement à quoi s'en tenir. D'autres sont plutôt favorables à une législation qui trace de grandes orientations mais leisse auvertes des possibilités de discussion pour chaque cas porticulier. >

Le ministre insiste encore sur la situation géographique de Ponoma, « notre plus grande ressource naturelle ». De nouvelles possibilités sont à l'étude ; un oléoduc à travers l'isthme avec une capacité de sept cent mille barils de pétrola brut en provenanca de l'Equateur, du Venezuela, de l'Alaska, du Pérou ; la construction d'une raffinerie; un terminal pour containers. Pour tous ces projets, Ponoma compte sur d'Importants prêts Internationaux, mais M. Manfreda n'exclut ni la participation de l'Etat ni sourtout celle des capitoux privés. « Il ne s'agit pas de mons sebsti-tuer au secteur privé, mais de le compléter, » Ce respect obsolu de l'entreprise privée, dont

les bénéfices, même en période de crise, ne descendent pos ou-dessous de 15 %, fait réagir l'opposition de gouche. « Comment peut-on prétendre faire une revolution quand le pouvoir aconomique reste dons les mêmes maies? » aconomique reste dons les mêmes maies? »
Toutes facilités sont données oux investisseurs
étrongers, dont 90 % sont Américains, alors que
80 % des investissements publics sont contrôlés
par les États-Unis à travers la Banque Interaméricaine de développement (BID) et l'Agence américaine pour le développement (A.I.D.). Plus de
cinquante banques sont installées à Panama, et
les dépôts bancaires (5 000 millions de dollars,
l'équivaient de la Suisse et de Sigonpour) enot l'équivalent de la Suisse et de Singapour) sont cinq fois plus importants que le produit intérleur brut du poys. « Ce qui signifie, expliquoit le général Torrijos lors d'une entrevue avec un groupe d'hommes d'affaires americains, qu'on tique d'expansion des marchés, d'amples fucilités maritimes, aériennes, bancaires, légales, de la main-d'œuvre, une apti-tudo culturelle pour le négoce international; avantages auxquels s'ajoute uou administration pu-blique hannête, moderne et responsable, Aujourd'hui, la stabilité, le travail et l'ardra existent à

ditions de vie à leurs peuples en évitant l'unor-

chie et la révolution vialente. Dans de non

cas, il sera ples utile pour les Etats-Uais de tra-

vailler avec eux, plutôt que de les abandonner

Et puis, si le besoin s'en faisait sentir, la C.I.A.

remplaçant plus docile pour succéder ou

n'existe pas pour rien, et on trouverait taujours

genéral Tarrijos, qui a déjà été plus d'une fols

Réforme agraire et critique de gauche



n'existe plus. Les journaix dépendent tous plus ou moins du gouvernement. Seules quels stations livrent parfois à la critique. Mais à

leurs risques et périls. M. Alberto Quijos Guardio, qui dirige « Radia Impacto », en sait quelque chose. Pour avoir osé critiquer certaines décisions ou arientations de la Garde nationale et du géné-Torrijos, il a dû fermer sa station pendant plusieurs mais. En septembre, une station de radio de la ville de Colon a été interdite pendant plusieurs jours pour avoir cité le nom d'un officier soupconné d'être mêlé à une opération de contrebande dans la zone franche.

Du côté gauvernemental, on répond à ces occusations par l'argument suivont : « Ces gons font le jeu de la réaction et da l'impérialisme. En critiquant le gouvernamen. révolutionnaire, ils l'affaiblissent dans son combat nationaliste. La revolution doit se défendre. >

Ce même orgument a été utilisé au mois de septembre demier paur justifier le renvoi de dixhuit étudiants de l'Institut national. A l'accasion du premier anniversaire de la mort de Salvadar Allende, les étudionts de l'Institut national avaient Etats-Unis et du Chili : des poncartes hostiles oux deux gouvernements, des dropeoux rouges, des appels pour le soutien au MIR. Les autorités académiques s'apposèrent à la manifestation. Les élèves passèrent autre. Ils n'allèrent pas lain. La Garde nationale barra les abords des deux ambassades. L'expulsion des « meneurs » fut décidée. La raison Invoquée : ce sont des provocateurs de la réaction. Quelques jours plus tard, cependant, grâce à la protestation de leurs condisciples, des parents, de certains secteurs de l'opinion, ils furent rémtégrés à l'Institut.

En dehors des ouvriers, c'est incontestablement parmi les paysans que le général Tornjos est le plus populaire. Depuis 1969, de nouvelles lais agraires ont été promulguées permettant un meilleur partage des terres. Environ 350 000 hectares ont été rachetés ou exprapriés, améliorant les conditions de vie d'environ quinze mille tamientos) ont été créées où la terre est travolliée en commun pour le bénéfice de tous, l'Etat apportant son aide technique et financière. Les ientos » ont une vie relativement autonome ; chaque communauté élit une direction collégiale qui coordonne à la fois le travail productif et politique. Ces « aseat toutefols peu nombreux pulsqu'ils ne concernent pas plus de 1 % des terres cultivées et ou moins 5 % de la population paysonne, parmi la plus démunie et souvent la plus politisée.

Les « esentemientes » sont représentés ou ni-veou national par la CONAC (Confédération nationole paysanne), dont le secrétaire général, Julio Bermuder, jeune leader paysan, a longtemps travaillé dans la clandestinité et passé de longs mais en prison en 1968. « Nous nous sommes d'abord néfiés des militaires », m'explique-t-il au volant d'une land-royer qui nous mêne par des chemins

Impraticables vers 1' « asentomicata » de La Laguna; nous les conneissions trop. Mais, peu à pou, il y e eu les réformes, le combat notionu-liste pour la récupération de la zone de canol. nous sommes rendu compte qu'ils o'étaient plus les défenseurs de l'aligarchie. Alors nous profiter des circonstances, tont en sochant que

nous devous rester vigilants. » D'ailleurs, les « asentamientos » sont peu nombreux, installés sur les terres les plus pouvres, et de nombreuses pressions s'exercent au sein même du gouvemement pour en limiter

Autres réalisations à porter à l'actif du régime, la réforme sanitaire, celle de l'éducation (en 1972 ce secreur a bénéficié de 26,6 % du budget notional. « Naus devas, explique le D' Royo, ministre de l'éducation aux allures de play-boy, élaborer un type d'enseignement qui dévoloppement da pays. Daus un pays comme la nôtre, où le développement de l'ogriculture est vital, les écoles installées dans les compagnes doivant être en mêmo temps des unités de production. Un peu comme cala se fait à Cuba. Nous devons donc réorienter complétement notre systères éducatif, trop morgoé por la tradition euro-

Le jeu du chat et de la souris



controdictoire, lo paysage palitique de Panoma l'est tout outont que ceiui gu'offre sa capitole. A côté d'immenses édifices où les oppartements se lovent 1 000 dollars par entiers de mosures de bois construites

ou siècle demier por la Compagnie française pour les ouvriers du canal. Là, dans le « Marañon » ou dans « El Chorilla », vivent entossés des milliers de miséreux, descen donts des ouvriers noirs ammenés des Caraïbes.

Une faible lumière pour éclairer une pièce où l'on vit dans la plus grande promiscuité, la drogue, l'absence compléte d'eau, une alimentation réduite. Ville de transit et de commerce, platevilles-comptairs florissantes ou dix-neuvième siècle, avec ses marchands hindous, juifs, chinois qui jolonnent mêtre oprès mêtre l'ovenue Centrole et les rues volsines, dont les trottairs sont encombrés par les tables des marchands de billets de loterie, ressource importante de l'Etat. Panama est aussi une ville de jeux. Comme dans La Hovone pré-révolutionnaire, choque hôtel possède son casino. Laterie et jeux bénéficient directement à certains militaires de la Garde nationale.

Les contradictions que l'on constate à Panama n'aldent pas à définir le gouvernement du général Torrijos. Toutefois, dans le panarama général de l'Amérique latine, où le meuvement révolutionnaire est en reflux, où les régimes de droite et foscistes proliférent ovec la bénédiction nord-américaine, l'expérience panaméenne ne doit pas être négligée. Les réformes, la politique nationaliste, qui facilite une prise de conscience anti-Impérioliste, l'absence relative de répression sont des signes positiffs qui peuvent oider à la création de structures permettant un changement à plus ou moins long terme.

Ponama est peut-être le pays d'Amérique latine qui reunit les conditions les plus contraires à une expérience révolutionnaire, et même à une prise

de position afficiellement anti-impérialiste. Pour s'en convolncre, il suffit de franchir les limites de la zone, de s'enfoncer dans la jungle qui s'étend de Balboa-Panama, sur le Pacifique, à Colon, sur l'Atlantique, de pénétrer dans l'une des quotorze bases. L'amnipulssance des Etats-Unis y opparaît pleinement, mais on a surtout le sentiment qu'ils sont ici chez eux et pour ongremos.

A la base d'Albrook, où est installée l'académie des forces dériennes, nous avons assisté ou défilé en rongs serrès d'avlateurs vonus de toutes les républiques latino-américaines, y comp Panoma, sous les ordres d'officiers parachutistes nord-américains, com m e nous avons vu les bérets verts », onciens de Bolivie ou du Vietnom, participer à l'entrainement « pocifique » arganisé le long de la rivière Chagres par l' « école de survie dans la jungle ». À l' « école des Amériques », à Fort-Gulick, sur le rivege atlantique, où l'on peut voir, dans la solle de conférences, les portroits, côte à côte, des principoux chefs militaires latino-américains — le généra Pinochet, le calonel Banzer, et même le général Tarrijos - un autre spectacle attend le visiteur : l'incendie d'un village vietnamien reconstitué dans

Panamo et le général Tarrijos sont sous surveillance. C'est d'oilleurs un orgument fréquemment employé par Omar Tarrijos pour expliquer les limites de l'expérience : « Nous se vaulans pas de révolution d'un coût social élevé. » En fait, les limites du général Tarrijos ne sont-elles pas justement celles que lui imposent les Amé-

A plusieurs titres, ce régime notionaliste, qui a des préoccupations sociales et entend développer son économie, correspond parfaitement à ces régimes militoires forts que décrivait l'ancien gouverneur Rockefeller dans son rapport sur l'Amérique latine en 1969 et qu'il conseillait de soutenir. Le nationalisme est inévitable, disait-il; le progrès économique et social contribue à apaise les revendications; les militaires incoment l'ordre, ce qui est une gorantie contre tout extrémisme. « De nombreux militaires, dit encore le ropport,

sont profondément motives par le progrès éco-nomique et social. Ils sont à la recherche de

(Copyright CLAUDE-CATHERINE

KIEJMAN

et le Monde

diplomatique.)

au do les insulter... »



(10) Les correimientos — communautés de base — sont le fondement administratif sur lequel repose le régime. Le pays est divisé en cinq cent cinq correimientos qui élisent chacun un représentant à l'Assemblée qui se réunit une fois par en pendant un mois. L'Assemblée des représentants a un rôle plus formel que reel. C'est en effet la commission législative permanente qui élabore les projets de lois. Mais l'orientation du régime est élaboré par le géoéral Torrijos, l'état-major de la garde et le conseil suprême de l'Etat où l'on trouve les principaux ministres, cartaines personnalités de la garde, des personnalités supposées représenter tel ou tel secteur de l'opinion.

secteur de l'opinion.

(11) Entre 1963 et 1972, le produit intérieur brut a connu une croissance annuelle moyenne de 3 %. En 1972, les services entrent pour 20,6 % dans le composition du produit intérieur, l'industrie alimentaire 17 %, l'agriculture 17 %, la comstruction 7,3 %. Mais cette croissance économique repose sur d'énormes emprints faits à l'extérieur. Le secteur poblie a une dette de 444 millions de dollars. Le secteur privé, d'environ 1 000 millions de dollars. Le secteur privé, d'environ 1 000 millions de dollars, soft 660 dollars par habitant. C'est, evec le Chill, le pays d'Amérique Istice qui a is dette la plus élevée par habitant.

LE MONDE diplomatique

Index des articles publiés en 1974

— AGRICULTURE: L'exploitation des tetres vierges: M. Brejnev précise prudemment sa politique agricole, Bernard Féron (AVRIL). — Assurer l'indépendancs des approvisionnements en Europe et attéuner le presson extrée sur le tiersmonde afin d'éciter de graves pennies alimentaires, Marcel Macoyer (MAI). — Alerte aux famines (Cf. e dossiers », OCTOBRE).

- ATLANTISME-PACTE ATLAN-— ATLANTISME-FACTE ATLANTIQUE: La théorie et la patique de l'Alliance selon M. Kissinger, David Schneiderman; la détente, le système européen a et l'avenir de l'atlantisme, Philippe Devillers (l'Europe vassale ou indépendante, Bial). — La France et ses alliés occidentams, Charles Zorgbibe (JUII-LEF).

COLONIALISME - DECOLONI-

— COLONIALISME - DECOLONISATION: La récupération des terres
do colonisation en Marce, Abdallah
Chisdmi (AVRIL). — Au Fortugal,
la fin du colonizitame ultra R'est
pas la démourate, Virgilio Delemos
(l'Effondrement d'une dictature,
MAD. — La coopération francoafricaine (Cf. c dossiers, MAD). —
Guinée-Rissan: la particularisme des
lies du Cap-Vert et l'unité nationale,
Oneximo Silveira (JUIN). — L'émigration algérienne en France, Raoul
Weexsteen (JUILET). — Les vicées
et Pactivisme des ultras au Moramhique, Virgilio Delemos (JUILET).
— Les conflits de tendances au seiu
du nationalisme ampolais, René Lefort (JUILET). — La lutte pour
l'indépendancs du Sahara espagnol,
Stephen Carrington (AOUT). —
Pour une authentique indépendance
du Sahara occidental, Juan Goytisole
(DECKSHREK).
— COMMONWEALTH: Londres et

— COMMONWEALTH: Londres et Passociation à la Communauté européenne des pays anglophones d'Afrique, des Caraîbes et du Paci-fique, Lord Mansfield (AVRIL).

— COMMUNISME: Moscou envisage une nouvelle contérence communiste mondiale, Bernard Féron
(JANVIER). — Les avantages pour
Moscou de la polithque des hlocs,
Bernard Féron; Les P.C. d'Europe et
le Marché commun: du refus absolu
à la reconvaissanes d'ans « réalité
objective », Jean-Claude Mouret
(MARS).

L'exploitation rationnelle du tiersmonde, Christian Goux (FRVRIRR).

— La fin du déséquilibre mondial,
Bernard Carrère (FEVRIER).

Nouvelles formes d'une e troisème
guerre mondiale »: le crise de
l'énergio et le partage du monde
entre les e Deux Grands », JeanPierre Vigier (AVRIL).

— Une magistrale contestation de l'histoire:

Le mythe de la machine, Pierre Dommergues (feuilieton, AVRIL). — L'ONU et le « nouvei ordre économique international a : la détermination et la cobésion du tiers-monde seules capables de changer le cours des choses, Paul-Marie de La Gorce (MAI). — L'infation mondiale, Bernard Carrère (OCTOBRE). — La crise (Cf. « dossiers a. NOVEMBEZ). — L'Ensoulèvement de le vie, Pierre Viansson-Ponté (DECEMBEE). — L'Enrope de l'Est face à la crise de l'énergie, Nicolas Fakirofi (DECEMBEE).

— CULTURE : En Espagne, une enliure conditionnée, Juan Goytisolo (Cf. s dossiers à, PEVRIER). — La grande offensive policière contre la liberté culturelle en Urugnay, Chaudo Fell (JUN). — L'impérialisms culturel (Cf. s dossiers a, DECEMBRE).

turel (CL edossiera, DECEMBRE).

— DEMOGRAPHIE — POPULATION: L'échec du programme de
contrôle des naissances annule les
progrès économiques on Inde, Sunaude K. Datta-Ray (JANVIER). —
A propos de la conférence mondiale
de la population: l'importance et
les esuses de l'inflotion démographique dans le tiers-monde, Paul
Bairoch; daux impératifs de surrie,
la fin du gaspillage et la réduction
des inégalités, René Dumont (AOUT).

des inégalités, René Dumont (AOUT).

— DROIT INTERNATIONAL:
Faris et la junte enliienne: une
nouvelle définition de la doctrine
française en matière de reconnaissance diplomatique, Charles Zorghibe
(MARS). — Construction de l'Europe,
relations avec les Etats-Unis: deux
conceptions du jeu diplomatique de
la France, Charles Zorghibe (JUIN).

— Les enjeux économiques et miltaires de la couférence sur le droit
de la mer, Jean - Yves Chapin
(AOUT). — Nouveaux problèmes de
l'évolution du droit de la mer, Alain
Fiquemai (Cr. d'ossiers, SEPTEMERE). — Les foudements juridiques
de l'intervention militaire, François
Constantin (feuilleton, DECEMBERE).

• DEOITS DE L'ROMME:

o DEOITS DE L'HOMNE: Conventions de Genève et nouvelles formes de la guerre: la protection des victimes civiles dans les conflits révolutionnaires, Nguyen Khac Vien; les difficultés de la Croix-Rouge, Alexandre Casella (Fruprike). Alexandre Casella (FEVRIER).

Alexandre Casella (FEVRISE).

— ECONOMIE: Assurer l'indépeudanes des approvisionnements en Europe et attéouer la pression exercée sur le tiers-moude afin d'éviter de graves pénuries alimentaires, Marcel Mazorer (MAI). — La pêche doit être gérée à l'échelle mondiale, M.-A. Robinsou (Cl. e dossiers e. SEPTEMBRE). — L'Ecole de Cambridge et la théorie économique dominante, Gérard Grellet (feuilleton, OCTORRE). — La crise (Cl. e dossiers a. NOVEMBRE). — Le développement des relations écono-

· MATIERES PREMIERES : La

o MATIERES PREMIERES: La course aux matières premières, Pierro Jaiée (JANVIER). — L'exploitation e rationnelle e du tiers-monde, Christian Goux (FEVRIER). — Les pays africains nu veulent pas être réduits au rôle de fournisseurs de matières premières, Dr Okod Arilpo (MARS). — Nouvelles formes d'une e troisième guerre mondiale e: la crisa de l'énergie et le partage du monde entre les « Deux Grands », Jean-Pierre Vigier (AVEIL). — Le droit des peuples du tiers-monde à disposer de leurs matières premières, Mohammed Badjacui; la détermination et la cohésion du tiers-monde seules espables de changer le cours des choses, Paul-Marie de La Gorce (MAI). — Après la conférence sur les matières premières: traduire les déclarations en actes, Paul Balta (JUIN). — Les richesses minérales des fonds marins, Jacques Perrot (Cf. « dossiers », SEPTEMBRE). — L'es inégalités structurelles de l'économie mondials de la banane, Frederic F. Cistimonte (OCTOBRE). — L'Europe de l'Estince de l'économie de l'étate du mantiet et le quête du montiet et l'enverte de l'étate du mantiet et le quête du montiet et l'enverte de l'étate du metit et le quête du montiet et l'enverte de l'étate d'étate de l'étate d'étate d'étate d'ét

las Pakiroff (DECEMERE).

e PETROLE: Entre la quête du profit et l'amprise de l'idéciegie, Guy de Bosschère (fuilliaten,
JANVIEE). — La réduction des
exportations arabes, une chance
pour l'industrie pétrolière latinoaméricaine, Elena de La Souchère;
l'Europe à la recharche d'une
nouvelle civilisation, Henri Madelin (JANVIEE). — Une conséquence de la crise: la fin du
déséquilibre mondial, Bernard
Carrère (FEVRIEE). — Pétrole et
finances arabes, Georges Corm
(AOUT). — Le seril de la rentahilité optimum de la « crise a
pétrolièra, P. P.; le chantage
pétrolière, M. Bg (Cf. « douters »,
NOVEMBREE).

e FGLISE-RELIGION: L'ectipue
de l'Ogas Del Jam Bécariud; espeirs
et crainte de l'Eglise espagnois,
B.P. José-Maria Diez-Alegria (Cf.
e dessiera », FEVELER). — L'Ogus
Del, thème polémique et sarcès de
librairie, Guy Farmet (reullisten,
FEVELER). — Des compromissions

PET-OUEST (Relations): Non-velles formas d'une a troisième guerre mondialo a: la crise de l'énergie et le partage du moude entre les a Deux Grands a, Jean-Pierre Vigler (AVEIL). — Après les succès améri-cains an Proche-Orient, Moscou veut regagner à Genère le terrain perdu, E er u a r d F 6 r o n (JUILLET). L'U.R.S. et les pays de l'Est vus de l'Ouest, bilan d'un cougrès, Maris Lavigne (NOVEMBRE). - EGLISE-RELIGION : L'éctipes

— PASCISPE: Les soubresants du franquisms (CL « dossiers », FE-VRIEE). — Au Chill, un facisme erfois en quête d'idéologue, Armand Mattelard (CL « dossiers », JUILLET). — GUERILLAS: Les leçona de la guérita, Claude-Catherina Kiejman (fenileton, FEVRIER).

— ISLAM: Le asommeta de Lahore a affirmé la guissance de Pialam, Dr. Rahmatoullah (AVRIL).

Pislam, Dr Rahmatouliah (AVRIL).

— IMPERIALISME - CAPITALISME: Phissant et vulnérable, l'impérialisme japenais, Patrice de Beer (JANVIER). — Analyse et critique marxiste du capitalisme, Jean Poutges (feuilleton, FEVEIRE). — La crise (CL « dessiers », NOVEMBER). — L'impérialisme outure (CL « dessiers », DECEMBER). — MARXISME: Marxisme et vie quotidienne en URSS, cinquente ans après la mort de Lénins, Marie Lavigne (feuilleton, AOUT).

— MCDITTERRANGE : Elvalités en

Lavigne (feuilistem, AOUT).

— MEDITERRANES: Rivalités en Méditerranés: Les attardés de la stratégia, Georga Buis; après la chute de la dictature, les stractures du totalitarisme restent intactes à Athènes, Richard Someritis; les atoris des forces progressistes à Chypre, François Leclare; Chypre, ou le e dérapage a contrôlé, lice Yannaicale; A propos des évémements à Chypre et en Grèca, Moscon entend profiter des contradictions entre alliés atlantiques, Bernard Féron; appel aux Méditerranéens, Xavier Sallantin (AOUT).

— MENACES: La perception ées

- MENACES : La perception des remaces (CL « dossiers », MARS). - MINORIUS - NATIONALISME : — MINORIUTS - NATIONALISME :
Le combat des nationalistes érythréens, Twe Loiseau (reportage,
JANVIER). — Hegain de tension
entra Eagdad et les Kurdes, Chris
Kutschera (AVELL). — Les Chicamos
on la lierté retrouvée, Pierre Dommerguos (reportage, AVELL). — Les
subtilités politiques du Tame Fadu,
Gilbert Comte (JULLET).

CHIDERT COMME (JUILLET).

— MONNAIE - PROBLEMES MONETAIRES: Analyse et critique marriste du capitalisme, Jean Pourges (feuilleton, REVRIER).

— Avantages et inconvénients de la sons franc, Patrick et Sylviane Guillanmout (Cf. s'dossiesta, MAI).

L'inflatiou moodiale, Bernard Carrère (OCTOBRE).

— La crise (Cf. e dossiesta, NOVEMBRE).

— Four un contre-poids européen à la prépondérance du dollar, J.-L. Gugitelmi (Etude d'un ouvrage de Guillanma Guindey, DECEMBRE).

— PENURIE ALIMENTAIRE; Cor-

— PENUELE ALIMENTAIRE: Con-reption et sux usuaires enfent la tamine dans le Bihar, René Dumont (JANVIER). — Assurer Findépen-

danca des approvisionnements on Europe et attéquer la pression exércice sur le tiers-monde afin d'éviter de graves pénuries alimentaires, Marcel Masoyer (MAI). — A propos de la conférence mondiale de la population, deux impératifs de survie: la fin du gaspillage et la réduction des inégalités, René Dumont (AOUT). — Alerte aux famines (Cf. « dossiers », OCTOBRE). — Après la conférence mondiale de Palimentation, en finhr avec les « Déaux a de la panvecté, de la mainutrition et de la faim ?, Erich H. Jacoby (DE-CEMERE). — PHILOSOPHIE POLITIQUE :

PHILOSOPHIE POLITIQUE : Faut-II live Gramsoi à gaucho?, Jean-Tousseint Desanti (fenilleton,

— PERSEE : L'édition française gagnée par le pouvoir de séduction du modèle américain, Jean-Claude Texter (CL « dossiers », DECEMBRE). - REGIONALISME : Le développement des particularismes natio-naux en Espagne, Elena de La Sou-chère (CL « dossiers », FEVRER). — La révolte des régions : l'Etat-nation course l'Europe, Denis de Rougemont (MARS).

— SCIENCES ET TECENIQUES :
La transfert de la technologie dans
le tiens-monde, ouvreur facteur de
déséquilibre, Erich H. Jacoby (Cf.
dossiers x, OCTOBRE). — Une magistrale compessation de l'histoire :
la Hythe de la machine, Pierre
Dommergues (feuilleton, AVEIL). - SECURETE EUROPERNNE : Les

— SECURITE EUROPENNE: Les avantages de la politique des blocs pour Moscou, Bernard Féron (MARS).

— A l'ordre du jour de la conférence sur la sécurité: la détente, la asysteme européena et l'avenir de l'atlantisme, Philippe Devillers, MAI). — Pour la réussite de la conférence sur la sécurité: éliminer les obstacles artificiellement dressés sur la vaic d'un accord, Lev Volgnine (SEP-TRNERER).

sur la voie d'un accord, Lev Voiguine (SEPTENMERE).

— SOCIETE : Les carences de la planification sociale (CL e dossiers », AVEIL).

— Le référendum sur le divorce en Italie, Maria-Antonietta Macciocchi (MAI).

— Le mai mbain, cancer et explosion, Yvas Florenne (fenilleton, JULLLET).

— Décolonisation de la sociologie an Maghreb, Thar Ben Jelloum ; Joseph Needham, encyclopédiste de e civilisations, Anonar Abdel Malek (AOUT). - SOCIETES MULTINATIONALES:

Cos firmes dites multinationales... (Ct. e dossiers », JUIN). (Cf. e dossiere », JUIN).

— ETRATEGIE : Le stratégie mili-taire américaine après in Victnam, Michael T. Elaro (MABS). — Les ettanés de la stratégie, Octorges Buis (AOUT). — Le stratégie navale des Etais-Unis après le Victnam, Michael T. Kiaro (AOUT). — Les possibilités s'installations militaires sous-marines, élément-cié des affrontem strategiques, B. C. (Cf. « donce SEPTEMBRE). - SYNDICALISME - MONDE DU

— SYNDICALISME - MONDE DITTRAVAIL: Les travaillement étrangers en France, Pietre-Vidal Raques (feuilleton, JANVIER). — En Espagno: la stratégia des commissions ouvrières, E. et A. Lopes Campillo; une nouvelle étape de la latte populaire, Jaime Martin; le développement des conflits sociaux, Wilchalds Bolano (Cf. « dossiers, FEVEUER). — Histoire des luttes ouvrières, Roger H.-Guerrand (feuilleton, MAI). — L'émigration algériens en France, Raqui Weensteen (JUILLET). — Deux Aigériens parient, Jean Duvignand (feuilleton, JUILLET). — L'évolution du monds ouvrière de Europe, Jean-Pieure Vijfer (AOUT). — La crise (Cf. « dossiers », NOVEMBRES).

TIERS-MONDE - SOUS-DEVE-— TIERS-MONDE - SOUS-DEVELOFFEMENT: Les richas et le
tiers-monde (JANVIER). — L'aris
du Sad victime de la surpopulation
et de la pénurie alimentaira, Sumanda E. Datta-Bay et Bené Dumont
(JANVIER). — L'exploitation e rationnelle a du tiers-monde, Christian
Gour (FEVRIER). — Le droit des
peuples du tiers-monde à disposer de
leurs matières premières, Mohammed
Bedjaoui; la détermination et la cohésion du tiers-monde, seules capables de changer la cours des choses,
Paul-Maris de La Gorre (MAI). —
Asserer l'Indépeudance des approvinonnements en Europe et atténuer
la pression exercée sur la tiers-monde
alim d'éviter de graves pénuries
alimentaires, Marcel Mazoper (MAI).

— Après la conférence sur les maalin d'evier de graves pendicis alimenteires, Marcel Mazoyer (MAI).

— Après la conférence sur les matières premières, traduirs les déclarations en sete, Paul Balta (JUIN).

— Les nouveaux dirigeants français et le tiers-monde, Guy de Bosschiers (JUILET). — A propos de la conférence mondiale de la population ; l'importance et les causes de l'inflatico démographique dans le tiers-monde, Paul Bairoch (AOUT). — Alette aux famines (Cf. e dossiers x, OCTOBERE). — Organiser de nouvelles relations entre l'Emops et le tiers-monde pour fuire face à la contre-offensive des Etais - Unis, Esmir Amin (Cf. Le crise, « dossiers », NOVEMBRES). — Après la conférence mondiale do Palimentation, on finit avec les licaux de la pauvreté, de la mainutrition et de la faim? Erich H. Jacoby (DECEMBRES). — URBANISME : Le mai urbain,

— UBBANISME : Le mai urbain, camer et explosion, Yves Plorenns (sculleton, JUXILLET). — Le dére-loppement des villes moyennes en UBS.S., Goorges Prélastre (OCTO-

- VIOLENCE - TORTURE : Isolement total et privation sensorielle: nue nouvelle forme de torture pour les prisonniers politiques en R.F.A., Fred Mobr (JUIN).

AFRIQUE

Le rapprochement arabo-africain depuis le esommet e arabe d'Alger invite l'Europe à choisir, Paul Balta (JANVISE). — Les pays africains de veulent pas être réduits au rôle de fournisseurs de matières premières, Dr Okol Arikpo (MABS).

Février 1975 : un tournant dans les relations eurafricaines, Marc Penouil (JANVIEE). — La coopération franco-africaine (CL « dessiers », MAI).

AFRIQUE AUSTRALE : La BORvelle démocratio portugaise, première brèche dans les lignes do défense de blanche, Serge Thion

- ALGERIE: L'émigration algé-rienne en France, Raoul Weessteen (JULLET). — CAMMEOUN : Les causes de Fefficacité limitée de la coopération au Cameroun, Georges Ngango (Cf. e dousiers e, MAI).

— CONGO (République populaire du) : Le socialisme n'est pas un jeu de mots, Thomas Lamaury (FEde mote, VRIER).

— COTE-DIVOIRE : Percements de puits et politique alimentaire : deux expériences do développement et d'éducation populaire, Alain Barlot et Marcal Paul-Emile (SEPTEMBRE).

— ETHOPIE : Le combat des na-tionalistes érythréens, Yvos Loiseau (reportage, JANVIER). — Coups de boutoir contre la mousrchie, Yves Loiseau (JUIN).

- HAUTE-VOLTA: La figuie Volta à l'heure des militaires, Gérard Aimé et Patrice Aoust (DECEMBRE). - MADAGASCAB : Le gouverne

— MAGHRES : Remous autour de la fusion tuniso-libyanne : le Maghreb et Punité arabe, Paul Balta (FEVRIER). — Deux Maghrébins face au problème de Pauthentietté du monde arabe, Tahar Ben Jelloun

AMÉRIQUE DU NORD

- ETATS-UNIS : La stratégie mifitsire américaine après le Victnam,
Michael T. Elara (MARS). — Nouvelles formes de « la troisième grerre
mondiale e : la crise de l'émargie
ct le partage du monde estre les
« Deux Grands », Jean-Flente Vigier
(AVEIL). — Les Chicanes on la
fierté retrouvée, Pierre Domneargues
(reportage, AVEIL). — L'ombre du
Watergate, Eccer Heacock, Thierry
Hentsch (MAI). — La stratégie
navale des Etats-Unis après le victnam, Michael T. Kiare (AOUT).
— Dessiers pour un nouveau président : le difficile blian de Watergate,
Anthony Lawis; La trouble immecemes de M. Eissinger, Claude Julien;
Watergate et le drame viotnamien,
Gebriel Ecoleo; Vers un conservatisme à visage humain avec Gérald
Ford ?, Roger Heacock et Bonnie
Coulisteon), Légithmité et pervension
de la sécurité nationale, Armando
Uribe (EEPTEMBERS). — Face à la
crise économique : Fintérieur compremet Pertérieur, André Farhi (Ci.
« dossiers », NOVEMBEE). — Voter
sprès le Watergate, Nina Sutton
(NOVEMBERS). — La CLA: une
illustration de la pervension du pouvoir aux Etats-Unis, T.-D. Allman
(Foulliston, NOVEMBEE). — Les mé
TATS-UNIS - AMER
LATINE

LATINI - ETATS-UNIS : La stratégie miriens parleut. Je n Duvignaud (feuilleton, JULLET). — Décolonisa-tion do la sociologie au Maghreb, — MAROC : Les raisons de la récupération des terres de colonisation an Maroc, Abdatlah Chiadmi (AVEIL). — L'habileté du pouvoir et la poursuito de la répression, François della Suda (DECEMBRE). — SAHARA OCCIDENTAL: La lutte pour l'Indépendance du Sahara espagnol, Stopben Carrington (AOUT). — Pour uno authentique indépendance du Sahara occidental, Juan Goytisolo (DECEMBRE).

> évolution du royaumo saoudit ristian Martin (FEVRIER). - BIRMANIE : La Birmanie après

doune ans do dictature, Nayan E. Chande (reportage, JUIN).

Amando Uribe (AVEII). — Aprè l'accord de principe sur la resitu-tion du canal de Panama, Jean-Cleuds Buhrer (JUILLET). — L'im-périalisme culturel (CL e dossiers a DECEMBRE).

La pounsuite de l'aide américaine au Vietnam du Sud, D. Garctin Porter (JULLET). — L'Arie du Sud-Est outre dans l'ère post-américaine, T.-D. Allman (JULLET). — Watergate et la dramo victnamien, Gabriel Kolko (SEPTEMERE). — Obtanir la cessation de toute intervention américaine su Cambodge, Khien Samphan (NOVEMBRE). — Avant la conclusion définitive des accords de Paris : de la parole donnée aux bombaulements terroristes, Roger Pinto (DECEMERE).

ETATS-UNIS - KUROPK

AMÉRIQUE LATINE

La réduction des exportations de pétrole arabe; une chince pour l'industrie pétrolière latino-américaine, Elena de La Souchère (JANVIEE). — Les grands sursunts de l'Amérique latine, Cisude-Catherine Riejman (feuille-tem, JANVIEE). — Les leçons de le guérille, Cisude-Catherine Riejman feuilleton, FEVEIRE). — El Rissinger et l'Amérique latine, Atmando Uribe (AVRIL). — L'impérialisme culturel (Cf. « dossiers », DECEMBRE). — L'Amérique centrele entre la dictature et le réformisme, (DECEMBRE).

- ARGENTINE : Les enteux histo — ARGENTINE: Les enjeux historiques d'une succession difficile,
Jorge Raventos; Vaste effensive de
répression coutre la gauche du
monvement péroniste, Marcelo Dies
(JUIN). — Après l'accession au pouvoir d'Isabel Peron, l'opposition de
la droite divisée, Alain Lebrousse
(AOUT). — La terreur blanche et les
chemins de l'armée, Alain Lebrousse
(NOVEMBRE).

- HEESIL : Le nouveau visage de l'absolutisme, higusi Arraca (repor-tage, SEPTEMBRE).

tage, REPTRIBBEL).

— CHILI: La levée du blocus financiar contre le Chili, Frédéric Langer (MARS). — Le Chili, du socialisme à la dictature, Claude-Ceth e 71 ne Elajiman (feuilleton, JUIN). — Révos et cauchannars de la junte chilienne, dix mois après le putsch (CL. e donniers », JUINIET). — La C.L. an Portugal, comme au Chili et en Grèce, Wilfred Burchett (OCTOHRE). — Nouvelles précisions sur le drame chilien, Pierre Kalfon (Grindere, NOVEMBRE). — Les armes de la courte-révolution cuiturelle au Chili, A. M. (CL. « dossiers e, DECEMBRE).

— COLOMBIE: La colère des paysaus et le réveil des Indiens : problèmes majeurs du nouveau pré-sident, Jean-Cisudo Buhrer; la fin de l'immobilisme en Colombie?, Dr A. Burgos (SEFTEMBRE).

 CUBA: Un communiste italien devant la révolution cubaine, Paul-Jean Franceschini (feuilleton, MAI). - EEFUBLIQUE DOMINICAINE : Le triumphe facile d'un président sans parole, Ciande-Catherine Klej-man (JUILLET).

- GUATEMALA: L'opposition ne renouce pas au combat, Jean-Claude Buhrer (MAI). - GUAYANA : La Guayana est

bien partie, Bernard Cassen (repor-tage, JUILLET). — PANAMA: Des négociations serrées sont engagées avec les Etais-Unis après l'accord de principe sur la restitution du canal, Jean-Claude Buhrer (JULLET).

- PARAGUAY : Le e miracle e économique du général Stroesner, Pietre Galliard (réportage, SEPTEM-REE). - Les enterrés vivants et les exilés, Ruben Bareiro-Saguier (SEP-TEMBRE).

— URUGUAY: La grande offen-sive policière contre la liberté cutturelle, Chande Fell (JUIN). — Une nation qui se vido se sa sub-stance, Jean-Marc Vernon (SEF-

- VENEZUELA: Un déinge de plivars pour le nouveau président, arnard Cassen (reportage, MAES).

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ORGANISATION DES NATIONS UNIES: Entre le droit des peuples et le refus de la force, Brichel Virally (JAN-VIER). — A propos de la vingt-neuvième s'ession de vingt-neuvième session de l'Assemblée générale : les insuffisances du Consell de sécurité dans la crise de Chy-pre, Jean-J.-A. Salmon ; le rôle de l'ONU dans les grands problèmes mondiaux, Pierre Juvigny (OCTOBRE).

- COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE : Conventions de Genève et nouvelles formes de guerre : les difficultés de la Croix-Rouge, Alexandre Casella ; la rotection des victimes civiles ans les conflitz révolution-aires, Nguyen Khac Vien naires, Ngu; (FEVRIER).

MARCHE COMMUN :
L'attitude des partis communistes d'Europe à l'égard du
Marché commun : du refus

absolu à la reconnaissance d'une réalité objective, Jean-Claude Mouret (MARS).

AFRIQUE PORTUGAISE

ANGOLA: Les conflits de ten-— ANGOLA: Les comitte de ten-dances au sein du nationalism angoisis, René Lefort (JUILLET). -Comment construire l'indépendanc sur une société « multraciale « Virgilio Delemos (NOVEMBRE).

— GUINEE-BISSAU : Le particu-larizme des lies du Cap-Vert et Punté nationale, Onesimo Silveira (JUIN). — Naissance d'une démo-cratie africaina, Basil Davidson (reportage, OCTOBRE).

— MOZAMBIQUE: Les visées et l'activisme des « nitras », Virgilio Delemos (JUILLET). — De graves difficultés attendent la gouverne-ment de transition, Virgilio Delemos (OCTOBRE).

- ACCORD GENERAL SUR LES TARIPS DOUANIERS
ET LE COMMERCE: le nouvel accord sur les textiles,
Jean-Yves Chapin (MARS).

- CONFERENCE ISLAMI-QUE : Le sommet de Lahore a affimé la puissance de l'Ielam, D' Rahmatoullah (AVRIL).

— CONSEIL D'ENTRAIDE ECONOMIQUE : « Le pro-gramme du COMISCON et l'intégration socialiste » de Marie Lavigne, Bernard Fé-rem (feuilleton, OCTOBRE).

ORGANISATION DES — ORGANISATION DISS NATIONS UNITS POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE : Après la conférence mondiale de l'alimentation. Erich H. Jacoby

ASIE

tervention des forces tranfermes en Oman, Jean-Pierre Viennot (JUIN). — FORMOSE : En nommant son fils à la présidence du conseil, Tchlang-Kai-Chek a-t-il gagné le L'Asie du Sud-Est entre dans l'ére post-américaine, T.-D. All man (JUILLET). — ARABIE SAGUDETE : Prissance (JANVIER).

(JANVIEE).

— INDE: L'échec du programme de cootrôle des naissances annule les progrès économiques, Sunanda K. Datta-Gay; Corruption et tanz usuraires créent la famine dans la Bihaz, René Dumout (JANVIEE).

Les subfilités politiques du Tamin-Naiu, Gilbert Comte (JULLET).

Les contradictions de la « révolution verte », Mohan Ram (CL « écones» », OCTOBRE). douse and do dictature, Nayar R. Chands (reportage, JUIN).

— CAMBODGES: Comment la CLA. a jeté le Cambodge dans Fantimpérialisme, Marcel Barang (feuilleten, MAES).

— La dégradation croissante du régime Lon Nol, Nayan R. Chands (OCTOREE).

— CHINE: La réforme de Fenselguement en Chine, Ariette Laduguis (JANYIRE).

— La Chine des défis et des incomprébousions, Jean Daubler (téuilleton, JANVIES).

— Regain révolution, JANVIES).

— Regain révolution en Chine, Jean Daubler (NARS).

— La campagne contra Confucius et la révolutionnaire on Chine, Jean Daubler (NARS).

— La campagne contra l'héritage du passé pour faire avander la révolution, Trien Tohs Hao; Le rôle unique de Confucius, Léon Vandermeersch; La campagne idéologique accompagnée d'une jutie politique intense, Yves Viltard (AVEIL).

— Un approtomotissement permanent de la révolution culturelle, Jean Daubler (AOUT).

— La victoire du pagnée de mendiale de la révolution en Chine, Jean Cardennei (Cf. « dossiers », NOVEMBERE).

— Conflit sinc-soviétique: Cf. rubrique Europe-ULS.S.

— EMERATS ARAEES UNIS: L'in-

- TRAN : Cf. Emirats. — IRAN: CL. Emirats.

— JAPON: Phisrat et valnérable, l'impériatione japonais, Fatrice de Beer (JANVIEE). — Une gauche attentive aux désirs de changement, l'hilippe Fons; Les milieux d'affaires face à l'imfaiton galopante, Christian Sauter (JULLET). — La droite à l'épreuve de la crise économique, Philippe Pons (AOUT). — Avec la crise de l'écusione en question de l'équilibre traditionnel, Bennard Moral (CL « dossiers », NO-VEMBRE).

- LAOS: Les révolutionnaires et

la fosteresse ébranlés, Marcel Ba-rang et Neyan R. Chanda (reportage, FEVRIER). FURIER).

- VIETMAM (CONFLIT VIETNAMIEN): En réponse aux violations
de l'accord de Paris, l'égalité de droit
entre Saigon et le G.E.P., Etchard
A. Faik (JANVISE). — La présence
américaine obstacle à la rétonciliation, Tran Van Khiem (MAI). —
Quang-Tri, su la dynamique de la
victoire, Gabriel Rolko (MAI). — La
diplomatie d'un pouvoir révolutionnaire, Nguyan Tri Einh (JUIN). — La
diplomatie d'un pouvoir révolutionnaire, Nguyan Tri Einh (JUIN). — La
diplomatie d'un pouvoir révolutionnaire, Nguyan Tri Einh (JUIN). — La
diplomatie d'un pouvoir révolutionnaire, Galle, Nguyan Van Heu
(JUIN). — La poursuite de l'ainetion de G.E.P., Nguyan Van Heu
(JUIN). — La poursuite de Paide
américaine an Victuam du Sud,
D. Gareth Porter (JUILLET).

— Waterpate et le drame victnamies,
Gabriel Eolbo (SEPTEMBRE).

— Avant la conclusion définitive dos
accords de Paris, de la parde donmée aux bombardements terroristes,
Roger Pinto (DECEMBRE).

— VIETNAM DU SUD: La pres-VIETNAM (CONFLIT VIETNA-

Roger Pinto (DECEMBRE).

— VIETNAM DU SUD: La pression militaire de Saigon sape les
bases de l'économie, Philippe Pons;
Une vie sociale qui se désagrège,
Roiand-Pierre Paringanu (JANVIER).

— YEMEN (REFUELIQUE ARABE
DU): Vers un retour à la vie
démonratique au Téman du Nord
quatre mois après le coup d'Etat
militaire, Chris Kutschers (OCTOERE). militaire, Chris Augustique Demo-BRE).

— XEMEN (BEPUBLIQUE DEMO-CEATIQUE POPULAIRE DU): Ma-HOUVING AUGUST du Yémen du Sud, Marc Pellas (JANVIER).

SUPPLÉMENTS

 Sénégal : les atouts du développement (7 p. - FE-VRIER). - Le tunnel sons la Manche
(3 p. - FEVRIER).

- Le Guatemala après les elections (4 p. - AVRIL).

— Pologne, trente ans de socialisme (7 p. - MAI).

— L'Illinois an cœur du Middle-West (6 p. - Juli-LET).

Le Gabon, Etat pilote de l'Afrique centrale (10 p. JUILLET). - Andorre à la recherche - Andorre à la recherche d'Andorre (1 p. - JUILLET).
- Le Pakisian ou les voies d'un nouveau dynamisme (4 p. - SEPTEMBRE).
- La Serre, médiatrice entre Paris et Bomn (11 p. - OCTOBRE). — Mexique, une mosalque de peuples et de terres (11 p. OCTOBRE).
— Japon : la prospérité et son revers (10 p. - DECEMBRE).

* * * i & * * *

HQUE LATIN

And the second of the second o

EUROPE

L'Europe à la recherche d'une uouvelle civilisation, Henri Madelin (JANVIER). — Le Portugal entre Pexploitation des colonies et l'intégration à l'Europe, Virgillo Delemos (MAI). — L'Europe vassale ou independante: La théorie et la pratique de l'Alliance selon M. Kissinger, David Schneiderman: Trente ans de politique américaina en Grèce, Pavice Nikhiphorou; La C.E.E., zone prioritaire des investissements américains, Prédéric Langer; La détente, le a système européen a et l'avenir de l'atlantisme, Philippo Devillers (MAI). — L'évolntion du mouvement ouvrier en Europe, Jean-Pierre Vigier (AOUT). — L'Europe, priorité essentiene, Pierre-Bernard Cousté (AOUT). — Pour la réussite de la conférence sur la sécurité: Élminer les obstacles artificiellement dressés sur la voie d'un accord, Lev Volguine (SEPTEMBRE). — Le Canada se tourne vans l'Europe, Claude Lemalin (OCTOBRE). — Organiser éc nouvelles relations entre l'Europe et le tiers-moude pour faire face à la contre-offensive des Etais-Unis, Samir Amiu (Cf. « dossiers a, NOVEMBRES).

RELATIONS AVEC LES «DEUX GRANDS» L'Europe et les États-Unis: les conditions de l'indépendance, Jean Lecanuet (FEVRIER). — Nonveues formes ê'une a troisième guerre mondiale a: la crise de l'énergie et le partage du mondo entre les a Deux Grands », Jean-Pieure Vigier (AVRIL). — L'Europe, vassale oo indépendante ? (MAI). — Ces firmes dites multinationales (Cf. a dossiers », JUIN). — Une nouvelle politique agricole entre les États-Unis et la C.E.E., Gérard Garreau (Cf. « dossiers », OCTOBRE). — La crise (Cf. « dossiers », NOVEMBRE).

MARCHE COMMUN Les partis communistes d'Europe et lo Marché commun : du refus absolu à la reconnaissance d'une a réalité abjective », Jean-Claude Mouret (MARS). — Londres et Passociation à la Communanté suropéenne ces pays anglophones d'Arique, des Carathes et du Pacifique, Lord Mansfield (AVRIL). — Le C.E.R., zone prioritaire ées investistements américains, Frédéric Langer (MAI). — Une nouvelle politique agricole entre les Etats-Unis et la C.E.R., Gérard Garrean (C.L. a dessiers », OCTOBRES).

RELATIONS AVEC LES PAYS AFRICAINS ET ARABES Le rapprochement arabo-africain capuis le e sommets arabe c'Alger lavite l'Europe à choisir, Paul Balta (JANVIER). — Pévrier 1975 : un tournant dans les relations enrafricaines, Marc Penouil (JANVIER). EUROPE DE L'EST

L'intégration économique dans les pays de l'Est: « Le programme du COMECON et l'intégration socialiste » de Marie Lavigne, Bernard Péron (feuilleton, OCTOBRE). — Les pays socialistes encore épargnés par la crise attendent le choc, Paul Galard (Cf. a doesiers », NOVEMBEE). — L'UR.S.S. et les pays de l'Est vus de l'Ouest, bilan d'un congrès, Marie Lavigne (NOVEMBEE). — L'Europe de l'Est face à la crise de l'énergie, Nicolas Fakiroff (DECEMBRE).

Fakiroff (DECEMBRE).

— ALBANIE: L'Albanie d'Enver Hodja, Georges Frélastre (reportage, NOVEMBRE).

— ALLEMAGNE (REPUBLIQUE PEDERALE D'): Le malaise en Allemagne de l'Ouest, Manuel Lucbert (JUIN). — Isolement total et privation sensorielle: une noovelle forme de torture pour les prisonniers politiques, Fred Mohr (JUIN). — Puissances économiques et arrièrepensées politiques, Frédéric Langer (Cf. a dessiers », NOVEMBRE).

— CHYFRE: Chypre ou le a déra-

pemées politiques, Prédéric Langer (Cf. a dossiers », NOVEMBRES).

— CHYFRE : Chypre ou le a dérapage contrôlé », Ilios Yannakrais; les atouis des forces progressistes à Chypre, François Leclerc (Rivalliés en Méditerranée, AOUT). — A propos de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale de PONU: les insuffisances du Conseil de sécurité dans la crise de Chypro, Jean-J. A. Salmon (OCTOBRE). — Un fett fédéral birégional nécessaire an maintien de l'indépendauce de la République, Vedat Celik; Le retour is Genère subordonné à un changement réel d'intentions de la Tirquie, Polys Modinos (NOVEMBRE).

— ESPAGNE : Les soubressuits du franquisme (Cf. e dossders », FE-VRIER). — Les chances et les périls ée l'entreprise de Juan Carlos, Christian Rudel (AOUT). — En complément, cf. rubrique Afrique-Sahara.

— FRANCÉ: Les travailleurs étrangers en France, Pierre Vidal-Naquet (JANVERE). — Renforcement de l'emprise des capitaux américales sur les serteurs de l'économie française, Jean Poutges (Cf. « dossders », JUIN). — L'émigratiou algérienne en France, Raoul Weensteon (JUILLET). — L'Europe, priorité essentielle, Pierre-Bernard Counté (AOUT). — L'édition française gagnée par le pou-

ECEMBRE).

e POLITIQUE ETRANGERE:
Après la rencontre de Pitsounda:
les progrès de la coopération
franco-soviétique annonceut de
nouveaux développements, Viadimir Lomeiko (AVRIL). — A propos des décisrations de M. Jabert
à PAssemblée nationale (AVRIL).

Les carences de la planification
sociale (Cf. « dossieux », AVRIL).

— Politique étrangère et campague présidentielle, Churlas Zorgbibe (MAI). — La coopération
franco-africaine (Cf. « dossieux »,
MAI). — Construction de l'Euriope, relations avec les EtatsUnis: deux eonceptions du Jen
diplomatique de la France, Charles Zorgbibe (JUIN). — Les nonveaux dirigeants français et le
tiers-monde. Guy de Bosschère
(JUILLET). — La France et ser
alliés occhientanx, Charles Zorgbibe (JUILLET).

— GRANDE-BRETAGNE: Le gou-

bibe (JUILLET).

— GRANDE-BRETAGNE: Le gouvernement politise les Intres sociales,
Bernard Cassen (JANVIER). — Les
taiblesses structurelles de l'économie,
Jacques Leruez (AVRIL). — Londres
et l'essociation à la Communanté
européenne des pays antiophones
d'Afrique, des Carabes et du Pacifique, Lord Mansfield (AVRIL). —
La Grande-Bretagne, ou l'inquiétudo
devant les échèances, Marcel Barang
(reportage, OCTOBER). — Le parti
conservateur à la recherche de son
identité, Bernard Cassen (NOVEMBRE). — Les Entlamiques entre la
— GEECE: L'absolue logique du
toup d'Etat, Michel Cadatzis (JAN-

VIEE). — Trente ans de politique américaina en Grèce, Pavlos Nikicomplaisance et Pinquiètude, Marcel Barang (feuilleton, NOVEMBERS). phorou (MAI). — Après la chinte de la dictature, les siructures du totalitarisme restent intactes à Athènes, Richard Bomeritis (AOUT). — Le C.L.A. au Portugal, comme an Chili et en Grèce, Wilfred Burchett (OCTOBRE). — Les conditions d'une veritable démocratisation, Illos Yannakakis; L'économie tributaire du modèle néo-libéral, Spilios Papaspiliopoulos (OCTOBRE). — HONGRUE: Le printemps hongrois, Charles Zorghibe (reportage, AOUT). — ITALIE : Le référendum sur le divorce en Italie, Maria-Antonietta Macciocchi (MAI). — Un commu-

REPORTAGES Le combat des nationa-listes érythréens, Yves Loiseau

(JANVIER). ● La Thallande ou la for-teresse ébranlée, Marcel Ba-rang et Nayan R. Chanda (FEVRIER).

Venezuela : un déluge de bolivars pour le nouveau pré-sident, Bernard Casuen

• Les Chicanos ou la fierté retrouvée, Pierre Dommer-gues, (AVRJL): La Birmanie après douze ans de dictature, Nayan R. Chanda (JUIN).

● La Guyana est blen par-tle, Bernard Cassen (JUIL-LET). Le printemps hongrois,
 Charles Zorgbibe (AOUT).

 Au Paraguay. le e mira-cle » économique du général Surcessner. Pierre Galllard;
 R. Bareiro-Saguier. — Au Bré-sil, le nouveau visage de l'absolutisme, Miguel Arraes (SEP-TEMBRE).

● La Grande-Bretagne, ou l'inquiétude devant les échéances, Marcel Barang (OCTOBRE).

Guinée-Bissau : nais-sance d'une démocratie afri-caine, Basil Davidson (OCTO-BRE).

 L'Albanie d'Enver Hodja, Georges Frelastre (NO-VEMBRE). ● La Suède, modèle de démocratie? Maurice Maschi-no et Fadéla M'Rabet (DE-CEMBRE).

niste italien devant la révolution cubaine, Paul - Jean Franceschini (fenilleton, MAI). — Le statut de Trieste: rebondissement inattendu d'ane vieille quereue, Bernard Féron (JUIN).

(JUIN).

— PAYS-BAS: Faire participer la population pour répondre aux insuffisances de la démocratic politique, Fred C. Staffeu (C. etossiers a, AVRIL).

— PORTUGAL: En marge de la destitution du général Spinole, le

a quatrième front de lutte » élargit son action, Alcides de Campos (AVEIL). — Au Portugal, Peffondrement d'noe diciature: soldats et monopoles an Portugal, Ignacio Ramoret: La fin du colonialisme ultra n'est pas la démocratie, Virgillo Delemos; Entre l'exploitation des colonies et l'iutégration à l'Europe, V. D.; Des compromissions an railtemeut ambigu de l'Egius, Antonio Martins; La revanche des centurions, Alcides de Campos (MAI). — Les militaires à l'heure du ebnix, Virgillo Delemos (JUIN). — La deuxième victoire des militaires. Alcides de Campos; L'actiou des capitaines et l'imagination de la rue, Virgillo Delemos (AOUT). — La C.I.A. zu Portugal, comme au Chili et en Grère, Wilfred Burchett (OCTOBER). — Stratègies pour une élection. Guy Harmet (DECEMBRE). — SUEDE: La Suède, modèle de démocratie? Maurice Maschine et Padéla M'Rabet (reportage, DECEMBRE).

Faddia M'Rabet (reportage, DECEM-BRE).

- TCHECOSLOVAQUIE: Appel à des travallieurs étrangers pour pallier la pénurie de main-d'œuvre, Georges Frélatite (AOUT).

- TRIESTE: Le statut de Trieste: rebundissement inattendu d'nne vieille querelle, Bernard Pérnn (JUIN).

- TORQUIE: La Turquie à l'heure de la crise chypriote, Marcel Barang (SEPTEMBRE).

- U.R.S.S.: Moscon onvisage une

Paeure de la crise ehypriote, Marcel
Barang (SEPTEMBRE).

— URS.S.: Moscon onvisage une
nouvelle conférenes communiste
mondiale, Barnard Féron (ANVIER).

— M. Brejnev et les difficaltés de la
détente, Bernard Féron (FSVRIER).

— Les avantages de la politique des
blocs, Barnard Péron (MARS).

Nonvelles formes de la troisième
guerre mondiale : la erise de l'énergie
et le partage du monée entre les
a Deux Grands a. Jean-Pierre Vigler
(AVRIL).

— Après la rencontre de
Pitsounda: les progrès do la coopération franco-soviétique ampunent
de nouveaux développements, Viadimir Lomeiko (AVRIL).

— L'exploitation des terres vierges : M. Brejnev
précise prudemment sa politique
agricole, Barnard Féron (AVRIL).

— Après les succès américales en
Proche-Orient, Moscon vent renguer
à Genère le terrain perdu, Bernard
Féron (JUILLET).

— A prepos des
événements à Chypre et en Grèce,
Moscou entend profiter des contradictions entre aillés atlantiques,
Bernard Féron (AOUT).

— Marxisme
et vio quotidienne en URS.S. cinquante ans après la mort de Lénine,
Marie Lavigne (feuilleton, AOUT).

— Le développement des villes moyennes, Georges Frélastre (OCTOBRE).

— Le développement des villes moyennes, Georges Frélastre (OCTOBRE).

— Le développement des relations
économiques avec les Etats-Unis,
Bernard Féron (NOVEMBRE).

— L'URS.S. et les pays de l'Est vus
de l'Onest, bilan d'un congrès, Marie
Levigne (NOVEMBRE).

— C O N F LI T SINO-SOVIETIQUE: Le conflit frontalier

Bernard Féron (DECEMBRE).

— YOUGOSLAVIE: Fidélité aux principes du socialisme basé sur l'antogestion, Alexandar Priys (MAI).

— Le statut de Trieste: rebondissement inattendu d'une vieille querelle, Barnard Féron (JUIN).

Nonveaux eppels à la vigilance eprès l'arrestatiou de militants staliulens, Bernard Féron (OCTOBRE).

CINÉMA POLITIQUE

● GREVES A L'EST ET A Petieu, Ignocio Remonet (FE-VRIER).

LUTTES EN ITALIE, Annie Goldmann, Guy Hennebelle, Ignucio Ramonet, Beatrice Rolland (MARS).

• FILMER EN MILITANT, Monignu Hannebelle, Jean-Renu Hulau, Ignacio Ramonet (MAI).

Les riches promesses d'un cinéma nouveau en Pologne, Lech Michel Rawieki (cf. « Sup-

pléments », MAI).

• « La République est morte
à Bien-Bien-Phu », film de
Philippe Devillers, Jean Kanapa,
Jean Lacouture, ignacio Rame-

ner (MAI).

LA SECONDE GUERRE
MONDIALE, Morie-Noëlle Feart,
Marc Ferro, Jean-Pierre Jeonenks, Iguacia Ramonet (UUL-LET).

 Heorts and Minds >,
film de Peter Davis sur l'Impériolisme oméricain en Asia du Sud-Est, Ignocio Ramonet UUIL-

Politique et Littérature

• La femme tunisienne en quête de sa liberté, Jean Fon- de l'Amérique dans les romans toine (JANVIER).

B L'homme soviétique et lo guerre, Povel Toper (MARS).

Luttes fratricides en Irlande du Nord, Patrick Rafroidi

(AVRIL).

Du Cap-Vert ou Mozambique : les messagers de lo résistance, A. de Campos (MAI).

L'OUEST, Marc Ferro, Antoine Alain Bergala, Pascal Bonitzer, Daniel Percheron, Ignacio Ramonet (AOUT).

RESISTANCE : HISTOIRE ET IDEOLOGIE, Joseph Doniel, Annie Goldmann, Lech Michel Rawicki (SEPTEMBRE).

AMERIQUE LATINE: HISTOIRE ET CULTURE POPU-LAIRE, Jeon-René Hulen, Ignacio Ramonet, Serge Toubiana (OCTOBRE).

 a L'heure de la libération o sonne », un film de Heiny Srour sur le Dhofar, Ignacio Ramonet (OCTOBRE). ● 1929 : LA GRANDE CRISE, Marc Ferre, Jean-Pierre

Jeancolas, Ignacio Ramonet (NOVEMBRE). . LE RETOUR DE L'IRRA-TIONNEL, Poscal Bonitzer, Noëlle da Chambrun et Ignacia Ramonet, Daniel Percheron (DE-CEMBRE).

 Cinéma français et capitoux oméricains, Ignacio Ramo-net. Cf. « dossiers » (DECEM-BRE).

 Politique-fiction et satire de Robert Merle, Marie-Fran-

çoise Allain (JUIN). Les tribulations des présidents oméricains, Marie-Françoise Allain (SEPTEMBRE).

● La classe ouvrière dons le

romon italien, Pierre Laroche (DECEMBRE).

PROCHE-ORIENT

Le rapprochement arabo-africain depuis le asommet a d'Alger invite l'Europo à choisir, Paul Balta (JANVIER),

MONDE ARABE

Remous autour de la fusion tuniso-libyenne : le Maghreb et l'unité arabe, Paul Balta (FEVRIER). — Deux Maghrébins face an problème de l'anthenticité du monde arabe, Tabar Ben Jelloun (feuilleton, MARS). — Pétrole et finances arabes, Georges Coun (AOUT).

Pétrole et finances arabes, Georges de Policy d'un reglement de la résistance palestinienn souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), sode en conflit sino-soviétique : Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain (JULLET). Le palestinien s'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, Amnon Kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien souverain, amnon kapellouk (JANVIER), Le refus d'un Rizt palestinien s

— EGYPTE: Les revirements politiques de l'Egypte depuis la geerre d'octobre, Roger Heacock, Bonnie Poucel et Alexander Kielmansegg (JUIN).

— ISRAEL: Forte et Iniblesse du mouvement de contestation en Israël, Samy Coben (MAI). — Solitude d'Israël, Elie Ebnalch (DECEMBRE).

• LES SOUBRESAUTS DU FRANQUISME (FE-

Erpansion économique ot démocratie, Ramon Tamunes.

Le développement des conflits sociaux. Witebaldo Solano. - La stratégio des commissions ouvrières, E. et d. Lopez-Campillo, - Uno nouvelle étape de la lutte populaire Jaire Martin - Le populaire, Jaime Martin. - Le développement des particularismes nationaux. Elena de Le Souchère. - Espoira et craintes de l'Eglise, B.P. JoséJaria Diez-Alegria. - L'éclipse de l'Opus Del. Jean Bécarut. - La Phainnge hante les réves des nostalgiques, Christian Rudel. - Une culture conditionnée, Juan Goytisolo. - La dernière victoire de Franco, Gny Hermet. - L'Opus Dei : thâme polémique ot succès de linrairie, G.H. (feuilleton). populaire, Jaim

 LA PERCEPTION DES MENACES (MARS): MENACES (MARS):
Anouar Abdel-Malek - Horst
Alacidt - Bichel Alliot - Nús
Andren - Michèle Aumont Gilles Baudoin - Georges Belbevoit - Pierre Bertaux Georges Buis - Jean Cazeneuté - Jean-Paul Charmay
Remy Chaumn - Louis Chedid - Pierre Dabeziez, José
I.R. Delgado - Jacques De-

lors - Philippe Devillers Jean Dorst - André Dumas Jacques Durand - André Gabus - Roger Garaudy - René
M. Gelly - Jean Guitton Louis J. Halle - Armin Beymer - Anthony J.N. Judge Pierre Barti - Benri Laborit Robert Lattex - Jacques Lecomte - Louis Leprince-Ringuet - François Lhermitte François Mourin - Raymond
Moch - Pierre Noro - Pierre
Pichot - René Potrier - Jacques Rueff - Sadoun - Xavier
Sallantin - Pierre Schwed Jean-Claudo Sournio - Edmund Stillman - Jean Stoetzel - Han Suyin - Jean Walter - J.-M. Zemb.

• LES CARENCES DE LA PLANIFICATION SO-CIALE (AVRIL):

CIALE (AVRIL):

Dépasser les objectits de croissance industrielle en améliorant le codre de viset en réduisant les inégalités. Réchard Ratelent. - Le Citoyen tenu à l'écart des choix collectifs. Jacques Fournier. - Paire participer la population pour répondre aux insuffisances de la démocratis politique, Fred G. Stallen. - Sept millions de persoances agrèce en France, Nicole Questiaux. - Maitriser l'économie an servies d'impératifs sociaux, Bernard Lory.

• LA COOPERATION FRANCO - AFRICAINE (MAI):

L'élimination progres si ve des principeux éléments do l'héritage colonial. Druttri-Georges Louroff. – Rénover jes principes et les modalités de l'aide aux pays bénéficiaires, Maro Penous. – Inévitable tension entre la souveraineté nationale et le coopération tension entre la souverainete nationale et le coopération militèlre, Michel L. Martin. - L'abandon des pratiques nécolonialistes, Jacques Duclos. - Avantages et inconvénients de la zone franc. Fatrick et Sylnione Guillaumont. - Soustraire les relations de le Prance avec l'Arrique à la dure lel du profit. François Mitterrand. - Dans le respect et l'amité des partenaires de le Prance, Alexandre Sanguinett. - Une refonte réaliste et oudacieuse; le formation et la préparation des coopérants, Jocques Decquecker. - Les causes de l'efficacité limitée de la coopération au Cameroum, Georges Nyange.

• CES FIRMES DITES MUL-TINATIONALES (JUIN) : Renforcement de l'emprise des cepitaux américains aur les secteurs modernes de l'économie française, *Jean Poutges*. – La lutte des classes

- DOSSIERS

à l'échello mondiale, Christian Palloix. - I.T.T.: Au-dessus des lois et des Etats, Bernard Cassen. - L'engonement pour les firmes multinationales, un phénomène inhérent eu besoin d'expansion mondiale des économies capitalistes, Charles-A. Michalet. - L'internationalisation du capital et le rôle des Etats, Susanne de Brunhoff. - Michelin à l'abri des contingences nationales. IRM d'aviter les founales. = LB.M.; éviter les fou-dres de la justice américaine, Jacques Jublin. • REVES ET CAUCHEMARS

DE LA JUNTE CHI-LIENNE (JUILLET): Un fascisme créole en quête d'idéologues, Armand Matte-lart. - Les étapes de l'affrontement entre l'Egitse et la junte. - Les salariés et petits producteurs durement frappés par les dévaluations, la suppression des contrôles de prix et l'inflation. Alberto Martinez Echeverria.

• BATAILLE POUR LES OCEANS (SEPTEMBRE) : Les nouveeux problèmes de l'évolution du droit de la mer, Alain Piquemal. - Les richesses minérales des fonds marins, Jacques Perroi. - La péche doit être gérée à l'émbelle mondiale, M.-A. Ro-binson. - Les possibilités d'installations militaires sous-marines, élément-clé des af-frontemonts stratégiques, B.C.

• ALERTE AUX FAMINES (OCTOBRE) :

OCTOBRE :

Des aignes alarmants de pénutie mondiale, Addeks H. Boerma. - Une nouvelle polltiquo agricole entre les EtataUnis et la C.R.E., Gérard Garreau. - Les contradictions de la « révolution verte » en Inde, Mohan Ram. - La victoire du peuple chinois sur la sécherese. Neville Maruell. - Le transfert de la technologie dans le tiers-monde, nouvean facteur de déséquilibre, Erich H. Jacoby.

• LA CRISE (NOVEMBRE) : LA CRISE (NOVEMBRE):

Comment les structures ent engendré la crise, Jeun-Pierre Vigier. - Les pétrodollars et les revendications syndicales. Suzanne de Brunhoff. - Le seuil de rentabilité optimum de la «crise» pétrollère, P.P. - Le rôle du profit dans le processus inflationniste et son accidération, André Granou. - La récession et la combativité de la classe ouvrière, Ernest Mandel. - Organiser de nouvelles relations

entre l'Europe et le tiera-monde pour faire face à le contre-offensive des Etats-Unis, Samir Amin. - Pour une Unis, Samir Amir. - Pour unis en unuvelle orientation de l'octivité économique. Christian Goux. - La partée moudialo de la révolution en Chine, Jean Cardonnel. - Le chantage pétroller, M. Bg.
Un document américain : Comment imposer à l'Europe la volonté de Washington.

la volonté de Washington, P.P. - Etats-Unis : l'intérieur compromet l'extérieur, André Parkt. - R.P.A. : puissance économique et strière-pensées politiques, Frédéric Longer. - Japon : une remise en question de l'équillbro traditionnel, Bernard Morel. - Les pays socialistes attendent le choc. Paul Galard.

• L'IMPERIALISME CULTU-L'IMPERIALISME CULTU-REL (DECEMBRE):
Les mécanismes de la domi-nation internetiouale, Her-bert I. Schiller. - Une straté-gle globale pour l'Amérique lotine, Armand Mattelard. -L'édition française gagnée par le pouvoir de séduction du m o d'è le américain, Jean-Claude Texier. - Cinéma fran-cais et canitaux américains. cais et capitaux américains, ignacio Ramonet.
Les armes de la contre-rêve-lution eulturelle nu Chili, A.M. - Les Gallo-Ricains, Henri Gobard.

M. Cornelis Berkhouwer, président du Parlement européen, a donné un cocktail le 2 décembre à l'intention

A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur de Haute-Volta et Mme Victor Kaboré ont offert une réception le 11 décembre dans les salons de l'ambassade.

M. Constantin Flitan, ambassa-deur de la République socialiste de Roumanie, a donné une réception le 12 décembre à l'occasion de la visé-en France de M. Nicolae Giozan, pré-sident de la Grande Assemblée notio-nale roumaine.

 A l'occasion du prochain départ pour Moscon de M. Serge Zykov. cor-respondant des Ixvestia. M. Stepan Tchervonenko. am bassode ur de l'acceptant de l'accepta l'Union des républiques socialistes so-viétiques, a offert une réception le

Calendrier des fetes nationales

16-30 JANVIER 26 AUSTRALIE Pête nationale 26 INDE Fête nationale

1<-13 FEVRIER Fête de l'iudépeu-dance 4 CEYLAN

Fète nationale S NOUVILLE-

12 décembre. M. Zyknv est remplacé à son poste par M. Volodine.

A l'occasion du départ du ministre conseiller et de Mme Niels Boel. l'am-bassadeur du Danemark et Mme Paul Fischer ont donné une réception le 18 décembre.

 L'am bassadeur d'Israël et Mme Asher Ben-Natan ont offert une réception le 18 décembre à l'occasion du départ du ministre conseiller pour l'information, M. Ephraîm Taxi. M. Tari sera remplece par M. Mor-dechai Drori. JAPON (9 décembro 1974)

Fremier ministre: M. Takeo Miki; vice-premier ministre: M. Takeo Fukuda; affaires étrangères: M. Kitchi Mijozape: commerce et industrie: M. Toshio Komoto; finances: M. Masayoschi Ohira; interieur: M. Dajims Fukudo; éducation: M. Michio Nagai; justice: M. Osamn Inaba; santé: M. Masami Tanaka; agri-

Messieurs les

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS eulture et forèts : M. Ycohitaro Abe ; transports : M. Hutsuo Enmura ; postes et télécommunications : M. Isamu Mura-komi : travail : M. Tadashi Hasegaro ; construction : M. Todao Kariyo ; défense : M. Michitaro Ide (secrétaire du cabinet), Missunori Uski (directeur général de la présidence du consail), Yuro Matsurawa (directeur général de l'administration), Totsuo Ozawa (directeur général de l'en-vironnement), Shin Hamemaru (directeur général de l'Agence astionale foncière).

Le Département des Relations Internationales de Membres du Corps Citroën Champ-de-Mars, 6/10, rue de la Cavalerie 75015 Paris. Filiale de Ventes directes

de la S.A. Automobiles Citroën, créé,

Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur

plairait d'obtenir (Téléph.: 567.99.20) Télex: 27817 - (Citroën-Paris).

particulièrement, à l'intention de S.A. AUTOMOBILES CITROËN CHAMP-DE-MARS

CITROËN SM

Le Monde des Philatélistes

Lisez

- 7, rue des Statiens, PARIS-9° - - C. C. P 18.382-12 PARIS -ABONNEMENTS

FRANCE: | AD F 38,60 ETRANGER: | AD F 36,60 Le numéro: F 3,58

Spècimen sur simple demaode reisée eu Monde des Pbliatélistes bis, Bd Haussmanu, 75089 Paris.

L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Suspension de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale

J'ASSEMBLEE générale des Nations unies a suspendu, le 18 décembre, les travaux de sa vingt-neuvième session après avoir épuisé son ordre du jour, à l'exclusion de la question du Froche-Orient, un sentiment général s'étant dégagé pour ne pas l'examiner « en ce moment précis ». L'Assemblée pourra néammoins se réunir à nouveau pour en débattre, si la situation l'exige.

Le budget voté pour 1974-1975 se monte à 606 033 000 dollars, soit 12,1 % de plus que le précédent. Avant de se séparer, l'Assemblée a créé un comité chargé de discuter les observations des gouvernements an sujet de la révision de la charte de San Francisco, dans le dessein de permettre à l'Organisation de résliser ses objectifs de façon plus efficace. Il devra aussi examiner des propositions visant à renforcer cette efficacité sans modifier la charte. Deux projets de résolution ont été adoptés sans vote à propos du raifermissement de l'ONU et du maintien et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales. Voici les autres décisions essentielles de la 29° session :

PROBLEMES POLITIQUES

Par cinquante-six voix contre cinquante-quatre, avec vingt-quatre abstentions, l'Assem-blée a décidé de demander aux puissances qui exercent une influence sur les deux parties au conflit cambodgien d'utiliser leurs bons offices pour les amener à la conciliation, afin de réta-blir la paix an Cambodge. Le texte demandant le rétablissement dans ses droits aux Nations blir la paix an Cambodge. Le texte demandant le rétablissement dans ses droits aux Nations unies du GRUNG n'a pas été mis aux voix. Un projet d'amendement à la résolution adoptée, faisant état des « droits légitimes des deux gouvernements », a été repoussé par cent deux voix, avec trente-deux abstentions.

A propos de la question de Corée, l'Assemblée a demandé « instamment » au Nord et su Sud de la Corée de poursuivre leur dialogue pour accélérer la réunification pacifique du pays upar soixante et une voix contre quarantetrois, avec trente et une abstentions).

DECOLONISATION

Par toute une série de résolutions, l'Assemblée a renouvelé ses prises de position traditionnelles sur les problèmes de la lutte des pays sous domination coloniale, sur la situation en
Namible et sur l'apartheid en Afrique du Sud.
Elle a demaudé, en particulier, aux puissances
coloniales de retirer leurs bases militaires des
territoires coloniaux. A propos du Sahara espagnol, elle a chargé la Cour internationale de
justice de donner un avis consultatif sur des
questions relatives à la situation juridique du
Sahara espagnol (quatre-vingt-sept voix pour,
avec quarante-trois abstentions, dont celle de
l'Espagne). Le Conseil de sécurité a été invité avec quarante-trois abstentions, dont celle de l'Espagne). Le Conseil de sécurité a été invité à reprendre d'urgence l'examen du conflit racial en Afrique du Sud et de l'occupation illègale de la Namibie par l'Afrique du Sud.

Les représentants des mouvements de libération nationale recounts par l'O.U.A. pourront désormais, en vertu d'une autre décision de l'Assemblée, participer à titre d'observateurs, sur une base régulière et conformément sux pratiques autérieures, aux travaux des grandes commissions de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires qui les concernent.

PROBLEMES ECONOMIQUES

La « charte des droits et devoirs économiques des Etats » a été adoptée par cent vingt voix contre six et avec dix abstentions, la plupart des pays industrialisés occidentaux s'étant montrés hostiles à son vote au cours de la session. On sait que la nouvelle charte affirme le droit de chaque Etat à choisir son système économique, politique, social et culturel, et à exercer librement sa souveraineté permanent sur ses richesses, ses ressources naturelles et ses activités économiques, y compris le droit de les utiliser et d'en disposer. Nationalisations, investissements étrangers, sociétés transnatio-nales et commerce international sont les principaux thèmes des trente-quatre articles de la

nouvelle charte. Par cent six voix contre treize, avec sept abstentions, l'Assemblée a décidé que le secré-taire général de la CNUCED devrait pouvoir assister aux réunions du comité des négocia-tions commerciales du GATT. D'autres résotutions commerciales du CATT. Datures reso-tutions concernent le programme des Nations unies pour l'environnement, les activités des institutions spécialisées. l'organisation d'une conférence en 1977 sur la lutte contre la déser-tification, la prochaîne session de la confé-rence des Nations unies sur le droit de la mer au printemps 1975, etc. Le fonctionnement du fonds d'urgence établi en mai dernier pour aider les pays les plus touches par la crise écono-mique a été précisé.

DETENTE, DESARMEMENT

Vinet et une résolutions votées sur les problemes de désarmement recouvrent de multiples questions : interdiction des essais nucléaires. conférence générale du désarmement, établisse ment des zones exemptes d'armes nucleaires en Proche-Orient et en Amérique latine, réduc-tion de 10 % des budgets militaires des Etats

tion de 10 % des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de securité, maintien d'une zone de paix dans l'océan Indien et interdiction d'utiliser le climat et l'environnement à des fins militaires.

Un appel a été lancé à tous les Etats, le 17 décembre, par cent dix-neuf voix contre une (Etats-Unis) et avec quatorze abstentions, pour qu'ils étendent « la sphère de la détente an monde entier », proclamant à nouveau la souveraincté de chaque Etat sur ses ressources naturelles, le respect de ce droit étant considére comme le fondement de la paix et de la sécurité.

DEFINITION DE L'AGRESSION

Une définition de l'agression en buit articles — sur laquelle les Nations unies travaillément dès leur création, après la S.D.N. — a enfin été adoptée à cette 23° session. Le Conseil de

VIENT DE PARAITRE :

et culturels;

4

sécurité est invité à s'inspirer de ses principes pour déterminer l'existence d'un acte d'agres-sion. Le texte a été adopté sans vote. PROCHE-ORIENT

Un crédit de 40 millions de drâlars a été ouvert pour financer les deux forces d'urgence en Proche-Orient, jusqu'au 24 avril prochain. D'autre part, trois textes ont été votés sur les pratiques israéllennes dans les territoires occupés. Le mandat de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a été prolongé de trois ans, jusqu'au 30 juin 1978. Par cent cinq voix contre six et avec dix-sept abstentions, l'Assemblée a demandé à Israél de prendre immédiatement les dispositions nécessaires pour permettre le retour des réfugiés dans les camps de la bande de Gaza d'où ils out été expulsés. Israél est aussi invité à assurer le retour des personnes déplacées et à s'abstemir de prendre des mesures qui affectent la structure matérielle et démographique des territoires occupés. Il est enfin prié de s'abstemir de lancer des attaques militaires contre les camps de réfugiés.

Au Conseil de sécurité : la Namis

Au Conseil de sécurité : la Nomibie, les forces de l'ONU à Chypre et dans le Golan

Dans une résolution votée le 17 décembre à l'unanimité, le Conseil de sécurité a enigé que l'Afrique du Sud prenne les mesures nécessaires pour retirer l'administration illégale qu'elle maintient en Namible et transférer le pouvoir au peuple namiblen, avec l'assistance de l'ONU, il a demandé l'abolition en Namible de toutes les lois et pratiques entachées de discrimination raciale et politiquement répressive, en particuler les bantoustans et les foyers nationaux. Le Conseil se réunira avant le 30 mai pour étudier les suites données à cette résolution.

résolution.

D'autre part, le mandat de la force des Nations unies à Chypre (UNFICYP) a été prolongé jusqu'au 15 juin prochain, par décision unanime de quatorze Etats membres, la Chine n'ayant pas participé au vote pour des raisons de principe. Le 29 novembre, le Conseil avait déjà renouvelé pour six mois le mandat de la force de l'O.N.U. chargée d'observer le dégagement des forces israéliennes et syriennes sur le Goian, comme l'avait préconise le secrétaire général, M. Kurt Waldheim, au retour d'un voyage effectué en novembre dans la région. La décision a été acquise par treize voix, l'Irak et la Chine ne participant pas au vote.

COMMISSION D'ENQUETE AU MOZAMBIQUE. —
Les Nations unles ont publié le 9 décembre le rapport d'une commission d'enquête qui avait été chargés de vérifier sur placs les allégations de prêtres étrangers, reprises dans la presse internationale, sur les massacres massifs d'Africains dans le Centre-Ouest durant les dernières onnées de la dictuur Salacur, Pour l'essentiel, le rapport confirme les faits dénoncés en 1973.

SANCTIONS CONTER LA RHODESIE. — Saisi d'un rapport qui lui était présenté par la mission des États-Unis, le comité des sanctions du Conseil de sécurité a déploré une fois de plus au début du décembre que les États-Unis continuent, en violation des décisions du Conseil, à importer des minerais de chrome, de nickel et d'autres mattères de Rhodésie du Sud.

CONSEU ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Le Conseil économique et social a décidé le 5 décembre d'établir une commission intergouvernementale sur les sociétés transmutionales qui le conseillera à propos des problèmes liés à l'existence de ces sociétés. Il doit en particulier éloborer un code de conduite à l'intontion des transmutionales.

DEMOGRAPHIE. — Un groupe d'experts chargé des programmes et éludes des populations nationales efricaines a adopté le 15 novembre le rapport contenant les mesures préconisées pour l'application rapide des recommandations faites lors de la conférence mondials de la population d Buearest.

conférence mondiale de la population d Bucarest.
STUPEFIANTE. L'Organe international de contrôle des stupéliants a tenu sa quinsième session du 21 octobre au 13 novembre. Il a examind notamment les conséquences de la récente décisian turque d'abroger le culture du pavoi d opium.

DEVELOPPEMENT DES REGIONS COTTERES.—
Des propositions visant d'avoriser la développement intégré des régions cotières dans quatre régions du monde (détroit de Balacca, golfs de Guinée, golfs Arabo-portique et 90/fs de Paris et des Petites Antilles, au sud des Carabas) ont été formulées d'Usurée de la réunion d'un groupe d'experts convoquée d'New-Fork de 11 au 16 novembre dernier par les Nations unies.

STATISTIQUES DU COMMERCE INTERNATIO-

par les Nations unies.

STATISTIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL. — L'ONU a publié, lin novembre, la dernière édition de son Annuaire de statistiques du commerce international, qui ports sur l'année 1972 et dans lequel on trouve des données sur les échanges de cent firmie-neul pays, représentant 38 %, du commerce mondial, classées par produits et par narienaire.

■ ENFANCE. — La Fonds des Nations unles pour l'enfance (UNICEF, ou FISE) a débloqué, la 21 novembre, une somme de 2,5 millions de dollars pour un programme spécial d'aide aux mères et aux enfants du Bengale et de l'Assum (Inde), stricusement affectés par des mondations et par la disette. ment affectés par des trondations et par la disette.

• COMMISSION BCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE.

— Le comité exécutif de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (O.B.A.) a tenu sa dounième session à Addis-Abeba, du 17 au 22 novembre. Il a adopté cinq résolutions concernant les activités de la Commission, dont l'uns porte sur l'utilisation des ressources qui lui sont attribuées dans le caûre de l'assistance technique.

— La qualrième conférence régionale sur l'éducation et le développement a eu lieu à Addis-Abeba du 18 au 30 novembre. D'autre part, uns conférence régionale sur l'emploi et la formation, organisés par la C.E.A. et diverses institutions nationales d'aide au développement, a crét dévut décembre une Association africoine pour le développement et la formation.

**SOMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMERIQUE LATINE. — Compoquée par la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL), une conférence latino-américaine de l'industrialisation éest tenus à Mexico du 25 au 29 novembre. Deux textes ont été

adoptés, une e déclaration de principes et un e plan d'action », l'anni tout deux la patition latino-eméricaine aux réun ions préparatoires de la deuxième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), qui se tiendra dans le capitale péruvienne en mars prochain.

— Une autre réunion a eu lieu sous l'égide de la CEFAL, dans la capitale metioaine, du 2 au 7 décembre, avec la participation de hauts responsables politiques et des experts de tous les l'ats membres. Ses travaux ont été consacrès à l'examen du plan régional pour l'application de la science et de la technologie au développement des pous du sous-continent, sinsi qu'aux moyens de sa misa en œuvre.

— Un accord portant sur un programme commun de coopération technique, aux fins de donner une impulsion nouvelle d la recherche scientifique et technologique en Amérique latine, a été signé à santiago le 28 novembrs entre la CEPAL et la Eunque interamericains de développement (BID). Le coût du programme est évalué à 1,1 million de dellars, financés à concurrence de 56 % par la BID, et de 44 % par la CEFAL.

et de 44 % par la CEPAL.

• COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNES POUR L'SUROPE. — Le comité pour la développement du commerce de la Commission économique des Nations unles pour l'Europs (C.E.-ONU) a tenu sa vingt-troisième assion à Genève du 25 au 20 novembre. Il a passé en rovus l'évolution du commerce des pays européens et la nature des échanges. Seul organisme intergouvernemental d'soccuper de la coopération régionale en matière de commerce, le comité a tonnacré une part importante de ses travaux aux échanges entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest; les participants et sont beaucoup intéressés à la coopération industrielle entre les deux sonts.

- Réunis en novembre sous les auspices des enseillers des gouvernements pour la science et la technique de la C.E.E.-ONU, des délégués de quatores pays ent envisagé la situation de l'énergie dans dix ou vingt ans, l'évolution des nouvelles techniques de l'énergie, l'arrière-plan économique et écologique aux innovations en ce secteur.

et ecologique aux innovations en de secteur.

— La C.E.E.-ONU a publié, début décembre, une analgse préparée par le comité du bois sur les « Tendances du marché des produits forestiens en 1974 et Perspechives pour 1975 ». Selon les experts, cartains signes de rétablissement dans l'industrie de la construction pourraient être relevés vers l'automne 1975.

Cour internationale de justice

Arrêts dons les deux affaires d'essais nucléoires intentées contre la Fronce

PAR deux arrèts prononcès le 20 décembre P par neuf voix contre six, la Cour interna-tionale de justice a déclaré sans objet les requêtes de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande introduites contre la France à propos de ses essais nucléaires dans le Pacifique. Cette déci-sion s'appule sur l'intention exprimée par le gouvernement français de cesser ses essais nucléaires dans l'atmosphère. La Cour a précisé qu'en conséquence les

La Cour a précisé qu'en conséquence les requêtes à fin d'intervention présentées par le gouvernement des Fidji dans chacune des affaires tombent, et qu'il n'y a aucune suite leur donner.

F. A. O.

Le conseil établit un projet d'engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale

L E conseil de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a approuvé, le 2 décembre, un projet d'engage-ment international sur la sécurité alimentaire mondiale, destince à prévenir les famines consé-cutives aux récoltes manquées et aux catastro-phes naturelles. Le texte doit recevoir l'approba-tion des gouvernements des différents pays

Cette initiative sur le plan de la sécurité alimentaire était une des mesures urgentes exa-minées par le conseil pour rendre effectives les décisions prises récemment par la conférence mondiale des Nations unies sur l'alimentation, qui s'est tenue à Rome du 5 au 16 novembre. Pour pouvoir financer les mesures prévues, le conseil de la F.A.O. a décidé la création immé-diate d'un fonds de 1 million de dollars.

An départ, il s'agira pour chaque pays de constituer et de maintenir des stocks de produits alimentaires de base, surtout des céréales, sur une base nationale, dans le cadre d'un systeme international de politiques, d'objectifs et de principes communs. Pour mettre le système en route, la F.A.O. organisera, fin février, une

en route, la FA.O. organisera, fin février, une réunion de spécialistes de ces questions.

La FA.O. et la conference mondiale de l'alimentation ont décidé que, pour pouvoir participer an nonveau plan, les pays en vole de développement devraient recevoir une aide spéciale : le paragraphe final de la résolution de la FA.O. sur l'engagement « invite les gouvernements, ainsi que les organisations internationales et nationales, à fournir aux pays en développement l'aide technique, financière et alimentaire sous forme de dons ou à des conditions particulièrement favorables afin de développer particulièrement favorables afin de développer et de mettre sur pied, dans ces pays, les poli-tiques nationales de stockage appropriées, no-tamment l'extension des équipements d'entre-posage et de transport, selon les priorités de leurs programmes nationaux de développe-ment n. ment D.

En autorisant un fonds provisoire de 1 million de dollars, le conseil de la FA.O. a donné, entre autres, les moyens de renforcer le système mon-dial d'information alimentaire et de créer un

cial d'information alimentaire et de créer un secrétariat provisoire pour le nouveau conseil mondial de l'alimentation.

Le conseil a décidé de tenir, en mars, une session extraordinaire afin de continuer à prendre les mesures concrètes destinées à mettre en ceuvre les décisions de la conférence mondiale de l'alimentation. Il a autorisé le directeur général à décretair des l'internation des l'internations des lieu de l'internations de l ral à négocier, dans l'intervalle, la part que la FAO, pourrait prendre à de nonvelles initiatives, en coopération avec les Etats-Unis et d'autres organisations.

AIDE ALIMENTAIRE. — Les pays de la zone sahé-lienne auront encors besoin d'une aide alimentaire en 1875 mais bien moins importante qu'en 1874 : c'est il le conclusion d'une mission d'étude effec-tuée par des représentants des pays donateurs dans la répion. Le rupport de la mission estime qu'il fuudra environ 382 000 tonnes de cércales au cours d'une période comprise entre le 1st novembre 1874 et le 31 octobre 1875. C'est-à-dire à peu près le tiers de l'aide (plus de 1 million de tonnes) fournie d

ces pays pour combler le déficit alimentaire de la période précédente (qui a pris fin le 31 octobre 1974). Per villeurs, selan les deraieres évaluations de la FAO, de graves disettes alimentaires persistent actuellement au Bangladesh, en Inde et dans trois pays de la come sahélienne encore menaces : Main Bays de la come sahélienne encore menaces : Main Bays de la come sahélienne encore menaces : Main Bays de la come sahélienne encore menaces : Main Bays de la come sahélienne encore menaces : Main Bays de la come des présures alimentaires au de mauraums récoltes sont prévues deux les pass suivants : Honduras, Birmanic, Fakistan, Lesotho, Somatic, République dimocratique du Yèmen, Burundi, Ethiapie, Gamble, Rusanda du Yèmen, Burundi, Ethiapie, Gamble, Rusanda de dollers d'ade alimentaire au Bangladesh, au Roanda et au Burundi, récomment dévastés par des graves sécheresses, la FAO, a d'autre part été saisie d'une demande d'aide alimentaire au Mozambique par M. Marcellina dos Santos, vice-président du gouvernment provisoire de ce pays.

soire de ce pass.

ENGRAIS. — Une « consultation d'experts sur l'empio des matières organiques comme engrals », organiale à Rome par la FA.O. et l'Agence suidoise pour le développement international, a précisé qu'il serait capital que les pays en développement prennent conscience de l'énorme intérêt des matières organiques pour leur agriculture, en les associant de la manière la plus efficace possible avec les engrais artificiels. Les experts y voient une solution au moins provisoire à le pénurie d'engrais.

Travail

Une conférence mondiale sur l'emploi en 1976

L'econseil d'administration du Bureau inter-national du travail (BIT), qui a terminé les travaux de sa session d'automne le 15 novembre, a décidé de réunir une conférence mondisée sur l'emploi en 1878, conformément à la résolution adoptée par la conférence internationale du travail en juin. Il a examiné, à cette occasion, la « politique de discrimination, de racisme et de réolation des libertés et des droits syndicaux pra-tiquée par les autorités israéliennes en Pales-tine et dans les autres territoires drabes occupés ».

IA CROISSANCE URBAINE EN AMERIQUE LATINE. — Selon un rapport soumis de la dirième conférence des pays d'Amérique membres de l'Organisation internationale du travail, réunie à Mexico du 26 novembre au 5 décembre, l'Amérique latine connaît un développement alarmant de le croissance urbaine, du joit des migrations d'agriculteurs. De 1950 à 1970, la proportion de citadins dans la population totale est ainsi passée de 30.8 % à 67.5 % au Brèsil, de 35.7 % en Colombie, de 48.7 % a 62.3 % au Mérique et de 48.7 % à près de 72 % au Venezuela.

CHILI. — La commission d'investigation et de conciliation désignée par le BIT pour examiner des plaintes en violation de la liberté syndicale au Chili l'ast rendue au Chili le 28 novembre pour une cisite de trois semaines.

INDUSTRIE HOTELIERE. — Les délegués de vings et un poys ont participé à la deuxième réunion technique tripartile (experts gouvernementaux, employeurs et travailleurs) sur l'industrie hôtelière, qui l'est tenue à Genère du 28 novembre au 6 décembre, Les débats ont principalement porté sur les droits syndicaux des travailleurs de l'hôtellerie et de la resignation, et sur l'importance économique du tourisme pour les pays en role de développement. NOMINATIONS. — WM. Bertil Bolla (Suede) et John Warlick MeDonald Jr. (Etats-Units) ont été nommés directeurs genéraux adjoints du BIT, Ces nominations ont pris effet le 15 décembre,

Météorologie

Nouvel 'occord sur les stations océaniques de l'Atlantique nord

L'A conférence des plénipotentiaires sur les stations océaniques de l'Atlantique nord, organisée conjointement par l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.) et par l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.L.), s'est à nouveau réunie à Genève du 4 au 5 novembre. (Une première rencontre ayuit d au 5 novembre. (Une première rencontre avait eu lieu du 18 février au 1" mars 1974.) Les participants ont conclu un accord qui assurera l'exploitation et le financement d'un réseau de quaire stations océaniques dans l'Atlantique nord (réseau NAOS), qui sera administré par l'O.M.M. Cet accord, à vocation essentiellement météorologique, remplacers, à partir du 1" juillet 1975 l'accord de 1948 qui visait surtout à assurer la sécurité de la navigation aérienne et qui avait été conclu sous les auspices de l'O.A.C.I.

● ORGANISATION DES NATIONS UNIES FOUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. — M. Hector Wynter (Jamaique) a dié porté le 25 novembre à la présidence du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la soience et la culture (UNESCO). — L'UNESCO a reçu d le jin du mois de novembre le prix de la paix « Jean-XXIII ».

OBGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.

Le troisième symposium européen eur le rôle de la pharmacologie clinique comme moyen d'évaluation dans le contrôle des médicaments a eu lieu d Beidelberg du 5 au 8 novembre.

— Cinquante experts en vénéréologie, en psychiatrie, en sociologie et en éducation sanitaire ont participé, d'Genève du 11 au 15 novembre, à une réunion consacrée au rôle de l'éducation sanitaire dans la luste contre les maladies transmises par contact sexuel.

la luste contre les malades transmises per contact seruel.

— Une conjérence sur les tendances nouvelles de faction de santé maternelle et injantile a réuni à Moscou, du 11 au 15 novembre, près de quatre-vingts experts venus de trente-deux pays. Ils ont établi un bilan des insulfisances dans es domaine et recommande les strutégies destinées à faire face aux conséquences des migrations et de l'urbanisation qui se développent en Burope

— La lutte contre la pollution côtière en Méditerance a été au centre des débats de la conférence des représentants des pays riverains, convoquée par l'O.M.S. d Copenhague du 16 au 19 décembre, afin de préparer la réunion interpouvernementale qui aura lieu d Barcelone en janvier, sous les autronnement.

e DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — La conférence des Nations unies pour l'annonce des contributions d'l'Organisation des Nations unies pour l'annonce des contributions d'l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), réunte d Neur-Fork le 22 octobre, a annoncé que les activités de l'ONUDI pour 1875 seront inancées per les contributions volontaires de soitante-sept pags, pour un montant total de 3,558 millions de dollars. — La première partie de la cinquième session du comité permanent du Conseil du développement industriel s'est tenue d'Vietne da 2 au 14 décembre, pour préparer la deuxième on jérence générale de l'ONUDI, qui se dévoulers à Lima (Pérou) en mars 1975. L'Organisation a d'alleurs publié a cette occasion un numéro spécial de la série « Etude du développement industriel » sur les problémes d'industrialisment des problèmes d'industrialisment de l'évolution interremus dans la production manujacturère, les échanges, l'emploi et les inpestiesements, et servira de référence de le conjérence de Lima.

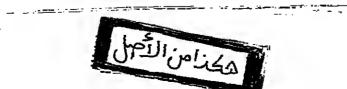
● AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE — Cinq cents scientifiques venus de vingt-huit pays ont participé du 11 au 15 novembre d Totspo à la cinquième conférence internationale sur la physique des plasmas et la recherche concernant



- L'Afrique dans le monde : Les problèmes politiques, économiques

ANNEE AFRICAINE 1973

EDITIONS A. PEDONE, 13, rue Soufflot, Paris-5°. — Tél.: 033-05-97



Travail

Meteorologie

 \sim \sim 3/ 85

nauté européenne de l'énergie atomique (C.E.L. ou EURATOM).

— L'AI.B.A. et l'Agence pour l'énergie nucléaire de l'Organisation de ecopération et de développement économiques (O.C.D.E.) ont organisé à l'ienne le 12 décembre un colloque sur le choix des sites des usines nucléaires.

fonds monétaire international

Seize opérations au titre du mécanisme pétrolier

nisme pétrolier

EN novembre et dans les premiers jours de décembre, seize pays membres du Fonds monétaire international (FML) ont effectué, dans le cadre du mécanisme pétrolier du Fonds, des achats d'un montant total équivalant à 126,09 millions de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) ainsi répartis:

— Corée, 33 000 000 de D.T.S.; Costa Rica, 13 477 000 D.T.S.; El Salvador, 13 490 000 D.T.S.; Guinée, 3 510 000 D.T.S.; Hafti, 2 675 000 D.T.S.; Honduras, 16 785 000 D.T.S.; Islande, 15 500 000 D.T.S.; Italie, 412 500 000 D.T.S.; Kenya, 22 820 000 D.T.S.; Mali, 4 000 000 D.T.S.; Nouvelle-Zélande, 85 630 000; Soudan, 19 300,000 D.T.S.; Sri Lanka, 23 000 000 D.T.S.; Uruguay, 29 015,000 D.T.S.; Tansanie, 22 030 000 D.T.S.; République démocratique populaire du Yémen, 9,306,000 D.T.S.

CEEDIT «STAND-SY» A LA BIEMANIE. — Le F.M.I. a eccordé, le 22 novembre, un crédit «stand-by» de 31.5 millions de D.T.S. (drotte de tirage spé-ciaux) à la Birmanie.

Groupe de la Banque mondiale

Dix prêts de la BIRD

A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé, le 19 décembre, un prêt de 17 millions de dollars aux Philippines pour la remise en état et l'extension d'un réseau d'irri-gation dans la partie centrale de l'île de Laçon. Neuf autres prêts ont été accordés en faveur des pays suivants:

— A la Tanzanie, le 19 décembre, 30 millions de dollars pour financer l'achat des devises étran-gères nécessaires à l'importation de biens d'équipement et de matières premières;
— 30 millions de dollars, le 20 décembre, à la

Banque nationale pour le développement écono-mique du Maroc, pour financer les importations nécessaires à certaines activités industrielles;
— Cinq prèts d'un montant total de 107.500,000
dollars, le 20 décembre, an Nigeria pour financer le développement de l'agriculture et de l'élevage : -- 13 200 000 dollars, le 20 décembre, à la Tu-

niste pour lui permettre de mieux utiliser les possibilités affertes par les investissements dans le secteur de l'irrigation ; — 6 millions de dollars, le 20 décembre, à la Yougeslavie pour financer la construction de systèmes d'adduction d'eau et d'égoûte à Du-brovnik.

OPERATION CONJOINTE DE LA BIRD ET DE L'IDA A MADAGASCAR. — La Banque mondiale et l'Association internationale de dévelopmement, fitale de le Banque mondiale, unt, le 19 décembre dernier, prêté checune 6 750 000 dollars à la Bépublique mal-gache pour contribuer au financement d'un projet sorestier dans la vallée du Mangoro.

SOCISIE FINANCIERE INTERNATIONALE. — La Société financière internationale (S.F.L.) a apporté son appui su Liban le 13 novembre sous la forme d'un interdissement de 1330 000 dallars environ souscrit dans la Benque du Proche-Orient, nouvel organisme de prét hypothècnire spécialisé dans les opérations de mét aux achéteurs de biens immobi-

organisme de pret appointeure specialist dans les operations de pret aux acheteurs de biens immobiliers ajant des revenus modestes ou mogens. Deux autres operations ont été réalisées:

— Un prêt de 3 600 000 dollars d la Société Cementos de: Caribe, producteur colombien de ciment, pour aider au financement d'un projet d'expansion:

— Un investissement de 5 600 000 dollars dans la société FINAP du Paragnay pour la réalisation d'un projet de trattement intégré des bois feuillus destinés à l'exportation. L'engagement de la S.F.I. a pris la forme d'un prêt de 4 millions de dollars, d'une puricipation en capital de 1 million de dollars et d'un prêt conditionnel de 600 000 dollars pour les dépassements éventuels de prix de revient.

— M. Charif Rasson a été nommé le 27 décembre su poste nouvellement créé de représentant spécial « Moyen-Orient et Afrique ».

Banque européenne d'investissement

Vingt-six prets

Une série d'opérations de prêts a été annoncée dans le courant des mois d'octobre, novembre et décembre par la Banque européenne d'investissement (BEL):

— Un prêt de 55,3 millions de couronnes danoises (7,29 millions d'u. c.) a été accordé le 21 octobre à une antreprise établie au Danemark pour l'achat d'un minéraller et sa conversion en navire de forage pour la recherche pétrollère. D'une durée de douze ans, ce prêt a été consent à Atwood-Lauritzen Offshore Drilling KS.

— Un prêt sur dix ans d'une contre-valeur de

- Un prêt sur dix ans d'une contre-valeur de 20 millions de francs français (3.4 millions duc) accorde le 28 octobre à Fasson-France SARL, pour le financement de la construction d'une usine de matériaux auto-adhésifs près de Carachia.

de Grenoble.

— Quatre mêts d'une contre-valeur totale de 52,25 milliards de lires (environ 68,5 millions d'u. c.) consentis le 30 octobre pour le transport et la production d'énergie électrique et pour l'extension du réseau téléphonique dans le sud de l'Italie. Trois de ces prêts, d'un montant de 27 milliards de lires (48,5 millions d'u. c.) ont été accordes pour douze ans à l'Ente Nazionale per l'Energia Efettrica : le quatrième, qui s'élève à 15,25 milliards (20 millions d'u. c.), a été attribué à l'Istituto Mobiliare Italiano;

— Deux préts de douze ans d'une contrevaleur totale de 92 millions de francs français (15,5 millions d'u. c.), a cacordés le 15 novembre pour financer l'acquisition de trois Airbus loués à Air France:

pour financer l'acquisition de trois Afrons toutes à Air France;
— Deux prêts d'un montant de 20 millions de livres (38,5 millions d'u.c.), accordés le 27 novembre à la British Steel Corporation;
— Un prêt d'une contre-valeur de 10 millions de livres (19,2 millions d'u.c.), accordé pour dix ans le 28 novembre à Industrial and Commercial Finance Corporation, pour financer des projets industriels dans les régions moins déve-soppées du Boyaume-Uni;
— Un prêt d'une contre-valeur de 59,7 millions de francs français (10 millions d'u.c.), consenti le 29 novembre à la Société française du tumnel routier de Fréjus, pour douze ans ;
— Un prêt d'une contre-valeur de 16,7 millions d'u.c.) accordé le 3 décembre à l'Ente Nazionale per l'Energia

Elettrica (ENEL) pour le financement d'une station de transfert d'émergie en Sardaigna. Le prêt 2 une durée de douze ans.

— Un prêt d'une contre-valeur de 4 millions de livres (?,7 millions d'u.c.), accordé le 12 décembre pour luit ans à la Société Lewis Offshore pour luit ans la Société Lewis Offshore pour luit ans la Société Lewis Offshore pour changement de l'amenagement d'aiments en acier pour installations marines;

— Un prêt d'une contre-valeur de 15,24 millions de livres (4.8 millions d'u.c.), attribute pour cinq ans, le 17 décembre, à une entreprise de construction aéronautique de Belfast, la Short Brothers & Harland:

— Un prêt d'une contre-valeur de 15,24 milliards de lires italiennes (18,3 millions d'u.c.), accordé pour sept ans, le 17 décembre, à Norsk Agip A.S., société norvégienne d'Agip S.P.A. (groupe EMI) pour financer l'exploitation de gisements de pétrole et de gaz en mer du Nord; lions de francs français (26,5 millions d'u.c.), accordé pour douze ans, le 17 décembre, à Electricité de France pour la réalisation de la troisième tranche de construction de la centrale nucléaire de Bugey sur la Elbône;

— Huit prêts d'une contre-valeur de 71,30 milliants de lires italiennes (83,55 millians d'u.c.), accordés le 20 décembre pour le financement de projets industriels et émergétiques en Italie : 22,55 milliards de lires (7,5 millians d'u.c.) à l'Ente Nazionale Idrocarburi (EMI) pour la construction en Sardaigne d'une usine productive de protéines designées à la consommation animale ; 6 milliards de lires (7,5 millions d'u.c.) à l'Ente Nazionale Idrocarburi (EMI) pour la construction en Sardaigne d'une usine productive de protéines designées à la consommation animale ; 6 milliards de lires (2,2 millions d'u.c.) à l'Ente Nazionale Idrocarburi (EMI) pour contribuer au financement par l'ESVEMERE, (estituto per lo Séluppo Economico de l'agrandisarde de lires (2,2 millions d'u.c.) à

an large de Crotone;

— Un prêt de 16,6 millions d'u.c. (10 millions de zaîres), accordé le 20 décembre à la Générale des Carrières et des Mines (GECAMINES) du Zaîre pour le financement d'installations mi-nières et industrielles. Tous ces prêts portent intérêt à 10,5 % l'an.

EMISSION D'OBLIGATIONS, — La B.F.I. a signé le 25 octobre un contrat relatif à l'émission d'un emprunt obligataire de 400 millions de france luxem-bourgeois sur le marché des capitaux luxembourgeois. L'emprant a été pris farme par un syndicat de banques luxembourgéoises placé sous le direction de de la Rengue strenationale de Luxembourg. Les de la Banque infernationale de l'uxembourg. Les obligations de cet emprunt portent interêt au taux nominal de 10% payable annuellement, Elles ont une durée maximum de sept ans L'emprunt est pour boursable au pair en trois tranches annuelles venant à échéance le 15 novembre de chacune des années 1979 à 1981.

Banque interaméricaine de développement

Octroi d'une série de prêts

L (BID) a annoncé l'octrol d'une sèrie de prêts accordés en faveur des pays ou organismes suivants :
— Honduras, le 24 octobre : 6.750.000 dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % l'an pendant les dix premières années, à 2 % ensuite) pour le développement et l'amélioration de l'enseignement

technique:

— Costa-Rica le 31 octobre : 50.5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour trente ans. à 8 % l'an) pour l'implantation d'une centrale hydro-électrique

dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banqne, pour trente ans. à 8 % l'an) pour l'implantation d'une centrale hydro-électrique sur le lac Arena!:

— Comision Tecnica Mixta de Salto Grande, le 7 novembre : 95 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8 %) qui financeront la deunième phase du programme de construction d'une centrale hydro-électrique réalisé par l'Argentine et l'Uruguay;

— Nicaragua, le 7 novembre : 9 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % l'an pendant les dix premières années, à 2 % ensuite) qui contribueront à l'amélioration des méthodes de formation du personnel médical et para-médical;

— Nacional Financiera du Mexique, le 14 novembre : 2514.000 dollars (à l'aide des ressources ordinaires, pour quatre ans, à 7 %) destines à financer l'exportation des biens d'équipement et de services nécessaires à la construction d'une usine productrice de papier et de carton en République Dominicaine;

— Bolivie, le 21 novembre : 1.150.000 dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % pendant les dix premières années, à 2 % ensuite) pour l'amélioration des moyens terhniques de la société Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos et pour financer les études définitives de la construction du gazoduc reliant Snore à Oruro;

— Paraguay, le 27 novembre : 3,6 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % l'an pendant les dix premières années, à 2 % ensuite) pour la modernisation et le développement du réseau d'épergie électrique;

— Barbade, le 27 novembre : 9,1 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires, d'une durée de vingt-cinq ans, au taux de 8 %) destinés à l'amémagement et à l'amémoration des installations portuaires de Bridgetown ;

— Mexique, le 5 décembre : deux prêts d'un montant total de 45 millions de dollars qui financerent divers travaux d'urigation dans einq régions de collars (d'une durée de vingt-c

ans et à 3 %) provient des ressources ordinaires de la Banque. Le second, qui s'élève à 37 mil-lions de dollars (d'une durée de vingt-cinq ans

nons de dollars (d'une durée de vingt-cinq ans et à 3 %) a été accordé à l'aide du fonds d'opérations spéciales;

— Pérou, le 5 décembre : 30,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, d'une durée de trente ans et à 2 %) pour le développement ou l'implantation des réseaux d'aiduction d'eau et d'égouts dans vingt-sept villes du pars

developpement ou l'implantation des réseaux d'addiction d'eau et d'égouts dans vingt-sept villes du pays;

— Mexique, le 9 décembre : 45,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banqua, d'une durée de vingt ans et à 8 %) qui financeront le développement des réseaux d'irrigation dans l'Elast de Sinalos;

— Panams, le 12 décembre : 3 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour intente-cinq ans et à 2 %) qui permetiront la réalisation de la seconde étape d'un programme de préinvestissement;

— Guatemala, le 12 décembre : 10 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % pendant les dix premières années, à 2 % ensuite) pour aider à réaliser la première tranche de la construction du réseau d'adduction d'ean « Xaya-Pixcaya » qui desservira la ville de Guatemala;

— Equateur, le 12 décembre : 4 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarente ans et à 1 % pendant les dix premières années, à 2 % ensuite) qui financeront l'étude d'un programme de pré-investissement visant au développement économique et social du pays;

— Honduras, le 16 décembre : 20.5 millions ce

di pays;
— Honduras, le 16 décembre : 20,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 % pendant les dix premières années, 2 % ensuite) pour aider au financement d'un programme de modernisation et de développement du réseau routier.

Deux émissions d'obligations à Trinité-et-Tobago

La Banque interaméricaine de développement a annoncé le 23 octobre le lancement sur le mar-ché de Trinité-et-Tobago de deux émissions

d'obligations d'un montant équivalant à 10 millions de dollars des Etais-Unis intituiées respectivement « Obligations 1974 en dollars de Trinité-et-Tohago, à dix ans et à 3 % » et « Obligatoins 1974, en dollars des Etais-Unis à dix ans et à 3 % » : ces obligations, remboursables en six versements annuels, ont été achetées par la Banque centrale de Trinité-et-Tohago.

DONS D'ABSISTANCE TECHNIQUE. — Trois dons d'assistance technique ont été décidés au cours des dernières semaines, les deux premiers en javeur du Honduras (la 21 novembre : 150 000 dollars pour l'étude des réserves jorestières et, le 5 décembre : 750 000 dollars pour l'étude de la protection des zones régulièrement inondées dans la valde du Sula) et le troisième en javeur de Heiti (le 5 décembre : 100.000 dollars canadians destinés au jinancement d'un réseau d'adduction d'eau).

SIGNATURE DE LA « DECLARATION DE MADRID». — Le comité du Conseil des gouverneurs de la Banque interaméricaine a, la 26 novembre, ionné son accord à la signature de la « Déclaration de Madrid» fuite par E. Antonio Ortiz Mena et treize pays industrialisés n'appartenant pas d'arrigion mais demandant leur admission en iant que nouveguz membres. Il s'agit de l'Autriche, de la Belgique, du Danewark, de la République fédérale d'Altemagne, d'Israèl, de l'Espapae, de Jobon, des Paysen, du Portugal, de l'Espapae, de la Suisse, des Etats-Unis et de la Youpolarie. Leurs contributions aux ressources de la Banque atteindront 755 millions de dollars.

NOMINATION. — M. Reuben Sternfeld a été nommé, le 1= novembre dernier, vice-président exécutif de la Banqua. Cette nomination a pris effet le 1= décembre. Il sucodde d M. Henry J. Costanza.

e BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — Un accord de prêt d'un montant de 430 000 dollars a été signé le 3 novembre entre la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) et l'Institut de l'électricité du Costa-Rica. Ces ressources financeront une étude sur la construction d'une ligne de heute tension, longue de 290 km qui rellera le sous-station de Tittapa eu Nicaragua. È la sous-station de Barranca es Costa-Rica.

Association latino-américaine de libre-commerce

Ouatorxième session de la confé-

OUVERTE le 29 octobre à Montevideo, la quatorzième session de la conférence de l'Association latino-américaine de libre commerce (ALALC) avait aussitût ajourné ses travaux — après avoir procédé à l'élection de ses autorités — jusqu'an 25 novembre pour permettre aux délégations de participer à la troisième phase des négociations collectives. Dès sa reprise, le 25 novembre, les débats ont été dominés par des questions relatives an programme de libération des échanges : retrait des concessions, rajustement des listes nationales et des concessions non généralisées, accords de complémentarité, marges de préférence, obstacles non tarifaires aux échanges, etc. De nombreuses résolutions ont été adoptées à propos des mesures en faveur des pays de mointre développement économique relatif, de la délégation du pouvoir de décision en matière de douanes sur les problèmes relatifs au tourisme, du rapport annuel sur les activités de l'accord de Cartagens et de diverses questions administratives.

D'autre part, les délégations out pris acte de l'alournement des nésociations collectives conse

administratives.

D'autre part, les délégations out pris acte de l'ajournement des négociations collectives consacrées successivement: 1) aux mesures de libération des échanges; 2) à la coopération finantière, à l'harmonisation des politiques, et aux problèmes institutionnels; 3) aux problèmes des pays de moindre développement économique relatif

relatif.

Les négociations avaient été ajournées en raison des divergences de vues sur la presque totalité des questions en discussion. La conférence de l'ALALC, qui s'est terminée le 18 décembre, n'a pas arrêté de date pour la reprise de ces négociations, néanmoins celle-ci pourrait avoir lieu an cours du premier semestre de 1975.

1975.

LEVER DES RESTRICTIONS CHILLENNES AUX IMPORTATIONS. — Le pouvernement chilien a mie fin le 24 novembre aux masures de protection frappant le plupart de ses importations en protechanes de l'Association latino-américains de libre-commerce. Il avait été sutorisé par le comité exécutif permanent, en décombre 1972, à déciencher la procédura de l'article 24 du traité de Montevideo, en raison du grave déséguilibre dont souffrait alors sa balance des paiements. Reconduite par désigno de le conférence ordinaire, sette sutorisation devait rester salable fusqu'eu 11 décembre.

Marché commun centraméricain

La « déclaration de Guyana » annonce un rôle plus actif du Venexuela dans la région

Puerto-Ordaz, du 12 au 14 décembre, les chefs d'Etat des cinq pays membres du Marché commun centramèricain (M.C.C.A.), du Panama et du Venezuela qui ont signé à l'issue de leurs entretiens le 14 décembre la « déclaration de Guyana », ouvrant la voie à une coopération plus poussée entre le Venezuela, important producteur de pétrole, et les six Etats cosignataires.

Caracas s'apprète en effet à jouer un rôle Caracas s'apprète en effet à jouer un rôle plus important dans le développement économique de la règion en lui affectant une partie des revenus tirès de son pétrole. Parmi les accords consignés dans la déclaration en dix points, figure par exemple la crèation d'une organisation multinationale latino-américaine destinée à financer les excèdents de café et leur commercialisation. Mais le point le plus important porte sur le financement des importations centraméricaines de pétrole vénézuélien : les pays signataires affecteront 50 % des paiements qu'ils devaient an Venezuela pour l'achat de pétrole à leur développement. Les ressources ments qu'ils devient an venezueis pour l'acnat de pétrole à leur développement. Les ressources devraient atteindre en six ans 2 milliards de dollars: Caracas les versers à un compte spécial ouvert aux Banques centrales des pays intéressés au nom de la Corporation vénésueitenne de développement et seront conservés au financement de programmes de développement de l'infrastructure agricole et industrielle et à la promotion des exportations, à un taux d'intérêt

promotion des exportations, à un taux d'intérêt annuel de 8 %. La « déclaration de Guyana » prévoit aussi une participation financière accrue du Vene-zuela aux activités de la Banque centraméricaine d'intégration économique et de la Banque inter-américaine de développement. Sur le plan politique, les participants an « sommet » de Puerto-Ordaz font état dans leur déclaration finals de leur identité de pues dans

déclaration finale de leur identité de vues dans

les problèmes de souveraineté nationale, de non-intervention, de coexistence padifique et à propos de la stabilité des cours des matières premières, de même qu'ils soutiennent les revendications du Guatemala sur Belize et les aspirations de Panama sur le canal.

PROJET HYDRO-ELECTRIQUE COSTA-RICA-NICARAGUA. — Les gouvernements du Costa-Rica-et du Nicaragua ont signé le 20 novembre un accord portant sur l'étude du projet hydro-électrique décide par les deux pays dans le sadre de la mise en seleur des trois bassins multinationaux: le golfe du Hondurus, le golfe de Fansesa et le rio San-Juan. Ce projet, qui prévoit une production supérieure d 600 000 kilowatts, ouvrira le rio San-Juan à la nanigation sur un parsons de 600 kilomètres. La mise au point définitités de l'étude devandera deux ans ; elle sera menée d son terms par un office technique jormé des représentants du Costa-Rica et du Honduras qui, crèé en mai dernier, lonctionne défà eu siège du secrétariat du M.C.C.A, à Guetemele. PROJET HYDRO-KLECTRIQUE COSTA-RICA-

Gustomala.

MESURES D'AIDE EN FAVEUR MU HONDURAS,

— Réunis pour leur treixième session à Gustomala
le 18 novembre, les ministres de l'économis des
cinq pays du M.C.C.A. ont pris des mesures d'aide
économique et l'inancière en labeur du Bonduras,
dévasté en septembre par l'ouragen « Fil ». Sont
prévus en particulier l'assouplissement, à partir
du 30 novembre, des dispositions l'rappant un certain nombre de produits d'exportation honduriene
sur le merché des quatre partenaires, et des disposittle financiers visant à atténuer le déséquilière de
la balance des paiements et à refinancer des soldes
débiteurs de le Banque centrale du Honduras
auprès de le Chambre de compensation centraméricuins d des conditions préférentielles. D'autre part,
le gouvernement du Bonduras bénéliciera d'un élargissement des lignes de crédits que lui accordent gissement des lignes de crédits que lui accordent les Banques centrales de ses quetre partenaires pour linancer ses échanges.

O.C.D.E.

Perspectives alarmantes pour 1975 Perspectives alarmantes pour 1975

SELON des observations publiées en décembre par l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) dans son rapport Perspectives économiques de l'O.C.D.E., n° 16, les économies des pays industrialisés se trouvent soumises à « une épreuve qui est probablement sans précèdent en période de paix », en raison de la formation d'une demande excessive en 1973 et des brusques hausses du prix du pétrole ; elles commaitrent, jusqu'à la fin de 1975, une quasi-stagnation de la demande et de la production, si aucun changement des tendances et des politiques actuelles n'intervient. L'Organisation estime même qu'une « récession cumulative » pourrait même qu'une « récession cumulative » pourrait commencer à se dessiner « du fait que la conjiance s'évanouit progressivement » et que le rythme de hausse des prix continue d'être

AIDE AU DEVELOPPEMENT. — Le Comité d'aide au développement (GAD) de l'O.C.D.E. a procédé le 23 novembre à l'examen annuel de la politique d'aide



contrain.

EN TOUTES SALSONS
NICE EST LA VILLE
IDEALE DES CONGRES

OFFICE DE TOURIBME SYNDICAT D'INITIATIVE: \$2, rus Hôtel-des-Postes — Tél.: 85-25-25/26-Télax: Acquell Nics: 460-42.

de la Cammunauté economique européenne. Il a noté l'accroissement de l'aide de la G.E.E. aux pays en vole de décaloppement (320 milions d'unités de compte en 1973, contre 243 milions en 1972) et t'est félicité de l'initiative visant à apporter aux pays les plus affectés par le crise énergétique une aide d'ur-gence pouvant atteindre 500 millions d'unités de commune.

RECENTES PUBLICATIONS

RECENTES PUBLICATIONS

La politique monétaire sur Etats-Unis, dans
la sèrie « Etudes monétaires » (238 pages).

Coopération pour le développement - Examen 1574 : rapport annuel du président du Comité d'aide au développement Avec une évaluation des changements intervenus au cours des douse dérniers mois dans la situation et les parspectives des pays en voie de développement, et notamment des effets des hausses de prix du pétrole et da la pénurie des denrées allmentaires (338 pages).

pétrole et da la penuis.
(353 pages).

Protection des consommateurs contre la toxicité des cosmétiques et des produits ménagers (82 pages).

© Etiquetage obligatoire des produits de consommation préemballés (48 pages).

Organisation des pays exportateurs de pétrole

Hausse de 4 % du revenu fiscal moyen des pays membres

moyen des pays membres

T ES ministres des pays exportateurs de pétrole
(OPEP), réunis à Vienne les 12 et 13 décembre,
ont décidà d'étendre à l'ensemble des pays
membres de l'Organisation les décisions prises
le 10 novembre par l'Arabie Saoudite, AbouDhabi et Qatar : le prix de participation est
fixè à 10,46 dollars le baril de pétrole brut
(93 % du prix affiché) et le prix da concession
est majoré de 9,92 dollars le baril ce qui réduit
l'écart entre les deux prix à 54 cents. Ces
nouveaux tarifs s'appliquent à partir du 1º janvier 1975 et seront « gelés » jusqu'au 30 septembre de la même année. Le revenu fiscal
moyen des pays exportateurs passe ainsi de 9,74
à 10,12 dollars le baril, en augmentation de près
de 4 % par rapport aux décisions prises à
Vienne en septembre.
L'unification totals du système de prix du
pétrole, recommandée par la commission économique de l'OPEP, réunie du 26 au 28 novembre et le 10 décembre, n'en pas fait l'objet de
décision en raison des nègociations en cours
entre l'Arabie Saoudite et l'ARAMCO à propos
du régime des concessions.

Les ministres pont pas non plus pris de déci-

du régime des concessions.

Les ministres p'ont pas non plus pris de décision sur l'indexistion du prix du pétrole sur la taux d'inflation des pays industrialisés. En revanche, ils ont affirmà leur soutien à toute initiative en faveur d'un dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs.

● CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT, — Le groupe préparatoire intergouvernemental pour l'élaboration d'une convention sur le transport international multimodal a tenu sa deuxième session à Genève du 11 aa 29 novembre. — L'amélioration de l'accès aux marchés et la politique des prix du tungstèna ont été au centre des débats de le huitièma session du comité du tungstène, qui « eu lieu à Genève du 19 au 22 novembre,

© GATT. — L'ensemble des pays participant à la trentième session des parties contractantes du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce) se sont prononces, le 21 novembre, en laveur des suggestions présentées dens son discours d'ouverture par le président. M. Bidéo Kitahara (Japon).

Métiant l'accent sur le gravité de le conjoncture, M. Ritahara arait demandé aux principales nations commerçantes de conjumer de nouveau « leur intension de l'abstent d'instituer des restrictions à l'importation, ou de subventionner les exportations pour éviter des difficultés de balance des palements. Il avait également souhaité que les Étais renouvellent l'expression de leur roionté de résoudre les problèmes commerciaux a par la vola de la consultation et du dialoque dans le caure du GATT » et de « chercher sans relàche à résoudre les problèmes spéciaux des pays en vole de développement.».

CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL. — La

pays ett vole de developpement's.

CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL. — La trente et unième session du Conseil oleicole interpational a slègé du 18 su 23 novembre à Madrid. Les débats ont porté sur le situation du marché de l'huile d'olive en 1973-1974 et les perspectives pour 1574-1975, les actions à entreprendre pour la promotion de l'huile d'olive, le développement et la diffusion des techniques oléicoles et les questions relatives eur olives de lable.

• GROUPE ANDIN. — La troisième réunion du conseil monétaire et des changes du Groupe andin a au lieu à Call (Colombie) du 1er au 7 décembre. Ses travaux ont porté sur : a) les instruments de la politique monétaire et des changes des paissemembres, et son Cadre institutionnel en vigueur; b) les mécanismes sous-régionaux d'aide aux balances des paisments; el les indicaleurs économiques dans le domaine de la concurrence commerciale en rue de l'application des clauces de sauregarde en rue de l'application des clauses de sauvegarde la monnaie : d) les instruments de linane du commerce sous-régional : a) le texte d'an projet

> VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestiga de ses monuments uncient

l'anergie souriente d'une jeune cité qui, dans

ua élan sans relôcha, construit son ovenis ELLE VOUS OFFRE

LE PALAIS DES PAPES: LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monda par la légende et la chapson ses nombreux édifices civils et religieux,

LES TRESNORS DE SES MUSSES;

DE MAGNITIQUES EXCURSIDNS A TRAVERS LA PRIVENCE,

SIN FILLEORP (BARSES et violités traditions).

tigns),

UN FESTIVAL BRAMATIQUE (15 juillet 15 août) Théatre chorégraphie cinéma ma

alque.

• IFS SALLES DE REUNION.

• DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS

de PARIS STAPLES (Le Touquet), SOU-LOGNE, LIEGE SERINELLES, AMSTERDAM DUSSELDORP, SAMBOURG, KARLSRUHE; SON IMPORTANT MARCHE QUOTINIEN DE

FRUITS ET PRIMEURS,

• DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grade crus (Châtenunguf-du-Pape, Côtes-dn-Rhône, Gigondas, Taval, etc.): • LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son

équipement pour toutes les manifestations et congrès, ses grandes et l'universes salles de conférences, de restaurant, son um me nue

parking Visitez AVIGNON • La Souneuse de Joie I... : Rensetanements Maison da Tourisme.

(Ph ATZINGER !

présenté par le comité (la funte) sous le titre :

& Bases pour l'harmonisaliae des politiques monétaires et des échanges. >

Les résolutions adoptées seront soumises à la
prochaine session de la commission.

Des représentants du Programme des Nations
unies pour le développement (PNUD), du comité de
l'Accord de Cartageau (Groupe andin) et de la
Corporation andins de développement (CAF) ont
tenu une réunion commune da 4 au 7 novembrs
pour examiner les mojens d'acoroitre leur coopération dans les années 1975 et 1976, au cours desquelles
les pays du Groupe andin auront à se promoner
sur des mesures engageant définitionment l'avenir
des institutions communautaires. La réunion s'est
terminée par un bilan de l'assistance technique
du PNUD à la sous-région : le PNUD a éédé engagé
95 millions de dollars au titre de ses programmes
d'assistance technique dans les six pays, où trevallient plus de six cents de ses experts.

• UNION DOUANIERE ET ECONOMIQUE DE

● UNION DOUANIERE ET ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE - Les présidents Anidja (Comeroum), Bongo (Gabon), N'Gouabi (Congo) et Bokassa (République Centrafricaine) se sont réumis du 6 au 8 décembre à Yaoundé pour dresser le bilan des dix années de jonctionnement de l'Union doua-nière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC), instituée le 8 décembre 1964.

ORGANISATION DES PAYS ARABES EXPOR-TATEURS DE PETROLE, — Les ministres des finances et du pétrole des pays membres de l'Orga-nisation des pays arabes exportateurs de pétrole (O.P.A.E.P.) ant ratifié au mois d'octabre l'accord

du 10 juillet créant un Fonds de développement destiné à journir des crédits à juible taux d'intérêt aux projets d'industrialisation des pays urabes et d'autres pays en vole de développement. Le Fonds disposera d'un capital de l'ordre de 500 militons à 1 militard de dollars.

Les ministres doivent réexaminer les modalités de constitution d'un institut d'investissements dont le rôle serait de jinuncer certains projets industriels des pays membres (notamment dans le secteur du rajinage du pétrole, de la pétrochimie, de la distribution et du transport des produits prévoliers) et dont la création avait été évoqués lors de la réunion da 10 juillet.

da 10 juillet.

e UNION DES PAYS EXPORTATEURS DE BANANES. — Les délégués des pays membres de l'Union des pays exportateurs de benanes (UPEB), dont l'accord constitutif à été signé le 17 septembre de françan, se sont réunie à Bogota du 10 au 13 décembre pour étudier les problèmes du prix de ce produit. Ils ont exprimé leur inquiétudes devant l'évolutian da marché mondial et l'apparition éventuelle sur le marché de l'ufre des producteurs du proche-Orient. Les raisons avancées par l'Equateur pour maintenir son refus d'adhèrer à l'UPEB ont été aussi évoquées.

CONPERENCE EUROPERNNE DES MINISTRES
DES TRANSPORTS. — Le conseil des ministres de
la Conférence européenne des ministres des transports (C.S.M.T.) a tenu se quarantième session à
paris le 3 décembre. Le conseil n renouvalé son
bureau et arrêté le programme de travail pour l'année 1975.

soit accompagnée d'aides e sélectives et degressires s accordées en fonction des structions différentes. ASSOCIATION DE LA GRECE. — La Communauté européenne et la Grèce ont rems en rigueur l'accord d'association qui les liait depuis 1961 et qui avait eté e gelé « durant les sept aux et demi de regime mintaire.

taire.

ADE AUX PAYS LES PLUS TOUCHES PAR LA CRISE ECONOMIQUE. — M. Claude Cheysson, commissaire européen chargé des relations arec les pays associés à la CEE., a signé le 11 décembre un accord relatif à l'octroi de 120 millions de dollars à d'intribuer aux dix-sept pays les plus touchés par la crise économique, Il s'agit de la participation de la Communauté à la première tranche du Fonds d'urgence des Nations unies, Fonds qui doit atteindre au total 3 milliards de dollars.

Parlement européen

Résolution pour le « sommet » du 9 décembre

9 décembre

Le Parlement européen réuni en sessim

Le plénière à Laixembourg a adopté le 9 décembre une résolution s'adressant au « sommet »
des chefs d'Etat et de gouvernement réunis
le même jour à Paris. Cette résolution déclare
notamment : « Il est urgent de passer, cussi bien
sur le plan économique et monétaire que sur le
plan politique en général, du stade des déclarations d'intention à celui des décisions concrètes »
La résolution demande par ailleurs que « soit
accélèrée la transjormation de l'actuelle procédure de coopération politique européenne en
une procédure communautaire », et que le
Parlement européen soit « doté de pouvoirs de
décisions budgétaires et de contrôle réels ».
Les travaux de la séance du 10 décembre ont
porté essentiellement sur le budget des Communautés européennes pour 1975 qui passait en
de la Communauté européenne a déploré « la

M. Claude Cheysson, an nom de la Commission M. Claude Cheysson, an nom de la Commission de la Communauté européenne, a déploré « la procédure détestable des budgets supplémentaires » que pratique le Conseil. Il a relevé que cinq budgets supplémentaires sont prèvus, qui portent sur plusieurs centaines de millions d'unités de compte. ce qui, dit-ll, « est tout de même extraugant ». Il s'agit de l'aide alimentaire, de la section garantle du FEOGA, du Fonds régional, du Fonds européen de développement, et de l'action d'urgence des Nations unies.

unies.

M. Cheysson a qualifié par ailleurs de « paradoxal » le fait que les neuf gouvernements insistent sur la a situation pathétique » dans laquelle se trouvent un certain nombre de pays du tiers-monde (lors de la conférence de Rome) et refusent quinze jours plus tard de fixer le montant de l'aide de la Communauté au tiers-

monde.

Pendant trois heures, le Parlement européen s'est penché le 11 décembre sur les résultats du « sommet » de Parls. M. Garret Fitzgerald, ministre des affaires étrangères d'Irlande (qui sera le prochain président en exercice du Conseil), qui remplaçait M. Sauvagnargues, et M. François-Xavier Ortoll, président de la Commission européenne, ont introduit le débat politique par deux déclarations sur la conférence de Parls.

Tent en se félicient des cuscie abtenue à

Tout en se félicitant des succès obtenus à Tout en se féliciant des succès obtenus à Paris, les parlementaires n'ont cependant pas manqué de relever que le communiqué reste a très vague » sur différents points, par exemple en matière de politique énergétique « où il aurait été difficile de rédiger un texte plus vague que celui du communiqué », En général, le chapitre consacré à l'élection du Parlement an suffrage universel direct a été accuellil awec entisfection. satisfaction.

Le Parlement européen a enfin arrêté défini-tivement le 12 décembre le budget des Commu-nautés européennes pour 1975. C'était la première fois que le Parlement usait de ses nouveaux pouvoirs en matière budgétaire,

CECA

Accord des Neuf pour maintenir

la production de charbon A TTENDU depuis des mois, l'accord entre les A Neuf sur la politique energétique à mener pour réduire la dépendance de l'Europe à l'égard de ses fournisseurs de pétrole a été réalisé au Conseil des ministres du 17 décembre. Le fait que le Conseil ait choisi de ramener de 5 % à 3.5 % par an l'accroissement de la consomma-tion d'energie de la C.E.E. D'aura pas d'incidence sur la production charbonnière des Neuf, qui devra être stabilisée aux environs de 180 millions de tonnes d'équivalent-pétrole.

Le chiffre peut être apprêcié par rapport à l'ensemble de l'approvisionnement des Neuf grace aux données figurant au tableau publié dans la page ci-contre.

Ainsi, alors que la consommation d'énergie totale des Neuf augmenterait de 47 % en douze ans, celle de charbon progresserait de 10 % talors qu'il était envisagé, au départ, qu'elle diminue de 23 %). Cette légère progression de la demande de charbon permettrait aux Neuf de maintenir leur production houfilère actuelle, dont la proportion dans le total du charbon permettrait aux Neuf contra proportion dans le total du charbon content à resulte de la charbon content d en Europe reculerait à peine : 72 % contre 79 %.

Joint à l'effort fait sur l'énergie nucléaire Joint à l'effort fait sur l'énergie nucléaire et sur le gaz naturel d'origine européenne, cela permettrait de ramener la dépendance énergétique des Neuf, à l'égard de leurs fournisseurs extérieurs, de 63 % actuellement à queique 50 % (et même à 40 % dans l'hypothèse n° 3 évoquée dans le tableau cl-dessus). La Commission européenne souhaitait voir les Neuf prendre l'engagement de ramener cette dépendance à 40 % seulement d'ici à 1985, mais le Conseil des ministres a jugé suffisant l'effort nécessaire pour parvenir au taux de 50 %.

L'objectif ainsi fixé, il a été convenu que les Neuf se mettraient d'accord en janvier et février sur les moyens permettant de l'atteindre. On mesurera alors, de façon exacte, les contraintes qu'ils acceptent de s'imposer pour aboutir à une véritable coordination de leurs politiques nationales de l'énergie concernant la production de charbon, la Commission de Bruxelles a fait introduire dans la résolution vertée par les fait introduire dans la résolution vertée par les fait introduire, dans la résolution votée par les Neuf, la nécessité que cette production at lieu « dans des conditions économiques satisfaisantes ». Cela pourrait signifier le paiement, le cas échéant, d'une prime de sécurité de l'approvisionnement, destinée à compenser une partie des salaires des mineurs ou des investissements de maintien de l'extraction de maintlen de l'extraction.

de maintlen de l'extraction.

Ceci ne veut pas dire, évidemment, qu'il faudra produire du charbon coûte que coûte. Il sera sans doute difficile d'établir un équilibre entre les exigences de sécurité d'approvisionnement, évoquées par les Neuf, et les considérations économiques de prix « satisfaisants » soulignées par la Commission. Ce sera l'un des enjeux des prochaines réunions. Apparemment, l'essentiel du dispositif d'action proposé par la Commission européenne (voir nos deux derniers numéros) devrait pourvoir être retenu.

HARSE DE L'ACIER ALLEMAND. — Des HARSEE DE L'ACUER ALLEMAND. — Des hausses de 3 d'il % ont eu lieu en décembre en Allemagne sur la quasi-trualité des prodaits sidérurgiques. Les extrêmes concernent les tôles hors bandes (2,9 %) et les tôles quarta ou les larges/plaies (11,9 %). Un seul type d'acter a enregistré une baisac : le rond à bêton lisse (— 6 %). La sidérurgie allemande a justifié ce monvement par l'élévation de ses coûts de production.

Marché commun

Un programme d'économie d'éner-

Les ministres de l'énergie des Neuf se sont mis d'accord, le 17 décembre à Bruxelles, sur un programme d'utilisation plus rationnelle de l'énergie devant permettre à la C.E.R., d'id à 1985, d'économiser 15 % de sa consommation prévue. Ce programme comporte vingt-deux actions touchant l'industrie, les transports, la consommation domestique et les centrales électrons

Les ministres ont adopté ce programme sans liscussion ainsi que les autres mesures sui-

vantes:

1) Obligation pour les sociétés pétrolières et les États membres de communiquer, à dates fixes, à la commission de Bruxelles, le volume de leurs importations et exportations de pro-

duits pétroliers:

2) Attribution d'un crédit de 25 millions de francs français environ à la recherche sur le recyclage du plutonium (un résidu des centrales nucléaires que sa radioactivité rend encombrant) :

encombrant);

3) Obligation pour les producteurs d'électricité de soumetire aux gouvernements les
contrats de fourniture de gaz naturel. Cette
mesure tend à éviter autant que possible
l'utilisation de gaz dans les centrales élec-

triques.

Les ministres de l'energie des Neuf ont également adopté le texte d'une résolution définissant une « stratègie énergétique à moyen
terme »: les Neuf s'efforceraient pour 1985 de
ramener à 40 % (coutre 63 % actuellement)
leur dépendance énergétique de l'extérieur. Le
ministre français qui présidait les travaux des
Neuf a ajouté que les programmes d'investissements déjà prévus dans la Communauté permettaient des à présent de prévoir qu'en 1985
la moitié des besoins énergétiques seraient couverts par les ressources de la Communauté. La
résolution du conseil exprime donc l'intention
d'aller au-delà.

résolution du conseil exprime donc l'intention d'aller au-delà.

Les ministres ont décidé de se rencontrer dorénavant tous les deux mois. Ils poursuivront le 13 février — à la veille de la conférence préparatoire au dialogue avec les producteurs prévue pour mars — la discussion des objectifs sectoriels (nucléaire, pétrole, gaz, charbon) à fixer pour appliquer cette stratégie générale.

L'épineuse question du recycloge des pétrodollars

Les ministres des finances des Neuf, réunis le 19 décembre à Bruxelles, ont renvoyé à leur réunion de Londres des 7 et 8 janvier la défi-Commission européenne de Bruxelles sur la creation d'une nouvelle unité de compte euro-péenne, le renforcement des pouvoirs du Fonds européen de coopération monétaire et le contrôle renforce du marche des eurodollars.

Enfin, is ont renvoyé à la session de Londres la fixation d'une attitude commune à l'égard du probleme de l'or, après que le ministre français, M. Jean-Fierre Fourcade, eut exprimé le souhait que les Neuf se mettent d'accord sur la compta-bilisation du prix du métal jaune au prix du marché libre et la liberté des transactions entre banques centrales. M. Jean-Pierre Fourcade, eut exprimé le souhait

Les Neuf ont, d'autre part, approuvé une résolution tendant à renforcer la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. La collaboration entre administrations des différents Etats membres sera intensifiée, notamment en matière d'informations sur la situation des entreprises multinationales et des holdings et en matière d'enquêtes fiscales.

Vers des rencontres paritaires sectorielles pour traiter du chômage

Les partenaires sociaux, les gouvernements et la Commission de la Communauté européenne ont retenu, le 16 décembre à Bruxelles, le prin-cipe des consultations paritaires sectorielles pour traiter du chômage dans certaines indus-tries. M. Michel Durafour, ministre français du travail, qui presidait la conférence trilatérale travati, qui presidait la conférence trilatérale sur l'empini de la Communauté européenne, a indiqué que les partenaires sociaux désiraient nuvrir ces consultations le plus rapidement possible et sans poser de préalable quant à leur caractère institutionnal. Il a précisé que ces consultations concerneraient, en premier lieu, l'automobile, le textila, la chimie, la construction, les travaux publics et l'aéronautique.

Jusqu'à présent, de telles rencontres sectorielles entre employeurs et syndicats n'avaient jamais eu lieu dans le cadre de la CEE.

M. Durafour a reconnu que la crise économique dans laquelle la Communauté européenne s'eugage aveilt incité les Neuf à combler cette lacune.

La conférence a abouti à un second résultat : il a été décide de remettre en activité le « co-mité permanent de l'emploi », créé en décembre 1970 et qui n'avait jamais functionné depuis

Ce comité est chargé de donner des avis consultatifs sur la politique de l'emploi dans la Communauté. Après plusiaurs heures da discussion, les ministres du travail des Nauf se sont mis enfin

desormas aux emiroprises de notalier aux pou-voirs publics les licenclements qu'elles envi-sagent trente jours avant leur date d'applica-tion. Devant ce délai de réflexion, les pouvoirs publics auront la possibilité de rechercher les moyens de maintenir l'emploi dans l'entreprise en cause ou de trouver des possibilités de reclassement des travailleurs menacés.

d'accord sur una reglementation communautaire des licenciements collectifs. Celle-ci imposera désormais aux entreprises de notifier aux pon-

reclassement des travallieurs menacés.

LES MINISTRES DES TRANSPORTS VEULENT ASSAINIE, LES SOCIETES DE CHEMIN DE FERR — Les ministres des transports des Neuj ont décidé le 11 décembre, à Bruxelles, de tout matire en œuvre pour assainir la situation financière de leurs sociétés de chemin de jer d'ici à 1980.

Ils ont transformé en décision le résolution adoptée au mois de juin dernier à Lauxendourg, qui présoit notamment de donner aux sociétés de chemin de jer une plus grande autonomie de pestion, en particulier sus le plan jinancier.

Si les programmes sont mis en œuvre dans les différents pays, l'autonomie de gestion doit permettre aux sociétés de chemin de jer d'équilbrer leurs comptes sans remettre en cause la notion de service public.

D'autre part, les ministres des transports ont prorogé pour un an l'actuel système de tarification d jourchettes pour les transports routiers, en atten-

Bref bilan du «sommet» des Neuf

A l'issae de leur dernière rencontre « as sommet », les chefs de gouvernement des Neus aat publié le 10 décembre un communiqué dressant le bilan de la réuninn. Voici les princi-paux points sur lesquels un accord a pu se réaliser:

réaliser:

— Les chefs de gonvernement aut accepté le principe de la périodicité da leurs réanions: ils se rencontreront désormais trois fois par an et chaque fois que nécessaire, en conseil de la Communauté et au titre de la coopération

politique;
— Ils ont admis qu'il convenait, pour améliorer
le fonctionnement du conseil de la Communauté,
de renoncer à la pratique consistant à subordonner au consentement manime des Etats
membres la décision sur tonte question;
— Le Parlement européen sera éin an suffrage
universel à partir de 1975;
— Un fonds régional sera mis en place à
compter du 1 janvier 1975, doté de 300 millions
d'u.c. en 1975 et de 500 millions les deux années
suivantes;

A propos du maintien de la Grande-Bretagne dans la C.R.E., un « mécanisme correctour » est enviagé pour réduire la contribution britannique
la budes amondes de la contribution britannique.

dant l'adoption d'un régime définitif d'iet quelque

anuées. Ils ont également décidé d'augmenter de 20 % le nombre des contingents communautaires pour les transports routiers. Ces licences de transport, valables pour l'ensemble du territoire de la CEE, représentent toutefois moins de 3 %, du trejio international total entre les Neuf.

Le trafic combiné rail-route sera aussi libéralisé puisque les ministres ont accepté d'explura du régime des contingents les parours effectués par camions conpruntant les chemins de fer pour une partie de leur trajet.

En revanche, le conseil n'a pas réussi à s'entendre sur une augmentation de 50 à 1 000 litres de le franchise de carburant pour les camions Diezel, ni sur l'harmonisation de la structure des taxes sur les pélicules utilitaires.

REUNION DES MINISTRES DE LA JUSTICE. —
Les ministres de la justice des Neuj se sont réunis
le 26 novembre à Bruxelles pour la première jois
depuis 1971. Ils out adopté une modification du
traité de Rome permettant d'umétiorer le fonctionnement de la Cour de justice européenne, pour tenir
compte de l'accrotisement de ses charges.
Le conseil a d'autre part examiné un projet de
convention concernant les moyens de renjorder la
coopération entre les Neuj pour la répression des
détits contre le droit économique communautaire.
Cette convention instaurera une entrade judiciaire
internationale, inscitainé jusqu'e présent dans le
domaine économique. Une procédure de transmission
des poursuites donnereit le poesfulité à un Etat
compétent, pour poursuitere une infraction, de transmetres le dossier à un autre Etat mieux placé pour
cetter ces poursuites.

Afin de rendre par affleurs la réglementation
communautaire plus accessible aux unagers du droit,
des procédures ont été mises au point pour faciliter
une codification des textes rendue nécessaire par la
multiplicité des actes communeutaires.

UN BUDGET D'AUSTERITE. — Le conseil des

multiplicité des actes communeutaires.

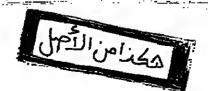
UN BUDGET D'AUSTERITE. — Le conseil des ministres des Neuf a adopté le 28 novembre de Bruxelles le budget 1975 des Communautés européennes. Il s'élère à 5,823 milliards d'unités de compte (1 unité de compta = 1,20 dollar), soit une progression de 14,6 % par rapport eu budget 1974.

Les Neuf ont l'inalement accepté seulement une crailonges de 48 millions d'u.a., alors que les propositions de modifications et d'anendements du Parlement européen portaient sur 784 millions d'uc. Pour justifier son souci d'économie, le conseil des ministres a notamment répusé de rétablir 200 millions d'unités de compte pour l'adaptation des prix agricoles communes et 53 millions d'unités de compta au titre de l'aide alimentaire. En revasuche, il accepté d'augmenter de 35 millions d'u.c. la dotation du Fonds social et a ratifié pour 2,8 millions d'u.c. diverses actions sociales.

diverses actions sociales.

I.E. COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL de la C.E.E. estime qu'une véritable politique agricole commune devrait déborder le simple politique des priz et des marchés, appliquée fusqu'd présent dons le Barché commun. Apportant se contribution aux travaux engagés par les institutions de la C.E.E. sur le blian de la politique agricole commune, le comité estime que les principes de cette politique ne doivent pas être remis en cause.

Dans une étude qu'il a adoptée le 29 novembre à l'unanimité moins six voix (syndicats communistes), le comité constate que la C.E.E. n'x jamais choisi de japon claire entre une conception « sociale » de l'agriculture. Il souhaite que la politique des prix



FERRAILLE VENDUE AUX PAYS TIERS. — Les Neul ont décidé l'ootroi d'un contingent d'exportation de jerrailles vers les pays iters de 140 000 tonnes pour le premier trimestre de 1975, réparti entre l'Allemagne (40 000 tonnes), le Dansmark (15 000), la France (40 000), le Benelux (30 000) et le Royaume-Uni (15 000). Per allleurs, et sous réserve que des perturbations sensibles ne se soient pas manifestées event le 15 Jévrier, un contingent supplémentaire de 24 000 tonnes pourra être exporté par l'Allemagne (8 000), la France (8 000) et les pays du Benelux (8 000).

Victoria de la companya de la compan

Danie State Statemen

CECA

AIDE AUX CHARBONNAGES. — La Commission ouropésine a sutorisé l'ortrol d'une side des Nous de 755 millions d'unités de compte d leure houilléres. Le niveau de cette side (3,89 u.e. par tonue en moyenne) varie de 2,02 u.e. en Grande-Bretagne d 14,55 u.e. en Belgique (4,94 en Allemagne et 8,87 en France).

HAUSSE DU CHARBON A COKE. — Bruzelles a fixé à 52,10 doilars la tonne le priz indicatif (C.I.P.) du charbon d'importation en provenance des pays tiers (dont 8,60 dollars de fret martime). Ce priz était de 23,65 dollars au début de 1973, 27,55 en ectebre 1973, 31,90 en janvier 1974 et 40,50 en avrû. Il u donc presque doublé en deux ans.

AIDE A LA CONVERSION INDUSTRIBLE.

You prête de conversion ont été accordes par

Commission européenne aux sociétés Tubes de lu Providence (12 milions de francs, pour une usins de profilés à Rettal-les-Sierck, Moscile), Baucknacht-Industrie (46 milions de francs, pour une fabrique de congélateurs à St-Avold, Moselle) et ZF-Getriebe (12 millons de DM, pour une usine de transmissions).

construction sociale. — Dans la cadre du septième programme de construction de logemente outriers, la Commission de Bruxelles o accordé un crédit de 2,378 millions de DM à la Westdeutsche Landesbanki-Girosentrale (Münster) et un prêt de 3,81 millions de FF à la Calese financière de crédit pour l'amélioration du logement dans l'industrie (Paris). Cela contribuera au financement de cent soirante logements familiaux d moderniser dans une cilé de mineurs de la Ruhr et appartenent à l'Eschweiler Bergwerksporein, et de quatre-vingtzele logements à réserver des travailleurs migrants du groupe BACILOR (Thionville).

EMPRUNT EN ALLEMAGNE. — Le CRCA a con-

EMPRINT EN ALLEMACINE. — Le CECA e emprunté 150 millions de DR d 9.75 % en sept ans sur le marché allemand. Cette opération parto à 2 130 millions d'unités de compte le total des émissions lancées par la CECA depuis son origine.

CONCENTRATION AUTORISEE. — Lu British Steel u été extorisée à prendre le contrôle du holding Johnson and Firth Brown, qui contrôle plusieurs firmes métallurgiques britanniques.

Production de churbon et approvisionnument des Neuf en énergie (en millions de tonnes d'équivalent-pétrole, mtep)

	SITUATION ACTURILE (1973)				OBJECTIF	POUR	1985	
	En mtep	En . %			Perspe Hyp.		nelles des Hyp.	
		uu souli	En mtep	En %	En mtep	En %	En mtop	Kn %
Combust. solides Pétrole	227 617 117 30 14	22,8 61,4 11,6 3 1,4	175 1.160 265 40 160	10 64 15 2	250 723 - 260 - 43 192	17 49 18 3	250 650 290 43 242	17 44 20 3 16
Total	1.005	100	1.800	100	1.475	100	1.475	100

"L'hypothèse no 1 est considérée par les Neuf comme l'objectif raisonnable, l'hypothèse ne 2 n'étant onvisagée que «s'il est possible» de réduire davantage ancore la dépendance énergétique de le C.E.E.

V (3 4 / / (C) / 2 = 3 / / 3 (U /) U 3 (

Conseil de l'Europe

La Grèce reprend sa place La Grece reprend sa place

T. E comité des ministres du Conseil de l'EuL rope, qui a tenn sa cinquante-cinquième
session le 28 noverabre à Paris, a décidé
d'inviter la Gréce à redevanir membre du
Conseil de l'Europe, conformément aux résolutions adoptées par l'assemblée consultative le
27 septembre et par le comité le 22 octobre. Le
ministre des affaires étrangères grec ayant
déposé l'instrument d'adhésion au Conseil de
l'Europe (aimsi que l'instrument de ratification
de la convention européenne des droits de
l'homme!, la Grèce a été immédiatement admise
à participer aux travaux du comité en tant que
dix-hultième membre du Conseil.

à participer aux travaux du comité en tant que dix-huitième membre du Conseil.

Les débats ont ensuite porté sur la situation à Chypre après la résolution 3212 adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 1º novembre. Sur le déroulement de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et sur les relations de l'Europe avec les Etats-Unis qui, selon le comité, doivent se développer sous le signe de la « confiance mutuelle ». Le comité a invité le Portugal à participer aux activités techniques du Conseil de l'Europe jusqu'à ce qu'il devienne membre de l'organisation.

COLLOQUE DU COMITE DES MINISTRES ET DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE. — Au cours d'un colloque qui o réuni le comité des ministres et l'Assemblee parlementaires ont débatiu de la situation a Chupre, des questions intéressant le bassin méditerranéen (Espaque et Proche-Orient), de le vim'èrence sur lo sécurité et la coopération en com'erence sur lo sécurité et la coopération en Europe et du rôle du Conseil de l'Europe. En ce qui concerne la situation d'Chyme, l'assemblée perlementeire o europé, du 11 au 19 décembre, uno mission de bons offices à Nicosie, Ankara, Athènes et Londres.

DROITS OE L'HOLME. — Le Commission euro-péenne des droits de l'homme o tenu une session du 12 au 20 décembre. On trouvero un bref résumé de ces trauux dans le prochain numéro du Monde diplomstique.

diplomstique.

DEONTOLOGIE DE L'INFORMATIQUE. - L'adopton d'un code européen d'éthique projessionnelle pour les informaticiens u été au centre des débats d'un symposium qui s'est réuni d Londres les 4 et 5 nerymbre sous l'égies du Conseil de l'Europe. Les esperts unt examiné la contribution des règles

déontologiques et des rèplements sur le secret à la sécurité des données stockées sur ordinateurs et à la protection de la vie privés des individus, DROGUE ET CRIMINALITE. — Plus de quatre-vingts experts de quinze pays membres du Conseil de l'Europe ont participé à une conférence des direc-teurs d'instituts de recherches criminologiques, convoquée à Strasbourg du 25 au 28 novembre, sur les rapports entre les stupéjiants et le criminalité.

Organisation des Etats américains

La prochaine élection du secrétaire général

Taire génèral

I. E secrétariat de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) a fait connaître le 1º novembre les deux candidatures officielles présentées jusqu'alors pour le poste de secrétaire général. Ce sont celles de M. Sapena Pastor, ministre des affaires étrangères du Paraguay, et de M. Pitty Velasquez, représentant de Panama, qui occupe actuellement le poste de président du Conseil permanent. L'élection du successeur de M. Gallo Plaza, actuel secrétaire général, aura lleu au cours de la cinquième assemblée générale de l'O.E.A., en avril prochaîn.

DROTTS DE L'ROMME AU CHUI. — Le commission interaméricaine des droits de l'homme a soumis début décembre au conseil de l'O.E.A. son rapport sur les droits de l'homme ou Chui, rédigé essentiellement d partir des observations et témoignages recueills par cinq juristes qui se sont rendus au Chill l'été dernier.

Chili l'été dernier.

Lo commission juit état des eviolations extrêmement sérieuses à des droits de l'homme dans ce pays depuis le coup d'État du 11 septembre et dénonce les tortures physiques et morales injligées our prisonniers. Le rapport signale aussi les obstacles rencontrés par les enquêteurs dans l'accomplissement de leur mission.

EDUCATION, SCIENCE ET CULTURE, EDUCATION. SCIENCE ET GULTURE. — La com-mission exécutive permanente du Conteil interamé-ricain pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Washington le 25 novembre, o approuvé ringt et un nouveaux projets éducatife et scienti-jiques dont le coût est estimé d 9 millions de dol-lars. Le contribution des pays latino-américains s'élèvera à 5 millions de dollers, les 4 millions res-tants seront apportés par les Etats-Unis.

TROISIEME CONGRES INTERAMERICAIN DU TOURISME. — Le troisième congrès interuméricain

du tourisme, réuni d Panama du 25 au 28 novembre, a eraminé les mesures susceptibles de sortir cette importants industris d'uns longue période de stag-netion provoquée par le crise da dollar, l'infla-tion généralisée et la hausse des tarils des transports uérious. Les délégations ont préconisé une série d'int-tiatives, dont un projet de promotion du tourisme social.

OTAN

La session du conseil de l'Atlantique nord

TES relations Est-Ouest ont été au centre des L. débats de la session ministérielle du conseil atlantique réunie à Paris les 12 et 13 décembre. Les ministres ont noté les progrès intervenus dans le domaine de la détenie au cours des six derniers mois mais se sont déclarés résolus à maintenir leur propre matériel défensif face à l'accroissement du potentiel militaire des pays du pacte de Varsovie. Le communiqué final souligne que des « résultats substantiels » sont désormais possibles à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et résifirme l'engagement des pays membres de parvenir, dans les négociations de Vienne sur les réductions mituelles et équilibrées des forces, à une « parité approximative sous la forme d'un plajond commun entre les effectifs des jorces terrestres de l'OTAN et du pacte de Varsovie dans la zono de réduction ».

de l'OTAN et du pacte de varsone uans la con-de réduction ».

Le conseil atlantique a entendu un exposé du secrétaire d'Etat américain sur les récents entretiens de Vladivostok entre le président Ford et M. Breinev sur la limitation des arme-ments stratégiques. H a aussi examiné la situa-tion à Berlin et en Proche-Orient, ainsi que l'état des relations entre la Grèce et la Turquie.

l'état des relations entre la Grèce et la Turquie.

REUNION DE L'EUROGROUPE. — Les ministres de la défense des pays membres de l'Eurogroupe — qui rassemble dit des treize membres de l'Organisation de l'atlantique nond (OTAN) — se sont réunis d'Eraxelles le 9 décembre. As ont examiné l'état d'avancement des étudés sur la standardisation des amements et étudié les conséquences de le conourence qui existe entre les pays exportateurs de matériel militaire. A l'issue de la réunion, les ministres ont publié un communiqué dans leque! ils préconteent le maintien d'une industrie européenne d'armements « torte et viable » at l'amélioration des consultations sur les « programmes et plans respectifs on matière de recherche, de déveleppement, de production et d'achat de systèmes et projets d'armes d'importance majeure au courre des dix à quinze prochaînes années ». Le communiqué précise qu'en 1974 les dépenses consurées à le déjense ont atteint 44 milliards de dollars, es qui représente une augmentation de 4 % par rapport à 1973.

AU COMITE DES FLANS DE DEFENSE. — Le

représente une augmentation de 1 % par rapport à 1973.

AU COMITE DES PLANS DE DEFENSE. — Le comité des plans de défense de l'OTÂN, réuni en session ministèrielle d'Bruxelles les 16 st 11 désembre, s'est préoccupé du « renforcement et de le modernission constants » des forces torrestres et aériennes du pacte de Varsovie et du « déploiement mandial » des forces navales de l'Union avviétique. Il u examiné les récents développements des négociations américano-soviétiques sur le limitation des armements stratégiques (SALT) après les entretiens de Vialinostok entre le président fond et M. Brejnee, et l'état des négociations de Vianne sur les réductions mutuelles et éguilibrées des forces en Rurope (MBFR.). Les ministres ont approuvé le plan des forces de l'OTÂN pour 1975-1979, et la ont étudié les répercussions de l'inflation sur les budgets de défense et lu situation stratégique en Médierranée et en Proche-Orient, Ils ont reconnu l'urgenne d'une action coordonnée en javeur de la standar-nisation de certains matériels militaires et se sont penchés sur l'élaboration d'une directive d'orientution des activités de planification de la défense pour la période allant jusqu'd 1982.

— Le groupe de planification nucléaire s'est égulement réuni le 10 décembre. Le Portugal ne partisipait pas à la réunion.

Union de l'Europe occidentale

Vingtième session de l'Assemblée L'ASSEMBLEE de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), réunie à Paris du 2 au
6 décembre pour sa vingtième session annuelle,
a adopté un rapport sur l'état des activités
européennes en matière aéronautique qui recommande aux Etats membres désireux d'acheter
du matériel militaire de « donner la préférence,
chaque fois que cela est possible, aux produits
des constructeurs européens » afin de permettre
à l'Europe de conserver un « potentiel autonome de conception et da construction canable à l'Europe de conserver un « potentiel autonome de conception et de construction capable
de soutenir la concurrence sur les marchés
mondiaux ». Les parlementaires ont également
adopté un rapport sur la sécurité européenne
et la situation en Méditerranée orientale qui
souligne l'importance du maintien des bases
britanniques à Chypre et souhaite le développement des accords d'association des Communautés européennes avec la Grèce et la Turquie
en vue de leur adhésion à la C.E.E. Les participants ont aussi examiné le problème de la mise
en œuvre d'une défense européenne distincte de
celle des Etats-Unis sur la base d'un rapport celle des Etats-Unis sur la base d'un rapport sur « L'Union européenne et l'U.E.O. ».

Croix-Rouge

Réunion de la commission perme

L'acommission permanente de la Croix-Rouge internationale, réunie à Genève le 21 octobre, a examiné un rapport sur la réévaluation du rôle de la Croix-Rouge, les conclusions de la conférence sur les armes de nature à causer des maux superflus ou à frapper sans discrimination qui s'est tenue à Lucerne du 24 septembre au 18 octobre, et l'activité du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et de la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge.

Lique des societes de la CTOIX-Monge.

FIN DES OPERATIONS DE LIBERATION ET DE
RAPATRIBMENT DES PRISONNIERS A CHYPRE. —
Les dernières opérations de libération et de rapatriement des prisonniere de guerre es sont déroulées
de Chypre les 19, 20, 21 et 20 octobre sous les auspices
de CLICR., portant d'einq mille neut cent quatrevingts (y compris neut ressortissants grecs et dixneut ressortissants tures) le nombre des personnes
repatriées et libérées par le Comité en vertu des
accords du 13 et du 20 septembre.

accords du 13 st du 20 septembre.

VISITE DE LIEUX DE DETENTION. — Les délégués régionaux du CLCR, ont visité au cours des mois d'ootobre et de novembre treste et un prisonniers de guerre et cinquante-quatre prisonniers civils en Angola, trois cent cinquante-six détenus en Rhodésie, quatre prisonniers de guerre portugais un Zaire, deux mille deux cents détenus au Chtig, mille cinq cents détenus au Pranguay (un mois de septembre), sept cent sept détenus en Equatour et une cinquantaine en Bolivie. Au mois de décembre, des délégués du OLCR, ont visité deux cents personnes arrêtées en Ethiopie depuis le 27 avril, pour des délits ou des motifs d'ordre politique, et ont pu rencontrer l'empereur Hallé Sélassié, ainsi que vingt et un membres de se famille.

• CONSEIL NORDIQUE. — Le Conseil nordique s'est réuni à Alborg les 7 et 3 novembre pour la deuxième partie de au vingt-deuxième session (la première rencontre avait eu lieu à Stockholm uu mois de février). Les débats ont porté sur le déreloppement de la coopération entre les pays membres en matière d'émergie (notamment la création d'un institut nordique de l'énergie et l'élaboration d'un stratégie commune), sur la place des sociétés multinationales dans l'économis des pays membres, la coopération dens le domaine du tourisme, la création d'un centre de recherches alimentaires et d'un centre pour la protection de l'environnement à Aland (Finlande), la prévention de la politique commune dans la zone arctique des pays nordiques.

commune dans la zone arctique des pays nordiques.

• LIGUE DES ETATS ARABES, — Le conseil de l'aviation civile des pays erabes u examiné, au coure de sa douxième session au Maroc du 5 au 12 décembre, diverses possibilités d'amélioration du transport commercial aérien entre les pays membres : creation d'un centre arabe de l'ariation civile qui aurait pour objectif de former du personnel qualifié unce l'assistance technique des Notions unies ; construction d'un réseau de communications entre les aéroports arabes : développement de le coopération entre pays urabes, dens le cadre de l'Organisation de l'eviation civile internationale,

ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL.

M. Bayilken (Turquie) a récemment été nommé au poste de secrétaire général de l'Organisation du traité central (CENTO), en remplacement de M. Nassir Assar.

— Le conseil de l'éducation et de la recherche scientifique du CENTO o tenu sa vingt-troisième session d Lahoro du 2 au 4 décembre.

existingue du Canto du 2 au 4 décembre.

• RECHERCHES SPATIALES. — L'Organisation européenne de recherches spatiales (ESRO), la firme oméricaine COMSAI et le gouvernement canadiem ont conclu le 2 décembre d Washington un accord portant sur la création d'un petentiel de satellites aéronautiques (programme de secteur spatial) destiné au programme intérgouvernemental « Aérosat mis en place l'été dernier entre l'ESRO, l'administration fédérale de l'aviation des Blats-Unis et le Canada. Le programme de secteur spatial couvre la conception, le développement, la journiture et l'exploitation de deux satellites au-dessus de l'Atlantique, dont le premier sera luncé en 1978. — L'ESRO o conclu au début du mois de décembre deux contrats d'un montant total de 38,3 millions d'unités de compte avec GEG-Marconi (Royaume-Uni) pour la conception et la réalisation du satellite delécommunications maritimes Marots et, avec Dornier System (Allemagne), un contrat d'un montant de 16,3 millions d'unités de compte pour la satel·lite scientifique I.S.E.E.-B (International Sun-Earth Explorer).

— L'ESRO o publié au mois d'octobre, sous le titre l'Europe spatiale, une étude des activités des pays européens, de la compétence et des moyens mis uu point par les industries européennes dans les domaines de la rechercho et de la technologie spatiales.

◆ COMMISSION EUROPEENNE DE L'AVIATION CIVILE. — La Commission européenne de l'aviation civile (C.E.A.C.) e publié d la fin du mois d'octobre les statistiques de transport aérien non réguler communiquées par ses vingt Etals membres pour la période de douze mois se terminant en octobre 1973. Ventilées par pays et par octégorée de trafic, ces statistiques montrent un nouveau relentissement de l'ougmentation du nombre des passagers trensportés en vois afrétés entre les paus membres de la C.E.A.C.: 8,5 % en 1973 contre 20 % en 1972 et 33 % en 1971. Les couvonts de trafic d'afrétéement entre le Roysume-Unt, l'Allemagne, le Secundinavie d'une part et l'Espagne d'autre part représentent plus de la mottée du trafic total.

POUVOIRS, RICHESSES, SYSTÈMES DE PENSÉE

L'économie au miroir de l'idéologie

A science économique, comme toutes les sciences humaines, ne pent pas se passer de se connaître elle-même. La plupart des istes admettent cette idée et seraleut prets, comme Gunnar Myrdal, à Jouer cartes su table en indiquant des le départ d'une recher-che ou d'un exposé, quelles sont leurs bypo-thèses et leurs préférences subjectives. Jean et Guy Dupuigrenet-Desroussilles mon-Weiller et Guy Dupuigrenet-Desroussilles mon-treut dans un envrage paru récemment sous le titre les Cadres sociaux de la pensée écono-miqua (1) que cette opération-vérité a le mérite de la franchise mais ue mêne malheureusement uulte part, Pour deux raisons. La première est quo nul ne peut prétendre counaitre l'enracine-ment social, culturel d'une idée — fût-ce la ment social, enturei d'une tice - lui-ce la sienne - gans avoir accompii un travail spécifique. Au-delà de la aociologio de la connaissance esquissée par Georges Gurvitch, ce travail deit rendre compte également de l'évolution du contenu de la connaissance, de ses grands axes, contenu de la comaissance, de ses grands axes, des afilières a qui condulsent par ricochets d'un anteur à un autre à travers a filtres» et » grilles de lecture » où se dévoile Pinfluence des cadres sociaux. C'est de ce travail, si ratement entrepris jusqu'ici pour la science économique, que les

MONTH THE PROPERTY OF THE PROP

jusqu'ni pour la science economique, que les suitents noue donnent un exemple.
Mais, et c'est le deuxième point, en iraversant le miroir de Pidéologie, qui lui renvoie Pimage souvent flatteuse de lui-même, et en accédant ainsi à la connaissance de sa connaissance, l'économista n'accèdant que de la connaissance de sa connaissance, l'économista n'accèdant des la connaissance. l'économiste u'aboutira pas à une vision défireconomiste n'aboutira pas a une vision dell-nitive de la pensée telle qu'elle serait « réelle-ment ». Car il n'y a pas de vérité objective ni de science pure, et la comnaissance de la connais-sance est elle-même une connaissance, donc sujette elle aussi à une sociologie, etc. L'opèra-tion de present au teand dans one come sujette ene aussi a une sociologie, etc. L'opera-tion de passage an second degré que nous pro-posent les auteurs est donc un piège: an-delà du miroir, il y a un autre miroir. Mais le piège n'en est plus un si l'on se convaine que juste-ment la vérité objective se trouve constituée par cet effert de remise en cause lui-même, et n'est pas « une sorte do Saint-Graal étincelant de pureté, dissimulé au creux d'un système magique d'équations ». Cetta redéfinition de la science, qui éclaire la démarche des auteurs, se trouve curiousement placée en postface. Rappelée dès le déhut de l'ouvrage, elle aurait permis au

lecteur de saisir plus facilement l'enjeu des recherches dont eu lui livre le résultat. Il apparaît done elairement que l'écone

de production asiatique, la politique des revenus dans les années 60.

DEUX exemples peuvent servir à illustrer la técondité de ce type de réflexion. Dans sou désir de triompher de ses advarsaires populistes, partisans d'éviter à la Russie le détour par le capitalisme industriel, Lénine donno à la théorio marxiste des inDéchissements singulers. Ainsi, quand D interprète comme une condamustion ce que Marx dit de Sismondi, Lénine se trompe

Por FRÉDÉRIC LANGER

ne peut pas se laver les mains du rôle qu'il joue dans l' «incessant rééquilibrage des pouvoirs, des richesses et des systèmes». Puisqu'il ne saurait échapper aux cadres sociaux, dent il fait d'ailleurs partie, ne doit-il pas chercher à eu être conscient? Mais ce livre s'adresse aussi à tone coux qui utilisent les «résultats» de la science économique, en particulier les «politiones» ne faut-il pas les avertir que la répouse science economique, en particuler les epoli-tiques » : ne faut-il pas les avertir que la répouse à la questieu qu'ils poseut à l'économie pour »ppuyer leurs conceptions on leurs stratégies peut u'être que la répétition de leur question? Les essais qui composant l'euvrage de J. Weiller et Guy D.-Desroussilles se situent soit à un present général (domble indétermination des et Guy D.-Desroussilies se situent soit à na ulveau général (donble indétermination des notions d'idéologie et d'infrastructure; de l'his-toire critique des doctrines à la socielogie des théories économiques contemporaines; phéno-mènes de diffusiou-déformation de la connais-sance...), soit an niveau d'un ebjet théorique partientier (l'équilibre, la nation, les classes sociales). Des études de cas et des anneres approfondissent la recherche sur des points prècis : le « Siameudi de Marx », selon Lénine, Oskar Lange et le statut de l» connaissance économique dans la théorie marxiste, le mode

d'une manière si flagrante qu'en est conduit à rechercher les causes de son epposition aux populistes ailieurs que dans le champ de la seule centroverse théorique. On peut supposer que Lénine tient les pepulistes pour responsables de la mort « inutilo » de son frère Alexandre, que ses idées populistes avaient conduit an terroses idées populistes avaient conduit au terro-risme et à la potence. Mais l'affaire peut paraître pine complexe encore. Le sileuce qu'un père sévère et trop sonvent absent imposait au remuant Viadimir, Lénine le rompt, et, coînci-dence frappante, les populistes qu'il attaque si âprement se trouveot, à peu près, avoir l'âge du père de Lénine quand il mournt, on plutôt quand il «se réfugia dans cette longue absence qu'est la mort.» Les cadres sociaux, intériorisée qu'est la mort ». Les cadres sociaux, intériorisée par Viadimir Oulianev adolescent, vont ainsi interposer une grille culturelle encore incertaine entre Lénine et ses lectures de Sismondi, Marz et Elicardo. Les messages parfois incehéreuts que cette grille laissera filtrer se retrouveut aujeur-d'hn! dans lo marxiame « léniniste » qui frappe d'un interdit épistémologique encore vivace les recherches sur le populisme, eu le mode de production asiatique, en U.R.S.S. et ailleurs. Les pages consaerées à le untion, qui suiveut

les avaisrs de ce concept à travers l'histoire de la pensée économique et tont le point sur les ceutroverses actuelles, contiennent de précieux éléments de réflexion, pour qui s'interroge sur les rapports internationanx dans le monde actuel. c'Cest désormais la dépendance dans laqualle « C'est désormais la dépendance dans laqualle est tenn aujourd'hui un pays déveleppé pour la poursuite de la croissance qui deit retenir sérieusement l'attention. » L'importance des ceutres natieuanx de décisions, qui ne cesse de l'affirmer, n'est pas ceutradictoire avec cotte dépendance acruse. Elle résulte an contraire de la prise de conscience de « l'obligation de mettre ou cuvre des moyens d'action susceptibles de neuvelles menaces d'instabilités. neutraliser de nouvelles menaces d'instabilité (effets d'asymétrie, fluctuations économiques luternationales, déséquilibres monétaires ou

Internationales, déséquilibres monétaires ou structurels).

Mais, de ce fait, c'est une « conception modeste de le netion comme zone de préférence de structure et de balance des pouvoirs » qui risque de supplanter les définitions traditionnelles. Cette conception aurait l'avantage de permettre le passage vers des « zones non plus nationales mais transmationales de préférence de atructure, au service desquelles jeneralent toutes les politiques économiques, à la fois de développement et de stabilisation, dont les natieue ont si longuement fait l'expérieuce ».

Un livre important, qui meutre teut ce que

Un livre important, qui meutre teut ce que peut apporter de santé et d'air frais, «e que les auteurs appellent une « socio-épistémologie » de la connaissance, dans un domaine où elle a rarement été appliquée jusqu'ici, et qui reuone le dialogue entre l'éconemie et les »utres sciences

(1) Les Cadres sociaux de la pensée économique, par Jean Weiller et Guy Dupuigrenet-Desroussilles, Presses universitaires de France, Coll. « Sociologie d'aujourd'hul », Paris, 1974, 264 pages, 49 P.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

La « crise » et les investissements américains à l'étranger

Un élément décisif du renforcement de l'empire

Par DOMINIQUE DE LAUBIER *

Avant la fin de le décennie en cours, le volume des nouveaux investissements americains à l'étranger cara supérieur eu total cumulé depuis vingt-cinq ans. Et ce prodigieux développement pourra s'effectuer sans que les Etats-Unis aient pratiquement besch de sortir des capitaux frais, L'Europe occidentale et le Japon devant ètre les principales cibles de cette évolution, les régions in-dustrialisées du monde découvrent sinsi qu'elles vont dans un proche evenir, se trouver dans la situation qui est depuis longiemps celle des fiefs traditionnels de l'empire américain. L'enalyse ci-dessous explique les raisons et les mécanismes de cette domination renforcée.

DEPUIS un an, il n'est question que de recyclage des capitaux eccumulés par les pays producteure de pétrole et de mise en place de caneux destinés é recuellir leure surplue finenciere et à les echemines vers les peys en proie aux déficits dans leure échanges extérieurs, Permi ces censux, celul des inveetissements directs que les pays pétrollere pourralent effectuer figure eu premier plan des revendications finencières qu'ile formulent euprès des responsables des pays industriels. Il ee heurte é blan des réticences de la part de ceux-ci, peu soucieux de voir soudain des secteurs entiers de leure industries passer eous contrôle étranger, comme le montre l'eccueil réservé é le récente lectative de prise de participation dana la firme eéronautique eméricaine

Mais le recyclege eure sans doute pour effet, dans un premier temps, d'exporter des capitaux directement non pas aux pays déficitaires, melblen plutôt eux quelques nations qui apparaîtront le mieux placées dens tourmente pétrollère qui treppe les nations avancées. Comme l'expridu Fonds koweitien pour le développement économique des pays arabes, jets solldes et prometteurs, non dans des marchés finenciers en déclin ou dene des entreprises menecées par la

Ainsi obsarve-t-on déjà un processus qui paraît appelé à se poursuivre eu moins d'ici le fin de cette décennie, si loutefols les paye preducteurs parviennent à maintenir le prix du pétrole à un niveau élevé, susceptible d'assurer des surplus finenciere considérable eux plue richea et aux moins peuplés d'entre eux : une fraction très importante de leure avoirs financiers eere orientée vere les Etats-Unis, qui exer-cent eur les responsables actuela des finances arabes, de leur eveu même, « une véritable fascination ». On est ainsi conduit à penser que les flux de espitaux doni les Etats-Unis voni bénéficier rentorceroni les moyens d'ection poseroni au cours des ennées qui viennent et inciterent ces entraprises é salsir cette occasion pour développer encore leurs investisses ger el é prendre à bon compte le contrôle d'entreprises européennes r'lees en difficulté par la crise économique qui eévil déjà. Ainsi le recyciage des capitaux pourrait-il entreiner une eccélération de l'emprise economique eméricaine eur les eutres peys Industriels et eggraver é long terme les menaces qui pèsent délé sur leu. Indépendence économique et donc

La surévaluation du pouvoir d'achat

BIEN des facteurs, on le sait, sont injervenus pour inciter les entreprises américalnes é s'implanter é l'étranger comme elles l'ont fait depuie vinot-cino ans. Parmi ceux-ci. le sure valuation du pouvoir d'achat du dollar è l'égard des monnales et des actifs étrangers a joué un rôle non négligeable. Cette surévaluetion, edmise par les Etats-Unie lors du grand réajusiesans aucun doute treiné le développe ment des exportatione de produits eméricaine, mele elle a, en contreparlie, accru les moyene é la disposition des grendes firmes américaines pour acquérir des actif. à l'étranger.

SI, de 1950 à 1958, les sorties de cepitaux des Etats-Unia pour financa une traction des investissements é l'étranger sont quelqua peu contrari as per les entreves encore oppoeées é le liberté de circulation des capitaux entre les pays industriele, et grendes monnales, à partir de 1959 ces obatacles sont levés et eprès progression spectaculeire à la fois dans l'ensemble des dépenses d'investissement et dana les sorties de capitaux destinése é en couvrir une

· Responsable des analyses finan-cières ou Groupe d'études prospectives internationales.

frection. le finencement du reste reposant our les profits investis ou sur les capitaux obtenus sur piece. De 1950 é 1971, les deux séries évo-

nme l'indique le tableau l. Les deux dévaluations du doller intervenues, l'une è la fin de 1971 el l'eutre eu début de 1973, puie se profonde dépréciation par repport é le pluper des eutres monneies au cours du premier semestre 1973 dans le cadre des taux de change flottants, n'ont pas menqué d'exercer une influence défavorable eur l'évolution des deux séries en 1972 et 1973. Les dépenses d'Investist and ont elleint 16,9 millierde de dollers en 1972 et 20,3 milliards en 1973, ce qui, compte tenu de le d'minution du pouvoir d'echet du doller exprimé en monneies étrangères, repréeente en volume, par repport au niveau ettaint en 1971, une diminution

de l'ordra de 10 % pour 1972 et encore un léger lléchissement en 1973. Quant eux sorties de capitaux, elles sont tombées à 3,5 millierde de dollere en 1972 et oni à peine retirapé en 1973 le niveeu de 1971, en dollers dépréciés

Si elle affeibilt sérieusement la com-pébtivilé des industries de l'Europe & du Jepon et déséquilibre gravement leure échanges extérieure, la crise énergétique n'atteint guère les États-Unia el rentorce, au contraire, le domination économique et financière qu'ils triels depuis le fin de la guerre et qu'ila peraissalent sur le point de perdre eu début de cette décennie. De maintenant les figures accidents. maintenant, les firmes américaines repartent de plus belle à la conquête des actile industriels et commerciaux étrangars, et leurs prévisions sont plus ambitiques que jamais. Les dépenses d'Investissement euroni atteint environ 25 milliarda de dollars en 1974 et pour-raient e'élever à 30 milliards en 1975 i

Ausai a-t-il cons intérassent de charcher, dans le cedre des travaux pour eulvis par le G.E.P.I. (1), é estimer, en fonction de certaines hypothèses, compourraient évoluer d'Ici à 1980 et vers quele pays, et quele mouvements de

Une estimation très prudents conduit à évaluer l'ensemble des dépenses d'intissement qui seraient réatisées par les firmes américaines de 1974 à 1980 inclus à environ 225 milliards de doiparticulier des projets délà en coure, de l'effet dissuasif exercé par les alisations pétrollères au Proche-Orient ou, é l'inverse, du caractère é nouveau ettractif présenté par certaines régions (telles les rives de le mer du Nord ou le Canada), enfin de l'assouplissement des réglementations opposées jusqu'à présent à l'encontre de.: Investissements étrangers par quelques peys comme le Frence et le Japon, contrainta désormala à plus de souplesse d'ils veulent disposer des devises nécessaires à le tole eu règlement de leurs déficits courants et eu financement de leurs propres investisaemants à l'étranger. Les dépenses cumulées en sept ens se répartiraient seion des chiffres réunie dans le tableeu II.

On le voit, l'évolution retracée lci n'implique pas de modifications très Importantes dans l'orientation géographique des nouveaux Investissementa. En revanche, il e paru nécessaire de prévoir un infléchissement assez sen-eible des modalités de financement de ces investissements pour tenir compte de la pénurie de capitaux dont l'Europe et le Japon risquent de souffrir eu cours de le période sous revue.

De 1950 à 1970 les 115 millierds de dollers d'investissements directs réali-sés par les firmes américaines avalent été financés é raison de 42 milliarde (37 %) par des sorties de capitaux, de 26 millierde (22 %) par des profits réinvestis sur plece et de 47 millards (41 %) par des capitaux oblenus hore des Etats-Unis par les firmes américaines (2). Pour les sept années eous revue, ces trois sources de financement couvriralent respectivement 36,30 et 34 % des dépenses d'investissemants et, en 1980, les sorties da cepiteux financeraient désormale au moine s notiveaux. le profits réinvestis le Bere, et les emprints un peu plus du quart seule-

En sept ans, les Etats-Unis enverralent einsi quelque 80 millierds de dollars vers le reste du monde, jouant un rôle de redistribution non néallgeable pour les paye d'eccuell. La Frence, per exemple, pourrall recevoir de. Etata-Unie 5 é 6 milliards de dollere, voire 7 milliarde, eu coure de cette périoda, soit environ 800 à milliona de dollars en moyenne par an, elore que, jusqu'é présent, elle n'evalt reçu qu'à peine 400 millions en 1973 el moins da la moitié de catte comme en 1972.

Une formidable machine auto-alimentée

M AIS ei les pays d'eccueil des IVI Investiasementa américalna peu-vent espérer obtenir de le sorte un soulegement de leure déficits extécissement impliqua une ellénetion progressive de leur patrimoine foncier et Industrial et une diminution de leur

en tait un simple report des échéance financières auxquelles lle se trouvent inéluctablement confrontés du fait de leurs déficits des opérations courant Les investissements, en effet, à eupposei qu'ile ne se transforment pas en désinvestissements, et rapatriements de capitaux par le suite, engendrent des revenus dont une large trection est tôt ou tard repatriée. La France verse ectuellement plus de 200 millions de revenus sur investissements aux Etals-Unis, en même tempa que plus de le différence de taux d'intérêt qui exietera entre les Etats-Unie et l'Europe soua la pression de le pénurie de capitaux dont souffrira cette demlère, si noira hypolhèse se révèle juste, les firmes amàrtcaines vont trouver plus avantageux de réinvestir en France unu fraction encore plus importante de leure profits. Ceux-ci seront de l'ordre de 1,8 milliard de dollere en 19F , ei les taux obtenus ectuelle se maintiennent, sur lesquela plus d'u i milliard sera rapatrié, de sorte qua l'effet tavorable d'une errivée de

(1) Essai de quaetification des opé-(1) Essai de quastification des opérations financières internationales fusqu'en 1880, juillet 1974, G.E.P.I., 30, avenue d'lèna, Paris [16*].
(2) Cf. nos deux études : « Les investissements indirects des Etats-Unisdans le monde», la Documentation française, 1969, et « Palemsous extérieurs et position l'oternationale des Etats-Unis», hullatin semestriel de la Eanque Jordaan, jaovist 1972. dès 1980 sinon event, contre-balencé par les repatriementa de revenus. Et cela, répétons-le, dans l'hypothèse où les envoie de cepitaux par les investisseurs emériceine seront proportionnellement bien plus Importants que cee

dernières années En fait, les acufs induatriela accumulés par les Etats-Unis à l'extérieur son si importants que, depuis vingt-cinq ans, ils n'ont cesaé de recevoir. é bitre de revenus ou de redevances aur licences accordées aux tiliales, devantage qu'ils n'envolent de capitaux frait é l'étranger, comme le montre le tableau III (en millierds de dollers) :

Ainel, les Etats-Unis ont-lis pu investir en un quert de siècte près de 200 millierds de dollars à l'étranger, sans bourse déller, si t'on tient compte des revenus engendrés par ces inves-tissements, et en réussissant eu contraire à obtenir des rentrées nettes de quelque 70 millierds de dollars i C'est essentiellement evec de l'argent empruntà à l'étranger ou gagné à l'extérieur el réinvesil sur place que les firmes américelnes étendent pou à leur empire sur le monde.

A la fin de 1974, les actils ainsi accumulés auraient une valeur comptoble de l'ordre de 120 millards de dollars el une veleur réelle que l'on pout esti-mer à 300 millierds environ. En 1980, la valeur comptable se situere eans doute entre 220 et 250 millierde de dollars, et le valeur réelle à plus de 500 milliards. Les profits annuels avol-sineront 40 milliards de dollars si leur tat se maintient aux niveaux ecluela, ec près du double de le veleur des eclita détenus par le France à l'étranger à le fin de cette décennie. A titre de compareison, valeur complable des Investissements britanniques en 1987 eare sans doule, eelon nos esti-metione, de l'ordre de 60 milliards de dollers, environ quetre lois moins que ceux des Elete-Unia, et celle des investissements ellemande ou jeponais approchera de 40 millierds de dollais.

La balance des paiements, un concept vidé de sa signification

L A croissance accélérée des opère tions d'investissement à l'étran-gr par les tirmes dites mullinellonates, essentiellement américaines, a pour effet d'enlever toute signification é le plupart des rubriques de le balance des palements et tout particulièrement à celles de la balance américaine. Au tui et é mesure que les grandes entre-prises établissent des fillales à l'étranger, les ventes réalisées per cettes-ci remplecent — quoi que prétendent certains — les exportations jusque-là assurées par les maisons-mères. En 1972, lorsque les exportations américalnes atteignaient près de 49 millerds de dollars, les experts du monde entier s'Inquiétalent du déficit commerciel de 7 millerds qui apparaisselt elore que, dans le même temps, les tillales mejoimplentées à l'étranger réalisaient plus de 220 milliards de dollere de ventes, soit quelre fois et demie la veleur des exportations de leure maisons-méres. En 1980, ces ventes no seront quère éloignées de 700 millierds de dollars, solt environ troie fois et demle le valeur des exportatione eméricalnes envisagées pour 1980.

De leur côlé, les ventes réalisées par les fillales se tredulsent en pertie per des exportations à partir du pays d'acquell. Voilà deux ans, le repport Ribicoff évalueit la pert couverte en 1970 par les filleles établies dans quelques pays dans l'ensemble des expor-tations réalisées par ces pays, en ce qui concerne le Caneda, à plus de 40 %, l'Amérique letine 36 %, le Royeume-Uni 17 % et les six pays fondateurs du Merché commun 10 % an moyenne. Il ne falt guére de doute que ces pourcentages seront eppelés é e'élever eensiblement d'Icl é 1980. Comment quelifier de - canadiennes ou de « britanniques » les exportations effectuées par des entreprises eméri-

celnes succeptibles de rapatrier tol ou tard vere les Etats-Unis eu moins une traction des profits retires de ces operetions ? Comment même quelifier de réserves de change pour un pays des avoirs en devises suceptibles à jout moment d'être transférés vers l'étranger sur un ordre venu de l'extérieur pour appuyer le stratégie de telle ou telle firme multinetionale, voire lout elmplement pour récliser ses opérationa spéculetives ?

Le début de cette décennie faisait apparaître quelques signes d'un certain déclin de le toule-puissance emericaine. Son Industrie se faisait surclassai, de plus en plus même sur son propre marché intérieur, per ees riveles d'Europe ou du Japon; sa monnale se voyali préférer, en tant que monnale de réserve, le mark, le yer., le llorin ou le franc suisse ; ses entreprises multinetioneles ételent contestées, non seulement par les étudiants gauchistes ou des actionnaires libéreux, mele eu eein d'organismes Internetioneux tele que l'ONU. l'O.C.D.E, etc.

Le « Nixon round » et les négocietions qui devalent l'eccompagner sur le réforme du système monétaire international ou le partage des dépenses militaires représentaient une tentative de l'eigle eméricain pour réussir une emprise qui semblall lui échapper

A paine epparus, ces signes sont révolus. Le drainege de lours réserves de change pour le règlement de leurs act ets de pétrole met les pays européens devant le choix du créancler qui leur dictera leur conduite économique et politique. L'Europe n'a-t-elle d'autre destin que d'attendre passivement l'issue du conflit qui pourrait

TABLEAU I EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS A L'ETRANGER ET DES SORTIES DE CAPITAUX (en milliords de dollars) Une progression spectaculaire

	1950 à 1959 Moyenne annuelle)	1960	1965	1979	1971	Total 1950-1971
Dépenses d'in- vestlesement é l'étranger Sorties de capitaux	3,3 1,1	3,8 1,7	7,5 3,5	14,1	15,5 4,9	132 46

TABLEAU II ACCROISSEMENT DES INVESTISSEMENTS JUSQU'EN 1980 (en milliords de dollors) 225 milliards de dollars en six ans

		- 1989 :umulés)	Pour com 1972 -	
	Milliarda de dollars	du total	Milliards de dollars	% du total
Europa	92	40,5	15,1	40,8
dont flee Britanniquee	(23)	(10,2)	(3,9)	(10,5)
R.F.A	(20)	(8,9)	(3,6)	(9,9)
France	(15)	(6,7)	(2,4)	(8,4)
- Caneda	50	22,2	7,7	20.8
Japon	14	6,2	1,2	8,2
- ANZAS	11	4,9	1,6	4,8
- Amérique leline	25	11,1	4.4	11,8
Afrique	4	1,8	0,8	2,2
- Asie (sans Japon)	13	5,8	1,4	3.6
Proche-Orient et divers non classés	_16	7,2	4,8	12,8
Total	225	100,0	37,2	100,0

TABLEAU III DES REVENUS SUPERIEURS AUX SORTIES DES CAPITAUX FRAIS (en milliords de dollors) Comment investir sans bourse délier

	1950 A 1970	1971	1972	1973	1974 (prévi- sloma)	Total (25 années
Investissements rési- sée à l'étranger dont :	115	16,5	16,9	20,3	25,3	194
2) Sur sorties de capitaux	42	4,9	3,6	4,8	5,7	61
3) Revenus obtenue dont :	90	8,4	11,6	17,5	24,8	153
4) Rapatriés	63	6,4	6,9	9,4	17,7	103
ces eux fitiales	15	22	2,4	2,8	3,2	26
				_		—
Effet net sur le belance eméricaine (4 + 5 — 2)	+ 36	+ 3.7	+ 5.e	+ 7,3	+ 15.2	+ 68

khmère. Saint-Pierre-ei-Mique-ion, Wallis-et-Futuna 116 (Cheque postal : Paris oº 4207-23)

Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75427 PARTS CEDEX 09 Tét. : 770-91-29 Tétex : Le Monde 65.572 Paris Adresse tëlegraphique : Jourmonde, Paris.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication : Jacques FAUVET Rédacteur en chef : Claude JULIEN Redactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annoel |en francs]:

PAR AVION (abonnement et taxes):

VOTE NORMALE

Supplément

Les Québécois

La récente visite officielle en France de M. Bourassa, premier ministre québécois, a fourni l'occasion de revivre une double his-toire. Celle, bien connue, des relations francoquébécoises, aujourd'hui apaisées et pragmaquebecosses, aujourn'inti apatices et praymu-tiques après l'orage et les espoirs provoqués par l'attitude du général de Gaulle. Celle du Québec lui-même, largement ignorée du public français, enclin à se satisfaire de la sympathie — l'imprécision du terme est significative — qu'il éprouve pour sa population. C'est ignorer injustement, en un temps où la déjense des minorités prend une telle place, la projondeur et l'intensité de la lutte menée par les Québecois depuis

deux siècles, que le projesseur Marcel Rioux

d'Amérique du Nord, marquée de certains traits communs aux régions poisines du Canada ou des Etats-Unis : immensité des espaces, abondance des matières premières qui restent encore à mettre en valeur, moderempreinte proprement québécoise, est aussi marqué par son contexte nord-américain qui l'a imprégné d'un « gangstérisme » importé des Etats-Unis. Et l'enseignement, affronté à la situation paradoxale du français, s'est entièrement renouvelé au cours des dix dernières années, trouvant une voie propre, avec des moyens à l'échelle du continent

Mais c'est l'économie qui est la plus nord-américaine des réalités québécoises. Une éco-nomie de grands projets, aux investissements jabuleux, une économie de grandes masses : primauté des industries primaires traditionnelles et omniprésence du grand capital américain. Les responsables québécois tentent depuis quelques années de rajeunir cet ensemble, qui avait été laissé en jachère dans

ils n'ont trouvé que peu de capitaux français. Pour faire pièce au Canada anglais, ils ont massivement sollicité les investissements américains, jouant d'un maître contre l'autre, bâtiszant une enviable prospérité qui reste financièrement dépendante, sinon colonisée. Dans ses activités économiques, mais aussi politiques et diplomatiques, le Québec doit chaque jour apprécter la marge de liberté dont il disposa pour assurer — l'objectif est fondamental — la permanence du fait français. Une volonté que la France, si elle veut s'en donner les moyens, peut aider largement.



Par ROBERT BOURASSA, premier ministre du Québec

OUS les Onébécois partagent la très grande satisfaction que j'éprouve au lendemain de cette deuxième visite officielle en France. Je crois très sincèrement que nous avons pu ensemble donner à la coopération franco-québécoise ce « nouvel élan » dont parlait le président de la République dans l'invitation qu'il m'a faite.

L'accueil que la délégation québécoise e reçu fut des plus chaleureux. L'honneur exceptionnel que m'e fait le président de la République en me permettant, dans un geste historique, de participer eux discussions du couseil des ministres, souligne

AVERAGE SECTION

le Cuébec et la Francs.

Nous sommes, depuis plus de dix ans, engagés dans une coopération qui a déjà donné des résultats extrêmement encourageants dans les domaines économique, social et culturel. Le bilan des décisions arrêtées au cours des entretiens que j'ai eus avec le gouvernement français et que le premier ministre, M. Chirac, e signées evec moi, donne à noire coopération une nouvelle signification qui, j'en ai la conviction, en fera un instrument privilégié du développement de nos

en fera un instrument privilégie du developpement de nos deux pays.

En effet, nous avons parcouru ensemble un long chemin depuis les années 60. L'impulsion vigoureuse que nos gouvernements ont voulu donner eux affinités séculaires et aux échanges spontanés de nos peuples marque une étape importante dans nos relations. La France et le Onébec sont les deux plus importante pays développés, fortement urbanisés et industrialisés. Comment, alors, ne pas recomnaître toute la clair-voyance des premiers artisans de la coopération franco-québécoise et ne pas rechercher les moyens nécessaires pour continuer de la développer et de lui donner toute sa signification, pour le plus grand aveninge de nos conclivyens?

Mon vécent séigur en France était particulièrement opportun

Mon récent séjour en France était particulièrement opportun car la conjoncture économique internationale est de plus en plus délicate et tous les gouvernements doivent revoir leurs priorités et adapter les liens qui les unissent. Le Québec, de son côté, vient d'adopter une loi faisant du français la langue officielle du Chébec. Il était donc normal que, dans un tel contexte, il se tourne vers l'un de ses partenaires privilégiés pour faire le point avec lui et convenir des moyens d'intensifiés ses relations avec la France.

L'une des grundes qualités da la coopération franco-québécoise est suns doute d'avoir pu constamment s'adapter aux changements de nos politiques interns en incluant nos préoccupations du jour. Cet extraordinaire instrument de communication et d'épanouissement de nos peuples e donc toute la souplesse voulne pour coller à l'évolution de nos priorités achielles.

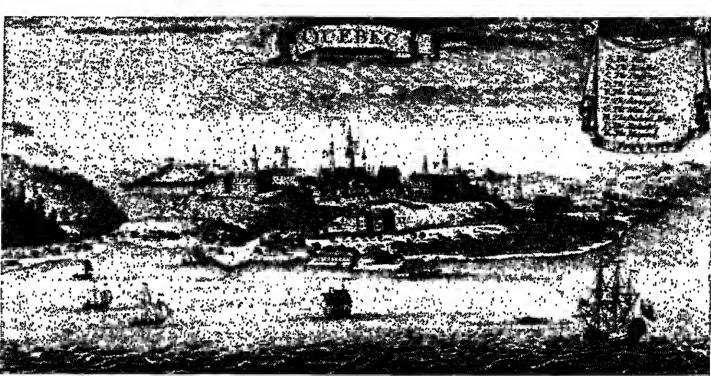
Le relevé des conclusions et des décisions arrêtées au cours des entretiens que j'ai sus en France témoigne, clairement, de Mon xécent séjour en France était particulièrement opportun

des entretiens que j'ai ens en France témoigne, clairement, de cette capacité de la coopération franco-québécoise à rejoindre les nouvelles réalités de nos deux peuples.

A France et le Onébec offrent des possibilités de collabora-tion économique asset exceptionnelles. Depuis plusieurs années, nous avons tenté d'associer devantage nos entreprises. Nous avons obtenu, malgré certaines difficultés, des résultats certains. Plusieurs projets réalisés chez nous sont le résultat direct da ce rapprochement entre nos entreprises et ils attentent des avantages considérables d'une utilisation toujours plus des avantages considérables d'une utilisation toujours grande de la technologie française en Amérique du Nord.

La politique industrialle du Québec s'oriente, dans plusieurs La politique industrielle du Onébec s'oriente, dans plusieurs domaines, vers le mise en chanifer de grands projets de développement qui nécessitent le rapprochament de technologies variées. Aussi devons-nous nous féliciter d'avoir pu convenir avec nes partenaires français de susciter, en priorité, la conclusion d'ententes industrielles entre des sociétés françaises et québécoises conduisant à des implantations nouvelles ou au développement d'entreprises existantes. Ces accords nous permettront d'opérer d'importants transferts technologiques, de ranforcer nos entreprises tout en contribuant à la diversification de nos échanges. Nous evons même pu identifier un certain nombre de secteurs prioritaires où de tels transfert technologiques seraient le plus significatifs : l'électricité et l'électronique, l'agro-alimentaire, la transformation des ressources minières et forestières, les transports.

(Live la suite page 24.)



(Gravure angloise représentant la vieille ville de Québec après l'éviction des Français.

La reconquête de nos arpents de neige

Par MARCEL RIOUX *

« Je n'ai jamais été plus convaincu... que le plus grand et le plus irrémédiable malheur conquis. » (Alexis de Tocqueville, à Québec, le 37 août 1831.)

DEUT-ETRE e-t-on l'Impression, en dehors du Québac, que depuis la crise qu'aveit suscitée l'enlèvement de Cross et Laporte par le Front de la libération du Québec (F.L.O.), en 1970, le Québec s'est assoupl et que le . Vive le Québec libre ! » du général de Gaulle est tombé dans le désert. Il n'en est rien. Le mouvement indépendantiste e sans cesse gagné du terrain, tant à l'élec-tion de 1973 (38 % de la population francophone a voté pour le Parti qué-bécois qui prône l'indépendance) que dans les sondages d'opinion de novembre 1974 (le parti fédéraliste du premier ministre Bourassa se trou-vant nez à nez avec le Parti québécois). La question du Québec n'est donc pas réglée. Les Québécois ne sont pas encore aussi américanisés que les « Canadians » et l'Indépendence du Québec n'est pas encore eulourd'hul eux Québécoie: eméricanisation ou libération nationale. L'emericanisation se poursuit lenteles Québécois ayant choisi da devenir indépendants en sulvant les règles du jeu fixées per le coloniseteur luimêma, celles de le démocratia parle-

pour un pauple c'est d'être la Révolution tranquille, en 1960 ? Il concret il s'agit et qualles sont ses pouveit sembler que, somme toute, les * Français du Canade *, comme de Gaulle les appeleit, n'éteïent pes si malheureux et que e'ils accusalont certains retards our les Angleis de le province volsine, l'Ontario, on pouvait les attribuer à quelque inégalité régionale qu'une politique de péréquation économique viendrait corriger. C'est le thèse même des fédéralistes qui soutienment que les indépendentistes mènent des combats d'arriàre-garde et que de nos jours Il faut faire partie de vastes ensembles politiques al l'on ne veut pas être

La thèse indépandantiste n'est pas toujours exprimés et défendue comme l'antithèse cohèrente de le position fédéraliste; elle gagne en crédibilité quand elle s'appule eur l'idée que le Québec doit devenir indépendant, non pas d'abord parce que, dene le reis comme le sien sont devenus 1975, ce que l'on peut prévoir quant à l'avenir des sociétés industrielles le justifia da combattre pour son ment : le libération à peine plus vite, indépendance : loin d'être passéistes, assurer l'evenir de leur pays. Il est évident que toute nation dont on veut orienter l'évolution est eituée et datée mentaire britannique. Il semble bien et contient en elle-même les racines qu'un peuple qui se paia la luxe de de son avenir ; ce qu'alle-même et 1984) ne peut que s'engagar dens una mine autant son évolution future que vola tranquille de libération nationale. les limites que le présent et l'avenir Comment cette question du Qué- dressent contre son action collective ; bec, qui semblait réglés depuis eu moins un siècle, depuis la Confédération des tarriloires britanniques de l'Amérique du Nord (1867), e-t-elle son droit à l'indépendance politique resurgi ai brusquement eu début de que pour montrer de quel peubla 1974)

chances d'insérer son action historique dane celle des sociétés occi-dentales. Dans cette optique, l'indépendence est moins un droil acquie qu'un gege d'avanir et d'épanouis-

huitième siècles, environ dix milla Français, venua surtout de Normand'ile-de-France et de Bretagne, e'établissent en Amériqua du Nord pour vont commy fonder la Nouvelle-Frence. A l'apo-

caise : les colonies anglalees ne représentent qu'une mince bande de territoira aur le littoral de l'Atlen-tique et le Floride est espegnole. En 1763, par la treité de Paris, la Franca est évincée de l'Amàrique du Nord qui deviendra entièrement britannique. C'est la plue grande perte que Au cours des dix-septiema et dix- la Franca ait jamais eubie ; ce sont « les quatre erpents de neige » da Voltaire. Dane ce qui est le Québec die, des provinces du Centre-Ouest, d'aujourd'hui restent alors environ solxante-cing mille tranccohones qui vont commancer à lutter pour leur

milieu du dix-huitième elècle, presque toute l'Amérique du Nord est fran-

Survivre

peupla conquis par l'Angleterre ve angleise. On assiste alors à una sorte s'arc-bouter au sol — pendant six de décapitation aociale : les adminiamois de l'année à la neige et à la Ireleure, les militaires, plusieure néglace - pour amorcer es marche long chemin, seme d'embûches et da Les antrepreneurs commerciaux qui tentations de toute sorte. Déjà, à la fin du régima Irançale, les Ouébécois avaient acquie assez d'homogénéité pour se distinguer des métropolitains et aa développait chaz eux la conscienca diffuse d'une elhnie, d'une netionalità en formation. Loin d'être un assemblage hétérogène d'Individua attirés icl pour réaliser des gaine rapides, le gros de la popu-lation s'était établi lei pour y demeu-rer ; en 1783, on comptait cent vingtquatre paroisses blen établies. Déjà homogènes par le culture, ils le

Professeur de sociologie à l'uni-versité de Montréal, Marcel Rioux a publié en Prance La question du Québec (Ed. Sephers, Peris, 1971), où Les Québecoix (Ed. du Seull, Paris,

L E groupe qui passe du statut da devinrent dane leur composition colonie françeise à celui de sociale mêma, après la conquête gociants et commercants et une parrestent lei sont vite ruinés, la France na pouvant honorer que bian faible-ment les 41 millona de livres qua billets pour payer les fraie da la guerre de aapt ans qui e'echevalt. qui restent ici gravitent autour de échapper le rôle d'entrepreneurs économiques qu'ils auraiant pu tenir. Les villes de Québec et de Montréal

(Lire la suite page 24.)

deviennent en mejorité anglaises at

le resieront jusqu'au milleu du dix-

près tout le pouvoir économique,

politiqua at social qui échappe aux

Un Etat français au sein du marché commun canadien

(Suite de la page 23) Afin de garantir l'efficacitó de nos efforts dans ce domaine, Ann de garanne l'emergie de nos enterts dans ce domaine la mise en œuvre de cette nouvelle coopération industrielle e été confiée é un groupe relevant du ministère quobécols des affaires intergouvernementales et du secrétarist d'Etat français au commerce extérieur.

Le Cuêbec est dépositaire de richesses naturelles extrêmement importantes. Nous evons à entreprendre leur mise en relevant ses baroires et entre productions de course de leur mise en leur en leur

ment importantes. Nous evons à entreprendre leur mise en valeur eu fur et è mesure quo croissent ses besoins et capitaux des marchès mondianx. Cetto entreprise exige des capitaux considérables, dont le Québec ne dispose pas tonjours. Aussi nous sommes prêts à eccueillir chax nons des partenaires euro-péens. Déjé des rapprochements entre les entreprises françaises et québécoises, publiques et privées, sont envisagés dans cette perspective, et ils nous permettront d'espérer, pour un proche avenir, un développement assez exceptionnel de la coopération entre nos deux pays. Le Quôbec, comme n'importe quel antre Etat, insiste évidemment pour que l'exploitation de ses richesses naturelles soit faite dans l'intérêt do la collectivité québécoises. Dans les ententes qu'il compte établir evec des partengires Dans les ententes qu'il compte établir evec des partenaires étrangers, il cherche è obtenir des garanties suffisantes pour une pluo grande transformation sur place de ses richesses naturelles afin d'occroître l'industrialisation du Onèbec.

Me visite è Paris nous eure également permits de consolider les travaux de le commission mixte ACTIM (Association de coopération technique, industrielle et économique), qui a déjà donné des résultats particulièrement encourageants.

donné des résultais particulièrement encourageants.

Les défis de l'éconemie mederne sont extrêmement importants ot depuis men accession è la tête du gouvernement du Onèboc, nous y evens accordé la plus granda attention. Aujourd'hui, la force d'un peuplo c'est d'abord sa force économique, puisque l'en ne peut concevoir de progrès social et culturel significatifs sans un minimum de prospèrité. C'est è la réalisatien de cet ebjectif que nous evons voulu, avec la collaboration des entorités frençaises, associor d'uno façon décisive la coopération franco-québècoise.

Le Québoc s'est douné comme ambition d'être et de demeurer un Etat français eu sein du marché commun canadieu. Chercher à bâtir le Québec français, ce n'est pes renoncer en Canoda, c'est en contraire chercher à enrichir la personnalité culturelle canadienne d'un apport dont elle o absolument bosoin pour affirmer son eriginalité fece à l'envahissement culturel américain.

Les quelque six millions de Québécois francophones mênent sur le continont nerd-américain le combat difficile et skaltant de la permanence et du dévelopmement en cette ferre d'Amère.

Les quelquo six milions de Cuebecois trancophones mement sur le continont nerd-américain le combat difficile et exaltant de la permanence et de developpement en cette terre d'Amérique, de la langue et de la culture frençaises. Ils reçoivent d'un nombre croissant de leurs concitoyens anglophones, une compréhension toujeurs plus grande. Les Onébécois veulent continuer da vivre la plénitude de l'expérience canadienne. Elle leur apporte des avantages écenomiques et sociaux indiscutables et dont ils ne sauraient se couper sans s'infliger à sur-mèmes d'irréparables blessures économiques et sociales, gui eux mêmes d'irréparables blessures économiques et sociales, qui comprometiraient gravement le développement de toute collec-

compromettralent grevement lo développement de toute collectivité québécoiso.

C'est dans ces termes que s'exprime le « question québècoise ». La réponse que l'immense mejerité des Québécois y apportent prouvo leur desir de continner d'associer leur destin à celui de leurs concitoyens du Canada en même temps que leur attachoment è la langue est à le culture françaises. Ce deuble engagement, en l'imeginere faciloment, comporte des exigences particulièrement pressantes pour l'ensemblo de la collectivité et une vigilance de teus les instants de le part du gouvernement québécois. C'est ainsi qu'il nous est apparu nécessaire, surtout en raisen d'une évelution récente des données démographiques du Québéc — baisse de la natalité, difficultés d'intégration des immigrants, etc. — de poser un geste décisif en vue d'affirmer la préeminence du fait français en Québec et da témographiques de la détermination des Cuébécois d'en assurer le respect.

Le gouvernement que je dirige a pris récemment la décision de proclamer le français langue officielle du Qué bec, et de dotsr la collectivité des moyens d'en promonvoir le développement dans les grands secteurs de la vie québécoise : l'administration publique, l'enseignement, le travail c' les entreprises, Une régie de la langue française, chargée de l'epplication de cette législation linguistique, e été créee. Elle e reçu le mandat d'élaborer des programmes de francisation à l'intontion des entreprises établies an Québec, qui nc donnent pas à la langue française la place qu'elle devrait avoir. A cette fin, la régle mettre en place une gamme complète d'instruments et de services, afin d'aider ces entreprises à amorces le réforme de leurs communications internes et è opèrer les changements

de leurs communications internes et é opèrer les changements de mentalité et d'habitude cerrespondants, de façon à permettre eux trevailleurs québécois qui ne peuvent pas encore le faire de travailler dans leur langue.

La francisation du mondo du travail et de l'entreprise, tout comme cello, d'ailleurs, de l'enseignement, de l'affichage, de la publicité et de l'éfiquetege, dèpend sans deute en grande partie de la volenté politique de l'Etat — et cette velenté s'est exprimée, — mais elle nécessite anssi la cellaboration des entreprises et des citoyens du Chébec. Neus ponveus déjé neus féliciter d'obtenir cette collaboration et nous y veyons un tèmeignage de le jusiesse de l'epproche souple et flexible edeptée par le genvernement pour atteindre ees ebjectifs de francisation. C'est denc evec une jeie immense que les Cuébécois ent eppris le volenté de la France de collaborer avec le Cuébec en démarrage de la mise en œuvre de coîte entreprise de premofien et de diffusion de la langue française. An cours de remofien et de contract de modifiété d'annuel se sanctaire et le modifiété d'annuel se sanctaire de la modifiété de la mise en œuvre de coître entreprise de promofie et le modifiété de la modifiété d'annuel se sanctaire de la modifiété de la modifi de mon séjeur on France, les principes et les modalités d'un programme dynamique d'échanges ont été arrêtés entre la France et le Québec, euvrant un nonveau champ à la coopéramébécoise, celui du français, longuo de la technique

e programme d'échanges cemperte quatre velets principaux: la francisation des outreprisos, la francisation des atcliers et des laboretoires scolaires, le terminologie et l'information scientifique et technique. L'objectif de cet ensemble de mesures de coopéretien franco-québécoises est de mettre à le disposition des entreprises québécoises l'expérience française et des instruments edditieunels qui leur permettront de réaliser elles-mômes teutes les epératieus découlant de la législotien adeptée par l'Assemblée nationale du Cuébec. Ce programme, d'une durée de cinq ons, apporte donc an Québec un eppui significatif de le France è la réalisation des ebjectifs québecois en matière de prometien de le langue et de le culture françaises. Il aidera grandément le Québec à mener è terme

rançaises. Il aidera grandement le Cuébec à mener é terme l'engegement qui ost le sien, c'est-é-dire faire du Québec un Etat frençais au sein du Marché commne canedien.

D'autres résultats de men récont séjour en France présentent, dans cette même perspective, un intérêt parficulier. Il s'agit d'une entente cencernant la mebilité des ressources humines entre le Chéber et le France, cherchant é matier humaines ontre le Onèbec et lo France, cherchant è marier bumaines ontre le Onèbec et lo France, cherchant è marier nos pénuries et nos excédents respectifs de main-d'œuvre, et qui permetire ou Ouèbec d'eccroitre le nembre des immigrants francophones qui cheisissent de venir s'établir chez lui. Une seconde ontento concerne lo dévoloppement de nes échanges en matière de redie, de télévisien et de communicatien par satellite. Dans notre mende moderne, il s'agit lè d'instruments essentiels en déveleppement culturol, qui prennent par ailleurs une signification particulière pour nous étant donné l'envirennement, fertement deminé par le culture anglaise, dans lequel s'inscrit la destinée du Québec.

Je me creis denc instifié, face à un tel bilan de me visite efficielle en France, de parler d'un dépessement réel de notre

efficiello en France, de parler d'un dépessement réel de notre cespération ot d'exprimer nua feis de plus, su nom de tous les Québécois, notre très grande satisfactien de l'evolution de la coopération tranco-québécoise. J'ai déja dit que les relations directes et privilégiées entre la France et le Québec tiennent de le nature des choses, qu'elles sont de l'ordre de la vie plutôt de l'ordre de la l'ordre de la vie plutôt de l'erdre des valeurs sussi bien que de l'ordre du peuvoir, de l'etdre des valeurs aussi bien que de l'ordre du peuvoir, de l'etdre des valeurs aussi bien que de l'erdre dos intérêts matériels. Je crois très sincèrement, eu terme de me visite en France. que neus evens pu, ensemble, permetire è le coopération France-Québec d'être, de demeurer et de décassar ca mar ses initiateurs mountaint en manufacture. asset ce que ses initiateurs pouvaient eux-mêmes

La reconquête de nos arpents de neige

(Suite de la page 23)

Il leur reste, certes, le torra at leurs paroisses dens lesquelles lla vont continuer, ovec leurs curés, une vie ételo et traditiennelle pendant plusieurs décennies ; lla deviennent de plus en pluo isolés des classes deminantos, de la Franco ot do le grande tredition écrite ; l'enelphabètismo s'instelle pendent les deux premières générations d'après conquêta. nographa Jecques Henripin écrit, en 1957 : « il est assez surprenont de constoter, toutetois, qu'eprès lo conquête, ontre 1760 et 1850, is population canedienne - irançaisa e offectivement doublé tous les vingtcinq ans, probablement same opport not do l'immigration... au coure des donz demists siècles, lo populetien mondiole o triplé, celle de l'Europe e quadrupié, rondis que cella du Cansda françsio s été multipliée par 80, en dépit d'une émigration nette d'anviron huit cent mille personnes (1). - C'est ce qu'on o oppelé ici - le revenche des berceaux -.

Pandant pluelaurs décennies, le majorité des Québécois pratiquent un mode de production que d'aucune. après Marx qui l'avait caractérisé, appellant celul des patits producnisés eu niveau do le société globalo. les Québécolo qui vivent de le tarre, dons leurs perolaces et villages, sont propriétaires de leurs moyans roduction el vivent dane una capèca d'autarcie et d'égalité; le curé perçoit ea d'ime, souvont en neture, et le notaira collocte le petite épargno. Lord Durham, gouverneur do le colonie, écrire des Québécolo en 1838 qu'ilo « sont doux et blen-

A U cours do la décennie 1830, l'Assemblée légleletive que do-minent les Québécolo se bat contre la cliquo onglalas, qui gouverne et exploite le pays, pour l'obtention d'un gouvernament responsable, Bientôt cette lutte politiquo entre une colonie et es métropole va devenir choz les Québécois une lutte ethnique pour l'indépendance nationela; elle oppose les patriotes qui se veulent les raprésentants du peuplo et les Anglala de Londres et d'icl qui, eu dominent un demi million de francophones. En 1837, l'edministration pousse les petrioles à le rébellion. Contre l'armée englaise, les trois cents villageeis de Seint-Denis-sur-Richelleu, armés de faux et de cinquente-sept fusils, mettent en déroute l'armée du colonel Gore, un soldat de métier qui se vante d'evoir vaincu Nepoléon é Waterloo. Les Québécois ne sevent malheureusement pas exploiter leur première victoire et sont vite matés par l'armée anglaise. Saint-Denis est mis é feu et à seng. Même chose pour la rébellion de 1838. La colonie est pecifiée. Si les un peuple blen distinct et blen individualisé, les rébellions merquent le prise de conscience politique de cette

Los Anglais le savent et veulont en finir vite evec ces colonisés qui deviennent de moins en moins doclies n'écoutent plus leur haut clergé. lls décident de nover les Québécols en les unissant evec les Anglais du nombreux qu'eux et de poursuivre une pelilique ective d'assimilation et d'anglicisation. - Je serale vralment eurpris, écrit le gouverneur Durham, si le partie la plue réfléchie des Canediene trançais entrerenalt quelque espoir do conserver se nationo-Ilté. En dépit de leur résignation acharnéo, il est évident quo le proessus d'essimilation est delà commencé la lengue englaise gegne du terrain, comme doit le leira naturelement le longue des riches et des employeurs de main-d'œuvre. -

Avec l'union, en 1840, des deux Canedae, l'engleis et le frençois, commanco pour les Québécois un eiècle de repli sur eux-mémes, de me ot de domination clèricale. Ce peuple qui, quelques rir son indépendence, largement majeritaire dene son pays, est r d'extinction et devient vite minoritaire dene un Etat qu'on lui fabrique de toutes pièces. Il ne d'agit plus pour oux do e'épenouir, do ponser é l'evenir, d'espérer leur indépendance melo de survivre. Il leur faut ossaye do censerver comme un héritage leur religion, leur langua, laura lois et leurs coulumes. L'Eglise, evec l'as sentiment des Anglaio, va reprendre son peuplo en mein et mener und lutte sene merci contre le libérala résignation en promettant lo paradie eux vaincus. Cette idéologio de conservation ve rester dominante pendont tout un elécie. Commance eussi lo rôle de ceux que Tocqueville craigneit le plus pour l'evenir des pécole : celui des Frangiais. Qn les retrouve surtout chez certaino laires qui lont la llan entre les anglophenes el les trancophenes, prèchem le colleboration en tre les deux groupes et se lont les egents des lerces d'anglicisation ot do domina tien économique des Québécols. Le très honorable Pierre Elliott Trudesu

veillen!s. Iruggux, industrieux et honnētes, très sociebles, gais et hospitaliers et se distingu uno courtoisio or una vrale politesse qui pénètre toutes les classes do lo que si les Françaio ne sont pas une roce oussi civilisée, eussi énergique, eussi avido de goin finencier qu celle qui les environne... possédant toui l'essentiel du confort metériel et qu'ils ne doivent pas être méprisés ou maltrailés parce qu'ile cherchent à jouir de ce qu'ile ent sene imiter l'esprit d'accumulation qui influonco leurs voisino. - En période de plain c'était là pour les Ouébécois un très grave handicap que leur avalt imposé

Vore le début du dix-nouvième aiècle, une cinquantaina d'années eprès le conquête, eortie des malsono d'enseignement quo l'Eglise meintenaît pour la formation de son clergé, une élite letauo composée surtout do médecins, d'avocats et de notaires se constilue avec le ciergé en ciesse deminante et prend sur olle do définir le netionalité québécoise et d'assigner des buts é son action collective ; pour cette classe, les Québécols formont une nation qui doit tendre ronco sincère, einon l'assistance ectivo de la Grande-Brerogne ». C'est surtout cette classe qui représente le peuple dans une assemblée législative qui n'e que bien peu de pouvoir tece é une administration qui est anglaise de haut en bas. Le peys est effectivement dominé per les Britanniques, dont le classe des selsont les instruments dociles

evec Louis - Hippolyte Lafontsina, passe per Sir Wilfrid Laurier of Louis-

buent à masquer l'état de dépen-

dance politique et économique du

Québec envers les paye englophones

du continent. Les evantages que reti-rent ces frections de classes domi-

nantes - hommes politiques, hommes

d'effaires, petite bourgeoisie des pro-

lessions libérales, haut clergé - les

poussent é ne pas remettre en ceuse

per quelques eursauts netionaux : en

1885, lorsque Ottawe pend Louis Riel,

du Sud, et en Europe en 1914.

et des Etats-Unio ee confirme do plus

en plus. La classe ouvrière du Qué-

bec est la plus exploitée d'Amérique

marché et lieble » de see euvriers. L'Eglise dirige tout le système d'édu-

sociele, consellie les syndicats catho-

lloues et veille é l'orthodoxle de tout

le monde. Les rureux désertent leurs

terres qui no les font plus vivre et

viennent grossir le prolétariet des

villea. La grande dépression écono-

mique des années 30 trappe le

Québec do plein louet: le ciergé

hommes politiques dirigent les chô-

tondant des paroisses de colonisation. Le colonieé devient é son tour colonisateur i La deuxiémo Gronde Guerre met

fin à le dépression économique et contribue é l'industrialisation et à Les transformations qui s'y déroulent sont tellameni importantes qu'aussitôt la guerre finlo d'importants mouvements réformistes commencent à les classes dominantes - clergé et petite bourgecisio des professions Québec, dirigé par un outocrate conservateur, Meurice Duplessis. Mêmo les syndicats catholiques deviendront plus egressifs et contribueront é le radicalisation graduelle des ouvriers québécolo. En 1960, evec l'ancien ordre des choses commence é crouler ; un immense mouvement de modernisation du Québec va commencer et qui touche, entre autres. l'apparell do l'Etat, l'éducation et le eanté; en 1962, le gouvernement nationalise les compagnies d'électri-cité, ouvre des délégations générales du Québec à l'étrangor et entreprend une collaboration étroite ovec les pays trancophones : Il n'est point de domeine où des changements impor-tants ne se produisent. Le Québec gements sont si nombraux et el exal-tants que de nombreux Québécols vont bientôt vouloir eller bien au-delé des réformes que prônelent les promoteurs de cette révolution tranquille. Plusieurs couches de Québécols les plue leunes aurtout - ee sont eperçues que le cause protonde du retard historiquo do leur paye no tenelt pas d'ebord é leurs classes sociales treditionnelles et à leur idéosymbole d'une lignée qui commenco logio do conservation — dont on avait fait le procès pendent les années 50 male que celles-ci n'étalent quo Stephen Saint-Laurent; Ila contrile reflet d'un phénomène plus global ; l'état do dépendence économique et pelitiquo du Québec. Alors quo les libéraux qui ovelent pris le pouvoir en 1980 ne désiralent que rettreper dont l'eméricenisation est tràs le Canade et les Etats-Unis sans evançés.

meure vers le forêt pour qu'ile y mettre en cause le domination que ceux-ci exerçalent sur le Québac, les mouvements de contestation qui nelssent en même temps que la révolution trenquille éleborent une idéologie de dépassement, qui renoue evec celle des patriotes de 1837 et qui se railla de plus an plus é l'espoir socie-liste d'une eociété plus juste ot plus

C'est outour da coe deux axes -indépendence netionale et rétormes redicales do lo société — quo do plus en plus de Québécols essalent de bétir un projet collectit d'exis-tence. Il semble blen difficile de dissocior ces deux transformotions : quo serait un Québec indépendant où n'ourziont pes cessé l'exploitation el l'allénation ? Comment penser réaliser la transformation de la adciété cano l'indépendence politique? Pendent ce temps. les tenants de l'idéologie de rattrapage, les libéraux d'ici, du Caneda et des Etats-Unie déploient tous laurs efforte et leurs moyens — qui sont grande — pour perpétusr le dominetion et le dépendance. Les plue irréelistes crolent que le Québec pourrait conserver sa lengue et se culture tout en étant eux ordres d'Ottawa et de Washingten.

C'est dons le métropolo du Quèbec, Montréal, où lo combat le plus dur se joue : les francophones qui population du Québac sont réduits à 64 % é Montréal ; les anglophones y itnent l'Industrie, la finance, lo grand commerce et attirent les nouveaux immigrante dane leurs range; quantent les écoles et les universités onglophones ; les cheines de télévision et de radio américaines y pénètrent librement. L'eméricanisation de le vie quotidianne s'y poursuit ; per oxemple, plus de 65 % des illms que volent les Québécoie sont emérienglaie ; les Québécoio e'américa-nisent tout autant au contect de l' - emerican way of file - des Américains même que des Cenadiens

La liberté et la vie

Ce décie qui e'écoule de 1840 é E N face de toutes ces menaces, les 1940 merque l'époque de lo coloni-sation tranquille, perturbée de-ci de-lé Québécols font preuve d'un vouloir-vivre collectif qui reste impreselonnent. Depuis le début des années 60. le société et le culture québécoises ont denné des eignes de grendo vigueur; en pout dire que c'est justement la prise de conscience de faire partie d'un pauple dominé et dépendant qui pousse le plupart des créateurs à s'engager dans une critique pratique de leur société et à se donnar comme des révélateurs de lo culture québécoise, Que ce soit dens le cinéma, la poésie, les arts plas-tiques, le théâtre, le chenson, les Québécole donnent des œuvres d'une grande originelité qui prouvent que cette culture pourrait se développer ot contribuer d'une façon eignificative à le civilisation occidentale; el le Québec devenait une société normele, cette créativité pourrait e'étendre è le politique, é l'économie et

le tête d'un soulèvement de métis et d'Indiena contre la speliation de leurs territoires par le gouvernement canadien, les Québécols réagissent et fondent le Perti national pour unir toutes les forces de la nation; en 1887, ce parti dirigé par Honoré Mercier prend le pouvoir à Québec. En 1899, les Québécole refusent d'aller se battre pour l'Angleterre en Afrique A partir de 1920, les capitaux américaine remplacent graduelicment ceux des Britanniques, et le vocation du l'orgenisation même de le société. Perce que cette société capitaliste du Nord, Le gouvernement invite d'eilleurs les capitalistes étrangers à Industriellement avancée e'est faite venir exploiter ici -le trevali bon presque sans eux, lls sont plus é même de le critiquer et d'inventer des lacons de vivre plus humaines cation, les hopitaux et l'assistance québécoise est devenuc, en l'espace de quelques années, le plus dynemique d'Amérique du Nord; elle ressent son expleitation, non seulement au niveau national, mais, plus que d'autres classes, son exploitation comme classe sociele ; c'est ello qui se trouve au bout de cette chaîne qui commence eux Etats-Unie, passo

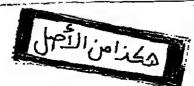
par l'Ontario et se termine chez les ouvriers québécois,

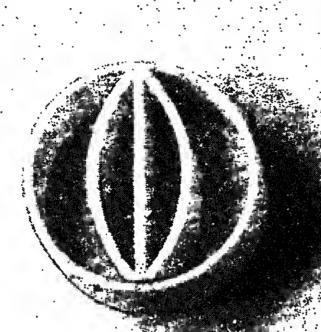
La pratique religiouse e brutalemeni balssé depuia quelques années ; le netelité eussi. Comme le Québec que la plupert des régions de l'Amérique du Nord - du fait de la dominetion et de l'exploitation étrangères, - l'immigration est en belese el l'émigration en hausse. Seul un projet collectif, qui galvaniserait les énergles et dévoilerail un avenir à conscipation de toutes les classes de la société, pourrait contrer les effets délétères de deux elècles de colonisation. Rien n'est encore tout à fail gagné. Trop de forces traveillent contre lo libération et l'épanoulsseviennant de nous-mêmes. Jean Bouthillette, en conclusion de son livre le Canadien l'ençais el son double, écrit : «Lo conquête avait engendré chez nous le terrible dieloque de la liberte el de le mort. C'est dans le dialogue de le liberté et de le vie que se fera notre reconquele. Male e l'heure de tous les possibles et des échéances déchirentes, ce que doil d'ebord vaincre notre peuple, c'est se orande lelique, cette seurnoise tentation de le mort. »

MARCEL RIOUX.

(1) Voir Marcel Rieux et Yves Martin : La société canadienne-française, H.M.R., Montréal, 1971,







L'Amérique en français

Le Québec: 6,000,000 d'habitants en grande majorité de langue et de culture françaises, 1,600,000 kijomètres carrés de richesses à découvrir et une économie en plein essor.

Phénomène original de civilisation, le Québec est la plus européenne des nations d'Amérique et la plus américaine des nations francophones.

Par son ministère des Affaires intergouverne-ministère, le gouvernement de Québèc est passent au monde par un réseau de 17 déléga-cres établies dans 11 pays sur 4 continents.

ier la France, le gouvernement du Québec suit tient des relations directés et privilégiées du Tiers-Monde, il participe aux institutions et aux programmes de l'Agence de coopération culturelle et technique des pays francophones et aux programmes de l'Agence canadienne pour le développement international.

Le ministère des Affaires intergouvernementales ouvre le Québec sur le monde et vous féra découvrir l'Amérique en français.

(Grande-Bretagne,

Finlande)

LONDRES

EUROPE

(France, Espagne, Portugal) **PARIS**

Délégation générale du Québec 66. rue Pergolèse Paris 75116 (France) Tél.: 727-6139

(Italie, Suisse romane)

Bureau du Gouvernement du Québec

(Benelux) BRUXELLES Délégation générale du Québec 15, rue de la Loi Bruxelles (Belgique) Tél.: 11-06-80

Agence d'orientation (immigration) du

Bureau des visas

30, via Zara Rome (Italie) Tel.: 844-8783

ROME

(Grèce) Gouvernement du Québec a/s Ambassade du Canada.

Scandinavie et (Autriche, Suisse alémanique) OUSSELDORF Détégation générale du Québec 12 Upper Grosvenor Street London, W.1 (Angleterre) Tél.: MAY 4155 Bureau du Gouvernement du Québec Ko-Center, Kónigsatlee 30, 4 Düsseldorf (Allemagne) Tél.: (211) 139 52,56,54

ATHÈNES
Agence du Gouvernement
du Québec
Bureau des visas
4. tonnou Ghennatiou Ypsitantou a/s Ambassade du Canada Athènes (Gréce) Tél.: 739-511

AMÈRIQUE

Via Manzoni 16, Milan (Italie) Tel.: 79-56-73

MILAN

NEW-YORK . Délègation générale du Québec 17 50th Street West New-York 10020 Tél.: (212) 581-0770

BOSTON Bureau du Gouvernement du Québec Park Squara Buildirig. ch. 409 31 St. James Ave. Boston (Mass. 02116)

CHICAGO Bureau du Gouvernement du Québec 72 Adams Street West Chicago (Illinois 60603) Tél.: (312) 726-0681

TORONTO

OALLAS Bureau du Gouvernement du Québec 1714 Adolphus Tower 1412 Main Street Dallas (Texas 75202) Tel.: (214) 742-6095 ou 9663

LAFAYETTE Bureau du Gouvernement du Québec Box 4011 800 Jefferson Street Lafayette (Louisiane 70501) Tél. (318) 234-3858

Bureau du Gouvernement du Québec 510 Sixth Street West Los Angeles (Calif. 90014) Tél.: (213) 580-9156 ou 9157

LOS ANGELES

Buresu du Gouvernement du Québec Suite 2920 Boite postale 391 Commerce Court West Toronto, Canada - M5L 1G3 Tél.: 415-868-1754

AFRIQUE

ABIDJAN Le conseilter en éducation du Gouvernement du Québec a/s Ambassade du Canada immeuble Le général – 4e étage Avenue Botreau, Roussel Boîte postale 21, 194 Abidjan, Côte d'Ivoire

EXTRÊME-ORIENT

TOKYO Bureau du Gouvernement du Québec Sanno Grand Building. 2-14, Nagata-cho. 2-Chome Chyoda-Ku Tokyo 100 (Japon) Tél.: 03 581 4618

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

BEYROUTH Agence d'immigration du Gouvernement du Québec a/s Ambassade du Canada Immeuble Sabbag, rue Hamra C.P. 2300 Beyrouth (Liban) Tél.: 350-660 poste 75-76



Turnes de neix



MINISTERE DES AFFAIRES INTERGOUVER-NEMENTALES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC



ECONOMIE

UN MARCHÉ POUR LA FRANCE

OUS les cinq ans, la France radécouvra la Québec. > Ce propos désabusé qui court dans les milieux franco-québécois en dit long sur les relations possionnément désillusions qui existent entre les deux pays. La France est le client qui a le plus amáliare sa position dans les statistiques québécoises du commerce extérieur depuis quelques années. Les importations fran-caisas en provenance de la Belle Province ant augmenta de plus de 50 % depuis 1970. La France n'est-elle pas le seul poys qui, depais 1966, ait gagné trais rangs dans la classification des principoux clients étrangers du Québec? Oui, mais... Elle ne reçair que 1,9 % des ventes du Québec à l'étranger. Le principal (62,15 %) va vers les Etats-Unis, et la plus grande partie du reste vers

Da langue date, le Québec a attiré, à partir des Etats-Unis, entrepreneurs et copitaux amaricoins. Domer le nion aux analaphanes des autres Etots de la confédération canadienne n'en était pas l'un des moiadres avantages. Le tamps possant et la prospérité aidant, la province franca-phane s'apprêta maintenant à embaiter le pos aux autorités d'Ottawa paur mettre au paint à san tour et à san échelle une politique plus sélactive des investissements étrangers. Les importantes réserves de matières premières et les larges rassources en énergie de Canado en général et du Quabec en particulier attirant les entreprises de taus les pays du mande. Una récente enquête pratiquée auprès de 220 firmes qui fant environ 60 % du total des investissaments nan agricales dans la province du Québec a montré qu'elles avaient l'intention d'y aagmenter leurs mises de 30 % en 1975. De nambreuses firmes américoines qui souffrent de la mauvaise conjonctore aux Etats-Unis se robottent allégrement sur le Canada, dant les actifs, pour la maitié, seraient déia sous contrôle américain.

En 1974, alors que le produit national brut aura diminué d'environ 1,5 % aux Etats-Unis, il aura augmenté de 4,5 % au Québec ; et pour 1975 le scare devroit s'établir respectivement autaur da + 1,5 % et + 3,5 % avec un taax d'inflation de 10 à 12 %. La baisse de la demande ne teuche pos encare le marché cana-dien. Quand an produit 560 milliaas de barils de petrole por on, comme c'est le cas du Conodo grace à l'Alberta, on ne s'inquiète pas d'user de modèles américains dévareurs d'essence. On chauffe aussi joyeusement, lisant chaque jour dans la presse des informations nouvelles concernant le gigantesque projet d'équipement hydroélectrique de la baie James ; 72 milliards de dollars, sur un territaire de farêt grand comme plus de la maitié de la França, et tout cela pour doubler le potentiel de production d'électricité afin de répondre à des besains qui sont déjà -

ppartés aux six millions de Québécois plos élevés du monde loprès ceux des Norvégiens). Les Québôcois ne sant cependant pas dupes de leur prosporité présente. Les investissements étrangers ne dolvent pos ovoir seulement pour objet de pomper nos matières pramières ou de profiler de nos ressources d'énergie », disent-ils. Les motières premières méritent d'être transfermoes sur place et la province a conscience qu'elle peut faire roieux que d'axporter simplement des minarois au du bois de l'autre côté de sa frantière, Comme c'est, en le voit, le cas actuelle-ment. Par ailleurs, l'énergie, si ella est encare relativement bon marché, localement, est comptée. Le projet de la baie James suffire tant juste à couvrir les besoins en 1975 et le prix da pétrale - même celui de l'Alberta - ne sauroit rester définitivement bas. Bien súr, les vicissitudes de l'éconamie américaine devraiant inciter à la prudence. Si la conjoncture ne se retaurne pos et si la damande ne reprend pas aux Etats-Unis d'ici au milieu de 1975, le Conada en sauffrira, cor c'est la qu'il envoie plus de la maitie de ses expartations. Le Québec la soit, Il est d'ailleurs d'une prudence tauta speciala larsqu'il s'agit d'inquieter san geant voisin. Son autre partenaire commercial traditionnal, le Rayaume-Uni, est, lui aussi, en mauvaise posture, et le voici membre

A L'INTERTEUR, la politique de grands travaux du Québec est un plan d'assurance contre un éventuel ralentissement d'actività. Outre la baie James, an a entrepris la construction du contre alympique pour les Jeux de Mantréal en 1975, l'édification de nombreux hotsls sar les bards du Soint-Lourent, la préparation du aquvel aéropart international (a Mirobellan I. etc. A l'extérieur, le développement de liens économiques avec de nouveoux portenoires répond aussi aux préoccupations du moment. Des accords sont négociés avec la Communauté européenne. La préférence impériale britanaique dait disparoître pour taus las produits du Commanwealth à la fin de 1977. mais un accord porticuliar a exclu de l'application de la préférence communautaire un certain nambre de produits que le Québec fournit largement à la Grande-Bretagne : papier journal, pate à papier, contre-plaqué, phosphore. Le premier chef d'Etat étranger reçu afficiellement por le président Gis-card d'Estaina a été M. Elliatt Trudeau, premier ministre du Canada, suivi peu de temps eprès par M. Rabert Beurassa, premier ministre du Québec. Ainsi la vieille France, qui denna jadis so longue à la Belle Province, se trouve-t-elle aujaurd'hui en position d'entretanir da nauvelles relations privilégiées avec alle. Trois cents ans après Champlain et quetre ans après de Gaulle, c'est le Québec qui redécauvre la France. A elle de savair le reconnaître,

La mise en valeur des ressources

M C'est ce que constate l'Européen en plein hiver. « Les Québecois ne semblent vrai-ment pas avoir de crise de l'energie e. ironisent en ces jours de fin 1974 et début 1975 les visiteurs dans les gratte-clel des bords du Saint-Laureni. Boulevard Dor-chester. M. Robert Boyd. prési-dent de la Société d'énergie de la base James et vice-president d'Hydroquéber, qui contrôle la quasi-totalité de la production et de le distribution d'électricité de le province, explique : « Jusqu'à présent, nous auons pratique des taris très bas parce que presque toute l'électricité était d'origine hydro-électrique. Mais la conhydro-électrique. Mais la con-sommation double tous les neuj ans. Avec le projet d'équipement de la baic James, nous allons pouvoir faire lace aux besoins jusque vers 1985. Dès l'année pro-chaine, ou au plus tard en 1976, il faudra décider quels sevont nos moyens de production en 1986 pour les dix années sutrantes. It reste en core des possibilités d'équipement hydro-électrique au nord et au sud de la région nord et au sud de la région actuellement en cours d'équipe-ment, mais même en les exploi-tant enlièrement, it faudra recourir à la production nucleaire. A mesure que nous Jerons appei à de nourelles sources d'énergie. nous devrons songer à entrer dans l'ère des économies. Jusqu'à present. l'Hydroquébec avait des programmes de promotion publi-eitaire. Désormais, c'est plutôt « l'usage rationnet e qui est preconisé. Nans avons annoncé une augmentation de 10 % du prix de l'électricité pour 1975 et demande l'autorisation de hausse de 10 % en 1976 et encore autant en 1977. Il est vrai que cela représente en réalité une dimmution en vateur

réelle comple tenu de l'infla-tion_ p Ainsi, le citoyen qu'bécois, médaille d'argent de la consom-mation d'électricité dans le monde (après le Norvégien), se fournit il à ton prix. Pour ce qui est de l'electricité: 68.7 milliards de kilowatts en 1973 au lieu de 60.4 en 1972. Le huitleme du territoire de la province est recouvert d'eau. ei elle vit dessus, même si la faible dénivellation du terrain oblige à aménager des espaces zigantesques. Avec l'équipement du territoire de la baie James, plus grand que la moitié de la France, qui, commencé il y a deux ans, se poursuivra jusque vers la fin de la décennie, le pays vit à l'heure des grands travaux.

gie de la province. Il faut compter De notre envoyée spéciole aussi avec le gaz (moins de 5 °), le charbon (moins de 2 °), et surtout le pétrole : 73 °. Au total, la consommation d'energie du Québec aura doublé entre 1970 et 1985. Mais la consommation du pétrole, qui a une place prépondérante actuellement, ne devrait avoir qu'une croissance annuelle moyenne de 4 à 5 . Sou-cieux de réduire se dépense envers et l'or noir », le Québec l'est comme la plupart des autres Etats. Il faut dire cependant que la crise de l'énergie, nu lieu de

compromettre son equilibre econonique, a plutôt mis la province en meilleure posture pour les années à venir. La solidarité canadienne jouant en laveur de canadienne jouant en laveur de la province francophone, le pe-trole de l'Alberta devient un atout pour elle. Des approvision-nements sors en pétrole à bon marché et une complète autono-mie en matière d'électricité : qu'est-ce que le Québec peut de-mander de plus ?

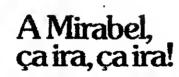
Le projet de la baie James

gantesques barrages capables de produire 10 millions de kWh en 1985, c'est une gageure. Les quelque neul mille Indiens

Les quelque neul mille Indiens et Esquimaux qui pechent et chassent dans la region viennent, après des mois d'hostilité au projet. de signer un accord aux termes duouel la Société d'energie de la baie James s'engage a leur verser 150 nuillons de dollars de dédommagement et de redevaoces dans les années a venir. Qu'en feront-ils? Cette région n'est pas le Far-West, mais elle en tient : le Far-North..? Cinq mille hommes sont arrivés pour travailler loin de North...? Cinq mille hommes sont arrivés pour travailler loin de tout. La plupart sont des journailers dont le billet de retour vers le monde habité ne sera payé qu'après un mois et demi de sé jour. Les salaires payés à l'heure sont l'attraction principale du lieu. On ne les y vole d'ailleurs pas. Au plus fort des travaux, en 1977. la Société d'éuergie de la baie James emploiera douze mille personnes sur ce gigantesque territoire de forêts dont le quart sera inondé lau lieu du cinquième présentement. Les responsables présentement). Les responsables du projet se félicitent de cette activité, « On considère qu'il faut multiplier par quatre le nombre des postes jondes par notre pro-jet pour évaluer la totalité des noureaux emplois créés dans la prorince à cette occasion. » C'est dire que les travaux entrepris jouent un rôle considérable d'entrainement dans l'ensemble de l'économie québécoise. Le cout de cette affaire ? Douze

RELEVER un dell peut-èire.
Au nord-ouest de la province, des milliers de kilomètres de route sur neige, des ponts de glace sur lesquels passent des poilds lourds, des campements provisoires bien établis, des ponts aériens et des hommes qui travaillent en dépit de tout à détourner trois fleuves dans des galeries géantes et à établir quatre gigentesques barrages capables de trois groupes électrogènes à coups de bulldozer, et provoqué la fermeture provisoire du camp L.G. 2 où étalent logés les neuf cents ouvriers travaillant à l'un des quatre barrages de la Grande-Rivière, a augmenté encore le coût du projet. Il retardera aussi sans doute les délais de fourniture des premiers kilowatts l'prevus pour 1980). Porté devant vus pour 1980). Porté devant l'opinion publique, et examiné par la justice, cet incident fait res-sortir les manœuvres violentes et les rivalités entre syndicats pour sortir les manœuvres violentes et les rivalltés entre syndicats pour contrôler l'embauche ainsi que le chantage que les dirigeants ou-vriers font subir personnellement aux responsables des iravnux, parfois assez faibles pour l'accep-

La Société d'energie de la baie James, oui a depuis trois ans la responsabilité de la construc-tion des nouveaux ouvrages, et la société d'exploitation qui s'en servira par la suite sont toutes deux entièrement contrôlées par Hydroquébec. Trente ans après su création, les Québècois aiment voir dans cette dernière un pri-curseur boureux puisone plus rurseur houreux, puisque plus rentable, de nos entreprises publiques curopéennes. Crère en 1944 pour prendre la direction d'une société privée, la Montreul Light Heat and Power, et de deux curs de la montre del montre de la montre del la montre de la montre del la montre del la montre del l night heart and rower, et de deux autres sneiètés que l'Elat avait décldé d'acquerir, Hydroquèber n'a toutefois pris son essor véri-table qu'en 1963, au moment de la nationalisation de la plits grande partie de ce qui restait comme entreprises privées d'élec-tricité dans la province. Son originalité est d'être constaument La consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par an. ne represente que 21 "a de la consommation totale d'éner- de la consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, même si elle augmente de dollars s'elle me l'al consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, même si elle augmente de 10 "a par de la consommation d'électricité, de la consommation d'électricité, de la consommation d'électricité, de la consommation de la consommation d'électricité, de la consommation de la consom



Mirabel, c'est le nouvel aéroport futuriste de la région de Montréal, le plus gros jamais construit en Amérique du Nord. L'aménagement de 35,612 hectares de terrain (Dallas Fort Worth: 7,100 hectares. Charles De Gaulle: 3,000 hectares), le reaménagement des systèmes de gestion. le choix de localisation d'infrastructures industrielles, tout cela requérait une intervention ferme du gouvernement québécois. On nous confia donc le soin de préparer un schéma de développement global.

En collaboration avec plusieurs organimes et la majorité des ministères qué bécois. l'Office de planification et de développement du Québec se fixa objectifs suivants: créer l'harmonie en l'aéroport et sa région, maximiser les effets économiques dus à la création de cet aeroport et proceder à la réorganisation du territoire.

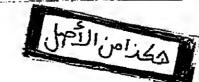
A Mirabel, ça ira et à l'Office de planification et de développement du Québec. nous sommes tiers de contribuer à

en tête!



OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT **DU QUEBEC**

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC



ÉCONOMIE

énergétiques : un gage de prospérité

JACQUELINE GRAPIN

jvançaise... s Avec um actif dé-passant maintenant plue de 4 milliards et demi de dollers, et un chiffre d'affaires armuel qui dépasse le demi-milliard de dol-lars, elle n's cessé d'équilibrer son exploitation. C'est le résuliat d'une politique massive d'inves-tissement, financée, pour environ les trois quarts, à l'extérieur de l'entreprise elle-même sur les marchés financiers du Canada et de l'étranger. Hydroquébec a ainsi pu faire 316 millions de dollars d'investissement en 1973. L'entreprise québéroise maloré

dollars d'investissement en 1973.

L'entreprise québécoise, malgré son dynamisme, suffit tout juste cependant à satisfaire les besoins de sa clientèle locale. Le seul grand contrat d'exportation possible jusqu'à présent a été conclu avec la Power Authority of the State of New York pour établir un régime d'assistance mutuelle avec la métropole de l'Est américain. Celle-ci connaît ses pointes de consommation en été, quand tournent les appareits de conditionnement d'air, tandis que la région de Montréal a les siennes avec le chauffage en hiver, de sorte que des échanges saisonniers sont possibles. Pour le reste, les ventes à l'extérieur sont limitées à quelques excédents vers l'Ontario.

L'ampleur des besoins énergétiques du Québec devrait aussi
être de nature à freiner son
intérêt pour le projet de construction d'une usine d'uranium enrichi à la baie James, conçu par le
commissariat français à l'énergie
atomique et évoqué lors de la
visite à Paris du premier ministre
du Canada. M. Efflott Trudeau.
Les questions que se posent les
Québècois au sujet de ce projet
sont les suivantes: La Baie
James peut-elle détourner suffisamment d'énergie dans son programme initial pour faire fonctionner cette usine? Comme cela
est peu vraisemblable, il faudrait
élargir le plan d'équipement de
la baie pour permettre la production de 2,5 millions de kWh en
plus. Quel serait le coût de cette plus. Quel serait le coût de cette énergie supplémentaire?

La Société d'exploitation de la baie James la vendrait-elle? Le gouvernement canadien autoriserait-il les transactions interna-tionales sur l'uranium? Et sur-tout : qui fera les investissements?

nium seule demanderait 1 miliard de dollars, et la capacité d'énergie supplémentaire qui lui serait nécessaire en demanderait encore deux et demi. Le souci de la France est d'abord de trouver là une matière première énergétique sûre et relativement bon marché, mais la nouvelle usine n'aurait d'intérêt qu'industriel et commercial pour le Quêbec puisque les centrales stomiques canadiennes fonctionnent sans avoir besoin d'uranium enrichi.

L'agence canadienne Atomic Energy of Canada dispose de son proper procédé, indépendant des techniques américaines, contrai-

Le pétrole, nouveau venu

Le pétrole, nouveau venu

D AR ailleurs, Perploration pet trolière du sous-eol québécois se développe. Ses réserves sont réputées modestes, mais un basain siné le long du fleuve Saint-Laurent rendemerait délà queique 2,2 milliards de barils de pétrole. Due entreprise créée par le gouvennement de la province pour développer et exporter ces ressources, la SOQUIF, a été dotée d'un budget de 15 millions de demi par an entre 1969 et 1979. Mais étant demés les projets pétrollers du Québec, elle ne peut manquer de s'associer largement avec des intérêts privés, et notamment avec les grandes compagnies américaines. Pour l'heure cependant, la totalité des besoins pétrollers du Québec, c'est-à-dire 73 % de se consommation totale d'énergie, restent importés. Ce n'est pas pour la province la faillesse qu'on pourrait croire. La crise de l'énergie, loin de pénaliser le grande l'energie, loin de pénaliser le grande l'energie, loin de pénaliser le grande l'energie, loin de pénaliser le l'énergie, loin de pénaliser le grande l'energie, loin de pénaliser le l'énergie, loin de pénaliser le l'énergie du protein le privale l'énergie et le privale l'energie per le l'énergie loin de pénaliser le l'énergie du protein le l'énergie du protein le l'énerg



profitables. Il hil faut aussi trou-ver d'importants moyens de prendre une place importante au financement. « Si nous avions les moyens de nous intéresser à de de la délégation commerciale

française à Montréal. Mais les avons-nous? Dans tous les grands programmes, le ticket minimum est de 500 millions de dollars...»

Mitabel complexe aeroportuare intégré Toutsera pensé de tacon à ce que l'aviona L'usine et l'entrepot ne tassem qu'un.
Nos entrepots seront construits unique-ment en fonction du tret nes quels d'em-barquement et nos routes vaus placeront à quelques beures de New Yerken Chicago, tandis que notre parcindustriel laverisera l'import exportet l'assem-blage de produits manufacturés. Par la réalisation de ce complexe séro-portuaire intégré, l'Office de planification et de développement du Québec contri-buera à maintenir... Québec Québec en téte! OFFICE DE PLANIFICATION ET DE DÉVELOPPEMENT **DU QUÉBEC** GOUVERNEMENT **DU QUÉBEC**



ECONOMIE

La marche vers l'indépendance est inévitable

Par JACQUES PARIZEAU *

pays indépendant est à la fois banal dans le monde d'aujourd'hul, qui a vu tant de nouveaux pays an ce sena qua le Québec est un territoire somme toute développé. lisation et qui glisse graduellement dans le société post-industrielle. Que se pose, dana ces conditions, la question nationals au Québec est pour certaina une forme d'anachronisme, une sorte de prolongament

Assez curteusement II faut reconnaîtra que l'idée d'indépendance chez les francophones est assez récente. Elle n'a guère plus de quinze sns. cais a'est dit nationaliste. La mot avait un sons différent, selon les générations, mais ne rajoignait guère la sortie du Québec de la Contédération canadienne. Dans un premier temps, ce netionalisme a pria la forme d'une forte réaction contre l'empire britannique. De plus en plus tsine d'années, le nationalisme étalt una réaction de défense é l'égard d'Ottawa sur les droits constitutionnels des provinces.

Cette dernière forme de nationslisme débouchait sur un cul-de-sac. La formidable expansion des mesures de sécuritá sociele après la dauxième guerre mondisle, la mise en place des instruments da etabilisation, issus de la révolution kevnésienne, l'acceptation d'un principe de péréquetion poser dea mêmes services publics, où qu'il soit sur le territoire, tout cela impliquait que le gouvamement responsable exerce, aussi bien eur le plan budgétaire que réglementaire. des pouvoire de plus en plus étendus. La Constitution canadienne svait été inspirée d'un grand souci de décentratisation des pouvoirs. C'était, à l'origine, la Constitution d'un groupe de sociétés essentlellement rurales que des hasards hisloriques et l'éloignement géographique avaient empéchées de se fondre. Le monde moderne les forçait à découvrir une forme de centrelisation qui exigeait tiellemant un centre de déci-

T E projet da faira du Québec un 1945 à 1960, la réaction du Québec sera cette du refus, du repliement. Plutôt n'avoir que peu d'autoroutes, plutôt arrêter le développement des universités que da les voir financées vernemant de Québec va être, au coura de cette période, provincial, su tion, qui commence svec ce que l'on a appelà la révolution tranquille, sera au contraire fortement expansionniste. Avec la gouvernement libéral da M. Lesaga commence une phase à le nord-américain des tensiona d'autre- tois de modernisation, brutale dans certaina domaines, comme celui da l'éducation, et d'agression systèmatique du pouvoir tédáral. La conione jure politique a'v prête. Le personnel politique é Ottawa se veut conciliant. Il n'est que faible, désemparé. A l'opposé, Québec polarise les hommes nouveaux, les idées renouvelées. La partie n'est pes égale, et pendant plusiaura snnées la récupération des chempa d'action budgétaire, des impôts et des pouvoirs, sera specia-

> Pendent ce temps, l'idée de l'indépendance se développe rapidement à

DANS divers milieux, on comprend que la minute de vérité est arrivée. Le général de Gsulle va chercher à faire basculer la situation. Son - Vive le Québec libre ! - n'avait rien d'une fantaisie passagère. Il arrivait à point nommé. D'un autre côté. les milieux d'affeires, les milieux financiers, vont maintenant intervenir fortement dans le partie. La créstion en 1967 d'une véritable panique de fonda à court terme n'aura, compte banques canadiennes et de la multitude des succursales, aucun impact sur le crédit. Meis slla va faire perdre la tête à des hommes politiques quebécois qui, en quelques années, ont été projetés des affaires communales dans des tractations majeures entre Etats. Le gouvernement de Québec va s'effondrer en tant que gouvernement autonomiste.

Et à peu près en même temps. comme pour prendre le relève, le perti quebecois va être fonde, regroupant graduellement à peu près toutes les formations indépendanfistes. Le gouvernement de l'Union nationale traîners encore une existence pénible

travara des tormetions politiques nouvelles, encore peu importantes. En 1966, cependant, le second des grands partie prand le pouvoir, après avoir mené sa campegne à partir du thême « Egallié ou indépendance ». L'agression contre Ottawa continue. Les damendes du Québec deviennent exorbitantes, impossibles è estisfaire, lorsque le nouveau gouvernement damande la récupération de la totalité des trois grande impôts directs : sur le revenu des particuliers, sur les profits des sociétés et sur les sions. Le point de rupture est atteint, Rentorcé par quelques Cansdiens frençals connus (dont l'actuel deau), le gouvernement fédéral refuse d'alter plus loin. Déjà, eu point atteint dens la décentralisation, le Caneda n'est plus économiquement gouvernable. Tout ce qu'Ottswa paut vouloir faire, Québec

> jusqu'en 1970. Il sera alors remplacé par le gouvernement sctuel, dont les ilgnes de force initiales sont très claires : feire la peix evec Ottawa et faire le palx avec les compagnies.

contrer. Et vice versa, Les deux gou-

discordantea pour montrer Isur force

ments se lancent dans des voles

La centralisation des pouvoire par le gouvernement fédéral reprend. Le Canada ratrouve un gouvernament véritable. Québec poursuif une cour d'un autre âga auprès des sociétés multinationales pour démontrer que ta confiance est revenue. Cele culminera avec la concession à l.T.T. d'un territoira aussi grand que la Belgique pour y créer des usines de pâte à

Pendant ce femps le parti québécois progresse rapidement. Alors qu'il y s quatre partie politiques en lice. 30 % en 1973. Chacune des élections est marquée par des tentatives specfaculaires de créer des paniques, comme celle qui a si bien réussi

* Economiste du Parti québécois, ancten conseiller économique des premiers ministres Jean Lesage (li-bérait et Daniel Johnson (Union oationale).

Départ d'un convoi publicitaire de camions blindes en 1970 qui va déposer hors des frontières des monceaux de valeurs mobilières. Matraquaga télévisé par les troie partis fédéralistes, en 1973, pour annoncer t'effondrement speciaculaire d'une monnaie québécoise, alors même qu'elle serait

En tait, les deux élections ont parté largament our des questions économiques. Le Ouèbec peut-il s'administres lui-même? Le nivezu de via va-t-il s'affaisser? Compts tenu des données qui seront signalées ci-dessous, ces questions-là pourraient faira sourire. Pour comprendre é quet point alles peuvent faira peur, il faut se souvenir ous le Québécois francophone a été fort peu associé aux décisions économiques importantes. Les entrepreneurs de la fin du dixneuvième aiècie, assez nombreux, ont disparu. Les grandes entreprises a l'ergent et lea pouvoire pour le canadiennes anglaises, pula les muifinationales, ont traditionnellement domină tes grandes décisions d'inves-

> des Cenadiens français les e long-temps assez peu préparés à acceptar ces interventions économiques majeures des pouvoirs publics dont on e si souvent pris l'habitude en Europe. La création, en 1965, d'une egence dépôts et consignations, a été dénoncés dans nombre de milieux comme un pas majaur vere le communisme. Ces réactions, psychologiques si

> on vsut, sont fondamentales pour comprendre à quel point le Québécoie est sensible à la peur sur le plan économique. Contraîrement à d'autres peuples qui sont devenus sait qu'it a beaucoup é perdre, Il accepts volontiers l'idée de mener ses propres affeires, ti n'est pas certain de pouvoir y arriver. L'affrontement entre indépendantistes et fédédiens englais, mais d'abord un conflit entre deux groupes de Canadisns français : ceux qui penseni que l'opération est possible, que les Québécois peuvant prendre en main leurs affaires, et ceux qui n'en sont pas certains, qui voient des dangars sérieux, des obstacles dirimants.

niques seulement, le débat est sans intérêt véritable. Le Québec a habituellement un surplua sssez important à sa balance des comptes counet de capitaux. Ce n'est pas l'écarque qui manqua, même pas ca capital de risque qui, faute de s'employer, aboutit an ordre dispersé sur la placa de New-York. Ce qui manque, ca sont les projets d'investissement émanant de centres indigènes de décision :

entrepreneurs, Elat. coopératives. Les comptes du Québec evec le pouvement lédéral ne révèlent pas sociale au Québec a été longtemps non plus de situations drematiques. Ce que les Québécois envoient à tale : celle de la sous-scolansation Ottawa en impôts n'est pas infárieur à ce qu'ils en reçoivent. Il est arrive assez souvent dans le passé que le gouvernement tédéral en renvoie netlemant moins qu'il n'en prenait. est plus positif, essentiellement parce que les prestations d'assurence chô-

Un objectif élémentaire...

E N faif, eu-delà des hésitations, des peure, des paniques épisodiques, apparaît gradueltement un objectif social élémentaire : torsou'on a deux fois le niveau de chômage des zones tes plue dynamiques de l'Amérique du Nord, quand les revenus sont intérieurs de 20 % é la movenne canadienne, quand, eur un territoire immense, l'économie de certaines régiona s'effondre sans que le mobitité de la main-d'œuvre eoit suffisante pour tes vider, slors se pose, de façon algué, le problème de la dépendance é un gouvernement tédéral constamment sux prises svec des erbitrages inextricables entre des régions dispersées sur 5 000 kilomêtres et eux décisions de quelques douzaines de sociétés multinationales. Quand un peuple est séparé ralistes n'est dono pas une opposition du reste du continent par sa langue. qu'il possède un gouvernement et soit tente de e'occuper de ses affaires. Sa réaction n'est pas exactement prématurée. Elle n'en est pas

Un Québec indépendant ne se conçolt guère sans une union douanière avec te Canada. Toute la strucde la population produiraient 80 % des diplômes, el où il faudrait les caser dans le quart des postes, les autres étant occupes par les anglophones, l'équilibre social sauterant : c'est ce qui est en train de ee proture industrielle du Ouébec et de l'Ontario - qui, ensemble, regroupent près des deux tiers de la population

rien qui puisse taire croire à des

catestrephes. Le Ouébec est mainte-

pays industriels de l'Ouest. Les uni-

versités sortent, cependant, un nom-

bra croissant de specialistes qui ne

trouvent qu'à l'étranger les postes qui

correspondent à leur entraînement.

direction ou d'administration dans les

alfaires restent occupes par la mino-

rité anglophone de Montréat. On

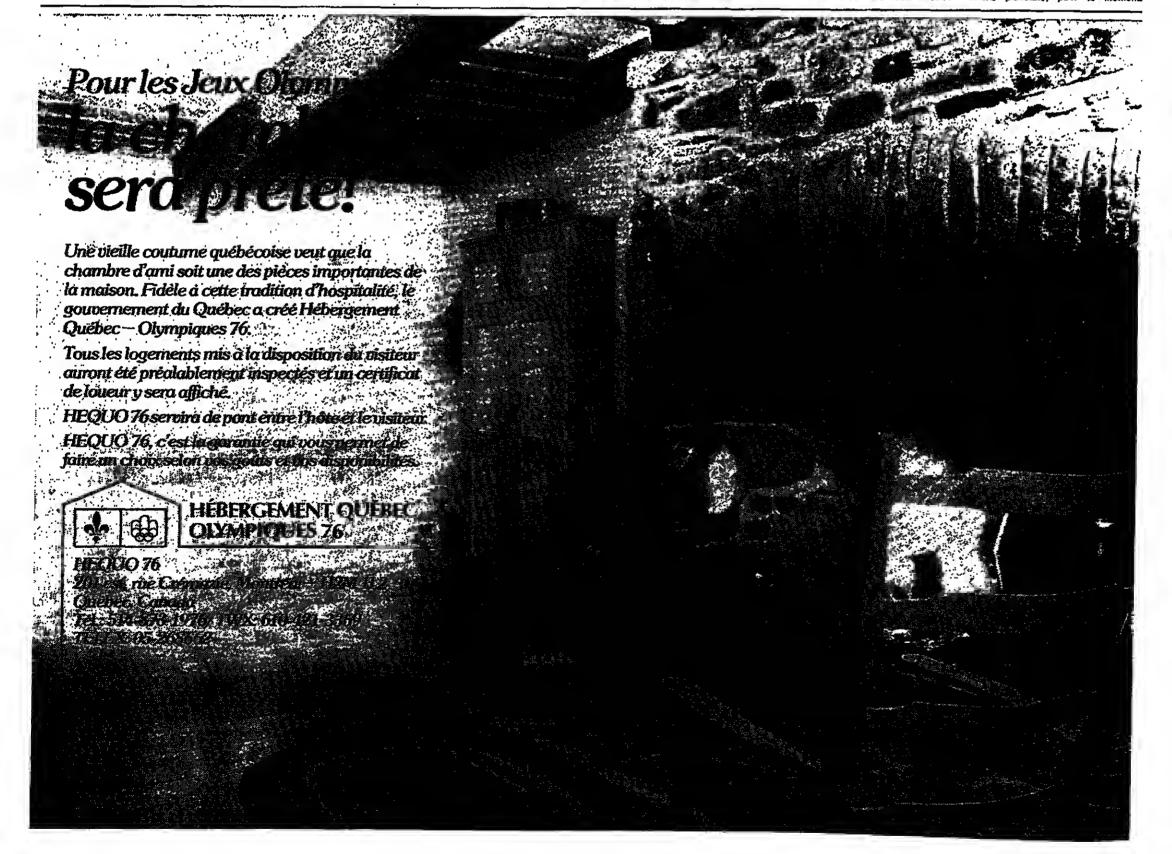
commence à comprendre que la para

basee sur une condition tondamen-

des trancophones. La jour où ces

spécialisation des usines de chaqua côté de la frontière qui les sépare. Toronto et Montréal vivent en symqu'une guerre da tarifs les ruinerait toutes les deux. Elles le savent. Le parti québécois e longtemps

commune aux deux pays. Il y a quelques ennées, une telle hypothèse rope des Six tranchissait les premières étapes vers ce but. D'autre sait d'illusion quant à l'autonomie des politiques monétaires canadiennes à l'égard des politiques monétaires d'un taux de change flexible. La crise monataire informationale, les fréquents réalignements de taux de change, ont, d'une union monétaire Québec-Canada. D'aitleurs, te fait que l'ouest du Canada produise du pétrola et qu'on n'en ait pas encore découvert au Québec rend l'hypothèse encore moins plausible, pour le moment.





Un succès favorisé par notre présence dans la communauté canadienne nécessité de développer rapidement de nouvelles ressources dinteratiques. Le conjunctaines publiques le nouvelles ressources différence publiques le nouvelles ressources de nouve

dernières années. Des investisse-ments massifs ont porté des ré-

phone d'Amerique du Nord est rempli de promesses. Nous dis-posons de ressources naturelles posons de ressources naturelles abondantes et variées. Notre appartenance à la communauté canadienne nous permet à la fois d'affixmer notre spécificité et de profiter des avantages des politiques pancanadiennes dont l'objectif est précisément de permettre aux gouvernements des dix provinces, les plus pauvres comme

Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1974, le Québec 2 reçu plus de 1 miliard de dollars du gouvernement fédéral canadien au titre de la péréquation de programmes à frais partagés et de l'assistance à l'enseignement postsecondaire. Ces transferts ne sont lés à ancupe condition. Le Québec a d'ailleurs fait adopter le principe de l'opting out, qui lui permet de ne pas participer à des programmes conjoints tout en obtenant me compensation financière on fiscale qu'il peut affecter selon ses propres priorités dans les mêmes

Une devise forte

T E Québec a l'avantage de par-ticiper à une communauté économique dont la devise est demeurée stable et forte. Con-trairement aux nombreux pays industrialisés dont la monnaie subit une érecion rapide, le Canada a pu résister aux assaute persistants qui ont dangereuse-ment miné la balance commer-ciale de nations traditionnelle-ment pins fortes. Cette subdité favorise d'ailleurs les investisse-ments publics et privés, de sorte que l'économic canadienne — et par voie de conséquence l'écono-

que l'économie canadienne — et par voie de conséquence l'économie québécoise — a pu sentenir un rythue de croissance remarquable dans la conjoucture actuelle.

Le Canada a réalisé cette performance exceptionnelle grâce à ses propres ressources en hydrocarbures, dont la production dans l'onest, du pour set sufficiente dans Pouest du pays est suffisante pour assurer l'approvisionnement de assurer l'approvisionnement de toutes les provinces. Il était cependant plus profitable d'exporter ces ressources chez nos voisins du Sud et d'importer une quantité égale de pétrole étranger pour l'Est. Avant la crise pétro-

Situation financière saine

MALGRE les investissements massifs que son gouvernement a dû faire au cours des dernières années, la eltration financière du Québec demeure fondamentalement saine. So n budget dépassera les 6,5 milliards de dollars pendant la présente année financière, soit neuf fois

lière, le Québec payait ainsi son brut moins cher que l'Ontario, qui s'approvisionnait en Alberta. Le hausse brutale des prix a modifié dramatiquement l'équation. C'est

dramatiquement l'équation. C'est alors que le gouvernement cana-dien a décidé d'imposer une taxe à l'exportation de son pétrole pour en appliquer le produit à des subventions aux importations de l'est du pays. Pendant l'année en cours, cette aide fédérale, des-tinée à égaliser les prix du pétrole à travers tent le Canada, repré-sente plus d'un demi-milliard de dollars pour le Québec. Péréquation, accès aux resso

ces énergétiques à un prix infé-rieur an prix international, paie-ments de transferts, devise forte, accès à de vastes marchés au Canada, et même aux Etats-Unis pour certains articles mannfac-turés, possibilité de conserver son identité et d'affirmer son autono-mie dans les domaines de sa compétence, voilà certes certaines des grandes caractéristiques foudamentales du système auquel

L'économie québécoise, défi-ciente à certains égards, est puissamment épaulée par la sta-bilité économique canadienne. La santé des finances publiques québécoises permet au gouverne-ment de lancer des initiatives dont les répercussions se font sentir dans tons les secteurs. Qu'il

ment hydro-électrique de la baje James. les nombrenses sociétés d'Etat engagées dans l'exploitation des richesses naturelles, comme SOQUEM (Société québécoise d'exploitation minière), SIDEEC (sidérargie québécoise), REXFOR (exploitation forestière), SOQUIP (prospection pétrolière), qui ont obtenu récemment des dotations en capital fortement accrues.

le Québec est en outre en mesure de stimuler le développement industriel dans certains secteurs stratégiques, tandis que la S.D.L. (Société de développement industriel) 2 les pouvoirs et les capitaux requis pour s'associer à des entreprises prometteuses pour le développement économique du Québec.

Perspectives financières et budgétaires

Les marchés financiers canadiens sitera des investissements considérables d'ad la fin de la présente décennie, avec un taux de crois-

nécessité de développer rapide-ment de nouvelles ressources énergétiques. La conjoncture financière des cinq prochaines années sera par ailleurs sans doute caractérisée par des taux d'intérêt élevés et par une reduc-tion généralisée des échéanciers. Compte tenu du volume des em-prints qu'il devra contracter, le Québec devra découvrir obez lui et à l'étranger de nouvelles sour-ces de capitaux tout en conti-uuant à pratiquer une politique budgétaire qui, ces dernières années, lui a permis de financer environ la moîtié de ses inves-tissements en puisant à même ses revenus ordinaires. U sera peut-être nécessaire de

Il sera peut-être nécessaire de repenser les modes de finance-ment des services publics, notam-

initiatives qui scraient suscep-tibles d'imposer des contraintes additionnelles sur les finances publiques. Peut-être fuut-il se demander si l'époque des pro-grammes publics universels et gratuits u'est pas définitivement révolue.

L'homme politique responsable doit considérer ces contraîntes teut en continuant à viser au développement harmonieux de la société et veiller surtout à ce que les faîtles et les défavorisés ne soient pas péualisés par le système. L'aliocation des ressources de l'État selon une technique administrative appropriée permet dans une certaine mesure de concilier ces exirences souvent concilier ces exigences souvent contradictoires.

Ministre des finances et prési-dent du conseil du Trésor.

CEGELEC CANADA INC.

représentation de la

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRIGITÉ

Depuis 10 ans, CEGELEC CANADA équipe les grands réseaux électriques canadiens.

Fluobioc Delle-Alsthom:

Disjoncteurs Delle - Alsthom: 300 unités dont plus de 100 à 700 kV. postes 138 kV à SOO kV parmi les plus importants du monde.

Isolateurs Ceraver et Cegelec : 5 millions d'unités. Transformateurs Alsthom-Savoisienne:

plus de 1.000 unités de 138 kV à 800 kV.

CEGELEC CANADA a vendu également des équipements au Canada pour le compte des sociétés du groupe C.G.E. :

matériels automatiques.

C.I.T. Alcatel: C.G.E.E. Alsthom: UNELEC:

Compagnie Générole d'Automatisme :

équipement électronique pour câble sous-morin, barres blindées pour centrale hydraulique. disjoncteurs basse-tension.

BIBLIOGRAPHIE

- STANLEY BREHAUT-RYERSON, le Capitalisme et la Confédération, édit, Parti-Pris, Moutréal, 1982. The founding of Canada, Progress Books, 1968.
- DESROSIER et HEROUY, Le travailleur québécois et le syndicalisme. Presses de l'université du Québec,
- . L.LAURENT HARDY, Brève histoire du syndica-lisme ouvrier ou Canada. édit de l'Hexagone, 1958.
- LOUIS MARIE TRE M-BLAY, Le syndicalisme québécois. Presses de l'uni-versité de Montréal, 1972.
- H.A. LOGAN, Trade Unions
- . J.-P. DESPRIS, Le mouvement ouvrier canadion, FIDES, Montréal, 1946.
- GERARD BERGERON, Du duplessisme à Trudean et Bourassa, édit. Parti-Pris, Montréal, 1971.
- Ea collaboration, sous la direction de PIERRE-ELIOTT TRUDEAU, La grève do l'amiante. éd. Cité libre, Montréal, 1956.
- HERBERT F. QUINN, The Union nationale, University of Toronto Press, 1963.

COUP D'ŒIL SUR LE PASSÉ

Depuis 1534...

1534. - Premier voyage de

1535. – Deuzlême voyage do Cartier : il remonte le Saint-Laurent Jusqu'aux hourgades indienues de Stadaconé (Qué-— Le Szintongezis Sz-de Champtain fonds

1621. - Première inscription dans les registres des actes de naissance, mariage et sépulture. Le Québec est le seul pays où l'on alt conservé l'état civil des paroisses sur plus de trois siè-

1629. - Les frères Eirke s'emparent de Québec. 1632. — Québec et l'Acadie sont restitués à la France par le traité de Saint-Germain-

1634. — Fondation de Trots-Rivières par le sieur de Lavio-lette, sur l'ordre de Champiain. 1662 - Le Champenois Paul Ville-Marie (Montréal).

1668. — Mgr de Montmorency-Laval fonde le séminaire de Québec, première maison d'ensei-gnement secondaire de garçons-En 1852, Il en naitra Puniversité

1839. neur général de la Nouvelle-France, repousse William Phips devant Québec.

1753. — Prise de Québec par Weife. L'année suivante à Sainte-Foy, Lévis échone dans sa tentative de reprendre la sa tentative de reprendre ville. Resdition de Montréal

1763. — Traité de Paris : Nouvelle France est cédée à la

1774. - Acte de Québec : en onnaît aux a Canadiene » la liberté de culte, le droit an code civil français, parallèlement au code criminel anglais ; le

1775. — Prise de Muntréal par le général américain Muntgo-mery : siège de Québec et mort de Montgomery.

1791. — Rouvelle Constitution; on divise le Canada en deux pro-vinces : le Bas-Canada (capitale Québec), à majorité franco-phone, et le Hant-Canada (capitale Ymk-Teronto) i majorité

britannique.

1337. - L'autoritarisme du

gouvernement provoque une rébellion armée. W. L. McKen-zie dirige celle du Hant-Canada, Louis-Joseph Papinesu est l'ame de celle du Bas-Canada. La

1841. - Union constitution nelle des deux Canadas. 1367. — Adoption de l'acte de l'Awérique du Nord britanzique,

qui réunit en fédération quatre provinces : Nouvelle-Ecosse, Nouveau - Brunswick, Québec et

pour la première fois aux élec-tione fédérales ; ce droit leux sera accordé à l'Assemblée de 1942. - Grève de l'aminute,

mière grande grève contem-1967. - A Montréal, Exposition universelle et internatio-

1968. - Le Conseil législatif (Chambre haute) est aboli et l'Assemblée législative (Chambre basse) devient Assemblée nationale à son tour, le Québec renonce ainsi an principe du

1969. - L'Assemblée nationale adopte le projet de loi 63 pour promouvoir la langue française

1979. - Octobre : groubles se cio-politiques. Le Front de libé-ration du Québec (F.L.Q.) en-lève M. James Richard Cross, diplomate britannique en poste à Montréal, et, cinq jours après, M. Pierre Laporte, ministre du travail et de la malu-d'œuvre et de l'immigration dans le ca-tinet Bonrassa éiu en avril. Le premier sera relâché le 3 décem-bre et rentrera à Londres; le second sera tué par strangula-tion le 17 octobre.

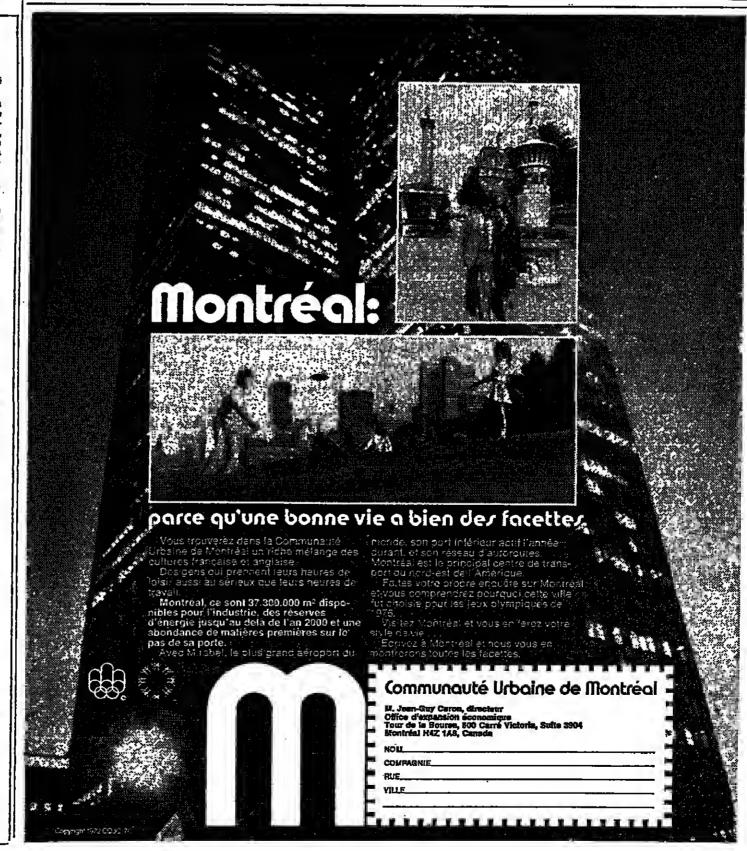
1971. — Avril : visite de

M. Bourassa à Paris.

Juin : conférence fédérale-provinciale de Victoria. Un proiet de charte constitutionnelle prévoyant le rapatriement de la Constitution est rejeté par le Québec, qui estimalt que les droits de la province u'étalent pas assez elairement définis.

provinciales. Les libéraux abtienneut cent deux sièges, le parti québécois six, le parti crédeux

la lei 22 qui fait du français la langue officielle du Québec.



MATIÈRES PREMIÈRES

Tenir compte des contraintes politiques

pays exportateurs de matières premières exerce de plus en plus de pressione sur la politique économique québécoise depuie un an et deml. Au moment ou le Canada cherche à se doter d'une véritable stratègle industrielle en prenant ses distances è l'égard du capital améri-cain et des politiques de Washington, le Québec cherche è maximiser tes revenus de sa production de papier ioumal, d'amiente et de produits miniers comme le cuivre, le fer, le

Avec une production annualle de biens et de esrvices qui promet d'atteindre 55 milliards de dollars en 1980, contre 33 milliards environ cette ennée, le Québec est évidemment mieux pourvu que la plupart des eutres pays exportateure de matières trielle, dominée à près de 50 % par des investisseurs étrangers, reste coupée en bonne partie de sa pro-

L'enjeu est de taille. Le Québec scoepare é lui seul près du tiers du commerce international du papier journal, dont les prix ont doublé en quetre ens. La province contrôle environ 90 % du marché eméricain de l'amiante, plus de la moltié du marchè japonais, environ 40 % des marches ouest-allemend et français et le liers du marché italien. Elle produit le quart du culvre cenadien et, tout

A multiplication des cartels de en e'inscrivant au elxiéme rang mondiel pour sa production, occupa la troisième place comme exportateur production québécoise de columbium est unique sur le continent nord-améreng sur le marché européen derrière dárablement avec le découverte de nouveaux gisements. Le Québec ne el le Canada est reconnu comme l'un des plus riches détanteurs de reserves eu monde; toutefois le découverte de dépôts importants dans le nord de le provinca et le proximité du complexe hydro-électrique de la bale James font de la province un elte stratégique pour enrichir l'uranium destinà eux centrales nucléaires è eau légère. Pour le ter enfin, la région du Québec et du Labredor (le partie continentale de Terre-Neuve) tournit 75 % de le production canadienne, classée quatrième eu monde derrière celles de l'U.R.S.S., des Etats-Unie et de le France, La majeure partie de ce mineral est expor-tée sous forme de boulettes en

Au total, la production minière et torestière devrait repporter environ 1.5 millierd de dollers cette année au Québec, ce qui représente, maloré l'empleur des marchés et les perspectives d'avenir, une part reletivement modeste du produit provincial brut.

La carte de l'industrialisation

J USOU'ICI, le Canada e refusé sysement de se joindre aux cartele inlametioneux de matières premières. Il e refusé par exemple de rejoindre l'Orgenisation des pays exportateurs de pétrole en 1973, alors que son etatut d'exportateur net (avec une moyenne d'un million de barils per jour expédiés eux Etats-Unis) et Ottawe nie avoir été approché par l'OPEP, maie de heuts fonctionneires

nimer des reletions déjà tendues avec

Même réaction è l'égard du Consell Intargouvernemental des pays expor-tateurs de cuivre (CIPEC) et du cure. Cette « prudence diplometique » n'a pas empêchè pour autant le de gaz neturel (38 % de sa produc- Cenada d'obtenir une sugmentation tion vandue sur le marchà amàricain) de ses revenus pétroliers et gaziers : lui permettalt de satisfaire eux règles depuis octobre 1973, les Américains du groupe de Vienne. Officiellement, doivent payer une eurtaxe qui devrait blentôt etteindre 6 dollars le berll. En outre, les expéditions de pétrole eur le marchà eméricein sont plafongie affirment que le pays è rejeté les nées à 800 000 barils par jour è Por ROBERT POULIOT

ramenées à 650 000 barils par jour dès l'été prochain pour préserver les réserves du pays et gerentir eu 1982-1983. lorsque démarrerent les mineux dans le nord de l'Alberta.

Une politique eemblable sera adoptée au chapitre du gaz naturel. Dans un premier temps, le prix esre majoré à compter de lanvier sur le marché américain et les exportations seront rédultes pour protéger les besoins canediens. Pour es part, le Québec veut quadrupler es consommetion de gaz neturel d'icl à 1979 gréce à une expansion spectaculaire de son ré-

Le scénario esquissé récemment

poser une limite de dix ane (avec extension négociable de cinq ans) à la durée des contrats à l'exportation, de garantir les besoins des centreles nucléaires canadiennes pendant au recettes tirées de la vente à l'étranger, sous forme de prix plus élevés ou de transformetion locale plus

dont sont égelement mer France et l'Australie. Mels Ottaws ee sert également de cette matière stratégique pour inciter les provinces, responsables da le gestion des malières premières, aux termes de le Constilution tédérale, é épouser des objectifs elmilaires pour les eutres

Une politique minière

C 'EST à ce titre que le Québec est directement Influencé par les objectifs d'Ottawa. Depuie meintenant quetre ans, le gouvernement tédéral prépare les tondements d'une

retion minière (SOQUEM), dont la tâche principele est d'eccelérer le mise en valeur de dépôts miniera minoritaire ou mejoritaire. L'entreeffichalt un profit net de 1,4 million de dollars pour son exercice 1973-1974 et eure un capitel souscrit de 40,8 millions de dollars eu 31 decembre 1980. La SOQUEM produit

tont pertie du Club de l'uranium

ciel e créé au début de 1974 un comité interministériel pour revoir

Certes, le politique de l'uranium d'intégration de ces ectivilés è l'intradécoule de le conjoncture interna- etructure industrielle du Québec.

> Terre-Neuve, qui vise les mêmos objectifs d'industrialisation que lo Ouébec, s'apprête à publier le rapport d'une commission royale d'onquête sur l'industrie minière dont les conclusions e'annoncent spectecu-leires. Le président de la commission M. Gordon Goundry, est le principal Instigeteur de le création en 1965 au secrétariat du Commonwealth à Londres. Originaire de l'Quest canacomme négocieteur gouvernemental pour plusieurs Etats africains et asiatiques dans le domeine minier et pétrolier depuis 1967.

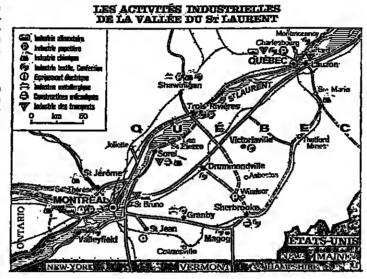
La proximité de Terre-Neuve et le partage des retombées économiques de le production de fer au Labrador avec te Québec aura sans doute des

Male la transformetion accrue de ces metiéres premières ne esurail tion de disposer de sources abondentes d'énergie. A ce titre, le Québec est riche an bassins hydreuliques (théoriquement, la province pourrait déjà du culvre et e'apprête à exploiter des gisements de zinc, de columde capacità Installée), mais reste peuvre en hydrocarbures : le producst celle de gaz neturel, près de Trois-Rivlàres, n'etleindre que 1,4 mllllerd de pleds cubes pour la pétrie minière et proposer des objectifs riode 1967-1977.

A la recherche d'autres gisements

bec), Eldorado Nuclear (contrôlée par Agip d'Italie. Le groupe compte reve-Ottawe) et Seru Nucléaire du Canada (contrôlée par la Frenca) ont conclu sondes cette fois. Les Informations cel élé une entenie pour explorer un restent trop fragmentaires encore territoire de 9 000 milles carrés et pour juger de l'empleur de ces évaluer les possibilités de développement de gisements d'uranium. Par doute, même pour Terre-Neuve qui ailleurs, sur le front pétrolier deux découvertes importantes de gaz netu-

D ES recherches sont entreprises.
La Sociàté de développement de le beie James (contrôlée par le Quédes pétroles et Total, et à 10 % par nir sur place l'an prochain, evec deux découvertes, mais il n'y a aucun veut imiter la politique pétrollère norvégienne, que le principal marché



eine des hydrocarbures constitue l'embryon de la nouvelle politiqua canadienne des metlères premiàres et le Québec ne saureit y échepper. Pour ce qui touche l'uranium par exemple. Ottawa e décide de platonoffres de l'OPEP pour ne pas enve- compter de jenvier et pourraient être ner la participation étrangère, d'im-

consultations avec les gouvernements è la phase de consultation, mais déjà plusieurs provinces ont créé des précédents majeurs en relevent subs-



6 fois par semaine, en Boeing 747, Air France assure un vol vers le Canada, à destination de Montréal. Le Boeing 747. c'est un «petit coin de France» qui s'envole : on y retrouve un confort raffiné, une certaine élégance, un «bon goûb» propres à la tradition

En classe économique vous goûterez ainsi à des plats particulièrement soignés, servis avec les meilleurs vins.

Pour vous détendre, vous aurez le choix : voir un film ou prendre un verre au buffet. Et à la «boutique parisienne» sur tous nos vols, en première classe ou en classe économique -- à côté des alcools fins et

des cigarettes - vous trouverez des parfuns, des foulards, des cravates, signés des plus

grands noms de France. Pour la 1re classe, un service spécial à l'aéroport. A bord, vous serez accueilli au champagne. Et dans un siège spacieux vous dégusterez une cuisine de premier ordre. Et quand vous voudrez mieux vous

détendre, bavarder entre amis, vous pourrez encore vous rendre au bar-salon du 1er étage. Air France vers le Canada, décidément vous ne quitterez janrais tout à fait la France!



scelaire qué écols
contra de telle sons que des
parismes proficipent à l'admontre de la propositionnement
des resonnessions scolaires dont
les permissions scolaires dont
les permissions scolaires dont
les permissions scolaires de trus
sont responsables de l'adminisfration des écoles et desprogrammes scolaires et échelon
local ou régional:

Ouant aux parents, ils étisent

Quant aux parents, ils élisent leurs représentants aux comités d'école, ce qui leur permet d'agir comme animateurs et conseillers auprès des directions d'école et des commissions scolaires.

Chaque citoyen peut ainsi prendre une part active à un des plus importants secteurs de notre vie nationale représentant le quart du budget du Québec

II AIR FRANCE

Politique

JEUX OLYMPIQUES

Les nouveaux bâtisseurs de temples



cinquante hectares situé à la sta-

I des hommes sont sacrés « dieux du sacrés « dieux du side », c'est parce que des hommes leur ont bâti des temples », dit-on an comité d'organisation des Jeux olympiques à Montréal. Et c'est blan piques à Montréal. Et c'est blan ce que l'on voit, en ce moment, dans la métropole québécoise, sur le terrain schisteux de cinogrante hectares situé à la stacture spatiale du terrain de golf municipal. Amputé quelque peu pour la cird'accessoires et de services (rescomplété à proximité par un tégées par la structure spatiale
d'accessoires et de services (rescomplété à proximité par un tégées par la structure spatiale
de cinéma. etc.), sort à sportifs, déjà construits mais à adapter aux normes et aux bel'un des cent vingt-cinq prol'un des cent vingt-cinq programmes qui constituent l'engeon (25 m) plus le bassin de plongée sous-marine, il pourra
de dix-spt étages recevont neul geon (25 m) et celui d'entrainepique, qui comportera toutes sortes
d'accessoires et de services (rescomplété à proximité par un tégées par la structure spatiale
de cinéma. etc.), sort à
sportifs, déjà construits mais à
adapter aux normes et aux besoins algundeus, pour la boxe et
l'un des cent vingt-cinq programmes qui constituent l'enseurs Oui, mais pour un complexe
sportif de rêve que ne ferativon
peine de trois picules. Il sera
d'u mât. Avec son bassin de
compétition (50 m), celui de pinnadapter aux normes et aux besoins algundeus, pour la circonstance, celui-ci a en ses défenseurs Oui, mais pour un complexe
sportif de rêve que ne ferativon
peine de trois picules. Il sera
d'u mât. Avec son bassin de
compétité à proximité par un
tégées par la structure spatiale
d'un mât. Avec son bassin de
compétité à proximité par un
tégées par la structure spatiale
d'un mât. Avec son bassin d'euronne et d'un x
competité à proximité par un
tégées par la structure spatiale
compétité à proximité par un
tégées par la structure spatiale
compétité à proximité par un
tégées par la structure spatiale
compétité à proximité par un
tégées par pées verticalement par le milieu) de dix-sept étages recevront neuf mille athlètes du 17 juillet au projet, c'est le «centre» nlym-pique, qui comprend notamment tion de métro de Viau, au bout 1º août 1976 : ce village olymle stade, le vélodrome et un

D'une conceptinn unique, l'œuvre de l'architecte français Roger Taillibert, est une construction des plus hardies « mon-tée » du haut vers le bas et inspirée du mouvement géome-trique. Avec seulement quatre piliers extérieurs, sans point intermédiaire, la coque nervurée qui transmet les efforts de la construction par des arcs évoque un étrange coquillage d'une surface de 13 500 metres carres. La forme elliptique du stade qu'elle abritera dans l'une de ses branches pourra contenir 70 000 personnes pendant les Jeux. Mais la structure des gradins - mobiles sur coussin d'air — sera dissociée de l'enveloppe spatiale du lieu, de sorte que l'ensemble pourra se transformer en moins d'une heure pour s'adapter à la géométrie de sports différents. Au-dessus, une gigantesque membrane mobile pourra se tendre à partir du mat central pour protéger des intem-péries. Dix-huit étages de salles de sport, de services divers, et un restaurant panoramique seront installés dans ce mat nblique. Le vélodrome (de 70 000 à 100 000 centre de natation se développe talement ce vaste programme.

cents places restant définitivement. La polyvalence de l'en-semble et l'utilisation de la gigantesmie membrane tendue sur le grand espace du stade sont parmi les facteurs qui devraient lui assurer à coup sur une utilisatinn

nptimale et rentable par la suite. Pourtant, ni la ville de Montréal, ni la province de Québec, ni la Confédération du Canada n'auront déboursé un denier public pour ces gigantesques travaux. Le budget des Jeux est de l'ordre de 310 millions de dollars : 250 millions pour les installations et 60 millions pour le functionne-ment. Il faut songer aux routes, aux parkings, aux services de santé, aux systèmes de chronométrage, aux télécommunications, à la télévisino, aux services de presse, aux hótels, aux hótesses, aux programmes culturels, aux camps de jeunesse... on en oublie. Pourtant, selon M. Rousseau, président du comité d'organisa-tion des Jeux de Montréal : « Il ne jaut pas que l'escalade des coûts jassent des Jeux l'ajjaire vélodrome (de 70 000 à 100 000 azclusive des pays riches. > C'est places) pourra se transformer en pourquoi il a tenté de prouver le salle de handball ou de boxe. Le mouvement en autofmançant to-

L'autofinancement

porter à elle seule 250 millions de dollars. Il y a neuf millions lions de dollars après moins d'un de collectionneurs dans le monde, an de fonctionnement. Il y aura et les comités olympiques nationaux ont été invités à apporter leur soutien à la promotion (moyennant ristourne de 3 %). La loterie olympique devrait rapporter 82 millions de dollars compter les concours privés de jusqu'aux Jeux, mais, avec tous les « fournisseurs officiels »,

INSI a-t-ll notenn l'autori- les deux premiers prix de A sation légale de battre 1 million de dollars chacun monnaie; et la vente des pièces d'argent olympique devrait rap-Canada et a déjà rapporté 52 milencore les ventes de timbres (10 millions de dollars), de billets d'entrée sur les lieux de compé-tition (9 millions), les droits de télévision (3 millions), etc. Sans

s commanditaires officiels a et autres « promoteurs officiels » des Jeux dnnt l'apport, qui n'était pas censé dépasser 3 millions de dullars, est maintenant estime à une vingteine de millions. Bref ! an train nu vont les choses, le problème ultime du comité d'organisation pourrait bien être de trouver le moyen... de ne pas faire de bénéfices.

La démonstration est-elle pour autant aussi convaincante qu'elle veut l'être pour les pays sous-développes nu en voie de déve-inppement ? Il est certain que l'ampleur de cette manifestation, avec son milliard de téléspectateurs de toutes nationalités, en falt un événement mondial in-comparable et un support hnrs pair pour toutes sortes d'initia-

Mais il fant dire aussi qu'un pays comme le Canada (cela aurait pu être le cas du Japon et de l'Allemagne), avec son marché intérieur puissant et sa prospérité ambiante est particulière-ment bien place pour organiser une telle npération. Tel pays d'Afrique centrale on d'Extrême-Orient peut-il rivaliser?

Quatre cent cinquante personnes travaillent en permanence au comité d'organisation des Jeux pendant plusieurs années, plus toutes celles qui vivent autour : n'est-il pas équipes expérimentées e quand la fête est finie », au lendemain de la cérémnnie de clôture. Après les Jeux de Munich, les équipes allemandes avaient essayé de « placer » certaines de leurs méthodes et de leurs hô-tesses à Montréal. Les animateurs canadiens tiennent sujourd'hui des livres de procédure qu'ils s'apprétent à transmettre à leurs successeurs à Moscou. Mais ne serait-il pas plus simple et plus sense qu'une équipe internatinnale d'organisateurs soit attachée en permanence à l'administration des Jeux? Cela pourrait éviter aussi qu'à trop bien faire, l'équipe nationale responsable puisse être soupçonnée de mercantilisme.

Sélection d'ouvrages de LA DOCUMENTATION QUÉBÉCOISE

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

29 - 31, quai Voltaire - 75340 PARIS CÉDEX 07

QUÉBEC, UNE AUTRE AMÉRIQUE. - Album de 130 photos noir et blanc et couleurs, textes poétiques. 86 F.

LA SITUATION DE LA LANGUE FRANÇAISE AU QUÉBEC (rapport GENDRON). - Rapport de la commission d'enquête sur la situetion de la langue française et sur les droits linguistiques an Québec (3 volumes). 67,50 F.

> 2 - Les droits linguistiques 22,50 F 3 - Les groupes ethniques 22,50 F

RAPPORT DE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR L'ENSEIGNEMENT DANS LA PROVINCE DE QUEBEC (rapport PARENT). 5 volumes et index analytiques, 69 F.

DOSSIER SUR L'AVORTEMENT, 6,25 F.

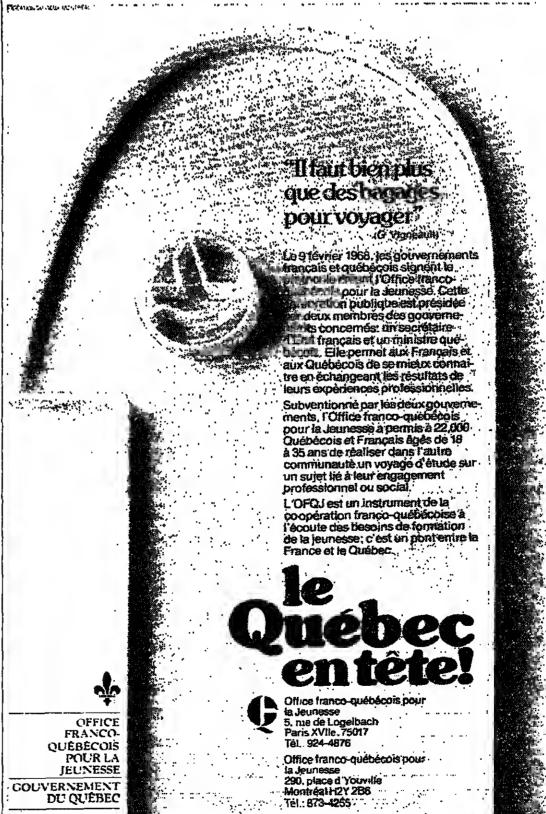
LES AFFICHES DU QUÉBEC. — Série de 46 affiches illustrant les sports et les activités de plein air, éditées par le Haut Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports, en vue de sensibiliser l'opinion dans le temps de la préparation aux Jeux Olympiques qui auront lieu à Montréal en 1976 (Liste et prix sur demande.)



Amis et lecteurs de la BELLE PROVINCE peuvent se procurer gratuitement le catalogue de L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE





SYNDICALISME

La question nationale et le développement du mouvement ouvrier

E passage du régime français au régime anglais (en 1760) n'apporta pas de change-ments fondamentaux dans une ments fondamentatix dans une sconomie basée sur l'exploitation des fourrures, fortement monopolisée et dirigée par une bourgeoise commerçante et seigneuriale. Sous le régime anglais, l'exploitation des fourrures se fit par les commerçants anglo-saxons qui, de fait, décapitalent la bourgeoisie canadienne-française, confinant les Canadiens française à l'agriculture. Paradoxalement. C'est les Canadiens français à l'agri-culture. Paradoxalement, c'est sous le régime anglais que fut véritablement instauré et renforce an Canada le régime féodal L'Acte de Québec (1774) consacre ce régime en rétablissant tous les droits seigneuriaux au profit de l'aristocratie cléricale.

l'aristocratie cléricale.

Cependant, à partir de 1792, se développe un autre type d'écomomie, basé sur l'exploitation des
produits du bois, qui donne naissance au développement d'une
bourgeoisie angio-saxonne autochtone. L'Acte constitutionnel de
1791, qui separe le Haut et le
Bas-Canada mécontenta fortement la bourgeoisie anglosaxonne de Montréal, mise en
minorité politique dans un BasCanada francophone. Tout en
maintenant les pouvoirs de l'aristocratie, l'Acte de 1791 favorise l'aristocratie cléricale. maintenant les pouvoirs de l'aristocratie, l'Acte de 1791 favorise
le développement d'une petitebourgeoisie canadienne française,
qui, issue d'une structure économique agricole, represente et défend au Parlement cette forme
d'économie, bloquant ainsi la
plupart des mesures nécessaires
au développement de la bourgeoisie anglo-saxonne. L'Assemblée
parlementaire sera, jusqu'en 1837,
le cadre de luttes farouches entre
la petite bourgeoisie « française »,

et la bourgeoisie anglo-saxonne qui doit, contre elle, faire alliance avec l'aristocratie cléricale. Enfin, les revendleations paysannes se font de plus en plus vives, et le pouvoir doit faire face à une certaine agitation dans les campagnes, ce qui l'oblige à s'allier temporairement avec le clergé contre la paysannerie.

Ces contradictions politiques et mais du même coup créant les structures d'une administration Amérique du Nord à partir de municipale propre.

A la suite de la révolte, l'Angleterre rétablit, en 1841, le régime aristocratique et refusiouna les deux Canadas pour écraser

na les deux Canadas pour ecraser la nation canadienne française ainsi en minorité. Les résistances à l'Acte de 1841 furent uombreu-ses, tant de la part de la classe capitaliste, qui, en pleine crois-sance, avait de plus en plus besoin d'un responsable

d'un gouvernement responsable, que de la part de la coalition

reformiste constituée entre les petits bourgeois « progressistes » du Haut et du Bas-Canada et qui

benéficiait d'un large appui popu-laire. Cette époque marque éga-lement le début des premières

grandes grèves ouvrières, Cependaut, des 1847, un tour-

nant s'amorce dans la politique coloniale anglaise, La victoire du

coloniale anglaise. La victoire du capitalisme industriel et de la politique de libre-échange créait un climat propice à une transformation des rapports avec les colonies. Au Canada, le développement industriel s'accélère avec la construction des premières lignes de chemin de fer; mais le spitalisme indiséme doit détà

ngnes de chemm de ler; mais le capitalisme indigène doit déjà affronter l'expansionnisme de s Etats-Unis et, malgré la signa-ture de traités de réciprocité (1854) qui partageaient avec les Etats-Unis les richesses du Ca-

nada, laissant à ceux-ci l'exploi-tation des matières premières et gardant aux capitaux canadiens

le secteur bancaire et le déve-loppement des chemins de fer, la

bourgeoiste anglo-saxonne sentati de plus en plus la nécessité d'agrandir le marché intérieur et

de fusionner, pour se renforcer, l'ensemble des provinces anglaises d'Amérique du Nord Derrière la question coloniale

TUSQU'EN 1872, toutes les assodiations ouvrières sont illégales et clandestines. Les conditions de

vie de la classe ouvrière étaient dignes des plus belles pages du Capital : c'était la misère totale

et la paupérisation absolue. Mal-gré la répression et l'interdiction qui frappaient toute organisation, la colonie connut beaucoup de grèves (600 à Montréal pour la seule année de 1872).

seule année de 1872).

En 1867, la population ouvrière du Québec était surtout concentrée dans les régions de Montréal et de Québec, et les secteurs industriels les plus importants étaient la cordonnerie (6 500 ouvriers), le vétement (3 000), et sabac (1 100) et les métiers d'imprimerie (1 500). Montréal regroupait deux grands quartiers ouvriers : l'Ouest (quartier Queens), où étaient groupés la majorité des

viiets: l'ouest (quartier queens), où étaient groupés la majorité des travailleurs irlandais (employès entre autres à la construction du canal Lachine) et le quartier Est (Sainte-Marie, Saint-Louis, etc.). habité par le prolétariat cana-dien français.

Les chevaliers de Saint-Crispin, d'origine américaine (ils comp-taient, en 1870, trois cents loges aux Etats-Unis et dix-sept au Canada), organisèrent en 1869 la première grande grève de l'indus-

Résistance et grèves ouvrières

L'implantation du capitalisme

nt aujourd'hui en termes de « question nationale » ou de « séparatisme ». Mais on ne peut comprendre la question nationale que dans son rapport aux intres ouvrières et au développement du mouvement syndical au Québec, qui font actuellement l'objet de recherches difficiles ; l'histoire en a toujours été soigneusement étouffée

par les institutions scolaires et universitaires et, outre la répression maintenue par le régime duplessiste jusqu'à le fin des années 50, les charcheurs ont à faire face à de grosses difficultés de documentation (textes et écrits «égarés», statistiques inexistantes, stc.). C'est un aperça de ces recherches que présente ici une jeune historienne

Par ESTHER TRÉPANIER

t 1822 conduisirent aux révoltes de 1837-1838. Ces insurrections armées ont toujours été présentées comme des révoltes de type liberal et bourgeois

Tout cela est vrai, mais neglige l'appui important que la classe ouvrière, et surtout la paysannerie, apportèrent à ces hittes et le caractère souvent « révolution naîre » de certaines de leurs organisations : ainsi les différentes « associations » d'on vriers de Montréal et de Quèbec participèrent au mouvement des patriotes. Ces associations constituerent les premiers embryons de ce que l'on pourrait appeler des syndicats au Québec. Les ouvriers de l'imprimerie créerent en 1827 et le premier syndicat du pays, et le premier syndicat du pays, et les travailleurs de la pierre, les menuisiers et charpentiers, qui menérent en 1834 à Montréal me lutte pour la journée de dix heures, etc.).

C'est en 1827 aussi que les pariotes organisent à travers tout le Bas-Canada des comités parois-

patriotes organisent à travers tout le Bas-Canada des comités paroisla direction d'un comité central permanent, puis, en 1337, l'association des Pils de la liberté, organisation paramilitaire. Le mouvement possedait ses organes de presse instruments d'agitation la petite bourgeoisie « française », qui presente pour la première fois une idéologie nationaliste propre. de presse, instruments d'agitation et d'orientation (in Mineroe, le Vindicator, l'Echo du pays, etc.). Face à la répression et à la révo-cation des juges canadiens francais par le pouvoir colonial, les patriotes rétorquèrent en créant leurs propres apparells judiciaires, militaires et administratifs, rem-plaçant les dignitaires révoqués.

et constitutionnelle se trouvait

grèves (souvent réprimées dans le

sang) faisaient craindre au gou-vernement colonial une union éventuelle des ouvriers de toutes

C'est en 1859 qu'on se mit à parler dans les milieux d'affaires de libre-échange, d'abolition des tarifs douaniers entre les provinces d'Amérique du Nord, d'extension des marchés, bref de ca qui mênera en 1867 à la Confédérations consciurates par in forte de la confédération des marchés, par les confédérations consciurates que la confédération de la conféderation de la conféderation de la conféderation de la conféderation

qui menera en 1867 à la Confédération canadienne, qui fut, en définitive, une opération économique mettant « de droit » les ressources du pays à la disposition de ceux qui en avalent déjà le contrôle. Elle fut élaborée par les représentants du capitalisme canadien anglais, dans un secret relatif et sans veritable consultation prepulaire muisque les pour-

tion populaire, puisque les popu-lations, tant du Québec que des Maritimes et de l'Ouest, étaient assez hostiles à ce projet. Ainsi naquit le British North America

Act, qui marque le triomphe du capitalisme an Canada et la domination anglophone sur la

trie de la chaussure (neuf se-maines). En 1871, l'agitation que connaissaient la Grande-Bretagne et les Etats-Unis se répercuta au Canada, où se menèrent des luttes pour la réduction de la journée de travail à neuf heures. En 1872, face à l'agitation ouvrière et aux élections toutes proches. Mo

élections tontes proches. Mc Donald (premier ministre conservateur) dut faire passer une lo donnant statut légal aux syndi-

ciation ouvrière américaine (cian-destine jusqu'en 1879) dont le but explicite était d'organiser tous les ouvriers (ayant un métier ou non) par associations de dis-tricts et de villes. Cet organisme, souvent plus politique que syndi-

Mais l'agitation ouvrière continuait de plus belle : grève de
deux mille cinq cents ouvriers de
l'amiante en 1915, manifestations
de 1917-1918 contre la consuraption, la guerre et la détérioration
des conditions de vie. En réaction
à cette agitation se liguent avec
le patronat non seulement le
gouvernement et le clergé, mais
aussi le syndicalisme d'affaires.
Sous la pression de PAFL en
1917, la C.M.T.C. renonça à la
lutte contre la guerre. Mais le
contrôle des syndicats catholiques
on d'affaires sur la classe ouvrière
ne se fera pas de lui-même. En
1927 se constitue le Congrès pancanadien du travail (All Canadian
Congress), en réaction contre Congress), en réaction contre l'apolitisme et l'affairisme des syndicats américains. En 1929 fut

créée, par le parti communiste, la « Workers Unity League », syndi-cat progressiste et militant qui diriges plusieurs gréves au Ca-nada et au Québec.

Duplessis et les syndicats

EN 1930, à la suite de ces créa-tions et de ce large mouvement tions et de ce large mouvement de syndicalisation, deux types de syndicalisation, deux types de syndicats se trouvent confrontes (et s'affrontent) an Québec : les « internationaux » (modèle américain) et les « catholiques ». Cette dualité correspond aux deux types de développement capitaliste du Québec : un capitalisme commercial — petite bourgeoisle traditionnelle, protectionnisme, paternalisme, travailleurs pe u qualifiés, corporatisme — et un capitalisme industriel — grande et moyenne bourgeoisle, libéralisme, coucentration et larges marchés, travailleurs qualifiés et mobiles, syndicats de négociation. Malgré des affrontements ver-Malgre des affrontements ver-baux et des luttes pour accroître leurs effectifs respectifs, ni l'un leurs effectifs respectifs, ni l'un ni l'autre de ces syndicats u'offre de solution politique et ne remet en question le système capitaliste. Si, à la C.T.C.C., le thème de l'anticommunisme est sur-représente, cela est typique de l'aléologie de ses fondateurs, la petite bourgeoisie nationaliste et le clergé, qui ont tout intérêt à masquer la contradiction capital-travail sous la question nationale (exchant du même coup tout internationalisme).

Ni cet anticommunisme ni la et constitutionnelle se trouvait posée la « dangereuse » question ouvrière. Le développement industriel amenait le développement d'un prolétariat que venait chaque jour grossir l'immigration massive d'ouvriers irlandais et écossais, chassés de leurs pays par la famine. Cela avait pour effet, outre de créer un chômage croissant et permanent, d'introduire au Canada, en même temps que ces molétaires européens. les ces profétaires européens, les ldées révolutionnaires de 1848. L'appui populaire au mouvement radical, ainsi que l'augmentation du nombre des syndicats et des

Ni cet anticommunisme ni la NI cet anticommunisme ni la politique radicalement anti-onvière de Duplessis ne réussi-rout à écraser totalement l'oppo-sition populaire; dès 1929, avec la crise économique, on assiste à une baisse rapide des effectifs des syndicats catholiques au profit des unions internationales, et, en 1935, à une désaffection des ouvriers affiliés au C.M.T.C. an profit des syndicats nationaux (le C.C.L.), plus combatifs et dont les directions seront souvent commu-nistes (Workers Unity League).

Le parti de l'Union nationale est issu d'une fusion entre l'Action libérale nationale et le parti conservateur qui, dans l'op-position depuis 1897, voulait se dissocier de son homologue fédéral et présenter une image plus « nationaliste ». L'Union natio-nale, Duplessis à sa tête, se prémale, Dupliessis à sa tête, se pre-senta aux élections de 1935 avec un programme à caractère forte-ment réformiste, inspiré surtout de l'Ecole sociale populaire. Les pratiques électorales douteuses du parti libéral ne permirent pas à la coalition de prendre le pouvoir, mais sa députation parlementaire fut suffisamment forte pour ressusciter le Comité des comptes publics (qui devait étudier les publics (qui devait étudier les dépenses gouvernementales) et faire ressortir au grand jour tous les scandales financiers de l'administration libérale. Le premier ministre Taschereau dut alors démissionner. Il est remplacé en juin 1936 par Adélard Godbout, qui doit bientôt provoquer de nouvelles élections (août 1936). nouvelles elections (2001 1936).
L'Union nationale obtiendra slors les deux tiers des slèges. Blen qu'élu sor un programme réformiste, Duplessis, une fois au pouvoir, s'empresse d'imposer une politique économique réactionnaire.

1939, il provoque des élections anticipées sur la question de la participation québécoise à la guerre. Le thême de ces élec-tions était avant tout nationa-liste, c'est-à-dire contre la centra-Avec la Confédération naquit la nécessité pour la classe onvrière de créer un mouvement syndical pan-canadien. En 1873 est instituée, à Toronto, la « Canadian Labour Union», qui, bien que dissoute en 1875, fut à l'origine du « Congrès des métiers et du travail canadien» (C.M.T.C., ou Trade and Labour Congress, T.L.C.). Les armées 1880 marquent la montée sérieuse et plus rigoureusement organisée du mouvement ouvrier et surtout des « knights of labour » (ou chevaliers din travail), importante association ouvrière américaine (clandides des converses de co lisation des pouvoirs qu'impliquait la loi fédérale sur l'aide à la guerre. En souievant cette quesguerre. Em somewant este ques-tion nationale, Duplessis essayait de reprendre l'appui populaire qu'il avait perdu par son virage à droite. Le calcul était mauvais et Mackenzie King (premier mi-nistre libéral fédéral) n'étant pas favorable lui-même à la conscrip-tion obligatoire on métre voter tion obligatoire, on préféra voter pour les libéraux, qui, finalement, représentaient le meilleur rem-part contre l'enrôlement. King, sous la pression des milieux anglophones, dut tout de même faire voter, en 1942, la conscrip-tion Cela, plus l'augmentation des impôts, le rationnement et le stockage que nécessitait cette loi d'aide à une guerre par laquelle

ils ne se sentalent vraiment pas concernes, augmentait le ressentiment des Québècois à l'égard de l'administration fédérale, si hien qu'en 1944 Duplessis fui réélu sur un programme nationaliste.

Par la suite, Duplessis sera régulièrement réélu (1948, 1952, 1956), malgré une politique nettement anti-ouvrière et une oppositiou grandissante. On peut expliquer cette contradiction par plusieurs facteurs. Malgré une politique économique résolument favorable au capital étranger, Duplessis a toujours représenté une idéologie glorifiant la vie rurale et les valeurs paysannes. En même temps qu'il favorisait une industrialisation accèlérée au Quèbec, il créait un système d'aide financiere à la paysannerie, doublée d'une espèce de protectionnisme agricole (interdiction de la vente de la margarine au Québec); le vote rural était en effet surreprésenté à l'Assemblée et il était déterminant pour toute victoire électorale. Cette aide au capital étranger, surtout américain (cession d'immenses exploitant les richesses naturelles, redevantoires aux compagnies exploitant les richesses naturelles, redevan-ces purement nominales — 1 cent par tonne de ler, — exemption de taxes, politiques discriminatoires vis-à-vis de la classe ouvrière, villes entières constituées en fleis industriels, envoi immédiat de la police provinciale en cas de grève, etc.), était payée en retour par de fortes contributions à la caisse électorale du parti. De plus, le nationalisme et l'anticommunisme ont toujours rallié une partie des classes populaires, sans parier de la petite bourgeoisie canadienne française. La relative division de

française. La relative division de l'opposition, d'une part syndicale et ouvrière, et d'autre part bour-geoise (la bourgeoisle anglo-saxonne et la petite bourgeoisle canadienne française u'ayant pas du tout les mêmes intérêts), fera qu'il n'y aura pas, avant 1960, d'alternative réelle, d'autant que l'image du parti libéral restera longtemps celle d'un parti tout aussi corrompu que celui de l'union nationale. Les relations entre Duplessis et

Les relations entre Dupiessis et les syndicats étalent en général fort tendues. Duplessis essaya de réduire le plus possible leur pouvoir et leurs prérogatives, sanctionnant et réprimant, per une série de mesures législatives, toute activité militante de leur part. En premier lieu, citons la tristement célèbre « loi du cadenas », votée en 1937, comme « loi protégeant la province contre la provotée en 1937, comme « loi protégeant la province contre la propagande communiste ». Cette loi, outre l'interdiction de tous journaux, pamphlets, livres, revues, etc., pouvant avoir un caractère communiste, permettait aux forces policières de délogar de chez elle toute personne soupenmée d'appartenir à un mouvement dit « communiste ». Son logement était alors cadenassé, les papiers, livres et écrits saisis, la famille jetée à la rue, et la personne souvent emprisonnée sans autre

forme de procès. En 1944, le gouvernement duplessiste vote la loi des relations ouvrières, qui peut se résumer ainsi : seuls les syndicats accré-dités ont le droit de négocier une convention collective et de faire grève ; l'accréditation est donnée par un comité composé de trois membres du Bureau des relations membres de Burean des relations de travall, si elle a été préalablement demandée par 60 % (pourcentage réduit ultérieurement à 51 %) des employés.

Tout cela n'empéchait pas le développement des syndicats. En 1949, Duplessis essaie de faire voter une loi, comme sous le nom de « Bill 5 », qui stipulait que tout syndicat ayant ou ayant en des représentants « communistes on marxistes », ou oui coopérait des representants « communistes on marxistes », ou qui coopérait avec de tels individus, se verreit refuser son accreditation syndi-cale et. par le fait même, tout droit de négociation. Cette loi souleva un tollé de protestation au sein du mouvement syndical,

et toutes les Unions firent front contre ce projet de loi. Le gou-vernement dut le retirer tempo-

rairement.

Mais, petit à petit, Duplessis fit passer toute une série de lois limitant les droits syndicaux : des professeurs en 1949, des pompiers et policiers en 1950, pour finir par présenter, en 1954, les lois 19 et 20, désaccréditant, rétroactivement à 1944, les syndicats ayant tolère des communistes en leur sein. Malgré les manifestations d'opposition, ces lois furent votées et maintenues jusqu'an début des années 60.

et maintenues jusqu'au début des années 60.

Le Québec compte alors, dans les années 50, trois grandes centrales syndicales:

1) Le Canadian Congress of Labour (C.C.L.), social-démocrate à militantisme politique qui représente à l'époque une branche canadienne dn C.I.O. (1). Le C.C.L. est toujours resté opposé au duplessisme.

2) Le Congrès des métiers et

an duplessisme.

2) Le Congrès des métiers et du bas clergé. La première du travail canadiens (CM.T.C.), dont une filiale proprement québécoise, la F.P.T. (Fédération provinciale du travail) est fondée en 1938. C'est une centrale a économiste n (participation à l'entreprise, politique affairiste) qui représente alors, au Québec,

la tendance américaine de l'AFL (2). La CMIT.C. pratique à partir de 1950, une politique de conciliation et de collaboration avec Dupiessis, qui, en retour, nommera certains de ses diri-geants à des postes gouvernemen-

geants à des postes gouvernementaux.

3) Le Confédération des travailleurs catholiques du Canada
(C.T.C.C.). Créés par la petite
bourgeolsie et le clergé pour
contrer l'influence des syndicats
américains canadiens et pour
maintenir leur ascendant sur la
classe ouvriers canadienne francaise, ces syndicats catholiques
sont peu combatifs; ils sont en
principe antigrève. De 1915 à 1936,
sur cinq cent sept grèves, neur
seulement ont été déclenchées par
les syndicats catholiques.
Jusqu'en 1938, la C.T.C.C. et
surtout implantée dans la construction et les manufactures; le
gouvernement et les communautés. gouvernement et les communautés, le gouvernement et les communautés religieuses ne passaient com-mande qu'aux entrepreneurs qui s'engageaient à n'embaucher que des travailleurs affiliés aux s'r.

dicats catholiques. Cependant, pour survivre, ces syndicats durent radicaliser leur syndicats durent radicauser leur attitude face au patronat. On assiste, au sein du clergé his-mème, au développement d'une opposition grandissaute à la poli-tique sociale de Duplessiz. La C.T.C.C. va donc mener, à partir de 1949, toute une série de gréves, souvent illégales, mais toujours annuvées par une nartie du heut sproyées par une partie du haut et du bas ciergé. La première et la plus dure de ces grèves est celle des travalileurs de l'amiante. contre la compagnie John Mans-ville, qui dura six mois, impliqua cinq mille traveilleurs, et fut une des plus violentes de l'histoire du fait des interventions de la

La "révolution tranquille"

et l'avenir du mouvement ouvrier

CETTE période de notre his-toire qu'on a appelée la « ré-volution tranquille » parce qu'elle connut, tant dans les comportements politiques que dans les mosurs, une transformation radimosurs, une transformation radi-cale, n'avait rien de « révolution-naire » si ce n'est pour les « men-talités » de l'époque. Elle ne constitua en définitive qu'un ré-ajustement, qui s'imposait de toute urgence, des structures idéologiques et politiques du Qué-bec à une économie déja fort avancée dans la voie du capita-lisme monopoliste.

Le changement s'avérait donc impérieux. Il s'était amorcé depuis la mort de Duplessis (septembre 1959), mais c'est au parti libéral, élu en 1960, qu'il revint d'effectuer ces réformes et de conduire cette « révolution »

Tout le parti libéral ne s'enga-geait pas aussi résolument dans cette voic. Au contraire, il compteurs, et c'est surtout grâce aux intes menées par queiques jeunes ministres, dont René Lévesque et Paul Gérin-Lajoie (qui durent, dans certains cas, forcer la main à Jean Lesage), que furent fina-lement acquises certaines de ces réformes. Nous ne mentionnerons

Création en 1964 d'un minis-tère de l'éducation et prise en tère de l'éducation et prise en main par le gouvernement du système d'éducation. Tout ce domaine avait été jusque-là laissé aux mains des Eglises, avec, pour conséquence, le maintien d'un taux de scolarisation assez bas, sans aucune qualification technique. Quant an système supéricur d'éducation, il était assuré par les « collèges classiques » et dispensait un enseignement classique et religieux, avec des carensique et religieux, avec des carensique et religieux, avec des caren-ces marquées au niveau des

Mesures économiques. — Dans un soud de « reprendre en main son économie », le gouvernement du Québec prend une série de mesures pour améliorer et répartir les ressources du Québec. Sont créés, en 1962, le Conseil d'orientation économique du Québec et la Société générale de financement, organisme mixte qui, contre une participation d'administrateurs gouvernementairs au conseil d'administration, fournissait des crédits aux entreprises pour stimuler leur croissance économique. miler leur croissance économique. La nationalisation de l'électricité permetiait d'abaisser et d'unifor-miser les tarifa, favorisait ainsi la décentralisation des industries (qni, jusqu'alors, s'établissait dans les régions où les tarifs étaient les plus favorables) et empéchait la fuite des impôts qu'Ottawa percevait sur les compagnies d'électricité. Ces mesures furent mésantiets à la requisition furent présentées à la population comme essentielles pour être enfin « maitres chez nous ». Certes, la nationalisation d'Hydro-Guébec (dont tous les codres et Certes, la nationalisation d'Hydro-Québec (dont tous les cadres et administrateurs seront désormais québécois) et de la S.G.F. assu-rait à la petite et à la moyenne bourgeoisie francophones de nou-velles places dans la distribution des fonctions économiques. Mais ces mesures (ainsi que celles qui touchaient le domains de l'édu-cation) servirent, en définitive, beaucoup plus l'impérialisme amé-ricain que la population québé-coise, d'une part en reproduisant les qualifications dont le déve-loppement industriel avait besoin, d'autre part en assurant au capi-tal un appul actif du gouverne-ment.

Bref. cette « revolution tran-quille » (qui s'essouffia dès les années 1964-1965) avait assuré les transformations nécesaires au développement de l'impérialisme américain au Québec.

En 1967, une scission se produit au sein du parti libéral. La frac-tion nationaliste et réformiste du parti suivra René Lévesque, qui fonde le mouvement Souveraineté-Association, devenu par la suite, avec l'appui du Ralliement national et du Rassemblement pour l'indépendance uationale, le parti

Depuis 1968, le Québec connaît une période d'agitation politique. Outre la politisation des syndi-cats, la naissance de groupes po-pulaires et progressistes marque un tournant nouveau dans l'his toire du mouvement ouvrier. En 1956 est créée la F.T.Q. (Fédératiou des travailleurs du Québec) et en 1959, la C.T.C.C. devieut la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.). Ces deux centrales sont, avec la Corporation des enseignants du Québec (C.E.Q.), les trois grandes confédérations au Québec.

Installées dans une pratique syndicale d'affaires, elles ont dù, dans le contexte de la fin de la « révolution tranquille », d'une récession qui s'annonçait, des 1965-1966, et de la radicalisation des comités de citoyens, envisager l'élargissement et la réorientation de leur action. Ils se redéfiniront donc comme « corps intermé-diaires » représentant auprès de l'Etat et du patronat les intérêts des travailleurs, ce qui va les conduire à une « critique de la société capitaliste » et à un partage des fronts de lutte : le premier étant celui du travall, donc des syndicais, et le deuxième celui des comités de citoyens (luttes an nivean de la « consommation »).

Cette répartition des taches reste politiquement orientée vers un « projet » social-démocrate, et sera couronnée par la création, en 1970, du F.B.A.P., où se rassemblérent des représentants des syndicats, des comités de citoyens et des CAP (comités d'action politique) de guartiers. tique) de quartiers

Les années 1970-1971 marquent l'amplification de la récession et les luttes ouvrières se multiplient. Les gréves acquièrent un caractère nouveau et plus politique, et les syndicats s'engagent de plus en plus dans la voie de l'explication politique de la domination économique. Cette politisation resters cependant souvent verbale pnis qu'elle continue d'être confrontée à une pratique syndicale qui demeure affairiste. Le front commun de 1972 (réunissant la F.T.Q., la C.E.Q. et la C.S.N. dans le conflit de la fonction publique) en marque le sommet, et la lutte des fonctionnaires améne le gouvernement à voter des lois spéciales pour forcer le retour au travail, et à faire emprisonner les chefs des trois centrales. Enfin, les divisions intersyndicales et le fonctionnement bureaucratique des centrales continuent de freiner une réelle politisation des syndicats.

(1) Le C.I.O. (Congress of Indus-trial Organisations) est issu (en 1934) d'une scission au sein de l'A.F.L., menée par John Lewis, pré-sident du Syndicat des mineurs. (2) L'AFL. (American Federation of Labor) a été fondée en 1886 par Samuel Gompers. Le C.J.O. a rejoiot l'A.F.L. en 1955.

W. P. U. P.S.



La sidérurgie Québecoise:

Un témoignage de foi dans l'avenir...

C'est une histoire courte, mais combien passionnante...
Et aussi une recette... Vous prenez d'immenses mines de fer, de l'énergie en abondance — électricité et gaz naturel — vous utilisez une technique d'avant-garde...
Vous saupoudrez le tout de beaucoup de dynamisme et de foi en l'avenir...

Mais, reprenons l'histoire par le début ...

mont enem

À une nation jeune, comme le Québec, qui grandit et se développe, il faut de l'acter, toujours plus d'acier, ce métal universel qui se prête à plus de 10 000 usages et dont le consommetion reflète le niveau de vie.

Deux choix s'imposent: en acheter à l'extérieur, ce qui entraîne des problèmes d'approvisionnement, de dépendence économique, sans parler des fluctuations constantes dans les prix, d'où influence défavorable sur les secteurs industriels qui l'utilisent.

Ou bien le febriquer soi-même.

Oonc en 1964, le gouvernement du Québec crée SIDBEC (contrection de Sidérurgle du Québec), société autonome dont le capital sera entièrement détenu par l'État. L'actuel président directeur général de Sidbec, M. Jean-Paul Gignec est nomme en 1966. Ét c'est en 1968, que l'actionnaire epprouve l'importante recommandation du président de SIOBEC d'ecquérir 100% des ectifs sidérurgiques d'une entreprise privée, la Dominion Steel and Coal Corporation, quatrième société sidérurgique du Canada. L'echat de cette société, qui représente alors un merché de 68 millions de dollars, constituéra le premier pas vers la création d'une sidérurgie intégrée.

Une équipe dynamique entoure M. Gignac, aujourd'hui bien connu dans les milieux sidérurgiques internationaux. Elle fait face à une foule de problèmes, tant techniques qu'économiques mais, animée d'une confiance inébranlable, elle surmontere tous les obstacles.

Car les possibilités sont le

En effet, que faut-Il pour fabriquer de l'ecier?

Du fer

Le Ouébec, grand comme cinq fois la France, regorge de minerais dont le FER.

Beaucoup d'énergie!

Dans les territoires du nord du Québec coulent des centaines de rivières qui alimentent barrage eprès barrage. Et on découvre de nouvelles sources de kilowatts, comme d'eutres découvriraient de nouvelles mines.

Et puis, il y a le gaz naturel venant des champs pétrolifères de l'ouest canadien.



Une technique!

Le principale usine de Sidbec, située à Contrecoeur, près de Montréal, est l'un des complexes sidérurgiques les plus modernes du monde. On y produit de l'ecier de heute quelité grâce è un nouveeu procédé qui combine le réduction directe, les fours électriques et la coulée continue,

Ce procédé, à le fine pointe de la technique, einsi que l'excellente performance de l'usine de réduction — en production depuis evril 73 — attire ectuellement l'attention des spécialistes du monde entier.

Une foule de produits sortent des usines Sidbec: tôles è chaud et à froid, feuillards ordinaires ou è tubes, profilés, berres, ronds à béton, fil machine, fil industriel, lequel, à son tour, prendra le forme de clous, boulons, rivets, treillis, etc.

C'est ainsi qu'est née une industrie sidérurgique québecoise intégrée dont le chiffre d'affaires, en 1974, atteint environ 200 millions de dollars. Une deuxième phase d'expansion, comportant des investissements de 275 millions de dollars au cours des trois prochaines années, permettra de doubler la capacité de production d'acier, de tripler celle de l'usine de réduction et de participer directement à l'exploitation d'un important gisement minier.

Désormais, l'acier québecois est partout: chez le cultivateur de la Beauce (nous avons une Beauce aussil) comme dans les wagons du mêtro de Montréal...

Au Québec, l'acier... parle français

Dans sa principele usine, notamment, Sidbec utilise une terminologie française jusque dans les termes les plus techniques. En plein coeur de l'Amérique du Nord angiophone, l'acier se febrique en français aussi bien au niveau de l'ouvrier métallurgiste que de l'ingénieur et de le direction.

La moins polluante des sidérurgies... Créer une sidérurgie peu polluente semble une

Créer une sidérurgie peu polluente semble une gageure. Et pourtent, l'électricité — cette énergie "propre" et le gaz neturel réduisent fortement cet inconvénient. Grâce è des instelletions modernes, l'eeu du Seint-Leurent, le "fleuve mejestueux" dont parlait Chateaubriand, revient è le rivière aussi propre qu'elle en e été tirée. Et 60% des boisés qui entourent ce complexe industriel ont été conservés.

Au Québec, l'acier est plus qu'un besoin... c'est le symbole d'une nation en marche!





SYNDICALISME

Le gangstérisme dans la représentation ouvrière

appelée du nom de son président, le juge Robert Cliche, a été char-gée de cette enquête par le gou-vernement peu après que des délégués syndicaux eurent sac-cage, au printemps dernier, un cagé, au printemps dernier, un chantier du grand projet hydroslectrique de la baie James. Les
dommages furent évalués à 35
millions de dollars; c'était le
sommet d'une violence endémique
qui trouble les chantiers de
construction depuis de nombreuses années, comme autrefois
les ports américaiss. On croyait
alors trouver l'explication de
cette violence dans la rivalité
qui oppose, sur les chantiers
mêmes, les membres de deux
grandes centrales syndicales québécoises : la fédération des travailleurs du Québec (F.T.Q.) et la
Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.). On se trompait.
Ancien leader social-démocrate
devenu une figure populaire de la

Ancien leader social-démocrate devenu une figure populaire de la magistrature, réputé pour son intégrité et son humanité, le juge Cliche n'est pas suspect d'antisyndicalisme. Or ce que la commission Cliche a révélé, c'est l'existence, à la direction de certains syndicals de la construction difflés à la FT Q. d'un sustème tains syndicals de la construction affiliés à la F.T.Q., d'un système élaboré de bandilisme, lié au monde de la pègre, allmenté par les entrepreneurs et protégé par le gouvernement libéral de M. Robert Bourassa. La preuve présentée fusqu'ici, souvent fondée sur l'écoute électronique, est accablante pour les syndicats, moins nette quant aux responsabilités patronales et gouvernementales. La commission d'enquête est un tribunal administratif dont la procédure est très libre et qui n'a de pouvoirs fudiciaires que pour contraindre les témoins : il appartient au minisière de la fustice d'engager des poursuites.

D'iopinion publique québécoise suit avec passion les péripéties et les rebondissements de l'enquête publique sur l'exercice de la liberté syndicale dans l'industrie du bâtiment et des travaux publics, ce que l'on appelle au Québec a la construction s.

La commission Cliche, ainst listes seraient le jury et la réprobation publique la sentence suprême. Cette méthode a provoqué, le mois dernier, une aérie démissions spectaculaires parmi les dirigeants syndicaux impliqués et a incité la F.I.Q. à mêttre en tutelle l'ensemble de ses syndicats de la construction. Rien de tel ne s'est encore produit chez les hommes politiques : parmi les dirigeants spectacularies parmi les dirigeants syndicaux impliqués et a incité la F.T.Q. à mettre en tutells l'ensemble de ses syndicats de la construction. Rien de tel ne s'est encore produit chez les hommes politiques : duit chez les hommes politiques :
la preuve contre eux n'est que
circonstancielle : la commission
n'a encore présenté à leur sujet
aucune bands comprometante.
Mais ces bandes existent : ce
n'est qu'une question de temps
— et d'habileté à franchir les
obstacles.

obstacles.

Le système mis au jour par la commission Cliche est projond, étendu, ramifié. La matia de la construction a jondé son pouvoir sur le contrôle des bureaux de placement syndicaux : elle tient ainsi, par le chantage, et les employeurs, qui dépendent de ces bureaux pour leur maind'œuvre, et les ouvriers, qui en dépendent pour leur emploi. Grâce à ces bureaux, elle place cussi ses hommes de main à des postes stratégiques, comme contremaîtres ou délégués syndicaux de chantier. Ce sont souvent des repris de justice, des e gros contrematres ou acteques syndicaux de chantier. Ce sont souvent
des repris de justice, des a gros
bras », dont le rôle est multiple :
empêcher l'employeur d'embaucher des syndiqués C.S.N. ou jorcer les syndiqués C.S.N. à devenir des syndiqués F.T.Q.; imposer aux ouvriers des rythmes
lents de production pour arracher à l'employeur des sommes
d'argent ou diverses concessions
illégales; vider le chantier de
jorce quand une grève est décidée
au sommet; saboter l'équipement des employeurs récalaitrants et batire les ouvriers
rebelles; truquer les assemblées
syndicales; participer à des
expéditions préventions ou punitives sur d'autres chantiers;
bret, jaire régner a l'ordre ».
Ces commandos syndicaux disposent d'armes ofjensives; bâ-

La corruption politique

appartient au ministère de la fustice d'engager des poursuites.
Aussi, pour assurer le succès de
ses travaux, le juge Cliche a-i-li
compté largement sur la collaboration de la presse et les réactions de l'opinion : A a ainsi troublants. D'une part, les lois de
transformé les auditions de la la construction ont été infléchtes de la F.T.Q.-construction étaient,
commission en une sorte de procès populaire dont les journadu monopole de la F.T.Q.- candidats libéraux, pour qui ils

Par GISELE TREMBLAY

rieurs sont de ses anciens colla-borateurs ou parents, et les inspec-teurs de chantier sont d'anciens membres de ses syndicats; au ministère du travail, il manipule certains hauts jonctionaires, et même soupçonne-t-on le minis-tre; et il tient sous le joug au moins une des cinq associations patronales de la construction, jormée surtout d'anciens ouvriers devenus entrepreneurs artisans.

ions de base-ball, coups-de-poing américains, chaînes, garettes-les armés à Jeu sont réservées à la dissussion. En échange de leurs services, qui temdent à établir le monopole de la F.T.Q.-construction de parames, pour jausser services, qui temdent à établir le monopole de la F.T.Q.-construction-time et la domination de ses dirigeants corrompus, ils partagent avec ceux-ci l'exploitation e commerciale s de ce marché capit. Ils extorquent aux entrepreneurs des salaires de 40 000 dollars par année, sans travailler; ils acceptient des pois-de-oin pour fermer les geux sur les infractions des employeurs aux conditions de travail en vigueur; ils font le trajic lucratif des jaussez cartes de compétence, et même des employeurs qui les paient. Ils gérent, en outre, des rackets connexes dont les plus importants sont les lateries de chancier, triquées, et les réseaux de prêt usurairs, directement relies au crime organisé qui délimite des transgreseurs.

A la tête de ce système, à la F.T.Q-construction, était jusqu'à sa démission récente un cald appelé André (a Dédé s) Desjardins, dont le ciub à Montréal est transgreseurs:

A la tête de ce système, à la F.T.Q-construction, était jusqu'à sa démission récente un cald appelé André (a Dédé s) Desjardins, dont le ciub à Montréal est frances de la pègre et qui avait réussi à étendre son injuence hors des chantiers : au sein de l'organisme para-gouvernementail qui administre les lois de la construction, les cadres supérieurs sont de ses anciens collaborations de la prontendre, et qu'els était joint un majoso notoir e, amé et associé de l'organisme para-gouvernementail en construction, et a cardes supérieurs sont de ses anciens collaborations des chantiers en les lois de la construction, les cadres supérieurs sont de ses anciens collaborations des chantiers en la tient sons le joug qu'els à nouveau. Le « message » avait et de sais appelé », construction, les cadres supérieurs sont de ses anciens collaborations des selections de la pegre et qui avait rous de la pegre et qui avait et vie, visaient en réalité à faire cesser les enquêtes gouverne-mentales sur les événements de la baie James.

En 1972-1973, la société patronaie de la baie James et la seule F.T.Q.-construction menèrent des négociations ûlégales, sous le haut patronage du gouverne-ment : la première rencontre, convoquée par la première minère-

ment : la première rencontre, convoquée par le première ministre, ent lieu à ses bureaux, en présence de l'homme qui cumulait auprès de lui les fonctions de conseiller spécial du gouvernement et d'organisateur électoral du parti.

Les négociations échouèrent parce que la P.T.O. refusait, en retour du monopole à la baie James, de renoncer à la grève

pour dix ans sur ces chantiers.
Cet échec marque la rupture de la triple alliance F.T.Q.-patronatgouvernement. puis que les anciens complices se jont, depuis lors, la guerre : le saccage de la baie James, l'institution d'enquêtes sur les syndicats, les dénonciations patronales contre la F.T.Q. et les grèves de l'été dernier, en sont les batailles Mais le président de la Société de la baie James et les responsables syndicaux et se sont tus : ils ont tout cours du premier ministre. Contrairement aux conjarés du Watergate. La mafia syndicule, d'unesquée, ne s'est pas misc à table : la loi du « milieu », le silence a joue en faucur du gouvernement. Jusqu'ici.

Trois tests pour l'avenir

Trois tests pour l'avenir

L'IMPACT de ces révélations
L'est considérable. Mais il est trop tôt pour en mesurer, à coup sur les conséquences sur le mouvernnt syndical québécois. Il y a ceux qui décrochent : un sundicat F.T.Q. de sept mille membres, confronté à des problèmes semblables dans l'alimentation, a trelle. Les sièges sociaux américorpu avec la centrale. Déjà, il y a deux ans, d'une scission idéclogique à la C.S.N. avaient surgi de nombreux syndicats indépendants et une nouvelle centrale syndicale. Il y a des syndiqués qui n'arriveront pas à surmonter leur dépoit et des non-syndiqués (80 % de la main-d'œuvre) qui hésiteront à se syndiquer. A cout terme, la classe ouvrière québécoise sort plus divisée de l'expérièmes et à rouvri les hostilités.

Trois tests pour l'avenir on put de set syndicat les syndicants, les syndicats le statuis sont muets sur ce chapitre, a obtenu de ses syndicats de la construction le ses syndicats de la construction le mandat de les mettre en trelle. Les sièges sociaux américans de ces syndicats protesient, la vraic bataille de l'autonomic parait engagée.

Mais le vérilable enjeu du nouveau rapport de forces, c'est funité Chaque fois que les centrales syndicales québécoises ont fait front commun, c'est toujours le maillon faible, la construction, qui amenait la F.T.Q. et la C.S.N. à reprendre leurs distances et à rouvri les hostilités.

rience.

Au mieux, on peut s'attendre à un effort des simples syndiqués pour assainir leurs syndiqués pour assainir leurs syndicats. Avant la commission Cliche, des travailleurs de la F.T.Q.-construction, obligés d'appartenir à une centrale syndicale reconnue pour conserver leur emploi, ont néanmoins formé, à leurs risques et périls, un syndicat paralléle clandestin appelé les « Travailleurs libres de la construction », pour lutter de l'intérieur contre la domination de la majia syndicale. Ils ont témoigné devant la commission Cliche: ils ont dénonce l'alliance des dirigeants corrompus de la F.T.Q.-construction avec le paironai et le gouvernement; leur perspectire est socialiste.

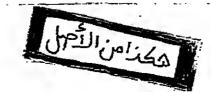
Les révélations de la commis-

Les rénélations de la commis-Les révélations de la commis-sion Cliche ont entraîné, déjà, une modification importante des structures traditionnelles de la F.T.Q. Celle-ci, qui regroupe les sections québécoises des grandes jédérations syndicales nord-amé-ricaines, n'a en réalité que peu de pouvoirs sur ses syndicats affliés : ce sont ces « locaux » qui fournissent l'argent et les services. Sous le règne de

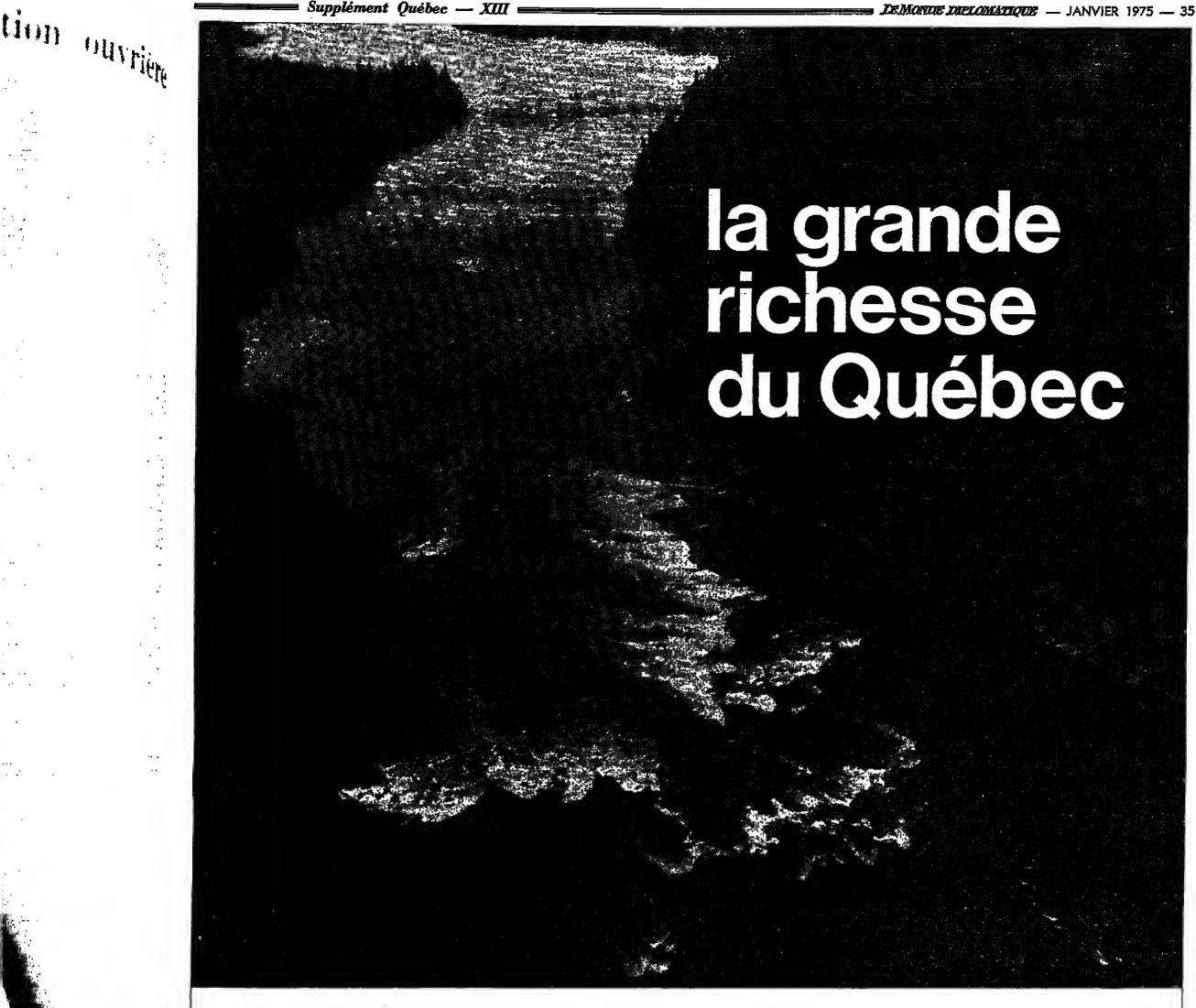
tances et à rouvrir les hostilités.

Trois tests attendent le mouvement syndical québècois. Le premier. l'automne prochain, c'est la
période de renouvellement des
cartes (la « chasse ouverte ») qui
permet aux travailleurs de la
construction de charger d'allégeance syndicale et qui, dans le
passé, a opposé les recruteurs syndicaux dans des guerres impitoyables. La commission Cliche
aura alors soumis ses recommandations au gouvernement, qui
aura en le temps de les mettre
en viqueur, si l'opinion l'en
presse : un nouveau climat pourrait en naître, Les deux autres
tests, peu après, mettront jace rait en naître. Les deux autres tests, peu après, mettront [ace à face le mouveemnt syndical et les deux anciens alliés de la F.T.Q.-construction: les entrepreneurs, lors des négociations de la construction; le gouvernement, lors àes négociations de la fonction publique. Si la commission Cliche est allée jusqu'au bout, l'un et l'autre auront alors nerdu de leur impunité et l'énubout. L'un et l'autre autont alors perdu de leur impunité et l'épu-ration en cours n'aura pas affai-bli la position des syndicats. Sinon, la commission aura ren-versé le rapport de forces en faveur du patronat et de l'Etat employeur.





Supplément Québec — XIII



L'électricité occupe au Québec une place relativement plus importante que dans bien d'autres pays. Sa consommation movenne par habitant est l'une des plus élevées au monde, et elle ne cesse d'augmenter. En 1960, elle était de 8 600 kWh En 1965, elle passait à 9 200 kWh En 1970, elle s'élevait à 11 700 kWh et en 1973, la consommation intérieure a dépassé les 61 milliards de kilowattheures. En 1985, elle sera presque le double.

Aujourd'hui, pour répondre à cette demande, l'Hydro-Québec exploite 48 centrales hydroélectriques dont la puissance varie entre 300 et 1,6 million de kW; une centrale thermique classique de 600 MW et une centrale nucléaire expérimentale, plus des groupes Diesel pour alimenter les régions isolées du nord de la province. Ce qui donne, pour une population de six millions d'habitants, une puissance installée de quelque 11 000 MW, et cela sans compter les 4,5 millions de kW de la centrale Churchill Falls, au Labrador, dont le Québec s'est assuré, par un contrat de 65 ans, la presque totalité de la production.

D'ici 1985, il faudra disposer d'une puissance installée de 30 500 MW, soit 16 400 MW de plus qu'aujourd'hui. Grâce au programme d'équipement mixte actuellement en voie de réalisation, l'Hydro-Québec va

pouvoir, sans difficulté majeure, répondre à la demande en hausse croissante. Elle le fera en continuant d'exploiter le potentiel hydroélectrique exceptionnel dont est dotée la province. Elle le fera également en s'engageant plus avant dans la voie du nucléaire et en recourant, pour les périodes de pointe, à des centrales à réserve pompée ou à des turbines à gaz.

L'hydroélectricité, qui constitue pour l'instant encore 99.9% de la production, continuera d'occuper une place importante avec l'apport du complexe La Grande, dans le bassin versant de la baie James. À elles seules, les quatre centrales hydroélectriques de La Grande, qui commenceront à débiter sur le réseau dès 1980, ajouteront à sa puissance 10 340 MW. Le reste sera comblé par deux autres centrales hydroélectriques et un deuxième groupe nucléaire de 600 MW, actuellement en construction, et diverses installations de pointe dont le choix reste à déterminer.

La demande peut augmenter, tout est prévu pour la satisfaire.





EDUCATION

Les Québécois ne croient plus à la démocratie par l'école

Par GUY HERZLICH

L'enseignement au Québec sa est à l'heure des bilans et des anniversaires. Tout, au presque, remonte en effet à 1964 : c'est cette année-la qu'usa « commission royale d'enquête » o commencé à publier un rapport qui a servi de point de départ à une vaste réforme de système scoleire et universitaire. Celle-ci a'est pas escore totalement achevée. Rares sont cependant les pays industrialisés qui ent dans un déloi aussi bref dix ens, c'est peu pour transformer au système d'éducation — consocré autant d'énergie, de

réflexion et d'argent à une réforme de l'esselgnement. Pendant plusieurs agaies, le gouvernement provincial a consacré à l'éducation 30 % de son budget. Il a renouvelé l'enseignement primaire, réorganise l'école secondaire, complètée por une neuvelle catégorie d'établissements (les collèges d'enseignement général et professionnel, as CEGEP), et, enfia, tenté de transformer l'esseignement supérieur (en mettont en place une université publique).

Malgré tous les efforts, une certaine déception st manifeste aujeurd'hei. La démocratisation a été en partie réussie, poisqua l'école et l'Université sont occessibles à tous. Mais la réforme de l'enseignement secondaire a suscité plus de problèmes qu'elle n'es a résola, et les Québecois ne se reconnaissent pas taut à fait dans leur école. « L'école, estima se administrateur, est aujourd'hui part du problème plus que situation au problème. >

« Une réforme n'est jamais terminée », décla-

rait à l'eutembe 1972 M. Français Clouties ministre québécois de l'édocation. Mais il invitait à une conception « plus réaliste » des effets d'une réforme scaloire : si l'école ne peut abandonner les « laissés-pour-compte » de l'économie, elle ne peut vraiment réaliser « l'égalire des chances » entre les différentes catégories sociales. Soumise à des pressions sociales contradicteires, abritant des élèves traversant une periode psychologique « cruciole », « elle ne peut échapper à une cer-taine confusion. »

crise générale de l'enseignement, parce qu'on evait eu, à l'avance, trouver une réorganisation de l'école conforme aux besoins de l'Individu et de le société, L'instrula - commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de ese de huit membres, dont une religleuse, et présidée par un ecclésiasvice-recteur de l'université Leval de Québec, qui eurait pu symboliser les notables universitaires de l'époque, cette commission devait propos dans le domeine de l'éducation l'équivalent de la « révolution transocial, et sanctionner le - déconfe

sionnalisation - de l'enseignement (1). Son volumineux rapport, publié de 1964 à 1968, frappe encore par sa cohérence et l'ampleur de ses vues. i le vocabulaire en paraît eujourd'hui quelque peu demode.

L'objectit fondamental de la commission Parent evait été d'assurer ment, jugée nécessaire à la fole pour le bénéfice des Individus et pour le développement da la société québécolse. Amaner le plus d'enfants possible dans le système scolaire et les sciences — et une diversité amenager celui-ci pour qu'il réponde d'écoles de métiers ou d'écoles techà la diversité de leurs besoins et de leurs capacités, efin de prolonger leur scolarité : enfin, rapprocher l'école des lemilles pour resserrer les liens entre l'école et la société,

nement du Québec a entreprie une réforme complète du système ecolaire. Jusqu'à quel point e-t-on etteint

les objectifs fixés ? C'est l'enselgnament élémentaire qui y est la mieux pervenu. Les écoles primaires publiques pouvant déjà accueillir le quasi-totalité des enlants, il a'agissalt surtout d'en renover l'enseignement. Les proposi-tione de le commission Parent e'inspireient à la fois des travaux du psychologue Jeen Plaget et de l'expérience des plonniers de l' - école active - en Europe. Elle auggérait d'adapter l'enseignement aux rythmes

Une école nouvelle : la "polyvalente"

Il fallalt constituer un réseau d'établissements. L'enseignement public n'avait vralment commencé à se développer qu'en 1956. En 1961, Il n'accueillait quere que 57 % des une minerité seulement suivaient un enseignement secondaire complet. Des établissements de durée différente, et rigoureusement cloisonnés, se juxtaposalent : collèges classiques cours secondaires - notamment pour niques recrutant é des niveaux dif-

Les réformateurs ont voulu dans ce d'une année é l'autre se fait par demelne e'inspirer de le commetière : on ne reprend que les

Les émissions de langue française de la Société

Racio-Canada, dont près de 75 pour cen; sont produites au pays, couvrent l'ensemble du Québec.

francophones et de la Communauté radiophonique des programmes de langue francaise et membre associé

coproductions I heatrales, dramatiques, musical

et documentaires.

l Union européenne de radiodiffusion (UER). Les pays francophones collaborent avec Radio-Canada à des

Radio MA: 5 stations et 16 stations privees affiliées

Telévision: 4 stations et 7 stations privées attitiées

style plus libre, un enselgnament plus vivant (même pour les disciplines - Intellectuelles - comme le françale et les mathémetiques). Plutôt qu'une série de matières, l'enseignement fait alterner des - activités - (exercices, enquétes, recherches, comptes ren dus ereux eu écrits, etc.). Délivrés de la nécessité de préparer à l'écola secondaire, n'ayant à suivre que des - programmes-cadres - (mi) fixent seulament quelques eblectifs très généraux à etteindre à le fin de l'école primaire), les enseignants se sont attachés eurtout à favoriser

D ANS le secondaire, en revanche, prehensive school - britannique et des systèmes optionnals en vigueur eux Etats-Unie : il e'egissalt de réunir tous les élèves dans un même àtsblissement, en leur toumissant toute la palette des options possibles. Cette école secondaire unique et diversifiée (dite - école polyvalente -) devait assurer une orientation progressive des élèves : pendant les deux premières ennées une grande pertia de l'enseignement reste commune (lan-(vols traditionnelle vers l'université), que maternelle et langue « seconde », mathématiques, sciences, erts et techniques). Mais, par la culte, les options prennent de l'importance pour dénasser, en dernière année, la moitié de l'horaire. Pour éviter qu'un élève na soit relarde par un échec, le passage

à son rythme, trois niveaux soot prévus dans chaque option : - enrichi -, l'après-midi. » régulier » et « allégé ». C'est ce qu'on appella les » options gra-

Quantitativement, le programme de scolarisation a été rempil avec una célérité considérable : pratiquement. dès 1971 la totalité des jeunes gens âcés de douze à seize ans loclus étaient accueillis dans l'enseignement secondaire, en utilisant toutes les ressources possibles. Cale demandait un effort financier considérable, d'autent plus que l'on commençait en même temps à mettre en place l'enseignement « collégis! » et à rénover le système universitaire. Les grands bábments en brique, bas, massifs et clos, que l'on a construits dans les campagnes québécoises, témolgnent

Mais la réseau est encore loin d'être achevà aujourd'hui : ces écoles sacondaires sont encore stritées dens des locaux anciens plus ou moins edaptés (parlois rachatés aux congrégations religieuses) il arrive même, dans des zones en croissance

JUSQU'A une date récente, le tele étalent les grands principes, et de développement de l'enfant. De cours euxquels en e échoué. D'autre des écoles doivent fonctionner » en Québec avait cru échapper à la c'est sur cetts base que le geuver- fait, l'àcole primaire e au trouver un part, pour permettre à chacun d'aller double », c'est-à-dire accueillir la moitié des élèves le matin, et l'autre

> Cependant l'effort de construction se relentit considéreblement. en reison du chancement de prionles gouvernementales, et auriout de le balase de la natalité (d'ici à 1980. le nombre d'élèves scalarisables dans le secondaire va diminuer d'un tiers). Pour 1974-1975, les crédits prévus peur la construction de nouvelles - polyvalentes - ont été réduits de moitià par rapport aux prévisions. Déjà l'on était revenu en arrière sur la taille des établissements. Pour - rentabiliser - les options, doter les établissements du maximum de services et de matériel (bibliothèque, documentation, audiovieuel, - services aux étudients -), on avait en effet sements (daux mille, trois milte, parfois quatre mille álèves), alors que le commission Parent svalt fixé à mille deux cents l'effectif maximum. Leure dimensions ont rendu ces établissesés à gouverner (au point qu'un administrateur les qualifiait de - poudrières acolaires -) et en tout cas pen favorables à la - commu-

Les déboires du "décloisonnement"

leurs exagéré -- ne sont pas les aeuls reproches edressés aujourd'huj aux nouvelles écoles secondaires. C'est le principe de la réforme elle-même du « plan Parent », certains pédal'enseignement secondaire. En fait, au Québec comme dans la plupart des l'expression d'un des réformateurs. La prolongation de la ecolarité y a amené de nouvelles catégories d'élèves. Mais courci na pouvaient e'accommoder de l'enseignement traditionnel, et l'école n'avait pes été suffisamment préparée à les recevoir. - L'école secondaira est aujourd'hui accessible é tous, déclarait un adminietrateur. Il nous faut meinienant

payer pour. . Comme allisura aussi, l'école e subl les retombées de l'agitation politique et sociale à l'extérieur, d'autant plus que la prolongation de le scolarité e créé une - cociété adolescente - : des àlèves se sont mie an grève pour qu'une école reste - française - aussi blen que pour exigar une modification des examens. D'eutres d'ifficultés sont nées de le réforme elle-même, en particulier de le recherche systématique de le polyvalence -. Dans le but da - décioisonner » les programmes et d'offrir is maximum de choix, en a

ES élèves se plaignaient aussi -

comme dans les lycées et cot-

M AlS le - gigantisme », l' « anony-multiplié les options et fragmenté les enseignements. Les élèves ont souvent du mal à s'y retrouver. - Le devait permettre le respect des cheminaments individuels. On l'a si bien loque organisé en octobre demler de de son orientation en troisième à l'occasion du dicième armiveresire année du secondaire (Z), et qu'un année du secondaire (2), et qu'un élève peut se réveiller en cinquième gogues ont carrément proposé, eux année sans avoir fait is mathématique applaudiesements de l'assistance, de dont il eurait basoin pour aller lé où ravenir à l'organisation ancienne de il veut maintenant eller », déclarait récomment é une réunion d'administrateurs scolaires M. Jean-Paul Despays industrialisés, l'école e été biens, anelen haut fonctionnaire du » débortée par son succès », selon ministère de l'éducation, eufourd'hui directeur d'un CEGEP privé. Plusieurs enquêtes ont recuellii les mêmes avis parmi les élèves : ceux-ci se plaionent de manquer d'Information su

> Pour elder les élèves, sans doute e-t-on doté les établissements de services d'orientation et de consultation ologique. Meis dans l'organisation pratique de l'école ceux-ci sont acuvent inaccessibles on mal cooms De même a-t-on prévu toute une série clubs; maie souvent elles ne font mie se iuxtaposer à la liste des options, sans permettre une veritable actività personnelle ou collective des Aleves . Nous voudrions emi une partie de nos loisirs à des ectivités sociales, mais nous ne sevone où aller, qui voir, comment noue organiser .. déclaraient des leunes à un collegua de le Commission des écoles

Deux déceptions

scient trop « absents », trop absorbés par leurs problèmes protessionnela. tamps éciaté, les professeurs ont souvent peu de contacts entre eux d'une discipline à l'autre ; ils tendent, les plus leunes faute d'une formation edaptés, les plus anciens par facilité, tiennel, et à refuser tout ce qui n'entre pes dans ce cadre (netemment l'arganisation des activités paraecoleires). - Nous avons eu tendance réformer les structures plutôt que l'enseignement lui-même : Il aurait élé plus important de changer les menteiltés des enseignants et de transfor-mer les modelités d'apprentissage », dit sœur Ghisieine Roquet, qui fit partie de le commission Parent et tra-'éducation à la miss en œuvra de projets d'éducation des adultes. - On mie au dernier rang des organces iz formatian des ensaignants - et on exercice à supporter le changement. A ce désenchantement des pédagogues répond le désillusion des parents. L'école n'e pas compense nisation des enseignements en trois

- allégé -. Ils n'iront pas plus loin que l'anseignement missaire scolaire d'un secteur » défavonsé . (le quartier Offer) qui rasdans les écoles de la C.E.C.M. L'école secendaire ne par vient même pas à garder ses élèves : près de 10 % abandonnent event d'avoir schevé leurs études.

paur l'essentiet aux échecs scoleires, sont particulièrement nombreux parmi enfants des catégories délavorisées : dans une des écoles d'Diier abandenna ses études sec ton Michaud, est faite pour la classe moyenne. La première chose que les apprennent, c'est è se mépriser. • Cette condamnation brutale n'est sans doute pas partagée par tous. ettendalent qu'ella inculque à leurs enfants certaines normes cociales : elle ne les enseigne plue. D'eutres, ngation de le scolerité l'égalité pas su protéger centre le

Cette déception a contribué à rendre encore plus difficilles les rapports entre les parents, les enseignants et les administraleurs dans les commissions scoleires. Ces tristitutions jouent un rôle particullerement important. En effet, au Québec t'enseignement n'est pas organisé et gérà par une edministration centrale (le ministère de l'éducation n'a été créé qu'en 1964), mais par des autorités locales Celles-ci, les commisaions scolaires, engagent les profesde l'emploi de leur budget, de l'orgaolsation de l'enseigner des établissements (discipline, services, etc.); le ministère ne fixe en principe que des règles et des objectifs généraux. La commission a même ses ressources propres : la taxe scolaire, qui couvre, selon les cas, de 10 à 90 % des dépenses. L'écola appartient ainsi à le communauté

Acres 184

Le gouvernement provincial a souhalté améliorer le lonctionnement de ces institutions : elles avalent des dimensions très variables, et surtout des ressources très inégales selon les revenus des habitants. Les modes de désignation des commissaires n'étaient pas moins différents, Beaucoup étalent des notables dont les préaccupations ne répondalent guère aux besoins des enfants de milieux populaires. Depuis 1972 (et même des 1971 pour la province), les commissaires sont élus par tous les habitants de la localité ou de la région. En même temps, pour compenser le regroupement des commissions (le nombre e été ramené de mille huit ceut quatre-vingt-six à deux cent cir-quante-neuf), qui les éloignait des familles, on a créé dans chaque étzblissement un comité d'école élu par les parents pour les informer et exprimer leurs voeux. Ainsi esperaiton en faire véritablement les usagers

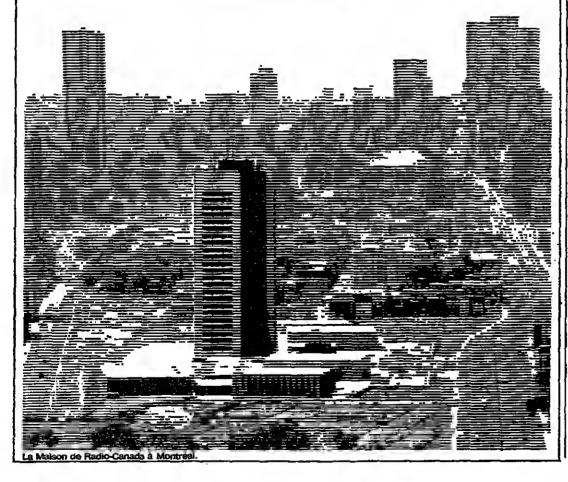
Mais cette rétorme ne paraît pas avoir joué complétement son rôle. Un désintéressées : malgrà un considérable effort d'information du ministère de l'éducation, guare plus d'un tiers des parents au total ont participé aux élections (soit moins qu'en France pour les élections des conseils d'edministration des établis secondaires). Surtout, elle semble avoir suscité de nouveaux conflits. Les parents, associés à le gestion n'eyant pas de contrôle direct - n'étant pas les » propriétaires de l'école. - se sentent souvent mis devant le fait eccompli par les ensaimants ou les administreteurs, et oet tendance à se montrer revendicatifs

La réforme n'e pas non plus complétement changé les pratiques. eidence d'un comité d'écols peut être partois un moyen d'entamer une carrière politique lecale, ou de récompenser des militants, Les nouveaux élus se comportent parfois an notables, laissant la masse des parents à l'écari des décisions : on e vu l'an dernier dans une banlieue de Montréal des parents feire appel eux triunaux pour empêcher le vente des bătimants d'une école primeire par le commission scolaire. Les relations ne som pas plus faciles avec les derer les parents comme des céneum - on les voit bien assez -) et à e'opposer à toute intervention de leu part : ainsi ent-ils parioie reussi : interdire l'accès de l'àcole. Il est viei que les interventions des parents jeuent pariois dans un sen inserveteur : en novembre demier, perents eni chassé les ens d'une école pour obtenir le retour

illeges et rétablir un équilibre inistère juge nécessaire de contrô ler l'usage que les commissions eco-leires tont de leurs ressources ; les issions accusent te mi d'utiliser normes et crédits éduire leure prérogatives et enleve l'administration de l'éducation

Radio-Canada atteint 98 pour cent de toute la La Société Radio-Canada au premier plan de la radio-télévision

au Québec



عكذامن ريامل

ÉDUCATION

Les universités sortent lentement de l'atonie

Par GUY ROCHER *



ANS tout le système ecolaire québécols, c'est l'Université alors que les professeurs d'univerque at le moins changé depuis elté ont mie plus de dix ane à le le début de ce que l'on e appelé la révolution tranquille, c'est - à - dirs depuis les années 60. Bian sûr, l'Università québécoise accuellle plus d'étudients qu'auparavent, dans des locaux relativement neufs, avec un corps prolessoral plus nombreux, paut-être plus qualifià, mieux rémuneré qu'euparavant. Bien sûr sussi, l'Université a-t-elle été au cours des dernières années te tieu de cartaines contestations, dont la presse e fait état, ce qui pouvait donner l'impression que les choses bougealent et

que les campus universitaires étalent

ratio par la

Rien n'est cependant plus ioin de versità Lavel de Québec, Larkin Kerwin, qui déclarait loi-même récemment : - Dans leurs démarches de chercheurs, les universitaires sont souvent des egents d'innovation scientifique et sociele. Mais l'Université qu'ils constituent coilectivement paraît lente à se transformer, rétractaire au changement, allergique au ranouveau. » Effectivement, à part quelques changements de etructures, quelques edaptations mineures de pédegogie, quelques transformatione de programmee et une progressiva meis efficaca bureaucratisation, l'Université québécoise ne e'est pas proent transformée. Elle n'e pas connu les parturbations profondes qui se sont produites au niveau de l'enseignement secondeirs et dans les collèges classiques, ainsi que dane l'enseignement technique et professionnel. En 1989, on a créé l'Université du Québec et ses quatra campus, evec mission de raleunir le milieu universitaira et de le repprocher du peuple. Meis le nouve Institution s'est très vite rangée et. eu lieu d'être le ferment noveteur

alignée our les vieilles universités. En comperaison, le CEGEP (Collège d'enseignement général et prolessionnel) e été et demeure un milieu bien plue ecilt et effervescent. Créé é partir de 1967 par le regrou-pement d'anciens collèges classiques, établissements, le CEGEP a été ces demiéres années le lieu principal de décus : laurs étudiants étalent moine ls conlestation des étudiants et des prolesseurs. Ces derniers se sont- politisés, moine actifs dens les partie

qu'on espérait, elle s'est sagement

faire : ils onl moné diverses actions - avec des succès variés, il est vral - tantôt contre leurs edministrateurs, tantôt contre le ministère de l'éducation. Quant aux étudiants des CEGEP, on les e souvent vu occuper

leurs tocaux. Ils ont contesté tour à tour leurs profess eurs, leurs programmes d'études leure administrateurs, le ministère de l'éducation, dans une variété d'actione entre-prises la plupart du tamps è l'intérieur d'un cottège ou d'un groupe de collèges, rarement toutefoie par l'en-semble des CEGEP du Québec. Comment e'explique cette atonie du milleu universitaire, en comparei-

son du collège d'enseignement générai et professionnel ? Il est permie d'émettre plusieurs hypothès première tient à le conjoncture économique, nationale et internetionele. La climet de récession économique que l'on e connu au Québec comme dane touts l'Amérique du Nord ces demiéres ennées. La seturation du merché du travall dans blen des secteurs, le forte compétition pour l'en-

Prise de conscience chez les enseignants

UNE seconde hypothèse tient eu corps enseignant. Celui des CEGEP est plus jeune et plus radical que celul des universités. Les CEGEP se sont constitués au moment où le clergé ee retirsit pour une bonne part des collèges classiques, en même temps que les enfants nés dans l'eprès-guerre errivaient en range serrés à le fin des études escondeires et qu'on leur ouvrait toutes grandsa les portes des CEGEP grâce à le gratuité des études et é un régime de prêts et de bourses. Il e tellu recruter un grand nombra de profeseeurs chez les jounes diplômés des universités. Parfols même chez les étudiants du deuxième et du troisième cycle. Les jeunes enseignants, dont bsaucoup apparteneient è le génération militante des années 60, ont Introduit eu CEGEP un climat général d'engagement sociel et politique, sans nécessairement chercher é endoctriner leurs étudiants.

lls ont d'ailleurs été souvent militents qu'eux, en tout cas moins trée à l'Université et pour s'y maintenir, notamment dans certaines facultés, ont contribue à professionnsliser le milieu étudiant univarsitaire. L'attention de beaucoup d'étudiants d'unipolitique vers les études, du militan-

tisme vere lo carriérisme. Au CEGEP, par contre, plue de le moltié des étudiants sont inscrite dans les programmes dit généraux. c'est-à-dire non professionnele. Même e'ile sont eouvent hantés par les exigances de l'admission é l'Université, les étudients savent qu'ils peuvent se reprandre en cas d'échec, modifier leur orientation, revenir en errière. SI un certain climet d'utilitarisme dane les études règne déjà eu CEGEP, Il est quand même moins aigu et moins dépolitisant qu'à l'Université. On observe chez les étudiants des CEGEP une gratuità dans les études, une capacité d'engagement parsonnel dane l'action, une promptitude à e'émerveiller et à se révolter,

qu'on retrouve beaucoup moins é l'Université.

itations de rue. Les étudiants des CEGEP s'engageeient plus volontiers dens des luttes pour des causes qui les concarnalent personnellement, blen plus rarsment pour des causes nationeles ou eu service de mouvements idéologiques.

En compareison de leure collègues des CEGEP, les universitzires ont vu l'eutonomie de leurs institutione fondre progressivement, eu profit du ministèrs de l'éducation. Ils sa sont usés les ongles à sauver une certaine idéologie de le participation, qui paraissait de plus en plus utopique. Ils ont mis beaucoup de temps à comprendre que le lleu de le prise de décieion e'étalt déplecé du bureeu de leur racteur é celui des heuts fonctionnelres du ministère. Cette lente prise de conscience e finelement ebouti eprès plusieurs années é le syndicalisation des proseurs d'universilé, qui n'est qu'en voie de s'effectuer. Il n'est donc osa étonnani que le syndicalisma neissant dans l'Université ne soil pes en état d'entreprendre des luttes importantes, et il est peu probable qu'il se

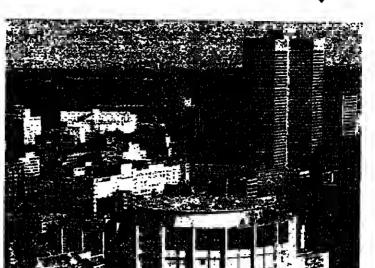
Une troielème hypothèse peut encore être avancée : le suicide du syndicalisme étudiant en 1969 a entraîné un vide politique et idéale gique dont les effets se font sentir depule lora dans le climat de noe universités. Dans les années 60, les syndicats étudients ont mené des luttes difficiles, parfoie meledroites, toujours eudecleuses, sur un certain nombre de points : le coût des études, la pédagogle traditionn le eclàrose des programmes, les etructures eutoritaires de le direction des universités. Plusieurs de ces luttes étaient inachevées en 1969, eu moment où le syndicalisme étu-diant s'est fait hera-kiri [1].

Depuis lors, les étudiente ont mené certaines actione, meis toujours en ordre dispersé, sans organisation centrele, sans stretégie ni à long n à court terme. L'ebsence d'une structurs de base et d'un encadrament tère trop souvant éphémàrs, incohé-

La même logique evalt amenà les étudiants é se retirer de tous les postes que les administrations universitaires leur evalent progressivemen conception de la participation. La voix des étudients ne se feisait donc plus entendre dans lee différentes Instances edministratives et pédagogiques, ni dane eucun des processus de prise de décisions.

Sane doute, l'idéologie qui coustendait ce retreit des étudiants el le fin du syndicalieme étudient n'était pas sane intérét. C'était une Idéologie qui obéissalt à une concaption exigeante de la démocretie : elle voulait que tous participent é le prise de décisions, eu lieu de déléguer toute eutorité à quelques représentents dont on disalt qu'ils finissalent par trahir les intérêts de leurs commettante. On croyalt que le leedership étudient n'evait été trop souvent qu'un leurre, cer les délégués chergés de représenter les

* Professeur de sociologie à t'uni-versité de Montréal, à fait partis de le « commission Parent » qui e pré-paré la réforme de t'euseignement su Quèbec.



Intérêts de Jeurs confrères adoptaient trateurs : obéissant sux-mêmes à des ambitions personnelles, ile devensient finalement carriéristes dane l'action étudiante. De plue, il se trouvait n'evalent réservé eux étudiants qu'un nombre restreint et minoriteira de eions et comités eusceptibles de prendra des décieione de quelque mportance. Cets confirmeit les étudiants dens l'idée que la perticipation ne leur vaudralt toujours que ce

éteient prêts à leur eccorder, Cependant, l'idéologie de la démomoins desservi les étudients. La price de décisions quotidienne en assemsion eu moins eussi grave que celle du leadership. Elle eboutil à le désorganisation, à l'inection et eu silence des étudients. Elle e leissé le chemp Ilbrs eux edministrateurs et eux professeurs qui ont manifesté beeucoup d'hebileté pour ne pas heurter de front le populellon étudiente, tout en prenant les décisions qu'ils voulaient en menipulant les situations mme ils l'entendelent. Depuis 1969, les étudiants n'ont donc plus joué le rôle d'egents noveleurs qu'ils étalent en train d'ecquérir eu cours des années 60. Le conservelisme des

univarsités est pour une lerge par attribueble eu retrett et au silence de la plus dynamique de leura compo-

Il e'opère présentement un mouve ment de relour eu syndicalisme étudiant, inspiré largement par dsa étudiants des CEGEP ou qui en sortent, et n'ont pes connu le climet entl-syndical étudient des années 1967 á 1969. S'Il volt le jour, ce nouveau blablement d'abord très radicel, car Il risque tort d'être eux meins des groupuscules d'ectivistes d'extrême gauche. Il eura en tout cas le mérile de forcer professeurs, edministrateurs et étudients à prendre parti devant un certain nombre d'options qui les concernent, ou qui Intéressent d'une manière plus globele l'avenir du Québec. C'est peut-élra einel que l'Université québécoise retrouvere un peu du rôle eclii qu'elle e joue dane une certeine mesurs eu début de la révolution tranquille, durent les années 50 et 60, el qu'elle a presque complètement perdu depuis le début des ennées 70.

(1) A l'automos 1968, les dirigeants da l'Union générale des étudiants du Québec (U.G.E.Q.), qui réunissait les associations de toutes les uni-vernités en de tous les collèges du Québec, décidèrent de dissoudre leur organisation. En fait, cette mesure a entrainé par la suite la disparition





LE FRANÇAIS

Une bataille deux fois séculaire et

La survipance du français peuplent. Alors que des Français, au Canada est un phénomène de la moins nombreux (aventuriers historique exemplaire, par sa de la foi ou de la traite des historique exemplaire, par sa durée d'abord, par son carac-tère perpétuellement incertain (c'est le « paradoxe », le « miracle»), et parce qu'il met en cause deux langues qui, jus-qu'à une époque relativement

mographiques (1).

ANS les années 1660-1670, un siècle après les premiers voyages de reconnaissance, le décor, les acteurs et presque le scénario du conflit sont en place. Jusqu'alors territoire à fourrures au statut anarchique, la Nouvelle-France tente de devenir une colonie de peuplement: Louis XIV y envoie le régiment de Carignan, des colons pauvres et les « Filles du Rol » : les Ordres religieux, masculins et féminins. mettent la main sur ce qui est, pour eux, à la fois une terre de mission à l'égard des Amérindiens et une immense et richissime seigneurie théocratique. Ursulines, lésuites, sulpiciens, paysans et artisans : ce sera désormais le visage du Québec durant deux siècles. Québec et Montréal sont « fondés ». l'intendant Omer Talon enracine sur les bords du a fondes ». l'intendant Omer Ta-lon enracine sur les bords du Saint-Laurent, devenu un fleuve «français », ces pères fondateurs de la nation canadienne française que sont les Hébert, les Giffard de Montcel, etc. C'est dans les mêmes années

C'est dans les mêmes années que Mgr de Laval crée à Québec le séminaire, qui restera pour plus de deux siècles le haut lieu de l'enseignement an Canada, et qui est aujourd'hui l'université Laval. Et encore (1673) que Jolliet, le Père Marquette, puis Lasalle, reconnaissent les Grands Lacs, l'Ohio, le Mississipi jusqu'à son embouchiure, et que le continent nord-américain, de Terre-Neuve à La Nouvelle-Oriéans, apparaît comme un immense empire français en puissance, incomparablele séminaire, qui restera pour plus de deux siècles le haut lieu de l'enseignement an Canada, et qui est aujourd'hui l'université Laval. Et encore (1673) que Jolliet, le Père Marquette, puis Lasalle, reconnaissent les Grands Lacs, l'Ohio, le Mississipi jusqu'à son embouchure, et que le continent nord-américain, de Terre-Neuve à La Nouveile-Orléans, apparaît comme un immense empire français en pulssance, incomparablement plus vaste et plus pronetur que les colonies anglaises de la côte atlantique, qui étouffent entre l'Océan et les Appalaches.

Elles étouffent parce qu'elles se cais en pulssance, incomparable-ment plus vaste et plus promet-teur que les colonies anglaises da la côte atlantique, qui étouffent entre l'Océan et les Appalaches.

pesux), se dispersent sur tout le continent, le peuplement angials, constamment alimenté par l'émi-gration, se concentre sur la façade atlantique, maritime et commer-cante. La densité l'emporte sur gration se concentre sur la façade allantique, maritime et commercanse deux lungues qui, jusqu'à une époque relatinement récente, étalent de mé me e catégorie » à l'échelle mondiale (comme on le diratt de boxeurs ou de latteurs). Mais aussi parce qu'il met en jeu un nombre remarquable de fact eu rs : Hanguistiques, et caussi économiques, religieux, juridiques, sociologiques et démographiques (1).

ANS les années 1660-1670, un siècle après les premiers voyages de reconnaissance, et écor, les acteurs et presque sechario du conflit sont en la ce. Jusqu'alors territoire à burrures au statut anarchique, a nouvelle-France tente de deveir une colonie de peuplement : carignan, des colons patvres et les effiles du Rol »: les Ordres ligieux, masculins et féminins. ettent la main sur ce qui est les effiles du Rol »: les Ordres ligieux, masculins et féminins. ettent la main sur ce qui est les effiles du Rol »: les Ordres ligieux, masculins et féminins. ettent la main sur ce qui est enurie théocratique. Ursulmes, ettient la main sur ce qui est enurie théocratique. Ursulmes, ettient la main sur ce qui est enurie théocratique. Ursulmes, ettient la main sur ce qui est enurie théocratique. Ursulmes, et l'estat le consequence à produire ses effets : le groupe ristans : ce sera désormais le sage du Québec et Montréal sont fondés ». l'intendant Omer Tan enracine sur les bords du sint-Laurent, devenu un fleuve français », ces pères fondateurs la monte et extern deux devin deux entre les des consequences à l'exage rural-clérical, la natalité commence à produire ses effets : le groupe ranguis et demographique est devenn légèrement an Canada, et qui million et demi). Le rapport deux dimmigration (toujours favorable aux Anglais) que se livreront les deux communautés, et l'écart ne

qu'elle n'avait aucun accident géographique où s'accrocher, alors que ce type de résistance est normalement le fait de collectivités protégées par une situation insulaire (Surdaigne, Corse) ou une zone montagneuse (Basques). Cette ouverture jouera double-

Une majorité dévaluée

E n'est qu'à l'échelle de l'Amérique du Nord que le rapport des forces joue très largement en faveur des Anglo-Saxms. Le Canada, lui, est entièrement de langue française; en 1760, des estimations officielles lui donnent quatre-vingt-dix mille habitants de langue française (sur les territoires actuels du Québec, de l'Ontario et du Manitoba) contre seulement six centa (600 !) anglophones, essentiellement le petit groupe des marchands montréalais. Ces particularités déjà modernes (la marche fortement francophone d'un empire anglophone) vent avoir, entre 1750 et 1780, deux conséquences contradictoires, toutes deux défavorables au groupe français. Dans un premier temps la domination du clergé catholique sur la populaclergé catholique sur la population française, sous la condition que celle-ci resterait colonisé, dépendante et dévalorisée, et que la réalité des pouvoirs, en particulier économiques, appartiendrait à la minorité anglaise, alors infime minorité fait sentir le joug de la victoire anglaise, que cette infime minorité fait sentir le joug de la Quêbec n'est plus qu'un territoire sous administration miterritoires actuels de Québec de l'Ontario et du Manitoba) contre la victoire anglaise, que cette infime minorité fait sentir le joug de la Quêbec n'est plus qu'un territoire sous administration miterritoires actuels de Québec de l'Ontario et du Manitoba) contre la victoire anglaise, que cette infime minorité fait sentir le joug de la population contre la victoire anglaise, que cette infime minorité fait sentir le joug de la victoire anglaise, que cette infime minorité fait sentir le joug de la victoire anglaise, que cette infime minorité fait sentir le joug de la victoire anglaise, que cette infime minorité fait sentir le joug de la victoire anglaise, alors que le Quêbec n'est plus qu'un territoire sous administration miterritoire sous administration miter au groupe français. Dans un pre-mier temps, la puissance numé-rique des Anglo-Saxons les amêne à évincer du Canada la France à évincer du Canada la France en tant que puissance coloniale. Dans un deuxième temps, cette même puissance amênera les Anglo-Américains à revendiquer et à conquérir leur autonomie. Dans le faible intervalle qui sépare la défaite française (1763) de l'indépendance américaine (1781), les Canadiens français ont eu à choisir entre le loyalisme à la Couronne britannique et le passage aux côtes des colons anglaise révoltès. Le clergé se prononce pour la domination anglaise, toute fraîche, contre l'indépendance dans l'ensemble américain : le peuple et une partie ricaln: le peuple et une partie de la petite bourgeoisie, pour le ralliement aux Etats-Unia, et il sen faut de peu (des chefs et des initiatives) que celui-ci l'em-

porte.

Il est vain de refaire l'histoire et de se demander si le Québoc, la Gaspésie, le pays Outaouais, devenus (comme il n'a tenu qu'à eux alors) des Etats américains, auraient plus facilement sauvegardé leur langue dans ce cadre. L'appui inconditionnel du clergé catholique français au roi d'Argietere a sans doute été un marché de dupes; la gratitude de la puissance coloniale s'est limitée à tolèrer (et implicitement

C'est le lendemain même de la victoire anglaise, que cette infime minorité fait sentir le joug de la langue à la population canadienne. En 1763 déjà, alors que le Quebee n'est plus qu'un territoire sous administration militaire, une pétition des notables demande au roi d'Angleterre de protéger la population contre la tyrannie de « quatre ou cinq Persones de Loy- qui n'entendent point notre langue, et qui noudraient qu'aussitôt qu'elles ont parié, nous puissions comprendre de s Constitutions... auxquelles nous serons toujours prêts de nous soumettre lorsqu'elles nous seront connues; mais comment les connoître si elles ne nous sent point renduez en notre langue? » (2).

PUBLICATIONS OFFICIELLES

Les publications de l'éditeur officiel du Québec sont diffusées en France par la Documentation française, 29-31, quai Voltaire. 75340 Paris - Cedex 67 (Tél.: 222-76-86).

Documents de base: Annuaire administratif du Québec. Ministères, fonc-tion publique, 1973. I vol., 29 F.

Annuaire du Québec 1973.
Recuell abondant de documentation statistique et analytique sur tous les secteurs de l'activité écanomique, sociale et culturelle du Québec, I vol. 909 p., 17 F.

Statistiques, revue trimes-trielle; avec une chronique

Ces a quatre ou cinq personnes de loy » recevront de la défaite anglaise aux Etats-Unis un ren-fort inattendu ; Cest au Canada que se regroupent les a loyalis-tes », une centaine de mille, qui préfèrent le statut colonial an-glais à l'indépendance américaine. Ils s'installent en partie dans les Maritimes (au sud de l'estuaire du Saint-Laurent), en partie dans Îls s'installent en partie dans les Maritimes (au sud de l'estuaire du Saint-Laurent), en partie dans la province même de Quèbec, et surtout sur les riches terres de la rive nord du lac Ontario. Du coup, ce n'est plus seulement au sud que les Canadiens sont pressés et refoulés par des Angio-Saxons, mais à l'ouest et à l'est, d'où les Acadiens ont été bruta-lement déportés des 1750 pour faire place à des colons anglais et écossais. Le rêve d'une Amérique francophone est dissipe; le clergé y substituera peu à peu celoi d'un Canada messianique e mainteneur » éin par Dieu des véritables traditions de la France chrétienne et monarchique, promu (en lieu et place de la mère patrie apostate) à la dignité de fils ainé de l'Eglise, pourvoyeur pour l'Amérique de missionnaires et de religieuses.

Pour gagner la collaboration de ce ciergé déjà détaché de la France, et prévenir ainsi tout risque de révoite, de sécession ou de ralliement à l'indépendantisme américain. Londres a octroyé, en 1774, à ses nouveaux sujets (acte de Québec), le droit de pratiquer leur religion et d'être jugé selon leurs lois contumières pour autant

sur la conjoncture et une sur la conjoncture et une étude de fond. Le numéro 4,50 F. l'année 11 F.
Rapport aur l'enseignement. 1963-1966, dit « Rapport Parent ». Ce texte est à l'origine des grandes réformes dn système scolaire, 5 vol., 1476 p., 17.50 F.
Rapport sur la santé et le bien-être social (Rapport Castongnay). Le système de Sécurité sociale dn Québec, la lutte contre le chômage.

nage.

La situation de la langue française an Québec (Rapport Gendron). Indispensable à la compréhension du problème des langues en contact au Québec, 3 vol. 67,50 F.

qu'elles ne contredisent pas la Common Law. De la langue, rien n'est dit expressement dans l'acte, mais les Canadiens considèrent que le droit à un enseignement catbolique et celui d'être entendu en justice dans sa langue l'impliquent le droit à la langue ellemème dans tous les actes de l'existence. En fait, le silence équivoque de l'acte de Québec ne sers jamals levé. En 1791, assurée du loyalisme des ex-Français pur la soumission empressée de leur clergé et de leur noblesse, l'Angleterre sépare la province française du reste du Canada pour offrir ce reste (le Haut-Canada, l'Ontarlo actuel) aux loyalistes anglais, encore très minoritaires dans l'ensemble de la colonie; Bas et Haot-Canada sont chacun dotés d'un Parlement, et c'est à l'occasion de la session inaugurale de ce Parlement (1792) qu'éclate la première querelle linguistique.

la première querelle linguistique.

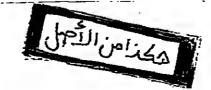
Si défavorisés qu'ils solent par le suffrage censitaire (les Anglais seuls sont personnellement « riches ») et par des pratiques électorales banales en Angleterre, mais encore inconnues de la population québécoise, les Canadiens (qui constituent 85 à 90 % de ln population) ont em port et trente-quatre sièges sur cinquante. Ce n'en est pas moins l'anglais qui est imposé comme langue officielle des débats, et les Canadiens (le terme désigne alors exclusivement, rappelons-le, les francophones) doivent se contenter, pour leur langue, d'une simple reconnaissance de fait, sans aucune garantie constitutionnelle ni légale. Les débats se dérouleront cependant pour l'essentiel en français et, par la suite (maintenant encore, particulière-(maintenant encore, particulière-ment en commission), dans une alternance admise de français et d'angisis, au choix de l'orateur.

d'anglsis, au choix de l'orateur.

Ce hilinguisme n'est pas limité aux débats parlementaires. En 1815-1870, on évalue à quatre cent mille ames la population du Canada français, dont cinquante mille « anglais ». Mais la distorsion au profit de l'anglais dans l'usage, la diffusion, l'influence des deux langues est un fait acquis dès le début du siècle.

(1) La piupart des citations de cette étude sont empruntées à l'ouvrage fondamental de Guy Bonthllier et Jean Meynaud. Le choc dus langues au Québet, 1760-1970, les Presses de l'Université. Laval édit., Québec, 1972, 767 pages. (2) Op. cit., page 97.





toujours incertaine par JACQUES CELLARD

Alexis de Tocqueville, qui ne passe cependant que huit jours au Bas-Canada en 1831, relève immédiatement que, dans les villes, l'anglais, langue d'une petite minorité, est de loin la plus a présente » dans toutes les communications destinées au public : (à Montréal), a bien que le français soit la langue presque universellement porlée, la plupart des journaux, les affiches et jusqu'aux enseignes des marchands français sont en anglais... Toute la population ouvrière de Québec est française, on n'entend parler que français dans les rues. Cependant, toutes les enseignes sont anglaises; il n'y a que deux théâtres, qui sont imprimés en anglais » (3).

Les observations de Tocqueville ne valent que pour les villes; c'est en cela qu'elles sont précieuses. La situation qu'elles dénoncent est déjà moderne; toutes choses égales d'ailleurs, c'est à cette situation que le Québec doit faire face en 1974. Durant tout le dix-nenvième siècle, le Canada des campagnes, à l'aise et paisible si l'on excepte les grandes crises politiques ou économiques, continuera à parler exclusivement dans un français qu'u ne se dé-

inic Coulding

nuera à parler exclusivement nuera a parter excutavement dans un français qui ne sa dé-grade que très lentement. Le « modèle » linguistique de ces populations rurales s'éloigne peu à peu du français central — ou plutôt c'est le français de Prance

évolue alors que le français du Canada se fige dans des rapports limités au travail traditionnel de

limités au travail traditionnel de la terre, an petit artisanat et aux relations très limitées et routinières à l'intérieur du village ou d'un village à un autre.

Au reste, et ici encore comme en France, tout ce qui touche à l'industrie et au commerce est suspect au clergé. Puissance terrienne, vivant d'une idéologie terrienne, vivant d'une idéologie terrienne, il ne cessera d'opposer la foi robuste du paysan à l'esprit « révolutionnaire » du prolétariat. Cependant, on ne peut ni faire à a for robuste un paysan a l'esprit e révolutionnaire » du profétariat. Cependant, on ne peut ni faire à ce clergé un procès rétroactif — ce serait transposer en 1850 les analyses de 1970, — ni séparer son rôle politique — la surveil-lance au profit du pouvoir anglais légal des masses laborieuses de la province — de son rôle linguis-tique : ll a effectivement sauvé le français dans la province, même si ce fut en la maintenant dans un état d'arriération et de soumission systématique aux An-glais — ce que montrera bien, au moment de la grande Révolte des Patriotee (1835-1839), non seule-ment son refus de s'associer à cette révolte, menée par la petite bourgeoisie mais largement ap-puyée par la paysannerie et le prolétariat, mais encore sa hâte à appeler la répression et à y applaudir. Quand, à l'été de 1837, la refue Victoria monte sur le trône d'Angletterre, on chante le fre Deurs deurs toutes les édites trône d'Angleterre, on chante le trêne d'Angleterre, on chante le Te Deum dans toutes les églises de Québec, qui se vident des les premiers mots de l'hymne.

Niveaux de langue et lutte des classes

A INSI se constituent au Canamotité du dix-neuvième siècle, trois situations de langue, en fait trois systèmes linguistiques. Au sommet, le clergé, élite culturelle du pays — il n'y a guère de place pour des intellectuels laïques — Il maintient dans l'enseignement timais un enseignement qui vient de lui et lui revient à peu près entièrement) un français très correct, et eu fait très châtié. « Tous (les ecclésiastiques) que nous ovons vus, ècrit Tocqueville, sont instruits, polis, bien élevés. Ils parlent le français avec pureté. En général ils sont plus distinques que la plupart de nos curés de France (4).» Cette distinction est évidemment celle de l'expression; formé aux humanités les

français. Le second, immédiate-ment soumis aux contraintes du travail industriel, c'est-à-dire du patronat et des « petits chefs » anglais, voit sa langue se dégrader de jour en four, comme toute langue servile. Tous liens tech-niques et tous rapports industriels et commerciaux avec la France rompus depuis un siècla, c'est exclusivement en anglais que se fait au Canada la révolution industrielle. Ce n'est ni par indif-férence ni par servilité que l'ou-vrier québécois de la seconde moitié du dix-neuvième siècle se laisse imposer une terminologie de métier et de travail à peu près entièrement anglaise, ou calquée de métier et de travail à peu près entièrement anglaise, ou calquée de l'anglais, mais parce que la terminologie française correspondante (et qui se forge à la même époque en France) n'est jamais parvenue au Canada. C'est aussi parvenue au Canada. C'est aussi parvenue que, qu'il soit analphabète (souvent) ou qu'il ue puisse accèder à aucune lecture (les journaux sont trop chers pour lni), il n'a pas de contact avec la langue écrite, qui maintient une norme et empêche ou retarde la créolisation. Anglicisation à part, le prolétariat de France est à la même époque dans la même situation.

ces trois systèmes de langue ont conservé jusqu'à ces dernières années toute leur réalité: Il y a bien dans le Québec actuel co-existence de trois « niveaux » de français: celui de la bourgeoisie, des universitaires (successeurs des « cleres ») et de ce qui reste du clergé — c'est le français parlé et écrit dit universel, — celui de la petite province — qui est proprement le français québécois, — et celui du prolétariat urbain, le joual. C'est de la connaissance inévitable de ce dernier à travers les relations maître-esclave, que les angiophones ont tiré de bonne heure l'impression que les Canadiens français ne parlaient plus en fait qu'un patois, un « lousy french », qui ne pouvait aucunement soutenir la comparaison avec l'anglais, international et uormalisé; et que l'anglicisation de le roordiette cenediterne était normalisé; et que l'anglicisation de la population canadienne était non seulement inscrite dans les mécanismes linguistiques, mais encore se ferait au bénétice des franco phones eux-mêmes. De bonne foi ou non, il était blen entendu dans l'intérêt des milieux anglais de dévaloriser la français parié au Canada, On ne s'étonne-ra donc pas de voir, derrière la

l'angiais.

De même qu'il se constitue au dix-neuvième siècle trois systèmes de français an Quèbec, il se dégage en face de l'angiais trois réactions, trois perspectives: l'assimilation volontaire, le bilinguisme, la résistance intégriste. Chacune de ces perspectives a ses partisans, qui ont tous d'excelleuts arguments à l'appui de leur « projet », et c'est en définitive la perception des intérêts matériels du groupe social considéré, ou de l'individu, qui dicte ces réactions. L'intégrisme — le refus de l'angiais à n'importe quel degré — revient à nier la présence même des Anglais au Canada, ce que ne peuvent faire les gronpes bourgeois, surtout des villes, qui tentent au contraire de s'intégrer au système urbain anglais pour conserver ou accroître leurs revenus. Les vrais défenseurs du « français seul » sont la paysannerle et le clergé des campagnes, qui ne constituent à ancun moment un gronpe de pression. L'unilinguisme de la paysannerie, du petti artisanat et du prolétariat (l'anglicisation de celui-ci est superficielle et ne touche que les mots techniques), masquers longtemps la pénétration et la domination de l'anglais dans la province.

province. En sens inverse, l'assimilation a des partisans avoués et actifs dès le début du dix-neuvième siècle. Ce sont les réalistes, indif-fèrents (sans le dire trop haut) férents (sans le dire trop haut) au maintien du catholicisme mais préoccupés par l'absence de s Français dans le processus de constitution du capitalisme industriel qui se poursuit au Canada. Leur raisonnement est le même que celui des Canadiens anglais clairvoyants, ce qui ne doit pas pour autant les faire accuser systématiquement d'intelligence avec l'emnemi. Les uns et les autres voient bien (et avec regret) que la fermeture dn Canada autres voient bien (et avec regret)
que la fermeture du Canada
français sur lui-même, sur sa
religion, sa langua et ses fermes,
n'est pas une attitude « payante »
pour une communauté. Elle laisse
aux Anglais l'initiative politique
économique alors que, croient ou
feignent de croire les partisans de
l'assimilation, des Canadiens defeignent de croire les partisans de l'assimilation, des Canadiens devenus « de langua anglaise » pourraient participer avec des chances égales à la construction du pays. Mais l'assimilation u'est jamais dans de telles conditions que la suite donnée à une volonté individuelle; aucun groupe géolinguistique, pris dans sou ensemble, ne peut vouloir disparaître, Si bien que les « assimilés », certainement beaucoup plus nombreux au cours du dix-ucuviéme siècle qu'on ne le croit gènèralement, cessent dès leur assimilation de compter comme une donnée du problème. Moins « deshonorant » que l'assimilation, le bilinguisme est la perspective generalement pro-

née et adoptée par la bourgeoisie du Québec. Il n'est d'abord que toléré, comme une sequelle de la victoire anglaise et de l'entrée du Canada dans l'empire anglais; puis admis comme une nécessité. somme toute flatteuse, pour la bourgeoisie, et comme un mal bénin qu'on saura toujours endi-guer le moment venu ; enfin franchement encouragé. Le cler-ge, qui ne touche sa clientele rurale qu'en français ou en latin. manifeste quelques réserves ver-bales : apprendre l'anglais, c'est bales: apprendre l'anglais, c'est tout de même risquer d'être infecté par l'esprit de libre-examen. Dans la pratique, les collèges de jésuites, et d'une façon générale l'enseignement clérical supérieur, n'oublieut pas que leurs éléves bourgeols doivent savoir l'anglais. Le règlement du sémi-naire de Nicllet, approuvé en 1842 par l'évêque de Québec, fait obligation aux éléves de ne parler qu'anglais pendant la récréation qu'anglais pendant la récréation du soir. Le risque que prend alors l'Eglise canadienne a été pesé : il est possible qu'à très long terme

campagne des années 60 pour faire du joual la langue nationale du Québec, des inspirations et des encouragements de milieux français acquis, plus on moins consciemment, à la thèse de l'anglicisation inévitable à long terme, le joual servant en l'occurrence de cheval de Trole à l'anglais.

De même qu'il se constitue au dix-neuvième siècle trois syssa structure campagnarde et peroissiale et que le clergé restera le plus gros propriétaire foncier, il est sans grand danger de permettre à quelques catholiques bilingues de se glisser dans la société urbaine-industrielle anglaise.

Les témolgnages ne manquent pas sur l'ampleur du bilinguisme.

pas sur l'ampieur du bilinguisme canadien-français durant tout le dix-neuvième siècle, même s'il se dix-neuvième siècle, même s'il se réduit à quelques phrases en anglais qui font illusion sur l'observateur superficiel.

Un publiciste français, Duvergier de Haurannes, croit constater en 1864, à Montréal, que si « la population française encombre les derniers rongs du peuple canadien (!)... presque tout le monde se sert également des deux langues et vous ne pouvez pas ques et vous ne pouvez pas toujours savoir à quelle race

Le bout du tunnel

TL est difficile aujourd'hui, après dix ans de fièvre indépendantiste, de se représenter l'état d'humiliation voloutaire dans lequel était tombée au début du vingtième siècle, à l'égard de l'anglais, la fraction dirigeante du peuple canadien-français. Il y a dans cet empressement une part de calcul à vrai dire d'un part de calcul, à vrai dire d'un calcul naif ; en se lançant avec zèle dans le bilinguisme, le Quézèle dans le bilinguisme, le Qué-bec oblige « moralement » les autres provinces à respecter au moins les droits des minorités francophones et peut-ètre, qui sait, à développer l'usage du français hors du Québec. C'est sous-estimer le mèpris dans le-quel la langue du vaincu est tenue à l'époque et par le gouvernement fédéral (dont l'attitude ue se modifiera que beaucoup plus tard à l'époque et par le gouvernement fédéral (dont l'attitude ue se modifiera que beaucoup pius tard, quand le Québec deviendra « un problème »), et surtont par les gouvernements provinciaux. Mépris encore largement répandu dans tout le Canada angiais et qui s'alimente d'images tenaces : le français est une langue noble, mais vicilile, dépassée ; cella des intellectuels et des oisifs, mais non des ingénieurs et des hommes d'affaires ; on ue peut pas « travaller en français » ; au Québec, il ne s'agit même pas du français, mais d'un patois en voie de disparition. Ces images sont fortes au Québec même. Le français y est depuis toujours survalorise comme langue de culture, ignoré comme langue de travail. Durant toute la première moitié de ce siècle, le culte du français littéraire toucbe à l'idolâtrie dans les milleux dirigeants (françophones) de la province : Idolâtria très sèlective, qui comporte un fort arrière-plan de masochisme et au moins de honte à l'égard de la moins de honte à l'égard de la langua effectivement parlée au Québec. Cette admiration du bien-écrire le plus conventionnel de coutenu même de la littérature et de la pensée françaises est sévèrement filtre et censure par l'Eglise) a connu récemment sa

l'Eglise) a connu récemment sa toute dernière manifestation (on veut l'espèrer), avec l'invitation à Montréal de l'académie Goncourt (cuisinier inclus. Le « blen-manger » fait pendant au blen-écrire), plénipotentlaire putative de la « culture » française.

Dans les premières années du siècle cepeudant, l'écart entre le rève et la réalité commence à être perçu. Mais cette prise de conscience ne débouche que sur des paroles, des formules incantatoires, une agitatiou désordonnée toires, une agitation désordonnée (d'ailleurs strictement limitée aux chapelles du cuite de la francité), et finalement sur le recours à Dieu « pour sauver la langue », donc sur un aveu d'impuissance donc sur un aveu d'impuissance « Ny 0-t-il pas une tendance parmi nous à nous servir trop facilement, sans nécessité réelle, de la langue anglaise? » se demande avec une fausse naïveté, en 1901, le chef de file de la défense du français an Québec,

appartient l'homme à qui vous parlez; mais l'onglais décidément prédomine. Les jamilles jrançaises de la classe élevée commencent à copier les mœurs et le langage des conquérants... Presque toutes les jamilles de l'oristocratie de Québec ont contracté des alliances avec les Anglais, et parlent plus souvent la langue officielle que la langue natale (5) ». Le témoignage de Duvergier, anglophile (et américanophile) avéré, anticlérical militant, u'est cependant pas à canophile) avéré, anticlérical mi-litant, u'est cependant pas à rejeter sur ces points précis. L'engouement pour l'angiais, du-rant tout le dix-neuvième siècle, est confirmé par tous les observa-teurs ; les Canadiens, an dire d'un député (1865) « afjecient de parler l'angiais quand ils n'en savent même pas le premier mot ». Mgr Laflèche, èvêque de Trois-Rivières, et à tous égards, l'opposé de Duvergier de Haurannes, déclare en chaire à Ottawa, en 1866 : « La plus lourde taxe que la conquête plus lourde tare que la conquéte nous ait imposée, c'est la néces-sité de parler la langue anglaise. Il est à propos, je l'avoue, que plusieurs sachent parler l'onglais, mais, de cette tare, ne payons que le strict nécessaire (5).

Jean-Paul Tardivel. « La langue française, c'est notre drapeau national. » La « nationalité » national. » La « nationalité n dont il s'agit u'est pas, on s'en doute, d'ordre politique, encore moins économique. Ce u'est que le droît de rester catholique en pays protestant, et la bataille pour le français n'est qu'un ac-cessoire de la bataille peur la Vraie Foi. C'est au « papisme », et non pas an français et encore moins au peuple québécois, qu'en veulent « les Anglais qui nous entourent... Impossible pour eux, ils le sentent bien, de détrutre la foi catholique tant que restera entourent... Impossible pour eux, ils le sentent bien, de détruire la joi catholique tant que restera debout un des principaux boulevards de cette foi au Canada: la langue de nos mères, la langue de nos mères, la langue de nos premiers missionnaires, de nos glorieux martyrs » (6). Il u'est pas exagèré de parler à ce u i ve a u d'un véritable dèlire couceptuel: ni l'avilissement profond de la classe ouvrière québécoise, ni la domination absolue des anglophones, ni le caractère parfaitement artificiel du « rapport » avec la France, ni mème la réalité du bilinguisme de la bourgeoisie québécoise ne sont percus ou analysés; encore moins envisage-t-ou une action coucrète, législative, administrative ou même collective. Nous sommes (c'est la perception profonde) une colonie, et c'est à la générosité du roi d'Angleterre et, plus haut, à Dieu qu'il faut s'en remettre du soin de sauver, à travers la langue, le statut privilégié de l'Eglise catholique du Quèbec.

En ce sens, on peut écrire que les données véritables du pron'ont jamais été posées clairement en deux siècles, de 1780 à 1960 : en termes de pouvoir et de déci-sion. Il est bieu difficlle à cet égard de parler d'une « trahison » des élites, cléricale et laique, ou d'une « collaboration » avec l'ennemi; on peut tout aussi bien plaider en faveur du clerge que. plaider en faveur du clergé que, en choisissant la résistance par la foi et la contre-offensive par les berceaux, il utilisait avec babileté les seuls moyens possibles dans le contexte économique et idéologique du dix-neuvième siècle; et que son seul tort aura été de ne pas avoir assez tôt (et, en fait, de ne jamais avoir vu) que le sys-tème très cohèrent et très efficace tème très cohèrent et très efficace qu'il avait édifié pour sauver l'« enclos canadieu» ne pouvait pas rèsister à la montée des réalités modernes. L'ècrasement de la Révolte des patriotes et le grand exode vers les Etats-Unis des années 1880 ue laissalent guère d'autre choix aux « Élites » québéoises que le refuge dans le québecoises que le refuge dans le rève éveille — un rève que le régime Duplessis transformera en régime Duplessis transformera en cauchemar quand une nouvelle génération tentera, à partir de 1945, de poser les vraies questions. Il apparaître alors que l'euclos québécois est en réalité un ghetto, marqué de tous les caractères linguistiques du ghetto; la corruption de la langue et en fait le triomphe d'une s'langue. to: la corruption de la langue et en fait le triomphe d'une « langue mixte » (le joual est un yiddish), le culte formel du passé (la « culture française » est au Québec ce que la Jérusalem perdue est aux ghettos), le drame de la conscience déchirée pour les écrivains. Littéralement, jusqu'en 1965, l'intellectuel québècois vit une situation kafkalenne; le Chdieau, le Procès, le Verdici, sont sans doute les textes qui, par on étonnant détour de l'espace et de la race, éclairent le plus profondément la littérature québécoise d'aujourd'hui.

Cet aujourd'hui qui est, toutes

Cet aujourd'hui qui est, toutes démystifications et démythisa-tions accomplies, celui du véri-table problème et de la véritable hatalle, et dont la véritable interrogation n'est plus : pourquoi le français au Quèbec ?, mais — plus brutalement. c'est-à-dire plus authentiquement — : Pourquoi UN Quèbec ?

(3) Op. cii... pages 139-147.
141 Op. cit., page 168-170.
151 Op. cit., page 192.
151 Op. cit., page 192.
151 Op. cit., page 192.
Sur le problème actuel du joual, lire : Le Joual de Troie, de Jean-Marcel Po-

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE

LES CANADIENS FRAN-CAIS DE 1760 A NOS JOURS, de Mason Wade (traduit de l'anglais par Adrien Venne, avec le concours de Francis Dufau-

concours de Francis Dufau-Labeyrie! le Cercle du livre de France. 2º édition, Ottawa, 1966. 1º volume: 1760-1914: 695 pages; 2º vo-lume: 1911-1963: 583 pages, ELEMENTS D'HISTOIRE DU BAS-CANADA, de F. Ouellet. « Cahiers du Québec », H.M.H. Montréal, 382 pages. Aspects de l'his-382 pages. Aspects de l'histoire économique et sociale du Bas-Canada depuis le milieu du 17 siècle : analyses sociologiques intéres-santes, surtout pour le 19 siècle.

FEDERALISME. AUTONO -MIE, INDEPENDANCE

LE SYSTEME POLITIQUE DU CANADA, INSTITU-TIONS FEDERALES, sous la direction de M° Louis Sabouria. Editions de l'Université d'Ottawa, 1970 517 pages.

 LES MŒURS ELECTO-RALES DANS LE QUE-BEC DE 1791 A NOS JOURS, de J. et M. Hamelin. Editions du Jour. Montréal, 1962. Vivant et bien documenté.

LE CANADA, DERNIERE CHANCE DE L'EURÔPE, de Claude Julien, Grasset, Paris, 1965.

LE CANADA FRANÇAIS APRES DEUX SIECLES DE PATIENCE, de Gérard Bergeron, Seuil, Paris, 1967, 284 pages, La thèse de l'au-tonomie.

LE CANADA A L'HEURE DU CHOIX, de Walter Gor-don, Editions H.M.H. Montrėal, 1966, 139 pages. DE GAULLE AU QUEBEC.

de Jean Tainturier. Editions du Jour. Montréal, 1967. 121 pages.

LE FEDERALISME ET LA SOCIETE CANADIENNE FRANÇAISE, de Pierre-Elliott Trudean. Editions H.M.H. Montréal, 1967, 230 pages.

Le Québec solution davenir espace, les matières premières, les essources energétiques, une main-d'oeuvre qualifiée et une conjoncture politique favorable représentent les éléments de solution à tout problème de développement industriel. C'est pourquoi le Québac est en mesure de répondre au defi du monde industriel moderne. Nous possedons: • l'espace : (une superficie de 1,648,000 km²) • les matieres premières · · (le Quèbec est premier producteur. d'armante dans le monde occidental et producteur de première importance de titane, de niobium, de cuivre, de zinc et de fer) les ressources energétiques (14,000,000 de kilowatis de puissance · une main-d'oeuvre qualifiée (dans le domaine minier, hydraulique et énergétique) et aussi une conjoncture politique Nous pouvons sûrement réaliser de grandes choses ensemble, il suffit d'avoir.... MINISTÈRE DES RICHESSES entête NATURELLES GOUTERNEMENT DU QUEBEC



IMMIGRATION

Une arme à double-tranchant pour une province francophone

teux de natalité a baissé à un point tel que les Québécois fran-cophones sont condamnés à deve-nir une minorité s'ils ne réus-

sissent pas à assimiler les immi-grants

PEUPLE à la fois secret et chaleureux, vulnérable, ombrageux et disponible, les Québécols francophones font d'étranges némophobes. Envers

l'immigré, leur comportement rappelle parfois leur longue tradi-tion rurale : méfiance instinc-tive puis invitation à diner dans la cuisine familiale. On peut aussi



Plus que jamais SOQUIP à l'oeuvre... et ca presse

L'effort d'exploration que Soquip a entrepris dans les divers bas-sins sédimentaires du Québec prend une dimension nouvelle dans le contexte des problèmes de l'approvisionnement pétroller de l'Est canadien. Les récentes modifications des conditions d'approvisionnement de cette région démontrent le bien-fondé de la décision du Gouvernement du Québec de créer Soquip II y a quatre ans, pour se doter d'un outil capable d'assurer une pro-duction d'énergie pétrole dans les décennles à venir.

Le rôle croissant de Soquip dans le développement économique de l'Est canadien est plus que jamais évident dans le contexte de la crise pétrolière mondiale.

Par LYSIANE GAGNON

évoquer, toutes proportions gar-dées, le racisme des « petits Blancs » du sud des Etats-Unis. mais dans les sociétés fondées sur la concurrence et le libéra-lisme sont des vertus de riches. An Québec comme ailleurs, les immigrés non-scolarisés consti-tuent un réfervoir de main-d'œuvre à bon marché. Ce sous-prolétariat mal informé de ses droits, que des usines et des commerces de Montréal embau-chent au-dessous du salaire mi-nimum fixé par la loi, est sou-vent perçu comme une menace vent perçu comme une menace par les Québécois déjà victimes du chômage.

par les directors deja victames du chômage.

Mals c'est plus loin qu'il faut chercher la racine de cette hostilité latente que les Québécois entretiennent vis-à-vis des immigrés. À partir de la conquête hritannique de 1760, l'immigration allait systématiquement jeuer contre les Français du Canada et transformer, à l'échelle du pays, une majorité en minorité. Inondés par des vagues massives d'immigration en provenance de Grande-Bretagne, les Canadiens français n'ont réussi à survivre collectivement que grâce à une prodigieuse natalité qui leur a permis de rester majoritaires au Québec.

Or, même ici, dans cette province qui constitue leur dernier

vince qui constitue leur dernier bastion, l'immigration continue de joner contre les francophones, qui ne peuvent plus compter — ne serait-ce que dans une pers-pective de simple survie — sur « la revanche des berceaux ». Le

giais comme langue d'enseigne-ment ! Fort heureusement, le gou-

vernement a refusé de s'engager dans cette voie, et les associa-tions néo-québécoises ont rap-

sissent pas à assimiler les immigrants.

L'aspect le plus délicat de l'immigration au Québec reste, en effet, d'ordre culturel. Plus de 90 % des néo-Québécois d'âge scolaire fréquentent des institutions d'enseignement anglaises, et la tendance à l'anglicisation des immigrants non anglophones s'est accentuée, depuis quarante ans, à un rythme régulier. De phus en plus, les immigrants qui s'établissent au Québec proviennent de pays anglophones (Etats-Unis, Commonwealth). Les pays francophones, à l'exception d'Halti, ne sont pas des pays d'émigration. Et même les immigrants du bassin méditerranéen, qui ont an départ beaucoup plus d'affinités culturelles avec les francophones, s'intègrent, dans une très forte proportion, à la communauté anglaise. Ce t te intégration est d'autant plus profonde et déterminante qu'elle se fait par le système scolaire, et qu'elle se produit au cœur de l'activité économique du Québec, dans la région montréalaise où se concentre la presque totalité des néo-Québécois.

Les Québécois francophones, sur ressentent de montre la mendare nine Les Québécois francophones, qui ressentent, de manière plus aigue que jamais la fragilité de leur propre culture, ont souvent tendance à faire porter aux immigrants le poids de leur insécurité et à s'en servir comme

de boucs emissaires

Deux réseaux d'enseignement

mique, que l'on s'assimile instincmique des fon sassimes misme-tivement au groupe dominant len l'occurrence, la minorité possé-dantel, et que l'on se conforme-rait volontiers à des lois qui tou-cheralent l'ensemble des citoyens, mais non à des règlements dis-criminatoires envers les immihabitants du Québec de faire seuls les frais de la survie du français, alors que les Québè-cois de naissance, eux, auraient conservé le droit de choisir l'ancriminatoires envers les immigrants.

grants.

En réalité, le nœud du problème réside non pas dans le fait que les néo-Québécols cholsissent l'école anglaise, mais le fait que le Québec maintient, sur un pied d'Agalité absolue, deux réseaux publice d'enseignement, l'un français et l'autre anglais. Ce phénomène exceptionnel, qui trouve peu d'équivalent dans les

sociétés multiculturelles, ni en Belgique ni en Suisse, où les zones bilingues sont étroitement circonscrites, n'a pas été sérieusement modifié par la lol 22 qui prêtend faire du français la langue officielle du Québec. Toute politique visant à « franciser » les immigrants passe en effet, par l'abolition des privilèges consentis, sur le plan scolaire notamment, à la minorité anglophone.

notamment, à la minorité anglophone.

A la source même de l'anglicisation des néo-Québécols, il y a, bien sûr, un problème d'ordre géographique : l'immlgrant vient non pas au Québec, mais en Amérique et l'Amérique c'est deux cent trente-cinq millions d'anglophones. Mais aussi et surtout un problème d'ordre économique : au Québec, l'industrie parle anglais. C'est ce qui amène aujourd'hui le gouvernement à tenter, assez timidement, faut-il préciser, de franciser le monde du travail. Mais dans le seul domaine où le gouvernement provincial exerce une entière juridiction, celui de l'éducation, le gouvernement Bourassa, n'a rien trouvé d'autre que de lancer, à grand renfort de publicité, une série de mesures dites a tactatives y destinées à rendre l'école réançaise et la culture qu'elle véhicule plus a attrayantes y aux yeux des immigrants. Classes d'accueil, pré-maternelles, programmes d'enseignement des langues... L'expérience a montré que les efforts déployés pour attirer au secteur français une polgnée d'élèves néo-québécois ne peuvent pas constituer un contrepolds valable et efficace au courant d'anglicisation qui touche d'ailleurs, aujourd'hui même, les Québécois de vieille souche, et qui se manifeste maintenant jusque dans les régions les plus « préservées » (en Mauricie, au Saguenay, à Québec, la capitale provinciale à 99 % francophone). Il y avait, l'an dernier, 25,307 élèves francophones dans les écoles élémentaires et secondaires anglaises et, dans plusieurs constituée aut privaire de la clientèle scolaire. les francophones y forment la majorité de la clientèle scolaire. Telle est la triste comptabilité à laquelle se livrent les peuples menacés : on compte les enfants

un par un. Le problème linguistique e'est entoure d'une telle confusion — confusion que la loi 22 a pour effet d'entretenir, voire d'ampli-

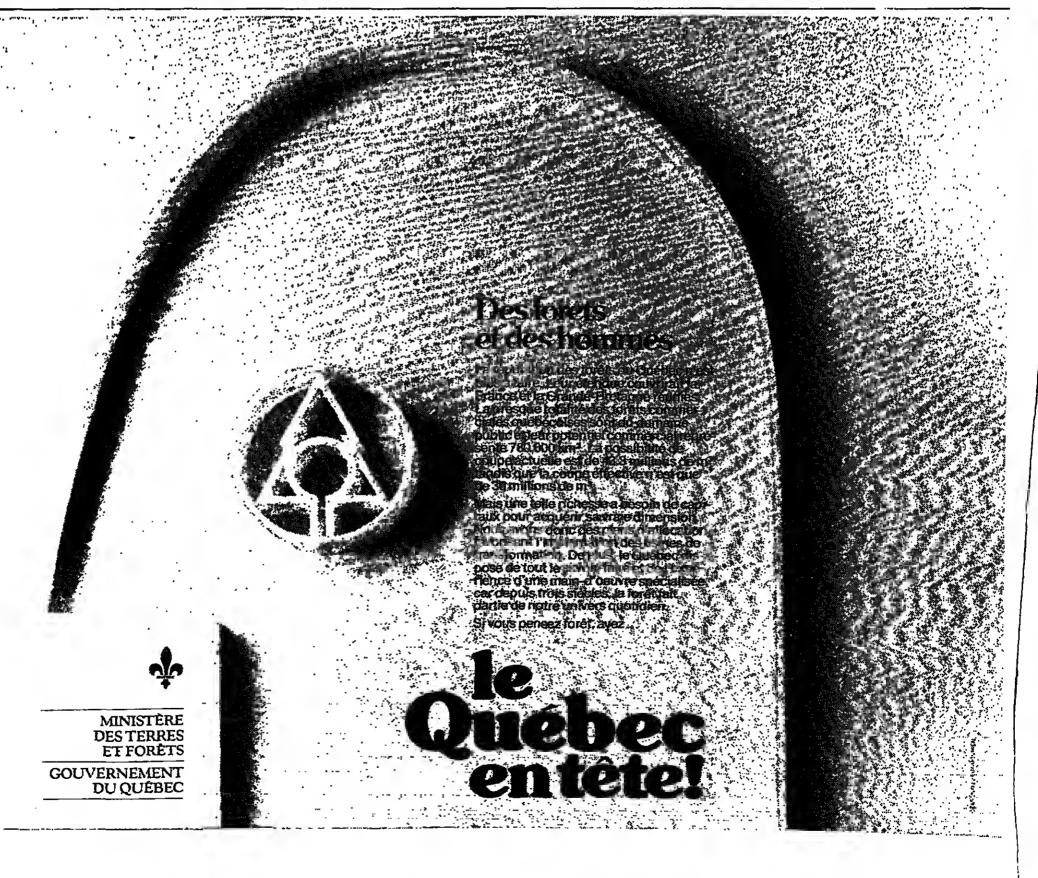
en faveur de l'école française sur la promesse que l'inglais y serait mieux enseigné comme langue seconde! Sans avoir procédé à la moindre expèrien ce-pilote, comme cela se fait en France et en Angleterre (où la langue maternelle n'est pourtant guère menacée), dans un pays où tous les enfants sont quotidlennement à l'écoute de la télévision americaine et où la qualité du français décroît constamment, le ministère de l'éducation permet muintenant que l'anglais solt enselgné, dans les écoles françaises, dès la première année du premier cycle. Il é'agit, par là, de convaincre les immigrants... et aussi les Quebécois francophones, que leurs enfants seroné, au sortir de l'école, parfaitement billingues, la conséquence de l'anglais étant dans la mentalité populaire la condition sine qua non de la réussite.

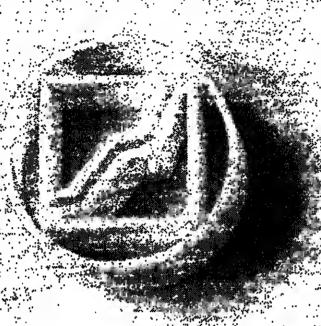
C'est ainsi que l'on passe outre aux risques pédagogiques que comporte l'apprentissage précoce comporte l'apprentissage precoce d'une langue seconde sans même tenir compte du contexte tris particulier du Québec, et que l'on glisse peu à peu vers une société hilingue où, par la force des choses, la cuiture dominante l'emportera au terme d'une po-riode plus ou moins longue de transition.

Dans ce contexte, le ministère québécois de l'immigration pèse hien peu : c'est, en termes de budget et d'effectifs, le ministère le moins favorisé de la province, et il n'est, en définitive, qu'un organisme consultatif auprès du ministère fédéral qui détient seul les pouvoirs réels de décision.

chose certaine, ce n'est pas par l'immigration que pourra se régler — ou du moins s'atténuer — le problème culturel du Québec. C'est aux principaux intèressés, les Québécois francophones, qu'il revient d'assurer la survie et ce, par des voies qui ne peuvent être que de nature politique. Seul un Québec profondément transformé sur tous les plans (dans sa structure économique aussi blen que dans le domaine culturel), seul un Québec où la majorité cesserait de se comporter en minorité saura accueillir ses immigrants dans un climat de tolérance et de sérénité. Aujourd'hui, nous en sommes encore jourd'hui, nous en sommes encore à l'heure de l'incertitude, et ce peuple fragile en est encore aux balbutiements du langage de la fraternité.







Un tremplin pour l'Amérique

Si, comme nous, vous avez le Québec en tête et que vous désirez investir, bâtir de nouvelles usines, agrandir votre marché, nous sommes prêts à engager le dialogue.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce est en mesure de vous fournir une aide technique ét professionnelle visant à favoriser la création de sociétés en participation.

Sa situation géographique privilégiée par rapport à l'Amérique, son économie en plein essor, ses ressources naturelles et humaines font du Québec un tremplin de premier choix pour vous lancer à l'assaut du marché nord-américain.

Notre rôle est de faire en sorte que tous les mécanismes de coopération fonctionnent à plein rendement pour le plus grand intérêt de tous.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce sera toujours votre meilleur allié et vous constaterez combien il est rentable d'avoir . . .

Québec en tête!



MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

les II

für le viert des



CINÉMA

Une lutte pour l'indépendance culturelle et économique

E vendred: 22 novembre 1974, en fin d'après-midi, une délégation de l'Association des réalisateurs de films du Québec (A.R.F.Q.) occupait les locaux du Bureau da surveil-iance du cinéma (B.S.C.), su 360 de des anciens locaux de la poitos de Montréal qui abritent également l'Office du film du Québec et le Chémethèque québécoise. Occupation amicala, obtenue presqua evec le complicité du responsable du B.S.C., occupation bien prémédités par Jean-Pierre Lefabvre, président de l'A.R.F.Q., et ses jounes cama-redes du bureau de l'Association, Frappier, André Forcier. Très vite la mouvement fait tache d'huile. Au début de la semaine qui débute le 25 novembre, une trentaine de cinéastes ont rejoint le B.S.C. Parmi eux, un seul Québécole anglophone, Robin Spry, le réalisateur de Pro-

En occupant le B.S.C., l'A.R.F.Q. a sement - calculé - eon coup. Elle eait que le B.S.C. a seul pouvoir pour accorder leur visa de eortie aux fitme projetés sur les écrens québé. cois, en majorité eméricaine, et parmit phiques (meis ils viennent auss) bien d'Europe). En paralysant l'activité du B.S.C., elle menace d'arrêter la sortie des films, elle oblige l'Industria, et d'abord les directeurs de salles, à réagir à la veille des fêtes, Le cinéma, eu Québec plus qu'ailleurs, est la parodle de notre système capitaliste, les eberrations d'une économie basée eur le seul profit y acquièrent une 1962, à l'époque où M. Jean Lesage. à qui on associe immédiatement le slogan de - révolution tranquille -, est au pouvoir, una première loi-cadre est envisagée pour protèger l'industria naissante de ce qui n'est encore que le cinema canadien français. Gepuis cette époque quatorze projets successifs sont restés lettre morte. n'ont trouvé, sinon aucun écho, du moins aucune réalisation concrète

logue (film eur la convention démo-

crate de Chicago en 1968). Les autres

cinéastes anglophones restent muets,

et pour cause. Leur combat n'e

emale été celul des Quabécois fran-

eupréa des eutorités supposées leur donner via et réelité en demière insjamala démentie affirma que la pouvoir provincial du Quâbec hésite à entériner des mesures qui traient à l'encontre des intérêts des partis politiques du Québec, générouse compagnies américaines.

phase algue dans la mesure où le gouvernement provincial de M. Hanri passer la loi 22 chargés de défendre le souverainetà du Quèbec dans le domaine culturel et linguistique, ne a'est pas ancore décidé à prendre 1971, un mémoire est en couffrance du Québec, mémoire qui contient un projet détaillé de loi-cadre du cinéma qui permettratt à t'industrie cinématographiqua du Québec d'envisager l'evenir evec plus de sérénité. Le but poursuivi est la création d'un Centre national da le cinématographie et l'élaboration de mesures

visant à soutenir la développement

économique de tous les secteurs de

l'activité cinémetographique eu Qué-

Les subventions

commerciaux.

organismes fédéraux, relevant exclusivement da la compétence d'Ottawa. soit par des producteurs privés qui, saut dans le cas du film pornograaide souvent I), ont néanmotne re-cours à l'aide de l'Etat canadlen pour dienne du cinéma. Quetre orge-nismes sont habilités à dispenser. longs métrages eu Canade : en pre-mier lieu la S.D.I.C.C. (Sociétà de tographique canadienne, ou Canadian Film Development Corporation, ou C.F.D.C.), créée en 1967 : l'Office John Grierson, et qui produisit en 1963 con premier film de long mé-trage, Pour la suita du monde, de

CE jour le film de long métrage Michel Brauft et Pierre Perrault; est subventionné soit par des Radio Caneda, le société de télévision qui peut commenditer des films Conseil des arts qui donne des bourses. L'Q.N.F. a considérablement da fiction de long métrage, complè-tement fait marche arrière dans es talenta, et es veut désormale essentiellement une agence de services.

le documentaire et l'enimetion domi-

M. Sydney Newman, l'actuel haut commissaire de l'O.N.F., dont le mandat devait arriver à expiration, e cialrement défini une politique pour l'organisme qu'il dirige, qui vaut eussi bien pour la S.Q.I.C.C., dont il est un des membres du conseil d'administration : ...L'Office dameura conscient de graves le cunes à combier sur le plan des priorités

Par LOUIS MARCORELLES

bec, creation, production, diffusion, exploitation -. S'Inspirant des exemptes danois, suédois, français, Italian, anglaie, una dotadon est prévue aux fina da fonctionnement da cet organisma, évaluée à 3 millions da doilars. Cet argent serait réuni en reversent au tonda d'alde de l'Industrie sement percue au cinéma au Québec. qui est de 50 cents par hebitant. Cette somme serait répartle entre les divers secteurs de l'industrie ealon les prorata sulvants : 55 % à le production, 20% à te distribution, le exploitation, archives du oinéma, courts métrages, etc. Pour ca qui est da la production, ces 55 % ceralent ainsi ventilés : 20 % de « prims au michácois (cleuse eniountiful remise en question par les responsables, car menter les recettes des films à euccàs, qui de ca felt n'en ont pas besoin), 20 % à titre de » prime à la qualité -, enfin 15 % da - prima de compensation . pour des films peu

nationales... (II) se demanda si ses time offrent une imaga suffisemment mettre aux Canadians de prendre conscience de leur altuetico dene un monde en mutation rapide. Les tilme de l'Office, ou tout autre him canedien, ont-lis préparé les Canadians à commerce la Canada ne jouit d'aucun atatut spácial auprès de ses puissants voisins du aud ? Les films canadiens ont-lis contribué à rendre les Améritance pour feur pays ? - Ce texte fut reste aux diverses eutres branches, écrit à l'origine pour le rapport

> son fonds epécial de développement de l'industrie cinématographique édicte das lois très etrictes quant au financement des projets qu'elle appule. Sur un budget X, elle avancara 40 à 50 % du devis total en argent comptant, mais es réserve un droit de regard exclusif sur la scénario, la réalisateur, les sociétés de distribution et de production. Le 15 at 20 % du devis total, payés comptant, avec en outre un droit de teur, la sociélé de distribution, une volx décisive quant au choix des comédiens et au montage final. Invesbuting fournigent entre 16 at 28 % du devis du film, avec droit de regard à l'O.N.F. par Sydney Newman, qui diens. La distribution, avec l'exploitation, est la première remboursée.

> Concrètement, ces mesures aboutissent à aligner le cinéma canadien, et d'ebord le cinéma canadien de lengue angleise, sur les normes amécher le grand public américain, le la Meudite Galette et Réjane Padofilm canadien devra prendre un visage américain dans l'écriture du scénarlo, le choix des comédiens, la technique de narration, la promotion, Les jeunes cinéastes canadiens ancommerciale, cette terration permenents de se laisser absorber cultu-

Pour le Québec, ces données sont entre le pouvoir tédéral, Ottave et entiàrement inecceptables. Tout t'el-fort des organismes syndicaux res-ponsables vise à contrecarrer cetts Québec qui veut toujoure plus de politique qui met en outre en évi- eouveraineté, d'autre pert.

La fin d'une époque

TN gros, les cinéastes québécois de Pierre Perrault. Il a refusé de demandent que la gouvernement du Québec prenne en main la direcdie, l'Acadie : les Ordres, La S.D.I.C.C. a finalement donné son tion du cinéma du Québec. Dût notre vanité nationale en souffrir, le cinéma appui, après que Michel Brault est ettacé toute référence directe su trançais n'est plus sur les bords du Saint-Laurent que quantité négli-Front de libération du Québec et à geable. Le film américain et le film pornographique ee partagent les deau lors des événemente d'octobre 1970 qui aboutirent à l'essessinet du ed te seriativonim tremetten sioc ministre québécois Laporte. Malgré qualité înégale. Sans voutoir l'admettre en public, les cinéastes québécois son sujet délicat, les Ordres, toujours savent bien qu'un certain - varige du à l'affiche à Montrési, ont provoqué succès - a gagné les milieux cinéau Québec une véritable prise de matographiques après les recettes fonde de cette époque. Robin Spry, le seul cinéaste anglophone à c'être lés - (mala bien inoffensifs) de Genis Héroux, Valérie et l'imitation, le solidarisé avec les occupante du triomphe de la comédie selace de à l'O.N.F. une version - anglaise - de Claude Fournier Deux femmes en or. Avec l'aide de la S.D.L.C.C., Claude ces événements. Action, plus une cri-Juire, en co-production avec la France (co-production presque nominale du côté françaie), a réalisé un Kamou-Reaction. Robin Spry parie sux reska d'après le roman d'Anne Hébert, avec Geneviève Bujold dans et les fait parler à leur tour. L'ignole rôle principal, qui marque l'apogée rance du sens de ces événements est de cette folle des grandeure. Aujour-d'hui, les cinéastes en retrouvent le - aujourd'hui, ceux qui avaient semblé dos au mur. Les évidences e'impoun peu réagir à l'époque même des événements semblent a v o i 1 tout oublià, il faut leur rafraichir la bilan, le coup de trein très net donnà deux documentaires de très long métrage sur la condition ouvrière Le Québec et le cinéma indépen-dant québécois (même anglophone

garde d'une tutte pour l'autonomie culturelle et la complète libération des Impératiés culturels et éconoaujourd'hui dans le monde. L'expu!sion des cinéastes des locaux du Bureau de surveillance, le lundi marque non pas la fin mais le début d'un combat, certainement la plus original de ceux menés à ce jour par

BNP DANS LE MONDE ENTIEI



AU CANADA (DEPUIS 1961)

tants du Québec, Dn est au cotton

de Danys Arcand en 1970, Vingt-

quatre heures et plus de Gilles

vent, les deux premiers films de fic-

tion d'Arcand. On ignore l'œuvre du

bois avec Pierre Perrault et Jean-

L'.Q.N.F. ne produirait plus aujour-

d'hul des ceuvres comme Un pays sans bon sens et l'Acadie, l'Acadie

Pierre Lefebvre, Gillias Groub;



_(anciennement : Société Financière Pour le Commerce et l'Industrie S.F.C.I. Ltée)

Filiale de la Banque Nationale de Paris "Intercontinentale"

Siège Social: Tour de la Bourse_Montréal

MONTREAL _ QUEBEC _TORONTO



BANQUE NATIONALE DE PARIS





Sur le viol des civilisations

Par YVES FLORENNE

I les civilisations sont mortelles, ce que nous savons aurtout très clairement aujourd'hui, c'est qu'elles sont souvent assassinées. Violées, si l'on préfère, puisque beaucoup nous crient que toutes n'en sont pas mortes. M. Robert Jaulin s'est fait le spécialiste, si l'on ose ainsi parler, de l'ethnocide. De l'ethnocide est précisément le titre de son précédent ouvrage, auquei îl faut ajouter le Livre blanc de l'ethnocide. Tout en reprenant dans le troisièms (i) les définitions et distinctions nécessaires, il s'emploie à justifier une terminologie dont on sent qu'elle ne le satisfait pas pleinement. On le comprend, et le mot « ethnocide » valait-il qu'on o'en disputât la propriété? Il u'est pas sans équivoque.

la seule tout court: la civilisation à prétention universelle.

L'attentat u'est pas meindre, mais il est do nature radicalement différente; onhier cela, c'est le mal comprendre. Il est, en nutre, la chose de l'histoire la mieux partagés. C'est encore restreindre le champ et mai saisir l'objet que de viser exchaivement l'Occident moderno comme l'unique occident. Si l'agression eniturelle y est plus voyante, c'est qu'elle est plus proche de uous; c'est aussi que l'Occident fut le plus entreprenant dans les cinq cents dernières années, et que depuis un siècle il ent à son service une technologie écrasante. Mais, parallèlement, l'Orient islamique a fait mieux ou pire; de Byzance et d'Athènes aux l'yrénées. La destruction des civilisations par d'autres a été, jusqu'ici, comme la respiration de l'histoire et se retrouve jusqu'au niveau tribal.

Il arrive aussi que le « génocide culturel » se double

retrouve jusqu'au niveau tribal.

Il arrive aussi que le « génocide culturel » se double d'un suicide. Aujourd'hui, iz « civilisation a occidentale s'est imposée, sans doute, mais elle est très largement reçue, appelée. Jadis, l'idolátrie de la latinité et l'adhésiou au christianisme, bref, la soumission souvent fervente aux deux Rome, ont seules rendu possible l'entreprise, qui dure encore, de destruction de la civilisation

(1) La Décivilisation, politique et pratique de l'ethnocide. Rélt. e Complexe », Bruxelles, 1974. Pour la France : P.U.F., 163 pages, 34 F.

celte. Au bout du compte, homicide suffit. Pour l'homme collectif, il s'agit toujours de tuer l'autre : corps et âme. Au mieux, on se contente de l'âme.

CES quelques remarques définissent le livre dans son propos et ses limites. Celles-ei tiennent aussi an caractère de l'nuvrage, qui n'est pas un traité systèmatique mais un choix de textes : d'autres auteurs alterment avec le principal, pour l'exploration de quelques points précis. La plus large part est faite aux indiens, cas-type mais évidemment très strictement limité. Lo libéralisme de M. Jaulin est attesté par la déclaration assez violente qu'il publie et nh est mis en cause « le petit pharaon parisien » — c'est lui — présenté comme un « défenseur de salom » des indigènes. « Insultes » et « malhonnêteté » à quoi îl eat vertement répondu. Il n'est pas plus facile pour un Européen d'être à indigéniste » que pour un homme d'être féministe.

A ce propos, de même que des études réceutes ont mis en évidence le sexisme des manuels scolaires, on treuvera ici un travail analogue sur l'ethnocide dans nos livres d'histoire. Une contribution originale est celle d'Aldona Januszewski sur le « gestoel ».

Plus générale et théorique, l' e évaluation critique » de l'histoire et démonter le mécanisme qui meut l'idéologie occidentale : comment l'idée de similitude — fonds commun de l'homme, — dans les spécificités, aboutit paradoxalement à « la négation des uns par les autres ». L'auteur retrouve les mêmes traits dans le marxisme et surtout dans ses applications, « continuation plus radicale encore de ce mécanisme ». En tont cas, quelle que soit la philosophie propre à l'observateur ebjectif, celui-ci ne peut que retenir comme « décivilisation » — pour une revanche sur leurs « civilisateurs » ehrêtieus. Revanche non payante : Indiens et chrétiens se retrouvent dans le même sae, parmi les sauvages et les « primitifs ».

Conversion forcée mais évidemment salutaire, pulsque les « primitifs ».

les « primitifs ».

Conversion forcée mais évidemment salutaire, puisque notre civilisation est toujours celle du progrès et des lumières, la préteudue civilisation de l'autre étant toujours rétrograde et obscurantiste. Le combat n'est pas près de finir pour que chacun reconnaisse la lumière (laissons la notion suspecte de « progrès a) de tous les autres, la respecte et chercho à s'y éclairer.

P. S. — A la suite de notre allusion rapide au livre de J. Turi (numéro d'octobre), son traducteur et introducteur, M. Ch. Meriot, professeur à l'université de Bordeaux, nous précise que Turi, Norvégien puis Suédois de nationalité, est un authentique Lapon. Il soulique eussi les aifférences considérables entre Lapons et Esquimaux, ceux-ci e tendant à pue mentalité de peuple assisté », ceux-lé étant « eu stade — comme les Indiens — des revendications »... Il ajoute : « Au moment et l'on précouise une « contre-ethnologie » (...), la voix de Turi est préceuse et indispensable à qui veut être à l'écoute de l'eutre et non pas seulement de lui-même, » On poit que nous rejoignons notre propos « contre-ethnocidaire ».

Nationalisme et révolution internationaliste

L ES livres d'histoire nous ont habi-tués à considérer le fait national comme un phénomène essentiel au dix-neuvième siècle, et l'internationalisme comme propre au vingtième. Or, nous assistons plus que jamais à une irruption de la question nationale, à une rependication de l'identité nationale, sinon régionale, dans le monde entier. Ces mouvements, qu'ils soient européens, latino-américains, africains ou asiatiques, se réclament pour la plupart du socialisme, sans pour autant toujours bien connaître les positions auxquels As se réfèrent — notamment les marristes

La position de ces derniers est d'au-leurs mal ou peu connue, souvent uti-lisée de manière fragmentaire ou parti-anne, sinon interprétée. Un ouvrags fondamental, les Maxistes et la ques-tion nationale, vient combler une grave lacune en réunissant les textes fonda-mentaux des principaux p en s e u r a marxistes de touies tendances want 1914, tout en situant leurs écrits dans leur contexte historique et dans le développement théorique marxiste (1). L'ample préface de Georges Haupt, co-witeur du livre, reconstitue l'ûtinéraire mouvementé d'une pensée qui se veut résolument internationaliste face à un phénomène considéré longtemps comme marginal, transitoire et contraire aux lacune en réunissant les textes fondaphénomène considéré longiemps comme marginal, transitoire et contraire aux aspirations internationalistes. Il montre les difficultés qu'éprouvent Marx et Engels en abordant la question, leur attitude différenciée selon les cas dans la double perspective du progrès social et de la stratégie d'une révolution euro-péenne jugée imminente. Ainsi embras-sent-ils la cause polonaise par oppo-sition à l'empire tsariste, tout en se montrant hostiles à celle des Slaves du Sud, oni servent l'empire. Les textes du Sud, oni servent l'empire. du Sud, qui servent l'empire. Les textes présentés dans ce livre restituent aussi les motivations et les arguments des internationalistes intransigeants comme Rosa Luxemburg, Anton Pan-nekoek, Joseph Strasser, et fait conuci-tre la position originale de l'Irlandais John Connoly, nationaliste mais non chauviniste, socialiste et catholique.

MAIS la partie la plus passionnante avant tout Otto Bauer, dont la contribution à la compréhension du fait national et son importance au sein du mouvement socialiste a été jusqu'à pré-

sent déformée et sous-estimée. Ses élasent acjormes et sous-estimes. Ses cia-borations théoriques, la place qu'il assigne au phénomène national dans la stratégie socialiste et pour l'avenir de la société sont d'une actualité parti-culière étant donnée l'évolution qui se juit jour actuellement dans le camp socialiste et dans le tiers-monde. A la différence de la une les théoriciens différence de tous les théoriciens consacrés, de Kautsky à Lénine, Bauer ne voit pas dans le fait national un ne vott pas dans le fait national un phénomène transitoire condamné à disparaître avec le socialisme, estimant au contraire que le nationalisme ne peut connaître son plein épanouissement qu'avec le socialisme. Pour Lénine, le nationalisme n'a d'autre intérêt que tactique; c'est ainsi qu'il intègre le droit à l'autodétermination, la force des mouvements nationaux dans la stratégie du mouvement ouvrier, dans la révolution prolétarienne. Quand à Staline, il apparaît bien plus comme un compilaleur que comme un théoricien novateur. théoricien novateur.

Il est malaisé de résumer toute la richesse de ce livre, ouvrage rigoureux de spécialistes qui n'en devrait pas moins intéresser un vaste public.

CLAUDE-CATHERINE KIRIMAN.

(1) Georges Haupt, Michael Lowy, Claudie Weill: Les Marxistes et la question nationale, 1848-1914, François Maspero, « Elbliothèque socialiste », Paris, 1974, 391 pages, 46 F.

WIND PÉTROLE WIND

HISTOIRE OU PETROLE. — René Sédillot * Payard, Paris, 1974, 362 pages, 49 P.

L'auteur avait déjà écrit une Histoire de l'oc. Peur caractériser estte nouvelle histoire, il lui suffit d'ajouter un ndjectif : neir. Le richesse et la puissance febuleuses, mais sous le signe des ténèbres. Et qui eurs duré moins long-terne que l'eutre temps one l'autra

cette histoire-là commence et se poursuit par une épopée — pure et impure —
celle des plonniers, du moteur à explosion
— nou symbolique — des « grandes
compagnies », — qui neus rappellent
eussi quelque chose, — des guerres, et
qui finit provisoirement de façon très
moderne : par une dictature économique.
Mais à l'horizon se profile la décadence,
la déchèsnce du « pétrole rol ». Histoire
complète, vivante, attrayante, et ou ne
peut plus actuelle. peut plus actuelle.

. 4 .

VOMITO BLANCO. — Abdelkébir Khatibi. + 10/18, Paris, 1974, 180 pages, 6,50 F.

a Le sionisme et la conscience mal-heureuse a, tel est le sous-titre de ce pampblet dont la violence peut surprendre (sais comment écrire un pamphlet froid et neutre 7). Ce livre, le premier dans le cenre, ouvre pour les Arabes un nouveau dessier, celui du combat idéologique; la rigueur de l'argumentation, la sena dans lequel la problèmatique est posée font qu'il tranche nettement avec la littérature bavarde qui eircule à propos du conflit.

L'enteur, sociologue marocain, interroge e sienisme et casaie de démenter les is assume et cesate de démenter les mécanismes sur lesquels il s'appuie pour s'installer dans l'opinion européenne et surrout ehez une cartaine ganche fran-cuse qui, du fait du terrible génocide nazi, s'aveugle quand il e'agit du pro-blème palentinien.

Khatibi interroge Sartre, dunt la posi-tion duelle («oui» pour Israël; «eui, meis...» pour les Palestiniens) est le type mème de cette conscience maiheureuse qui lui fait verser quelques larmes sus-pectes; critique Misrabi, qui se demande si la Questiou juive de Marx u'est pas na appel au meurtre et au génocide a; déennce avec bumour a la siouisme socia-liste » de Memmi, qui cherche à colpabi-liser les Arabes en les accusant d'avoir de tout temps persécuté les juifs.

Ce livre passionné reste cependant ouvert pour un véritable dialogue entre Arabes et juins libérés de l'idéologie sioniste qu'Issac Deutscher définissait comme une a imposture a qui entrave le lutte des classes aussi bien en Israel que dans les pays arabes.

WELLANDO AIRE MINE

ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNA-TIONALES 1974

★ Union des associations internatio-nales, 1, rue aux Laines, 1909 Bruxelles, 1974, 1890 trancs beiges.

L'ordinateur, par l'une de ses applica-tione beureuses, va sans doute réconcilier de nombreux francophones avec l'Union des associations internationales, qui reprend, grâce à lui, après treize années d'interruption, le publication en français de son Annuaire des organisations inter-nationales. Sous une forme rénovée, cet ouvrage, dont la première édition remonte à 1949, pareltra désormale simultanément dans ses deux versions française et anglaise.

on y trouve, rappelons-le, la liste complète des organisations intergouver-nementales et non gouvernementales (plus de quarre mille trois cents au moment de la préparation du présent volume), avec de brêves indications sur l'adresse, la structure, la vocation et les activités de chacune d'elles. Quelques nouveautés dans le chapitre final, avec notamment des staintiques sur la répartition régionale des sièges des organisations (l'Europe reste largement an tête, devant l'Amérique du Nord), sur les lleux d'accuell des réuninns internationales ou encore sur la représentation nationale dans les organisations (la France arrivant au premier rang de ces deux elassements). On pourra eussi y consulter désormals les listes des fondations s'intéressant aux recherches internationales, des instituts et éceler avec leurs adresses dans le monde entier, sinsi qu'un répertuire des chercheurs spécialisés dans l'étude des organisations internationales.

JUIFS ET ARABES, — Albert Memmi

★ Galifmard, collection < Idées >, Faris, 1974, 224 pages, 6,90 F. Albert Memmi enrichit son œuvre de l'expérience de son propre vécu. Après l'analyse de sa condition d'opprimé, qui nous a valu le Portrait du colonist, il a abprofondi cette racherche en l'assent

approfondi cette recherche, en laissant s'exprimer sa sensibilité de juit sépharade, c'est-à-dire d'opprimé des opprimés. A travers les développements de ce nouveau «questionnement», sont nés des livres comme la Portrait d'un juit et l'Homme desniné

e questionnement a, sont nes des livres comme la Pertrait d'un juit et l'Homme deminé.

Aujourd'uni, Juits et Arabes résume l'itinéraire, parcouru par l'nuteur, du judaisme an stoniame. La mutivation de cette démarche est simple, forte et conséquente. Le juit, partout dominé et perséeuté depuis deux millémaires, a adopté des ettitudes de réaction, également inzdéquates et insatisfiaisantes : le refus de soi et l'affirmation de soi. Egalement inadéquates, car, ainsi que le remarque Memmi, a dans une condition d'oppression, mi le refus de soi ni l'affirmation de soi ne pouvent délivrer l'opprimé a. Il importe donc de fairs disparaître la acondition d'oppression a, en d'y échapper. C'est ce que préconise le sionisme, en appelant à adhérer à l'idée, puis à l'acte de construction d'un Etst juit, où l'affirmation de soi sera recomme et favorisée, où chaqua juif sera désocrais autorisé à vivre et à exercer librement as judéité.

'Mais ce raiscamement, juste et conséquent dans sa subjectivité, cobérent dans le cadre de la problématique juiva, est-il, pour autant, juste objectivement, par repport au discours ginbal où li s'insère? Fent-il être accepté par l'Autre, coincider avec le raisonnement également cobérent de l'Autre? C'est ce que l'autre ne dit pas. Et sans doute pense-t-il qu'il u'entre pas dans son propos de le dire. Certes, Memmi déplore le sort fait sur Palestiniens, reconnaît les contradictions qui apparaissent en Iraés, et dénonce même, uon sans courage, la contrainte excessive que la religion fait peser sur la vie israélienne, ainsi que la dépendance de fait de la communauté orientale à l'égard de la bourgeoisie d'origine européeune. Mais l'interprétation qu'il donne de ces faits tend à minimiser leur portée. Où d'autres voient des facteurs foudamentalement inséparables de l'idéologie sioniste, Memmi ne décèle que des anomalies, et il ue doute pas de leur résorption progressive.

EDITIONS FRANÇAISES

ET ÉTRANGÈRES e L'ESTABLISHMENT SOVISTIQUE, per Michael Morocow (Payard, Paris, 1974, 253 pages, 40 F): Un ouvrage de références utiles sur la structure de la société poli-

CHINE e LA CHINE UNE AUTRE QUALITE
DE VIE, par Wilred Burchett, en Collaboration avec Rewy Alley (Francois Maspero, coll. « Cahlers libres ». Paris, 1974,
302 pages, 42 F): Synthèse de deux
enquêtes memées en 1973 aur la via en
Chine sprès la révolution culturelle.

ECONOMIE

• POUR UN MODELE EUROPEEN DE DEVELOPFEMENT (La Linrairie européenne, Bruxelles, 937 pages): Texte des rapports et interventions à la conférence de Venise organisée por la Commission des Communaptés européennes les 20, 21 et 22 avril 1972 eur le thème: « L'industrie et la société dans la C.E.E. ».

HISTOIRE DE LA REPUBLIQUE CERTRAFRI-CAINE - Pierre Kalck

* Berger Levrault, Paris, 1974, 348 p., as P.

Pour avnir effectué, dans ce que l'en appeialt naguère l'Oubangui-Chati, une bonne partie de sa carrière d'administrateur de la France d'outre-mer, puis de conseiller du premier président centra-fricain et de ses successeure, Pierre Kalch était certainement l'un des mieez placés pour écrire une histoire cohérente de octte partie de l'A-E. P. qui, il y e encore moins d'un siècle, n'était représentée sur les stilss du continent africain que par une grande tache blanche.

Après nvoir mis an évidence l'existence d'anetennes entifés politiques. l'auteur enalyse les réparrussions durables qu'ent sues pour la République Centratricaine, d'une part une traite sonvent féroce (dénnncée successivement dans le Ba-touala de René Maran, prix Goncourt touala de René Maran, prix Goncourt 1921, puis dans le Veyage au Congo d'André Gido), d'eutre part une colonisation distraite qui, à cette « Candrillon de l'Empire », préférait sans doute les attraits infiniment plus rémnnérateurs de Maroc ou de l'Indochine. Le passage de l'état de celonie à celui d'Etat indépendant est enslysé en témoin direct et même en acteur par un bomme qui a, en etret, joué un rôle important suprès du président Barthélémy Bogande, fondateur de la B.C.A., et dont l'intelligence du passé s'appule toujours sur une sollide compréhensien du présent.

Le lecteur regrettera toutefois que set

Lie compréhensien du présent.

Le lecteur regrettera toutefois que set ouvrage ntile et bien decoumenté, abrégé d'une monumentale tinèse de doctorat sontenue en 1970, a'arrête à cette aube meuvementée du 1° jenvier 1965 qel voit le retrait de M. David Dacke et la prise du pouvoir par le colonal Jean-Bedel Bo-kassa, depuis lers « président à vie » de la Rémulique Contracteure. la République Cantrafricaine.

THERATURE NEGRE — Jacques Chewier

A Colin, coll. u Prisme u, Paris, 1974,
287 pages, 17 P.

Jacques Chewiar nous replace devant
la questiou que nnus amène à nous poser
la livre de Robert Jaulin (voir ci-dessus) :
ethnocide ou suicide? L'un et l'antre,
apparamment. Si « le transister et le
cinéma cont tendance à se substituer aux
vieux discours a (tout comme dans nos
campagnes, ces pays de sauvages) ; si
« chaque vieillard qui ment, c'est une
biblinthèque qui brûle », à qui n fante?
A tout le monde sans doute. Fracre que
le séducteur soit toujours plus coupable
que le séduit.

que le séduit.

Ce livre est donc à la fois un eri d'aixme — pour ce qui risque de disparaitre tout à fait — et un blian, un recensement de ce qui fut et qui persiste à être : une onliure, nu plutôt un ensemble de cultures, de civilisations africaines, d'une richesse à peu près insoupconnée et qu'ont commensé de révéler depuis qualques dizaines d'années les travaux des athunlogues.

des ethnnlogues.

Mais c'est justement sur la a libératien s' d'une littérature nouvelle, conséquence et expression de la libération tout court, que l'auteur s'arrête. Vnici que l'écriture succède à l'oralité, que le roman prend place près de le poésie, capendant que les deux courants — écrit, parole-geste — se rejoignent dans le théatre. Tableau complet de cette littérature, dont il ne faut pas perdre de vue qu'elle demeure par la force des choses — savoir lire, en avoir le besoin — éliteire ; et qu'elle e'exprime encore dans une langue s'étrangère e : le français.

DOSSIERS AFRICAINS - LA CONSTRUCTION

DU MONDE. — Publié sous la direction de

★ Maspero, Paris, 1974, 141 pages, 18 F.

A travers la massa plus en meins compliquée de leurs théories et de leurs représentations des rapports de l'homme et du moude, de l'individu et de la col-lectivité, des dieux et de l'histoire, toutes les sociétés nous livrent le somme de leurs efferts pour maîtriser, par l'intelli-gence, les forces de l'univers et de la com-

En réunissant ici un certain nembre de contributions authropolegiques portant sur la notion de personne, la cosmojogie et la cosmojoule, les envenues à la sor-cellerie et, enfin, les monvements politico-religieux, les enteurs de ce dessier publié sous l'égide du Centre d'analyse et de recherche documentaires pour l'Afrique public sous l'égide du Centre d'anayse et de recherche documentaires pour l'Afrique noire (CARDAN) entendent proposer nu lecteur à la fels un outil de travail et nu instrument de réflexion sur les sooiétés contemporaines d'Afrique neire. Outre un certain nombre de mises an point qui s'adreacent, en priorité, eux spécialistes, nu en retiendra surtout les développements consacrés sux mouvements politico-religieux qui, tels le Kimbanguisme et le Kitawala, tiennent à leurs fidèles un langage particulièrement révolateur de l'évolution des esprits en Afrique. Ces analyses révèlent, notamment, que ces mouversents aingulieus sont loin d'être de simples discours et qu'indépendemment de lenr fenction militante (par eux sont passés des erdres de grève, des refus de payer l'impôt) ils unt souvent effert une solution tant individuelle que collective à la erise provuquée par la

L'AFRIQUE MOIRE, BE 1800 A NOS JOURS. -C. Coquery-Vidrovitch, H. Moniot ★ Presses universitaires de France, Paris, 1974, 462 pages, 53 F.

En matière d'histoire africaine, dres-ser l'état des connaissances est à la fais acrobatique et précaire. Acrobatique compte tenn d'une production qui renouvelle très vite sa substance (notam-ment dans les pays anginphones, et prément dans les pays anginphones, et pre-caire, dans la mesure où les spécialistes sont tenus de fonder lenr propos sur des matériaux relativement récents dont bon nombre unt d'allieurs été fournis par l'ethnelogie, l'enthropelogie, la sociolo-gie, voire les sciences politiques et l'éco-numie...

Rendre justice aux pionniers de tous nrdres qui unt rendu possible l'historin-graphie africaine ne doit espendant pes cacher les limites de leur contributien, car ces historiens étalent de formation. d'esprit et de valeur très bétéroclites, et d'esprit et de valeur très bétérocities, et il faut les utiliser avec autant de vigi-lance critique que de gratitude admira-tive. C'est à quoi s'emploient habilement les anteurs de cet convrage qui, nutre l'ariginalité de son point de dépurt (1809, e'est le mement eb l'interventien des trois C — commerce, christianisme, elvilisation — marque un tournant déci-sif dans l'histoire de l'Artque), engage le lecteur dans une triple direction : les le lecteur dans une triple direction; les meyens de la recherche bistorique, l'état des connaissances et, eufin, les pro-blèmes et directions de recherche actuels. Bétéroclite, parfeis fragile, souvent utile.

LA REPUBLIQUE DE GAMBIE. — Michel Armand-Prévost

★ Berger-Levrault, coll, a Encyclepédia politique et constitutionnelle n, Faris, 1974, 62 pages, 6 F.

Un caprice de l'histoire semble aveir alt de la Gamble, ex-colonie britannione. un pays à la fois trop petit et trop mai partagé en ressources naturelles pour qu'il puisse raisonnablement atteindre nu développement écenomique sans être obligé de sortir de son isolement. Etroite bande de terre enclavée à l'intéstroite bande de terre enclaves à l'inte-rieur du Sénégal, et e'étendant de cha-que côté du fleuve Gambie, ce minnscale Etat large de 24 à 48 kilomètres et long d'environ 300 kilomètres ne peut, en effet, asseoir son économis que sur l'exportation de l'arachide, dont ou sait à quel point le cours est essentiellement finctuent.

a quer point le rours est essentiellement finctuant.

C'est sans doute la raison qui evait conduit à envisager la constitutinn d'une fédératien de le Sénégamble dont l'idée, déjà ancienue, semble aveir aujourd'hui perdin de son attrait dans la meure ou, d'une part, le Gemble possède désormais e ne expérience de souveraineté nationale et eù, d'entre part, le questien de la Sé-négamble a été à l'erigine posée dans le cadre de l'unité africaine. Or dans escun pays efficain le souci de l'nuité ne l'a jamais emperté an point d'effacer les traces de le balkanisatien coloniale

ou post-coloniale.
Est-ce à dire que la Sénégamble doive rester uo mythe? Jusqu'ici toutes les rester uo mythe? Jusqu'ici toutes les tentatives de rapprochement out écheus, principalement en raison de l'importance du phénomène de la contrebande dout le déveleppement porte une sérieuse attainte à l'économie sénégalaise et concourt à envenimer périodiquement les rapports sénégalo-gambiens. On peut, toutefois, estimer qu'une approche réa-liste du problème devrait permettre de désaux le mythe sénégatoire de l'introdégager le mythe sénégamblen de l'atmo-sphère d'utople africaine qui l'e d'abord entouré, et contribuer ainsi an rappro-chament sans cesse différé des angio-phnnes et des fraucophnnes. J. C.

WILLIE RELIGION WILLIAM

LES JESOITES. — Alain Guichard. * Grasset, Paris, 1974, 256 pages, 28 P.

* Grasset, Paris, 1974, 256 pages, 28 P.
L'euteur situe d'entrée de jeu son propos : non pas histoire de la compagnie de Jésus, mais « essai sur son action et son destin dans les sociétés modernes ». En quoi, précisément. Il neus intéresse. Bien entendu, un « flash-back » historique est nécessaire, mais surtont ponr nus moutrer comment, après une dévisitien d'un siècle et demi, l'ordre a réonjeré sa vocation originalle de liberté, d'ouverture, de médiation, — et d'oppesition déterminée à toute inquisition.

Alain Guichard met en lumière le rûle et l'importance des jésuites à Vatican II pour le renenvellement, le bouleversement des rapports de l'Eglise avec le monde, exprimant les idées-forces nen seulement sur les que at le na de religion, de conscience, de relations avec l'athéisme, mais sur le contenu mêms des sociétés, des cultures, des vérités (plurielles) de la contestation. Aussi le lecteur prandratul une vue très rectifiée de l'Ordre (et de l'Eglise) qui le surprendra souvent. C'est à la empréhension des sociétés actnelles, et compréhension au lond, qu'aldera ce livre aussi fermement écrit que pensé.

THE REBEL CHURCH IN LATIN AMERICA, par Alain Gheerbrant (Penguin Books, Londres, 1974, 357 p., 75 pences).

LE MONDE DIPLOMATIQUE

MAURITANIE

nationalisation de la MIFERMA

Par VINCENT DE BURETEL

NE société étrangère qui procure à l'Etet plus du tiers de ses ressources budgé-taires, qui assure à elle seule plus de 80 c.o des exportations nationales, qui investit chaque année plus de deux fois ce qu'investit l'Etat lui-même, qui assure le quart des emplois salaries du pays : telle était le Société des mines de fer de Mauritanie (MIFERMA), société presque entiérement contrôlée par des capitaux etrangers, veritable Etat dens l'Etat.

Pour tout démocrate, et pas seulement pour les démocrates mauritaniens, une telle situation constituait un véritable défi à l'exigence légitime d'indépendance nationale.

L'annonce, faite le 28 novembre dernier par le gouvernement mauritanien, de le nationalisation de le MIFERMA, venant moins de deux ans après la sortie de la Mauritanie de la zone franc et la création d'une monnaie recul important de l'impérielisme dans cette zone - particulièrement de l'Impérielisme fran-

Par l'intermédiaire de le MIFERMA, les puis sances européennes et le Japon ont disposé durant les quinze demières années en Mauritanle de conditions d'approvisionnement en minerel de fer outrageusement evantageuses A ce jour, plus de 80 millions de tonnes du mineral à haute teneur de la Kedie d'Idilli ont été expédiés vers ces peys, le rythme ectuel étant de 12 millions de tonnes par an. Les conditions de prix euxquelles le mineral e été ecquie constituent un avantage exorbitant pour les puissances européennes et jeponei

Les principaux clients de le MIFERMA étalent eussi pour le plupart ses propres actionnaires : les grandes sociétés eldérurgiques européennes Usinor, British Steel Corp., Thyssen, Italsider. Ils avaient de toute évidence intérêt à se vendre é eux-mêmes le minerei au prix le plus bas possible, de façon é réduire chiffre d'effeires et profits décierés en Meuritanie sur la base desquele étaient calculées les diverses rede-vances à l'Etat meuritanien. Cele était rendu possible par le fait que - comme pour tant d'eutres matiéres premières — la prix de réfé-rence du marché mondial était facilement contrôlé par les grandse puissances consomma trices. Les profits ainsi détournée se retrouvaient évidemment en Europe eu bas des blians des

C'est ainsi que, de 1963 (début de l'exploita-

tion du minerel mauritznien) è 1973, le prix da la tonne (FOB) de mineral eur le merché mon-diel est passé de 9,4 dollara à 9,8 dollars (descendant jusqu'à 8,8 dollara en 1969), soit une progression de moins de 5 % en dix années. elora que dans le même tempe les prix da l'ecier en France augmentelent de 70 %. Si le aulvi le progression moyenne des prix des pro-duits echetés par la Mauritanie eux pulssances Industrialles, un calcul aimple montre que c'est plue d'un millierd de francs (lourde) suppléientaires qu'auraient dû débourser l'Europe et le Japon durant ces dix années. Encore ce chiffre est-il tout relatif, car le prix de 1963, certainement pas la valeur réelle du minerei. Il est peut-être bon de rappeler ces faits. elore que les discussione vont e'engager autour du problème de l'indemnisation des anciens actionnaires. La question mériterait en effet d'être posée de savoir qui doit indemniser qui...

MAIS eu-delé de ces constatations Il reste à expliquer le décision de la netionalisation de la MIFERMA, prise par le gouveroement de M. Moktar Ould Daddah, pour an discerner le portée. Car c'est le même Moktar Ould Daddah qui, plus de dix ans auparavant, le 15 juin 1963, lors de l'ineuguration des installetions de le MIFERMA à Zouerat, déclarait : « La MIFERMA constitue le symbole d'une coopération internetionale conforme é notre idéal et dont nous ne cesserone demain de lavoriser le développement. »
C'est le même Moktar Ould Daddah qui. le

29 mai 1968, ordonnait personnellement é l'armés mauritanienne de lirer aur les ouvriers de le MIFERMA en grève, qui manifestalent pour obtenir des saleires décents et le suppression de l' « apertheid - Imposé par le société étrangère, at qui virent tomber ce jour-lé plusieurs dizaines de leurs camarades.

C'est encore le même régime qui, durant les demléres ennées, falsait emprisonner et torturer les opposante du Mouvement national démocra-tique et du perti des « Kadihines » dont l'une des premières revendications était le nationalisation de la MIFERMA.

Changements soudains, politique incohérente de la pari des dirigeanta mauritaniens? Nous ne le pensons pas. Il semble au contreire qu'il e'agisse, eu-delà des particulerités tactiques, d'une politique tout à fait cohérente. Male pour lenier de saisir cette cohérence, il convient de la naissance de la société minière et celle de l'Etat mauritanien,

ES principeux protegonistes de l'époque L étaient les mêmes qu'eujourd'hui : le peuple mauritanien ; les clesses dominantes de la société meuritanienne ; enfin, évidemment, le France, pulssance industrielle renelssante, en

même temps que puissance coloniale en déclin. L'un des premiers soucis du cepitalisme fran-çais était de se doter d'une industrie stratégique - la sidérurgie - à le mesure de ses embitions. Cele explique l'Intervention directe et massive de l'Etat pour favoriser le concentration en deux grands pôles (Usinor et Wendel-Sidelor) de l'industrie sidérurgique jusque-là dispersée, et pour acquerir le contrôle de nouvelles sources d'approvisionnement en mineral de fer afin de suppléer le mineral lorrain

Meis, dans le même lemps, c'est le déclin de la pulssance coloniele, sous les coups déjà victorieux du peuple vietnamien puis du peuple elgérien. Devant le risque de voir ces foyers embraser l'empire colonial tout entier, le général de Gaulle, préservant elnal eu mieux les intéréts du capitalisme françaie, adoptera visà-vis des pays d'Afrique et de Madagascar une politique préventive, tendant à éviter le situation le plus défavorable pour une puissance coloniela : l'Indépendence arrachée par un peuple en armes.

Cette politique préventive faisait appel et deuxième protagoniste : les classes dominantes des pays efricains et melgache. Elle consistait é négocier evec elles ce qu'on pourrait appeler le - compromis néocolonial ».

Les classes dominantes en Meuritanie étalent constituées par les chefs léodeux traditionnels dont le colonisateur avait soigneueement meintenu les privilèges et permi lesquels il avait formé les fonctionneires subalternes de son edministration. Ils étalent regroupés dans un parti disposant des taveurs du colonisateur, dont lesder — déjà — étalt M. Moktar Ould Daddah.

Les termes du « compromis néo-colonial étalent é peu près les suivants : le puissance coloniale transmettait lee attributs et privilèges du pouvoir d'Etat et garantissait ce pouvoir par un soutien technique, financisr et militaire, en échange de quoi les classes dominantes efri-

moyena monétaires et de crédit et d'orienter tés étrangères en leur accordant des avantages fiscaux exorbitants et en leur garantissant « ate bilité potitique - et - palx sociale ». Cer c'est à ces conditions que les grandes firmes sidérurgiques européennes aliaient réunir les capitaux (1,5 milliard de francs é ce jour) nécessaires pour extraire et acheminer la minerai de la

Certes co compromis était très eventageux pour l'ancienna puissance coloniale, qui conservait sous une autre aignature l'essentiel da ses droits et prérogatives. Mais cela correspondait classes dominantes de cette Afrique balkanisée par la coloniesteur ne disposalent par ellesmêmes ni des moyens nt de l'expérienco néces saires eu fonctionnement d'un Etat moderne. Si elles voulaient conserver leur position priviléalles n'étaient objectivement pas en mesure à l'époque de suivre un autre chemin que celui

Les quinze années qui ont suivi ont montré amplement (1) que c'est le trolelème protago-niste, le peuple mauritanien, qui e fait les frais de co « compromis néocolonis! ». Car c'est co peuple - paysans pauvres et petite éleveurs sortes, dockere, ouvriers ou fonctionnaires qui, dans les rapports de production féodeux maintenus comme dens les nouveaux rapports capitalistes, continuera de produire les richesses sans recevoir pour la plus grand nombre autre chose que le strict nécess quand le sécheresse le lui laisse ; c'est ce peuple dont beaucoup de jeunes, poussés par la balsse des productions vivrières et le chômage, calemités impérielistes, vont venir vendre à vil prix leur force de travail en Europe ; c'est parmi ce peuple que la MIFERMA va chercher son contingent de manœuvres, sans cesse épuisé, sans cesse renouvelé, pour un salaire de 300 F par moie, soit cinq à six fois moindre

que celui d'un mineur lorrain. A le fin des années 50, le peuple mauritanien, maintenu dans l'ignorance et l'obscurantisme tant par ses meîtres féodeux que par le colonitissants de la situetion et ne pouvait donc intervenir de façon indépendante.

U cours des quinze dernières années, le A repport de forces entre ces troie protagonistes, non esulement en Mauritania male dans le monde entier, s'est progressive-

Le murissement, puis l'écletement de le crise économique, touchant jusqu'aux centres nerveux du système occidental, renforçant ses contradictions, rendant toujours plus apre le lutte pour le contrôle des matières premières et des marchés, ne permettalt plus é une poissance de second ordre comme le France de conserver en Afrique le « chasse gerdée » qu'elle evalt peu ou prou meintenue jusqu'à la fin des années 60. Ces conditions ont rendu possible les sorties successives de la zone franc, inaugurées par le Mauritanie.

D'eutre part, les luttes des peuples du tiersmonde ont felt un considérable bond en avant depuis une quinzaine d'années, einei que la conscience de leurs Intérêts fondamentaux. Pour le première tois, une confrontation armée de grande envergure entre un petit peuple déterminé à vivre libre et une grande puissance e tourné é l'avantage du premier. L'exemple et l'expérience du peuple vietnamien se sont propages aux quatre coins du monde et ont suscité une soliderité telle qu'eucune grande puissance ne saurait plus, comme il y a vingt ou cinquante ane, pretiquer impunément le politique

En Mauritanie les luttes es sont développées à partir de 1968 eutour des mots d'ordre de nadonalisation de la MIFERMA et d'indépendance nationale, qui ont conduit à le constitution du Mouvement national démocratique : elles n'ont pas fléchi maigré plusieure campagnes de brutale répression, et aunt certainement le facteur décisif expliquent le mesure qui vient d'être prise.

Enfin, les classes dominantes des pevs du tlers-monde se sont considérablement rantorcées durant le dernière pérlode. Accumulan progressivement les capitaux et le savoir que leur concédelt chichement l'impérialisme, acquérant l'expérience de le gestion d'un Etat et d'une edministration moderne, écoutant le voix de le Chine socieliste de la tritune de Bandoung é celle de l'ONU, e'organisant entre elles et se rencontrant dans de multiples conférences, les classes dominantes de ces pays prirent peu à peu conscience de leurs intérêts communs et de leur force collective.

Le besoin, vital pour l'Impérialisme, des travallleurs et des matières premières du tiere-monde, donne à leur solidarité une puissance

qui bouscule tous les rapports existants. Cette solidarité, qui a'est d'abord exprimée dans des cadres régionaux, devient eujourd'hui mondiele. Une trace de cette évolution est laissée par

ls auccession des votes à l'ONU où les grandes puissances ont été mises en minorité. En décembre dernier, l'ambassadeur des États-Unie à l'ONU accusait les pays du tiers-monde d'y exercer une - mejorité despotique - : ca à qual la représentant de l'Algèrie réplique que le monde evait profondément changé depuis vingt ans et qu'il convenait de - se mettre dens le courant da l'histoire, sans regret pour un passé révolu -. Il exprimait là de façon claire le conscience du nouveau rapport de forces créé sur la base de la solidarité des pays du

La nationalisation de la MIFERMA est un effet de cette solidarité. Le soutien ouvert des pays arabes - en particulier de l'Algérie - rend inimeginable toute riposte brutale de le France (qui n'irait pas eacrifier le pétrole pour la fer...). en même temps qu'il rend possible l'indemnisation nécessaire au mainlien des bonnes relations evec les sidérargistes européens, faturs clients, et la Banque mondiale, futur beilleur

La décision du gouvernement mauritanien de confier la gestion de l'ancienne MIFERMA à la Société nationale industrielle et minière (S.N.I.M.) récemment créée es tradoira certainement par un rôle plue ectif joué par la Meuritanie dans le sens de l'organisation d'un front mondial des producteurs de mineral de fer. Bien que le fer ne soit pas la pétrole, que la tiers-monde ne produise que 40 % du minerai extrait de per le monde et que les réserves mondieles soieni abondantes, l'organisation d'un tel front evec l'Australie, le Brésil, le Libéria. les paye d'Amérique letine, etc., permettrait certainement é ces pays de mieux résister à la dégredation de leur pouvoir d'achat, dégradetion organisée jusque-là per les grandes

A nationalisation da le MIFERMA, à l'Instar du mouvement général de récupération des richasses par les pays du tiers-monde, se fait eux dépens des puissances iodustrielles. eion est de savoir : au profit de qui ?

Car les classes dominantes mauntaniennes. à travers cette mesure, cherchent d'abord à consolider et élargir leur base économique et sociale. Le nationalisation s'inscrit donc dans una politique de développement s'appuyant sur le peuple ou l'utilisant comme masse de couvre chaque fols que cele seri les objectifs propres de ces classes dominentes, mais le réprimant dans le cas inverse.

La politique de développement préconisée per le régime de M. Moktar Ould Daddah est caractérisée par une ambilieuse industrialisation e'appuvant essentiellement sur l'apport des capitaux étrangers, et pour cela elle nécessite une tactique de concessions mutuelles avec les pulssances Impérialistes.

A cette politique, le Mouvement national démocratique (M.N.D.) en oppose une autre, fondée eur le principe suivant : une politique d'indépendance nationale doit d'abord compte: eur la mobilisation des forces populaires, seconeirement sur l'aide des pays amis, jamais sur l'alde de l'impérialisme. Une telle politique nécessite l'instauration des libertés démocratiques d'organisation et d'opinion, qu' n'existen: particulier les rapports de production féodaux qui domineni encore à la campagne : elle suppose une politique de développement industriei répondant non pas aux besoins du marché mondial - c'est-à-dire du marché Impérialiste. meis aux besoins du peuple mauritanien : putile pour l'agriculture, industries alimentaires trensformant la production agricole, matériaux de construction pour les puits et le bâtiment, etc., bref, allant dans le sens d'une plus grande autonomie du paye sur le plen économique Dans le cadre d'une telle politique, il est évident que, pour le M.N.D., l'indemnisation des anciens actionnaires de le MIFERMA ne saureix étre envisagée

Telles sont les deux torces et les deux politiques — cohérentes chacune dans la défense de leurs intérêts propres - qui s'effrontent eujourd'hui en Meuritanie, et certainement dans le plupert des pays du tiers-monde. Tectiquement il leur arrive de e'épauler mutuellement dans le lutte contre l'adversaire commun. Mais leur opposition est profonde, cer l'une amprisonne l'indépendance netionele dans les Irontières de ses intérêts égoïstes de classes bureaucretique et féodale, tandis que l'eutre libère de toute entrave la capacité et le volonté

(1) Pour une analyse plus précise, voir t'ar-icle de Prancis de Chassey dans le Monde iplomatique de juillet 1973.

Dans ce numéro:

P. 2 à 4:

LE PEUPLE PALESTINIEN : NAIS-SANCE D'UNE CONSCIENCE NATIO-NALE, par Eric Bouleau.

Suite de l'article de William R. Polk : Menaces en Proche-Orient.

P. 5:

•

CINEMA POLITIQUE : COMBATS DE PALESTINE, par Ignacio Ramonet, Serge Le Peron et Guy Hennebelle.

P. 6:

La coopération soviéto-française s'eppro-fondit, par Spartak Beglov. Intellectuels et paysans dans la Chine rurale, par Jean Daubier.

P. 7 à 12:

L'INEGALITE FISCALE: France: Faire payer sux contribuables le prix de la concentration capitaliste, par Christian de Brie: Etats-Unis: Une habile organisation de l'évasion fiscale, par Frédéric Langer: Graode-Bretagna: Le refus da

freiner une inégalité croissante, par Jim Kincaid : Suède : Effets limités de charges lourdement progressives, par Per Holmberg; Europe : Mobiliser l'opinion contre la régression sociale (J.S.). — Pour une nouvelle répartition des charges, par Jacques Simon: Réforme fiscala et révolution socialiste, par Jean-Pierre

Suite de l'article de Guy Hermei : La fin de la « dictature de consommation »

en Espagne, La participation du G.R.P. é la prochaine conférence de Genève sur le droit huma-

nitaire, par Jean J.-A. Salmon. Une réussite de la coopération multilatérale : Le Transcamerounais, par André

PANAMA: Les militaires foce aux Etats-Unis, reportage de Claude-Catherine Kiej-

P. 18 à 21 :

P. 16 et 17:

Index des articles publiés eo 1974. Carnet des ambassades. — Nouveaux gou-L'ectivité des organisations internatio-

P. 43:

LA « CRISE » ET LES INVESTISSE-MENTS AMERICAINS A L'ETRANGER :

P. 22:

P. 23 à 42;

Un élément décisif du renforcement de l'empire, par Dominique de Laubier.

LES QUEBECOIS ET LE QUEBEC (sup-

Les livres du mois,

Janvier 1975